

Défiant les consignes des autorités politiques

Le chef d'état-major yougoslave menace d'« écraser » la sécession en Slovaquie

Armée fédérale ou serbe ?

L'ARMÉE a-t-elle déjà pris les choses en main en Yougoslavie ? Le nouveau président de la Fédération, M. Stipe Mesić, le nie mais les propos - pour ne rien dire des agissements - tenus ces derniers jours par plusieurs officiers de haut rang ont de quoi inquiéter. Évoquant les combats qui se poursuivent dans certaines parties de la Slovaquie, les militaires affirment vouloir « aller jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la capitulation du gouvernement indépendant de cette République.

Événement extrêmement rare, le chef de l'état-major, le général Blagoje Adžić, est apparu mardi 2 juillet à la télévision de Belgrade pour annoncer que ses troupes allaient « écraser l'ennemi » et le forcer à accepter un cessez-le-feu. Le fait qu'il ait également condamné les pourparlers en cours entre le gouvernement fédéral et les autorités de Ljubljana alors que les unités fédérales étaient « attaquées par tous les moyens » par la défense territoriale slovaque indique clairement que l'état-major n'a plus aucun respect pour les dirigeants civils, dont il dépend pourtant en théorie.

DEPUIS plusieurs années, l'armée observait presque silencieusement le réveil des nationalismes et la lente décomposition du pouvoir central. Elle s'était bornée à dire qu'elle ne tolérerait ni conflits interethniques, ni bain de sang, ni remise en cause des frontières. Mais on savait depuis longtemps que le cœur de cette « grande muette » - dont la plupart des officiers sont des Serbes - battait pour le numéro un serbe, M. Slobodan Milosevic et ses thèses nationalistes, voire hégémonistes.

Ca « panchent » est évident aujourd'hui comme il est évident que depuis vendredi dernier l'armée a outrepassé en Slovaquie les instructions qui lui avaient été données. Le premier ministre fédéral, M. Ante Marković, l'a d'ailleurs admis en déclinant toute responsabilité dans les « dérapages » des derniers jours. Initialement, la mission des militaires était de contrôler les postes-frontières gardés par les Slovaques depuis la déclaration d'indépendance et de garantir ainsi les « frontières internationales » de la Yougoslavie. Mais les militaires sont allés beaucoup plus loin - raids aériens et attaques d'émetteurs radio en témoignent - et ont fait fi des appels à l'arrêt des combats lancés par la présidence fédérale, la CSCE, les Douze et Washington.

Le dépit de la hiérarchie militaire est d'autant plus grand qu'elle avait considérablement sous-estimé la capacité de résistance du peuple et des unités territoriales slovaques ainsi que ses propres faiblesses. Reste à savoir si cela va faire réfléchir les généraux de Belgrade ou va les entraîner dans une sanglante fuite en avant. Certains d'entre eux voudraient en effet tenter d'en finir aussi avec une Croatie indépendante. Ils savent pourtant que la garde nationale de cette République sécessionniste est beaucoup mieux équipée que les unités serbes. Toutes les conditions d'une véritable guerre civile sont donc réunies.

La situation demeurait tendue en Slovaquie, mercredi matin 3 juillet, après les combats de la veille entre l'armée fédérale et des unités de la défense territoriale slovaque. A la demande du président de la fédération, M. Stipe Mesić, le gouvernement de Ljubljana a annoncé, mardi soir, un cessez-le-feu unilatéral, au moment même où le chef d'état-major, défiant

les consignes des autorités politiques, se disait déterminé à « écraser » la sécession. A Zagreb, l'armée a ouvert le feu sur des manifestants croates, faisant un mort. Une colonne de chars a quitté Belgrade dans la nuit en direction de la Croatie. Cependant, Washington a infléchi sa position, en faveur des revendications nationales des Républiques.

« Nous avons été contraints à cette guerre »

LJUBLJANA

de notre envoyé spécial

L'armée fédérale menace la Slovaquie d'une nouvelle intervention militaire. Dans une allocution télévisée, mardi 2 juillet, le chef d'état-major, le général Blagoje Adžić, a affirmé que l'armée fédérale était en guerre avec la Slovaquie. « Nous avons été contraints à cette guerre, nous ferons donc la guerre, mais nous essaierons qu'elle soit la plus courte possible », accusant les dirigeants slovaques d'utiliser les méthodes les plus abominables dans ce conflit, il a annoncé que l'armée renforcerait ses moyens et ne fléchirait plus.

Lire aussi

- La tension en Croatie par MARIE-PIERRE SUBTIL
- La CEE se prépare à envoyer des observateurs
- Inquiétude en Autriche par WALTRAUD BARYLI
- L'Allemagne, puissance protectrice des Slovaques et des Croates par LUC ROSENZWEIG
- Chez les émigrés de la rue Traversière, à Paris par JEAN PERRIN
- POINT DE VUE : Il faut sauver la Slovaquie par MILAN KUNDERA pages 3 et 4

Le général Adžić a par ailleurs reproché aux autorités fédérales d'exiger de l'armée de « traiter » avec les Républiques sécessionnistes tandis que la Slovaquie l'attaquait. Les critiques de l'état-major étaient sans doute adressées principalement au gouvernement fédéral et à son premier ministre, M. Ante Marković, qui avait accusé l'armée d'avoir outrepassé les instructions. Le discours du chef d'état-major des forces armées yougoslaves a provoqué une véritable panique dans l'opinion publique, qui estimait mardi soir qu'il s'agissait d'une déclaration de guerre et d'un putsch militaire. En dépit d'un nouveau cessez-le-feu, la Slovaquie

a été le théâtre de nouveaux affrontements violents entre l'armée yougoslave et les forces slovaques, dont le bilan s'élevait à une dizaine de nouvelles victimes. L'accord entre les autorités fédérales et slovaques et les nouvelles pressions des Douze ont donc échoué. Craignant une nouvelle offensive de l'armée fédérale, les Slovaques ont renforcé les barrières, paralysant ainsi les routes et les casernes et empêchant les troupes yougoslaves de se retirer avec leurs armes et leurs véhicules. L'aviation yougoslave a été utilisée à plusieurs reprises.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 4

Pour mieux lutter contre le chômage

Mme Aubry veut supprimer les stages inutiles

Mme Martine Aubry, ministre du travail, a présenté, mercredi 3 juillet, devant le conseil des ministres, une communication sur l'emploi. Hormis l'amélioration de l'indemnisation du chômage partiel, celle-ci ne comporte pas de mesures nouvelles. Le gouvernement entend redéfinir les dispositifs existants afin de leur permettre de conduire plus facilement à un emploi, aussi modeste soit-il. Les stages de traitement social considérés comme inutiles seront supprimés.



Lire l'article d'ALAIN LÉBAUBE page 33

La traque des intégristes algériens

Perquisitions, arrestations, poursuites judiciaires : l'aile radicale du mouvement islamique a été démantelée

ALGER

de notre correspondant

Le Front islamique du salut (FIS) donnait l'impression de ne pas y croire. Après avoir œuvré pour le renvoi du premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, obtenu la promesse d'élections législatives « propres » et d'une élection présidentielle anticipée, rien ne semblait devoir limiter ses prétentions. Sur de sa force, encouragé par l'impunité dont il bénéficiait depuis si longtemps, il

se moquait des mises en garde de l'armée. Il a manqué de prudence. De perquisitions en arrestations, il est en voie de démantèlement. Autant le problème politique que posent les partisans du FIS ne peut pas être réglé par l'état de siège et ses mesures d'exception, autant les moyens policiers mis en branle par le pouvoir se révèlent efficaces dans la chasse aux militants islamistes.

GEORGES MARION

Lire la suite page 8



Cet été Sagan s'amuse avec Les Faux-fuyants chez Julliard

"C'est une comédie burlesque, hilarante, énorme. C'est un certain fou rire." RENAUD MATIGNON "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

Créateurs contre eurocrates

Auteurs et producteurs de télévision défendent face à Bruxelles les créations nationales

par Michel Colonna d'Istria

« La culture n'est pas une marchandise comme les autres et on ne doit pas la traiter comme telle », c'est la citation de Jacques Delors, auteurs, artistes et une partie des producteurs de l'audiovisuel européen sonnent la levée en masse. Dans une pétition publiée par plusieurs journaux européens dont le Monde, un front d'organisations professionnelles, soutenues par une pléiade de célébrités du grand et du petit écran, de Fellini à Wim Wenders, de Claude Zidi à Louis Malle, de Krzysztof Zanussi à Luc Besson, ont appelé solennellement à la Commission européenne, à son président et aux gouvernements des Douze pour défendre « les dispositifs nationaux qui garantissent la création » contre les technocrates de Bruxelles, soupçonnés des plus noirs desseins mercantiles.

Cette mobilisation n'intervient pas par hasard. Instruit un

pré-cantentieux introduit par l'FTI et certains producteurs allemands, la direction du marché intérieur de la Commission a dans son colimateur le système français des quotas audiovisuels. Révisé par les « décrets Tasca » qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre, ce système obligera les télévisions françaises à programmer 60 % d'œuvres européennes et 50 % d'œuvres d'expression originale française.

Lire la suite page 36

EDUCATION • CAMPUS

■ Le succès ambigu des baccs professionnels. ■ Valence invente son université. ■ Bonnet d'âne pour la politique. ■ Point de vue : « Les matamores », par Jean-Yves Mérimod.

pages 13 à 15

Police

M. Bernard Grasset nouveau directeur général

M. Bernard Grasset a été nommé directeur général de la police nationale, par le conseil des ministres, mercredi 3 juillet. Il remplace à ce poste M. François Roussely, homme-clé du ministère de l'intérieur depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981.

Lire page 11

l'article de ERICH INCIYAN

Régions

Cinquante conseillers supplémentaires

Afin d'adapter les effectifs des conseils régionaux aux résultats du recensement de la population, le gouvernement a adopté mercredi 3 juillet un projet de loi créant cinquante postes supplémentaires de conseiller régional. Le ministre de l'intérieur a dû renoncer à son projet initial qui maintenait le nombre global de conseillers régionaux en modifiant leur répartition départementale.

Lire page 9

l'article de THIERRY BRÉHIER

Ghana

A pas comptés sur la voie démocratique

M. Jerry Rawlings, le chef de l'Etat ghanéen, est en visite de travail en France. Il a réussi à assainir l'économie de son pays mais l'heure de la démocratie n'est pas encore sonnée.

Lire page 8

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44

DÉBATS

Politique

Un système électoral pour les années 90

par Maurice Duverger

Le problème électoral ne sera jamais résolu en France s'il reste posé dans une vision à court terme : pour ne pas perdre les législatives de 1993 ou pour empêcher que l'opposition ne les gagne. Certes, il ne serait pas inutile d'éviter qu'une nouvelle cohabitation de style 1986-1988 vienne affaiblir l'État au moment où la Communauté européenne entre dans une phase nouvelle. Mais le rétablissement de la proportionnelle ressemblerait fort au pavé de lours : l'absence de majorité qui en résulterait poussant vers l'impuissance d'avant 1958 qu'un président élu au suffrage universel ne suffirait pas à compenser. N'oublions jamais qu'avec la proportionnelle et un chef de l'État ainsi désigné par le peuple, les gouvernements allemands ne dureraient en moyenne qu'un an de 1920 à 1933, comme durent les gouvernements finlandais depuis 1919.

Cependant, il ne serait pas inutile de réformer le mode de scrutin des législatives. On doit à tout prix préserver les deux avantages considérables du système actuel qui ont dérivé notre pays de l'aliénation des citoyens et de l'impuissance politique où il s'était enlisé sous la IV^e République : il permet de choisir l'équipe qui dirige le pays et il lui donne les moyens de décider. Sans eux, Paris cesserait de disposer de gouvernements aussi capables d'agir que ceux de Bonn et de Londres, pour s'aligner sur l'impuissance de celui de Rome. Réduire la représentation des citoyens à un schéma dualiste, c'est une condition nécessaire pour obtenir de tels résultats.

Tout choix est binaire, et le refus de choisir conduit à l'inertie.

L'inconvénient du scrutin actuel n'est pas dans cette indispensable simplification. Il réside dans les effets nocifs de la rente de situation qu'il accorde aux partis traditionnels. Elle-même n'est pas inutile, en opposant un barrage aux agitations superficielles et aux modes passagers. Mais elle devient insupportable quand ses bénéficiaires restent aveugles et sourds à des mouvements profonds pour s'enfermer dans leurs querelles intestines. Telle est la situation quand les sondages font entrevoir que le Front national et les Verts obtiendraient chacun environ 14 % des suffrages en cas de législatives prochaines, et quand les deux formations risquent de n'être pas — ou presque pas — représentées dans la future Assemblée nationale. Que près de 30 % des citoyens se trouvent ainsi privés d'expression politique, cela n'est pas admissible.

Pas de ravaudage

Mais cela ne justifierait pas que l'on condamne les trois autres quarts à subir des Parlements sans majorité, qui enfonceraient de nouveau la nation dans l'impuissance. La théorie des systèmes électoraux a suffisamment progressé depuis un demi-siècle pour qu'on ne soit plus obligé de revenir indéfiniment aux quelques vieux draps de rechange empilés dans l'armoire de famille. Il serait encore plus vain de les ravaler en cousant ensemble deux motifs de couleurs opposées, comme l'a fait M. Giscard d'Estaing en suggé-

rant d'appliquer simultanément le régime majoritaire dans les départements moins peuplés et la représentation proportionnelle dans les autres. On doute qu'une telle discrimination soit acceptée par le Conseil constitutionnel. L'exemple du Sénat ne peut faire jurisprudence, car il émane d'un suffrage restreint qui comporte bien d'autres inégalités et ne met pas en cause l'exercice de la souveraineté du peuple, principe fondamental de la République.

Un scrutin mixte égalitaire et moderne a été inventé en 1944 par des « politistes » américains pour la République fédérale d'Allemagne, où il donne de bons résultats. Chaque électeur dispose de deux bulletins. L'un pour un vote majoritaire à un tour dans une circonscription uninominale, l'autre pour choisir dans le cadre du Land entre des listes qui pourvoient la moitié des sièges de façon que le total de ceux obtenus par chaque parti dans les deux scrutins additionnés corresponde aux pourcentages des suffrages reçus par ses listes. Mathématiquement proportionnel, le système aboutit pratiquement à une dominante majoritaire, le tour unique conduisant à une bipolarisation rigoureuse qui a engendré deux grands partis (social-démocrate et démocrate-chrétien) dont l'hégémonie se reflète aussi dans le vote de liste. Ce mécanisme brutal était nécessaire pour structurer la représentation dans un pays où le nazisme et la guerre avaient fait table rase.

Toute différence est la situation française en cette fin du vingtième siècle. La V^e République a engendré trois grandes formations, inexistantes ou déclinantes avant elle : le RPR, le Parti socialiste et l'UDF. Les deux premières s'épuisent actuellement en querelles tribales. La dernière se désagrége, pendant que l'affaiblissement des communistes réduit à moins de trois et demi la « bande des quatre » qui animait les institutions depuis plus de dix ans. En face d'elle, le Front national et les Verts occupent ensemble le quart du terrain électoral. Dans une telle situation, la proportionnelle risquerait d'entraîner une paralysie du Parlement comme aux plus beaux temps de 1946-1958. Quant à l'introduction d'un système du type de celui de la République fédérale, il aurait des résultats imprévisibles, probablement pires.

Un scrutin de liste à deux tours

Le maintien du système majoritaire actuel serait préférable, même si une nouvelle coalition trouble ainsi les dernières années du mandat présidentiel de François Mitterrand. Peut-être lui permettrait-elle d'ailleurs de les terminer par une éblouissante démonstration d'habileté. Quel beau roman de politique-fiction pourrait-on écrire autour d'un ministre Barre-Delors, par exemple, chargé de construire l'Europe pendant que le duo Chirac-Giscard s'acharnerait à maintenir le château de cartes des « primaires » pour 1995 ! Mais les Français oublieraient-ils qu'ils ont inventé en 1982 un excellent système électoral pour les municipales dans les moyennes et grandes communes, qu'on pourrait transposer sur le plan des législatives, où il éviterait à la fois la dislocation des majorités et la confusion du quart des électeurs ?

C'est d'abord un scrutin de liste qui partage exactement les sièges à pourvoir entre le mécanisme majoritaire et la représentation proportionnelle. C'est ensuite un scrutin à deux tours qui tend à des alliances faites devant les électeurs et sanctionnées par eux. Son mécanisme est très simple. Si une liste obtient au premier tour plus de la moitié des suffrages exprimés, elle reçoit la moitié des sièges à pourvoir dans la circonscription, et participe d'autre part

avec toutes les listes à la répartition proportionnelle de l'autre moitié. Dans le cas (le plus fréquent) où aucune liste n'obtient la moitié des suffrages exprimés, il y a un second tour, pour lequel la composition des listes peut être modifiée par l'entrée de candidats figurant au premier tour sur d'autres listes. Mais celles-ci doivent alors disparaître pour le second tour, et les candidats ayant figuré sur une même liste du premier ne peuvent se reporter que sur une liste du second. A ce dernier tour, la liste arrivée en tête obtient la moitié des sièges, et participe ensuite avec toutes les listes à la répartition proportionnelle de l'autre moitié.

Des régions à l'Europe

Avec un tel système, des partis tels que le Front national et les Verts seraient certains d'obtenir au moins la moitié des sièges qu'ils auraient eus avec une proportionnelle intégrale, c'est-à-dire beaucoup plus qu'avec le scrutin majoritaire. Mais ils en réuniraient d'autres s'ils entraient dans les alliances entre les deux tours — celles-ci étant même plus avantageuses que dans le système actuel. A l'intérieur de chacune, le plus faible serait moins pénalisé : le Parti communiste pourrait ainsi conserver un groupe parlementaire. Cependant, la formation d'une majorité stable serait aussi favorisée qu'aujourd'hui, sinon plus. La prime majoritaire de l'alliance victorieuse sur le plan national serait atténuée cependant par la prime obtenue dans les victoires départementales par l'alliance vaincue. D'après une simulation, cette proportionnelle mixte à deux tours aurait donné 75 % des sièges à la gauche avec 55,8 % des suffrages en 1981. Rappelons qu'en 1968, le système majoritaire actuel avait donné 73 % des sièges aux gaullistes avec 43,6 % des suffrages, ce qui représente un écart bien plus considérable.

Bien qu'il puisse y fonctionner sans difficultés majeures, le scrutin mixte à deux tours serait moins à l'aise dans le cadre des départements que dans celui des régions. L'adoption de ce dernier correspondrait à une modernisation des structures politiques locales. Pour les élections européennes, il sera substitué un jour au cadre national que la France utilise actuellement. Les députés au Palais-Bourbon et ceux du Parlement de Strasbourg auraient alors les mêmes circonscriptions, ce qui faciliterait leurs relations. Les régions étant par ailleurs appelées à développer leur action dans la Communauté, il serait utile aux rôles de devenir ainsi des centres importants de représentation et de pouvoir, notamment comme sièges à des fédérations de partis. Cela limiterait le risque de voir les présidents de conseils régionaux s'enfermer en potentialités locales.

Le général de Gaulle a doté la France d'un régime constitutionnel moderne, qui a montré son efficacité et sa démocratie, ce qui lui vaut des adeptes, à l'Est et à Rome notamment. François Mitterrand la doterait d'un régime électoral d'une égale modernité ? Nul ne peut assurer que le système décrit ci-dessus présenterait ces qualités, tant qu'il n'aura pas été adapté au niveau national et testé par l'expérience. Deux choses seulement paraissent évidentes : il serait plus ouvert à la représentation des mouvements nouveaux que le système majoritaire actuel et moins dangereux que la proportionnelle pour conserver aux citoyens le droit de choisir une équipe gouvernementale homogène et maintenir à celle-ci la capacité de prendre les décisions indispensables.

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

Lendemain de guerre

LE MUR ET LE GOLFE

de Joseph Rovani
Editions de Fallois
Paris 1991, 176 p., 90 F

DIAGONALE DU GOLFE

de Serge July, Grasset
Paris 1991, 252 p., 95 F

Au lendemain de la guerre, la réconciliation franco-allemande et l'unification de l'Europe étaient un acte de foi réservé à quelques pionniers. Joseph Rovani est de ceux-là et sa confiance dans l'Europe unie ne l'a jamais quitté.

Le Mur et le Golfe, écrit en janvier et février derniers presque au fil de l'actualité, trace un tableau d'un monde qui a basculé en quelques mois, entre le 9 novembre 1989 quand le mur de Berlin s'ouvre, provoquant l'effondrement du régime communiste est-allemand, et le 2 août 1990 quand Saddam Hussein envahit le Koweït.

Dans ces deux événements, deux constantes : la réserve soviétique et l'absence de l'Europe. Confrontée à la libération de son glacie occidental, l'URSS n'a pas pu ou n'a pas voulu — « ce qui, écrit Joseph Rovani, est peut-être deux manières différentes de dire la même chose » — empêcher la réunification allemande, pour la plus grande confusion des Occidentaux, et M. Mitterrand était de ceux-là, qui comptaient sur Mikhail Gorbatchev pour freiner une évolution jugée trop rapide.

De même Moscou a lâché son allié traditionnel irakien pour payer son droit d'entrée dans la communauté internationale. Joseph Rovani qui professe une saine méfiance à l'égard de la diplomatie soviétique, pense que l'URSS a besoin d'une trêve dans sa rivalité avec l'Occident. Peut-être sous-estime-t-il ainsi la portée des changements intervenus depuis cinq ans, mais il a raison de souligner, d'une part, que l'Union soviétique reste une grande puissance et, d'autre part, qu'elle a toujours été plus habile à exploiter les faiblesses de l'Occident, que nous les siennes.

Pour ne plus craindre un isolement face à l'Union soviétique, l'Europe n'a qu'une solution : l'union. Une Europe aux dimensions du Vieux Continent, où les

nations qui aspirent à recouvrer leur indépendance seraient appelées à s'intégrer : « Un grand ensemble [...] dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement un avenir commun, ce sont aussi des passés mis ensemble, des différences qui parlent leurs langues conjuguées, des identités qui ne valent pas mieux que d'autres, mais qui procèdent d'origines communes [...]. Une Europe où le pouvoir serait articulé sur quatre niveaux : la commune, la région, l'État national et la fédération.

« Saul le changement permet de conserver l'essentiel : si les Français veulent demeurer Français, et les Allemands demeurer Allemands, il nous faut devenir Européens ensemble », écrit encore Joseph Rovani. Utopie que cette grande Europe de cinq cents millions d'habitants, trouvant son unité dans sa diversité ? Peut-être, comme était utopique, il y a plus de quarante-cinq ans, alors que les combats n'étaient pas encore terminés, l'idée que la France et l'Allemagne devaient être le noyau de la future Europe.

Serge July considère aussi la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe comme « deux événements liés comme les pièces d'une chaudière ». Dans la préface à un recueil des éditoriaux qu'il a publiés dans Libération entre le 9 août 1990 et le 4 mars 1991, il analyse comme une partie d'échecs la logique de Saddam Hussein anéanti dans son hold-up. Le maître de Bagdad a cru que la réunification allemande était le signe que les frontières n'étaient plus sacrées. Or l'ordre mondial était à raste fondé sur le respect des frontières internationalement reconnues. « C'est l'alpha et l'oméga des nations », la formule de July peut s'appliquer aujourd'hui à la crise yougoslave qui fait perdre son latin à l'Europe des Douze.

La chute du mur et la guerre du Golfe, symboles de l'effondrement de l'ordre ancien, n'ont pas débouché sur ce « nouveau ordre mondial » qui occupait tant les chancelleries. Pour le moment, ce serait plutôt un beau désordre.

DANIEL VERNET

NI TOTEM,
NI TABOU.

FREUD

UNE VIE

PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Elisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caracères - Antenne 2

HACHETTE

La gauche et la nation

Le spectacle du monde actuel, tel qu'il s'offre à l'observateur impartial que l'essai d'être, est étrange. Que voyez, en effet ? D'un côté, des peuples qui, partout, luttent pour se libérer des empires et faire entendre leur voix, de l'autre des « élites » politiques et culturelles qui, pas seulement à droite malheureusement, célèbrent les vertus du mondialisme (ce qui n'est pas l'internationalisme !) et entonnent le péan de l'ordre nouveau, pardon du nouvel ordre onusien, c'est-à-dire, en fait, américain. Je suis d'autant plus sensible à ce spectacle que, cinéaste français, rien ne me révolte plus que l'espèce d'américanisation honteuse à laquelle se trouvent aujourd'hui condamnés, nolens, volens,

ceux d'entre mes confrères qui ne veulent pas être empêchés de travailler — j'en sais quelque chose !

Au projet mondialiste de « Big Brother », seuls peuvent faire échec le réveil des peuples et l'affirmation des nations. Le véritable « internationalisme », en tout cas tel que je le comprends, présuppose le « nationalisme », et ce n'est pas jouer sur les mots. Je sais bien que le concept même de nationalisme est devenu suspect à gauche depuis qu'il a été annexé et détourné par Maurras. Mais pourquoi la gauche s'est-elle abandonnée le nationalisme à la droite ? Car, enfin, le réveil des peuples et l'affirmation des nations tels que nous les voyons aujourd'hui et tels qu'ils furent aux alentours de 1848, d'où procédaient-ils, sinon de la Révolution française ?

Peuple, nation, patrie... Ces mots, qui ont encore un bel avenir, sont des mots de gauche. Ils sont même

la tradition la plus profonde de la gauche française. Celle dont les mythes ont été forgés en 1793.

Le 18 juin 1940, un militaire de droite et probablement maurrassien lançait ces mots dans un micro... et voyait venir à lui des hommes de gauche (soyons justes, il y avait tout de même aussi des hommes de droite) qui n'avaient pas renié le magnifique enseignement des « husards noirs » de la République (république, encore un mot singulièrement rebelle au nouvel ordre mondial !). Avec Jean-Pierre Chevènement, ces mêmes mots recouvrent enfin leur identité et reviennent à leur famille d'origine. Puisent-ils être à nouveau entendus et d'abord par les hommes de gauche ?

GÉRARD BLAIN, acteur-réalisateur.

Le vrai mal des banlieues

Prendre le mal des banlieues à la racine, ce n'est pas annoncer, une fois de plus, dans la panique, un catalogue de mesures inapplicables sur le terrain ; ce n'est pas seulement réparer, colmater, mais c'est inventer une réponse politique nouvelle, globale, pour effacer tous les processus d'exclusion, de ségrégation à l'œuvre dans notre société et d'abord dans l'éducation et la culture. Il s'agit moins de décentraliser que de décentrer notre appareil éducatif, social, culturel : un appareil qui remonte à au moins trois générations, et qui est parfaitement inadéquat pour prendre en compte les nouveaux modes de vie, de pensée des générations nouvelles.

JEAN HURSTEL, Freyming-Marlebach, Moselle

CLASSE
KORDON
LE LANGAGE
DES CELLULES

مكتبة النهر

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : les combats en Slovénie et les menaces de l'armée fédérale

Le nouveau cessez-le-feu, le troisième depuis une semaine, proclamé unilatéralement, mardi soir 2 juillet, par les autorités slovènes a été violé à plusieurs reprises, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet et dans la matinée de mercredi, selon un porte-parole du ministère de l'information à Ljubljana. Des échanges de coups de feu ont été entendus à l'ouest, mercredi près de la petite ville de Krin, à une vingtaine de kilomètres de la capitale slovène, ainsi qu'à Logotac, près de la base militaire de Vrhnik. Des renforts de chars venant de Trzin se dirigeaient sur Gornja Radgona, à la frontière autrichienne, où une unité de blindés de l'armée yougoslave est bloquée par les forces slovènes. De violents combats ont opposé les deux camps mardi soir à Gornja Radgona, selon la télévision slovène. Une longue colonne de chars et d'engins blindés a quitté Belgrade dans la nuit de mardi à mercredi en direction de Zagreb.

Recevant une délégation de parents de soldats serbes, le général Blagoje Adzic, chef d'état-major

de l'armée fédérale, a déclaré : « Si nous voulons la paix, nous devons maintenant malheureusement le gagner par la guerre. Et dans toute guerre les victimes sont inévitables. » Auparavant, le général Adzic, dans un message télévisé, avait annoncé l'intention de l'armée de « forcer l'adversaire à respecter le cessez-le-feu ». « Nous frapperons de façon à ce la guerre qui nous a été imposée soit la plus courte possible », a-t-il ajouté. Ce discours très dur, au cours duquel il a ouvertement critiqué les autorités fédérales yougoslaves, a fait renaitre les craintes d'un coup d'Etat militaire en Yougoslavie. La président Stipe Mesic, qui, de par ses fonctions, est le chef suprême des armées, a, au cours de sa conférence de presse à Ljubljana, affirmé contrôler celles-ci, mais a reconnu qu'il existait un risque de coup d'Etat militaire. M. Mesic a annoncé un nouveau plan destiné à rétablir la paix en Slovénie, où les affrontements entre l'armée yougoslave et les forces territoriales slovènes ont déjà fait plus de

soixante-dix morts depuis le début de l'intervention de l'armée yougoslave, jeudi dernier. Les autorités slovènes, qui ont accepté ce plan, avaient annoncé un retrait unilatéral de leurs troupes et la cessation des hostilités, qui prenait théoriquement effet à 21 heures.

La journée de mardi a également été marquée par les premières manifestations de rue, qui ont fait une victime à Zagreb. A Belgrade, quelque trois mille personnes se sont rassemblées dans la soirée devant le Parlement de Serbie pour manifester contre l'armée et le président serbe, M. Slobodan Milosevic, alors qu'à l'intérieur du bâtiment une centaine de parents de soldats réclamaient le retour « immédiat » de leurs fils en service en Slovénie et en Croatie. Aux cris de « trahison », « nous voulons des armes », ils ont accusé la hiérarchie militaire d'avoir envoyé leurs « enfants faire la guerre » en Slovénie « sans même leur donner des munitions ».

La Communauté européenne a lancé un « appel urgent » au respect du cessez-le-feu, et un porte-parole du ministère néerlandais des affaires étrangères a annoncé le départ mercredi pour Belgrade de trois hauts fonctionnaires représentant les pays membres de la CEE (Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) dans le but de préparer l'éventuel envoi d'observateurs de la CEE. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, mercredi en conseil des ministres, que la France soutenait « l'envoi d'observateurs » en Yougoslavie et demandait « à tous d'en accepter le principe ». M. Dumas a souligné le « caractère dramatique » de la situation dans ce pays et « appelé solennellement l'attention sur [ce] qui risque de révéler les clivages anciens et les oppositions du passé ». Le comité d'urgence de la CSCE, chargé de consultations en cas de crise, doit se réunir mercredi à Prague. — (AFP, Reuter, AP.)

Alors que la Croatie a remanié son gouvernement

Les affrontements ont fait une première victime à Zagreb

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Le gouvernement croate a été remanié dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet. M. Simc Djodan, un économiste, député du parti ou pouvoir (l'Union démocratique croate), fait son entrée au cabinet en tant que ministre de la défense. Celui qui occupait ce poste, M. Martin Spigelj, ne perd pas pour autant le contrôle de l'armée puisqu'il devient commandant de la garde nationale. Le ministre de l'Intérieur a lui aussi été remplacé à la suite des événements de lundi en Slavonie, dans l'est de la République, au cours desquels un chef de la police croate a été tué. M. Onesin Cvitan occupe désormais la fonction.

Ce remaniement est intervenu au cours d'une réunion de crise à la présidence croate à Zagreb, où l'on craignait dans la soirée un coup de force de l'armée fédérale. Une déclaration du chef d'état-major de l'armée yougoslave retransmise à la télévision avait suscité la panique dans la capitale croate.

Mouvements de troupes

« Nous ferons tout pour défendre la vie et l'honneur des membres de l'armée yougoslave », avait affirmé le général Blagoje Adzic, un Serbe de la ligne « dure ». « Nous prendrons le contrôle et mènerons l'adversaire à respecter le cessez-le-feu et à arrêter ses actions agressives », avait-il ajouté, en annonçant que le ministre fédéral de la défense, M. Veljko Kadijevic, ferait prochainement une déclaration.

Mardi matin, on attendait toujours cette déclaration, en s'interrogeant à Zagreb du déplacement d'une colonne de 180 chars partis dans la nuit de Belgrade en direction de la Croatie. Selon la radio croate, cette colonne se serait arrêtée juste avant d'atteindre le territoire de la République. La question, maintenant, est de savoir si l'armée fédérale se soumettra à son nouveau commandement, le Croate Stipe Mesic, enfin reconnu dans ses fonctions de président de la Fédération.

La capitale croate, qui jusque-là ne faisait que suivre heure par heure la situation dans la République voisine de Slovénie et dans les villages de Croatie sous le contrôle des *četniks* (extrémistes serbes), a vécu mardi sa première journée de réelle tension.

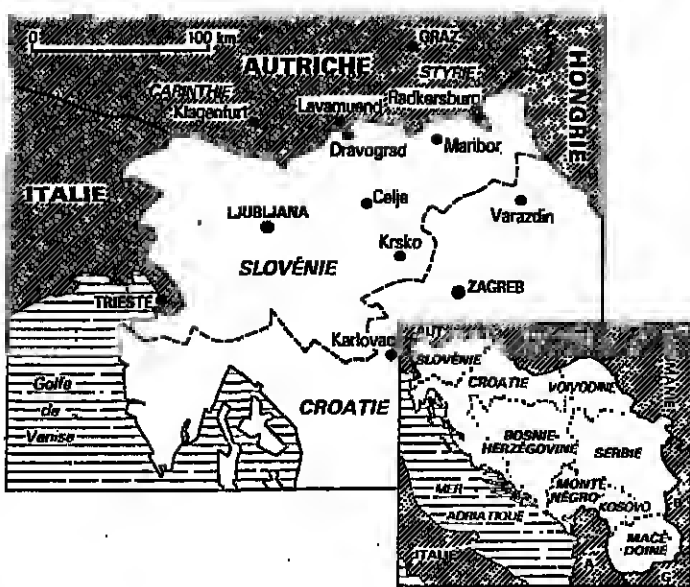
Pendant cinq heures, l'aéroport de la ville a été fermé. Puis la radio a annoncé des mouvements de troupes de l'armée yougoslave sortant de trois casernes dans les environs. Or, depuis des mois, la population qui vit aux alentours des casernes veille. Au moindre signe de départ des troupes, l'alerte est donnée. C'est ce qui s'est passé en fin d'après-midi dans un quartier périphérique de Zagreb, très peuplé, au milieu duquel est située la caserne Marichal-Tito.

Armée de barres de fer et même de quelques fusils à lunette, la population s'y est précipitée afin d'empêcher à la fois l'entrée et la sortie des véhicules de l'armée fédérale. Comme toujours dans ces cas-là, la police croate — qui ne cache pas son soutien à la population — s'est interposée. Bilan : six blessés (dont trois militaires) et un mort (un civil), le premier à Zagreb depuis le début des hostilités entre Serbes et Croates il y a un an.

Si la tension est montée mardi dans la capitale croate, c'est aussi parce que les combats se sont rapprochés. De violents affrontements ont eu lieu à moins de 10 kilomètres de la frontière entre les deux Républiques, elle-même située à une trentaine de kilomètres seulement de Zagreb.

Il est toujours difficile de savoir qui a tiré le premier. Toujours est-il qu'une colonne de chars de l'armée yougoslave a été repérée depuis quatre jours par des unités slovènes à demand de l'aide, qu'on lui a envoyée de Croatie. Les Slovènes ont voulu bloquer le passage en faisant des barrages dont il ne restait plus, quelques heures plus tard, que des camions calcinés auprès desquels des chars de l'armée fédérale, endommagés, étaient abandonnés. Selon l'armée yougoslave, les combats ont fait sept morts et dix blessés dans cette région.

M.-P. S.



Rue Traversière, à Paris

« La Yougoslavie c'est dépassé »

Voici, à deux pas de la gare de Lyon, sur ces quelques mètres de trottoir de la rue Traversière, dans le douzième arrondissement, l'enclave yougoslave de la capitale (1). Descendu, il y a des années, du train de Belgrade, de Zagreb ou de Sarajevo, on a vite posé ses valises sans chercher à s'aventurer plus loin. Une librairie, une école de musique, une agence de voyages et un magasin d'alimentation sont les points de repère de ces vieux pays montagneux et tourmentés batis entre Danube et Méditerranée.

Musulman, Ekmeric et cinquante-cinq ans. Il est né à Breko, sur les bords de la Save. Son pays, c'est la Bosnie-Herzégovine. Dans la librairie d'un autre âge qui sent bon le papier jauni et où sur une petite table on boit le café, Ekmeric, le Bosniaque venu à Paris il y a vingt-cinq ans, montre ses livres. Des ouvrages écrits en slovène, croate, monténégro, serbe, macédonien et, bien sûr, dans sa langue maternelle. On trouve ici, également, revues et quotidiens de la terre natale. Accrochés au mur, des instruments de musique aux échelles usées qui animaient jadis les noces de village. Des livres racontant l'histoire des héros serbes qui combattirent les Turcs venaient avec les œuvres de l'écrivain croate Kretz.

« Aujourd'hui, la Yougoslavie, c'est dépassé », lance Ekmeric. Il faut pour les Républiques la

liberté économique, et ensemble s'ouvrir sur l'Europe. C'est le seul moyen de s'en sortir. Il précise : « Les Slovènes et les Croates devraient gagner ». Envisage-t-il à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, une tension identique à celle qui règne à Ljubljana et à Zagreb ? « Il faut élever nous de la patience. Si nous connaissons la même situation, nous sommes perdus, car le pays est divisé ».

Quelques portes cochères plus loin, Rada, trente-huit ans, accueille le client derrière ses tas de saucisses sèches et son vin arrivé de Belgrade. Elle est née à Valjevo, « au cœur de la Serbie », dit-elle fièrement. « Je ne comprends pas ce qui se passe. » Heure par heure, elle écoute les bulletins d'information. La soir, Rada téléphone à sa famille restée au pays. « Ma sœur pleure. Elle a très peur pour son fils... » Avec vivacité, elle ajoute : « Là-bas, plus personne ne commande. Il est loin le temps de Tito. Avec lui, la Yougoslavie était unie... Je suis yougoslave. Je n'ai jamais vu de pennaux frontalière indiquer ici c'est la Slovénie, ici c'est la Croatie ». Mais le Danube est si loin...

JEAN PERRIN

Washington souhaite l'ouverture rapide de négociations

Le président George Bush « regrette profondément » la reprise des combats en Yougoslavie et « appelle toutes les parties à respecter le cessez-le-feu arrangé avec les représentants de la CEE », a indiqué, mardi 2 juillet, un communiqué de la Maison Blanche.

M. Bush a, par ailleurs, adressé une lettre à son homologue yougoslave, M. Stipe Mesic, « le pressant de rétablir le contrôle des autorités civiles sur les militaires ». Dans cette lettre, le président américain a également exprimé « l'espoir que toutes les parties en Yougoslavie rechercheront un dialogue visant à établir les bases nouvelles et démocratiques de la Yougoslavie future, ou sein de laquelle les aspirations de tous les peuples yougoslaves pourront être réalisées ».

De son côté, le porte-parole du département d'Etat, M. Marg-

aret Tuwiler, a formellement désapprouvé « le recours à la force pour maintenir l'unité de la Yougoslavie » et lancé un appel en ce sens à toutes les parties, « spécialement à l'armée fédérale ». Interrogé sur une éventuelle indépendance de la Slovénie et de la Croatie, M. Tuwiler n'en a pas repoussé l'idée : « Personne n'a jamais dit que nous ne soutiendrions pas une telle décision. C'est aux Yougoslaves eux-mêmes de décider de leur avenir, de leurs frontières intérieures et extérieures ».

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a également critiqué le gouvernement croate, l'accusant d'avoir « dépassé les limites » fixées par les Etats-Unis en ce qui concerne le recours à la force. Selon le secrétaire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, seule la négociation permettrait d'éviter une guerre civile, qui ferait « des milliers de morts » et provoquerait « un véritable chaos dans les Balkans et en Europe ». — (AFP, Reuter.)

La CEE se prépare à envoyer des observateurs

LA HAYE

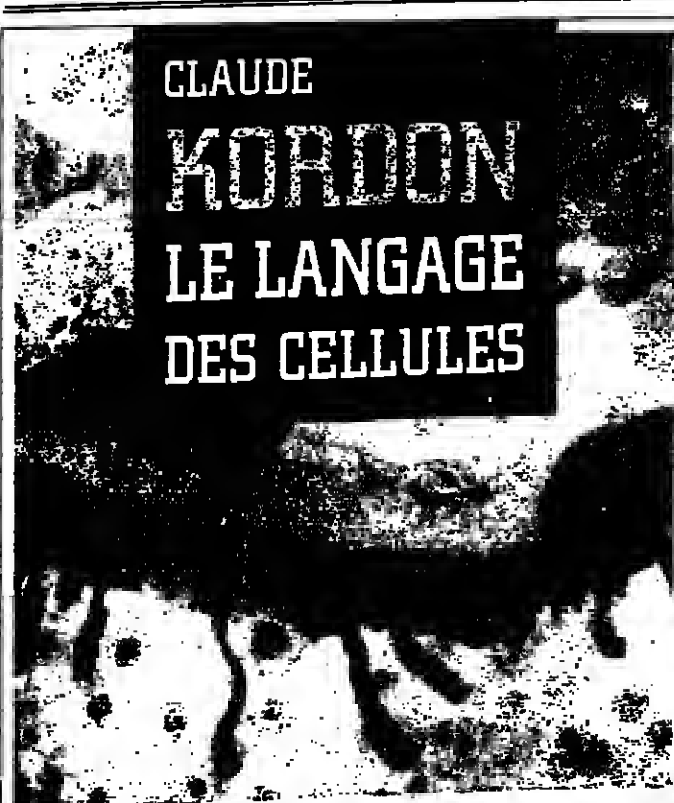
de notre correspondant

Si les instances *ad hoc* de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ne décidaient pas l'envoi d'observateurs internationaux en Yougoslavie, les Douze prendront à leur compte une telle initiative. C'est ainsi qu'il faut comprendre, selon la présidence néerlandaise de la CEE, la mission qu'a accompli, à partir du mercredi 3 juillet, une troupe de hauts fonctionnaires européens.

Calquée sur la troupe des ministres des affaires étrangères, qui a tenté à deux reprises à la fin de la semaine dernière d'étouffer l'incendie yougoslave, la délégation est composée de représentants luxembourgeois, néerlandais et portugais. Un représentant de la Commission européenne la complète. Devant rencontrer des responsables yougoslaves fédéraux à Belgrade, croates à Zagreb et slo-

vènes dans un lieu encore indéterminé, les ambassadeurs européens « vont chercher sur place la possibilité d'envoyer des observateurs », nous a déclaré, mardi 2 juillet, un porte-parole du ministère néerlandais des affaires étrangères. Elle a précisé qu'il s'agissait d'une « mission exploratoire » devant permettre à la Communauté soit d'appliquer au plus vite l'éventuelle décision de la CSCE, soit de préparer sa propre décision. Les observateurs seraient chargés de veiller au strict respect de l'accord de cessez-le-feu élaboré dans la nuit du 1^{er} juillet sous la houlette de la tróika ministérielle européenne. Sans attendre, les Douze, qui sont « extrêmement préoccupés par la reprise des hostilités en Slovénie », ont lancé, mardi 2 juillet, depuis La Haye « un appel pressant à toutes les parties », auxquelles ils « demandent instamment de s'abstenir immédiatement de tout acte de violence ».

Ch. C.



QUESTIONS DE SCIENCE
Collection dirigée par Dominique Lecourt
HACHETTE

CLAUDE KORDON
directeur de recherche
au CNRS, est
également directeur
d'un laboratoire à
l'INSERM.

110 p., 79 F.

Avec la collection « Questions de science », Hachette a choisi la voie royale de la vulgarisation scientifique : faire directement présenter un domaine de la science par un de ses meilleurs spécialistes mondiaux, rendre accessible au plus large public... une synthèse actualisée des connaissances. L'exercice est parfaitement réussi.

Bernard Cassen, *Le Monde Diplomatique*

EUROPE

L'accroissement de la tension en Yougoslavie et les réactions internationales

L'Allemagne, puissance protectrice des Slovènes et des Croates

On ne pleurerait pas longtemps, à Bonn, sur les cendres de la Fédération yougoslave, si celle-ci se révélait incapable de surmonter la crise actuelle. Le gouvernement de MM. Kohl et Genscher a de plus en plus de mal à suivre la ligne définie initialement par les Douze et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, visant à empêcher le divorce violent entre les Républiques des Slaves et le Sud. A Belgrade, le ministre allemand des Affaires étrangères s'était déclaré favorable, lundi, à l'envoi d'une « mission d'observation » de la CEE en Yougoslavie. Il avait ajouté que son pays était prêt à participer à un tel groupe d'observateurs politiques.

BONN

de notre correspondant

Autodétermination, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, protection des minorités sont inévitablement évoqués à Bonn pour défendre le droit de Zagreb et de Ljubljana à rompre les amarres avec Belgrade. Le gouvernement allemand ne se limite pas, dans le cas yougoslave, à soutenir verbalement les grands principes, comme cela fut le cas dans le conflit opposant les pays baltes au pouvoir central soviétique. M. Slobodan Milo-

sevic ne jouissant pas à Bonn de la popularité de Mikhaïl Gorbatchev, et l'armée yougoslave ne stationnant pas sur le territoire de l'Allemagne unie, il est facile aux dirigeants allemands de s'engager aux côtés de ceux qui s'opposent aux « visées grand-serbes ».

L'attention particulière prêté par les Allemands à la question yougoslave ne date pas d'hier. Bien avant le déclenchement de la crise, la presse d'outre-Rhin annonçait régulièrement – pour l'applaudir – la fin de l'entité étatique, et décrivait avec minutie un processus de décomposition qui répondait à ses vœux profonds. Les journaux conservateurs, comme *Die Welt* et la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, s'attachent depuis plusieurs années à stigmatiser le pouvoir de Belgrade, coupable à leurs yeux de tous les maux dont souffre le pays.

La prise du pouvoir par les forces politiques hostiles aux communistes en Slovaquie et en Croatie et le maintien des anciens dirigeants dans les Républiques du Sud ont donné une dimension nouvelle à cette campagne. Il s'agit maintenant de défendre des gouvernements slovène et croate dont les dirigeants sont proches idéologiquement des chrétiens-démocrates au pouvoir à Bonn.

L'idée de l'unité yougoslave ne trouve, grâce, jusqu'à présent, qu'aux yeux d'un Parti social-démocrate (SPD) qui avait misé sur le succès d'un processus de réforme interne de la Ligue des communistes avec laquelle le SPD entretenait des rapports étroits et cordiaux. Les sociaux-démocrates allemands avaient toujours refusé de soutenir les partis se réclamant de la social-démocratie qui

étaient apparus dans les Républiques du Nord. Cela n'est plus le cas. Le changement de génération à la tête du SPD a provoqué une volte-face.

Le nouveau porte-parole du parti pour les questions de politique étrangère, M. Norbert Graf, a fait de fréquents voyages en Yougoslavie depuis son entrée en fonctions, au début de cette année, et s'est petit à petit forgé la conviction que le SPD devait modifier son attitude. Ce parti entend maintenant jouer un rôle de médiateur et faire pression sur les dirigeants socialistes (ex-communistes) de Belgrade pour qu'ils acceptent l'indépendance slovène et croate.

Ayant retrouvé son unité et sa souveraineté, l'Allemagne entend aujourd'hui jouer sans complexe un rôle majeur dans une région avec laquelle elle a toujours entretenu d'étroits rapports. On parle toujours, en Allemagne et en Autriche de laibach (Ljubljana) et d'agran (Zagreb), villes liées à la grande époque de la monarchie austro-hongroise.

La mise en place d'un Etat croate indépendant sous tutelle allemande avait été la première occupation des nazis lorsqu'ils envahirent le pays en 1939, trouvant dans les oustachis d'Ante Pavelic de zélés collaborateurs. La Bavière de Franz-Josef Strauss s'était efforcée avec succès, dès les années 70, d'intégrer la Slovénie dans le groupe Alpe-Adria qui rassemblait des régions allemandes, italiennes et autrichiennes, une manière pacifique d'enfoncer un coin dans une Fédération yougoslave dont les Allemands n'ont jamais fait grand cas.

LUC ROSENZWEIG

Inquiétude en Autriche

A Vienne, l'inquiétude s'accroît face à la guerre civile en Slovaquie. Très sceptique sur le respect des engagements pris par Belgrade et les dirigeants slovènes vis-à-vis des propositions de la trêve européenne – cessez-le-feu et retour des militaires dans leurs casernes – le gouvernement autrichien a maintenu le dispositif militaire déployé à la frontière avec la Slovaquie, longue de 300 kilomètres.

VIENNE

de notre correspondant

Les critiques du représentant yougoslave devant le forum du Centre de prévention des conflits de la CSCE, mardi à Vienne, qui accusait l'Autriche de maintenir son armée trop près de la frontière et d'entretenir des contacts « non autorisés » avec la défense territoriale slovène, ont été catégoriquement rejetées par le gouvernement du chancelier Franz Vranitzky. L'Autriche a envoyé 5 000 soldats à la frontière. Des chars et des avions sont stationnés à proximité des postes-frontières où les affrontements entre la milice slovène et l'armée yougoslave sont les plus durs. Les nombreux incidents qui se produisent dans cette région et les violations de l'espace aérien autrichien justifient, selon Vienne, ce dispositif.

La ville frontalière de Radkersburg, en Styrie, dont une partie est située en territoire yougoslave et qui est reliée à la partie autri-

chienne par un pont, a été la cible d'une attaque de chars, mardi. Côté slovène, des maisons ont été incendiées par les tirs de canons, tandis que des éclats d'obus sont tombés côté autrichien. Les habitations les plus proches de la frontière ont été évacuées. A Lavamünd, en Carinthie, des raids aériens menés au-dessus du village de Dravograd, à 3 kilomètres de la frontière, ont semé la panique parmi la population autrichienne.

Un état-major de crise se réunit chaque matin à la chancellerie à Vienne pour examiner la situation. Le chancelier Franz Vranitzky et le ministre de la Défense n'envisagent pas pour le moment de mobiliser partiellement l'armée. Le gouvernement autrichien veut éviter toute mesure susceptible d'être considérée comme une provocation par les autorités yougoslaves.

Critiques contre Washington et les Douze

En revanche, Vienne souhaiterait l'envoi d'observateurs de la CSCE en Yougoslavie pour surveiller le cessez-le-feu, une proposition qui n'a pas été retenue par les trente-cinq pays membres de la Conférence, dont plusieurs ont hésité à prendre trop rapidement position contre Belgrade.

L'Autriche n'a pas ses sympathies pour la Slovaquie et la Croatie sécessionnistes. Plusieurs gouvernements de province, le maire de Vienne, M. Helmut Zilk, et les gouverneurs de Styrie et de Carinthie, provinces limitrophes de la Slovaquie, ainsi que l'opposition, FPÖ (droite) et Verts en tête, ont nuancé la position de la recou-

naissance par l'Autriche de l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie.

Des critiques ouvertes ont été formulées à l'adresse des Etats-Unis et de la CEE, dont la politique de non-reconnaissance de la souveraineté des deux Républiques yougoslaves est, estime-t-on à Vienne, largement responsable de l'intervention de l'armée yougoslave. M. Ludwig Steiner, ancien porte-parole pour les affaires internationales du Parti conservateur et candidat potentiel à la présidence de la République, a déclaré que « la réponse des Etats-Unis et de la CEE aux déclarations d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie est une honte ». Cette position est largement partagée par les médias autrichiens.

La position du gouvernement est cependant de « respecter scrupuleusement les règles du droit international ». Le chancelier Vranitzky n'envisage pas de s'avancer et de faire jouer à l'Autriche un rôle de pionnier en dépit des demandes – officiellement non confirmées – des dirigeants slovènes et croates, dont les visites se sont multipliées ces derniers semaines à Vienne. « Le gouvernement a les mains liées par les usages diplomatiques et les règles du droit international », a dit le chancelier. Une reconnaissance officielle de la Slovaquie et de la Croatie risquerait de compromettre la mission de médiation que l'Autriche mène en coulisses, en cherchant à faire comprendre à ses interlocuteurs européens et américains la complexité de la situation de la Yougoslavie.

WALTRAUD BARYLI

« Nous avons été contraints à cette guerre »

Suite de la première page

Des alertes aériennes ont été déclenchées pendant la journée dans de nombreuses villes de Slovaquie. La radio donnait régulièrement des instructions pour la survie dans les abris et conseillait à la population d'éviter de sortir.

A Ljubljana, les habitants se sont réfugiés dans les abris pendant presque tout l'après-midi de mardi. En effet, à 14 heures, une première alerte a été déclenchée, alors qu'un détecteur de la radio slovène venait d'être bombardé. Un peu avant 16 heures, les sirènes ont résonné à nouveau deux roquettes venaient d'exploser près de la forteresse qui surplombe la vieille ville. Le vrémissement des avions avait été entendu, mais personne ne savait si le système antiaérien slovène s'était mis tout seul en marche avant même de déclencher l'alerte ou si les pilotes yougoslaves avaient pénétré la capitale.

Dans la journée de mardi, deux membres de la direction collégiale yougoslave, le Croate Stipe Mesić et le Macédonien Vasil Tupurkovski se sont rendus à Ljubljana pour réitérer les propositions de cessation des hostilités et entériner l'accord qui devait permettre le retrait des forces militaires dans les casernes et la libération des prisonniers. Selon M. Tupurkovski, les autorités slovènes auraient accepté de laisser l'armée yougoslave se retirer avec son armement.

Par ailleurs, le moratoire de trois mois sur la déclaration d'indépendance de la Slovaquie proclamé le 25 juin dernier devrait permettre ensuite d'entamer de nouvelles négociations sur l'avenir de la Yougoslavie.

Sur l'autoroute Ljubljana-Zagreb, à la hauteur de Krsko, à 15 h 30, huit blindés de l'armée yougoslave se retiraient en direction de la Croatie pour rejoindre la caserne de Karlovac. Ils abandonnaient derrière eux, sur la

route défoncée, quatre autres blindés endommagés par les missiles antichars et par les rafales. Sur le sol les douilles étaient encore chaudes. Un peu plus loin le corps d'un tankiste en uniforme noir gisait recouvert d'une couverture.

La 580^e brigade légère de l'armée yougoslave achevait six jours d'incursion en Slovaquie. Elle était arrivée en Slovaquie, jeudi 26 juin, quelques heures après la déclaration d'indépendance. Sur son chemin, à une cinquantaine de kilomètres seulement à l'intérieur de la République « rebelle », les douze blindés de la brigade avaient été bloqués par un barrage infranchissable de camions que les soldats

slovènes avaient élevé pour empêcher l'intervention des renforts venus des garnisons de Croatie.

Le lendemain, l'aviation fédérale avait pilonné le barrage pour libérer la 580^e brigade. La colonne de camions, qui avait été aussi bloquée un peu plus bas, a été touchée. Six civils, dont des camionneurs bulgares et turcs, ont été tués.

Lundi dernier, alors que les autorités slovènes et fédérales convenaient de la fin des hostilités et du retrait des troupes fédérales, la 580^e brigade faisait demi-tour pour rejoindre la Croatie, à une trentaine de kilomètres. Elle était à nouveau prisonnière d'un barrage routier édifié à hauteur de la forêt de Krsko, près de Krsko. Aux dires des soldats de la 580^e brigade, les Slovènes ne laissaient passer les troupes qu'en échange des blindés et des armes.

Au petit matin, malgré le cessez-

le-feu, une vingtaine de soldats slovènes qui s'étaient approchés par les bois ouvraient le feu. Pris au piège, les « fédéraux » firent appel à l'aviation. Lorsque les quatre avions lâchèrent leurs roquettes sur le barrage, la radio slovène a affirmé que l'aviation yougoslave se préparait à bombarder Krsko, la seule ceinture nucléaire du pays.

Les combats sur l'autoroute de « la Fraternité dans l'unité », comme elle avait été baptisée par les autorités communistes après la deuxième guerre mondiale, se sont poursuivis jusqu'au milieu de la nuit. Vers 10 h 30, quatre autres appareils mitraillaient le barrage. Les soldats slovènes, épuisés, et désormais en danger, se retirèrent. Les affrontements avaient fait deux morts et trois blessés.

FLORENCE HARTMANN

POINT DE VUE

Il faut sauver la Slovaquie

par Milan Kundera

Dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 juin, Milan Kundera a reçu à Paris un appel au secours rédigé à la hâte – et directement en français – par un groupe d'écrivains slovènes (le *Monde* du 2 juillet). Voici sa réponse.

C'est avec angoisse que j'ai lu le message de mes amis slovènes qui, dans la paisible Ljubljana, encerclés par une armée, appelaient – et appellent toujours – la monde au secours. Je ne sais pas ce qui va se passer dans les heures et les semaines qui viennent, mais je sais que ce pays, si petit, si beau, mérita notre amitié et solidarité. Il y a longtemps, j'ai étudié son histoire, sa peinture, sa littérature, et c'est pourquoi j'ai compris la consternation des Slovaques devant l'indifférence d'une partie de l'opinion européenne à leur égard. L'indifférence fondée sur l'ignorance. J'entends parler à leur propos du « danger de balkanisation ». Mais qu'est-ce que la Slovaquie peut avoir de commun avec les Balkans ? C'est un pays occidental très proche de l'Italie (Trieste est une ville à moitié slovène ; James Joyce en avait écrit quelques choses), catholique (avec une expérience de la Réforme), faisant longtemps partie de l'empire austro-hongrois, le pays où le concept d'Europe centrale (qui géographiquement s'arrête là où commencent les mondes russe et balkanique) est plus vivant qu'ailleurs.

J'entends parler des « vagues

démons du nationalisme ». Pendant ce siècle plusieurs nations européennes sont devenues indépendantes : les Norvégiens, les Irlandais, les Polonais, les Hongrois, les Roumains, puis, pour une brève période, les Lituanais, les Estoniens, les Lettons, enfin les Islandais. La volonté uniformisatrice des empires totalitaires a fait tout pour les empêcher ; pourtant, elles ont aujourd'hui la belle diversité de l'Europe, qui, dans elle-même, n'est plus pensable. Les Slovaques, les Croates, ont vécu ce même processus de la renaissance nationale : l'Etat de Yougoslavie, né après 1918 comme fédération englobant dans un seul ensemble un morceau de l'Europe de l'Est (Serbie) et un morceau de l'Europe de l'Ouest (Croatie et Slovaquie), représentait le stade immédiat dans ce processus qui, aujourd'hui, ne fait que s'accomplir naturellement.

Ce par quoi la patrie des Slovaques ne touche personnellement, c'est qu'il est depuis toujours fondé non pas sur une armée ou sur un parti politique, mais sur la culture, notamment sur la littérature. Leur plus grande personnalité nationale n'est ni un guerrier ni un prêtre, mais France Pressat, le grand poète romantique de la première moitié du dix-neuvième siècle. Le désir d'indépendance des Slovaques relève aujourd'hui, non pas d'un provincialisme exotique, mais du désir de l'Occident, du désir de l'Europe, où ils veulent entrer comme une nation adulte parmi d'autres.

A l'époque de la conférence de Munich, Chamberlain, pour justifier

la capitulation, a parlé de la Tchecoslovaquie comme d'un « pays inconnu et lointain ». Ces mots dédaigneux sont restés pour les Tchèques une indélébile blessure qui, après la guerre, a été la cause de leur méfiance envers l'Occident et a contribué à développer leur sympathie pro-soviétique. Faisons attention à cette sorte de blessure. Il y a de l'urgence dans l'ignorance. On n'est pas européen si on ne veut pas connaître, respecter, protéger les autres nations européennes, fussent-elles petites et désarmées comme le sont l'Islande, le Danemark ou la Slovaquie. Si la situation était moins dramatique, je dirais (je le dis d'ailleurs venant depuis des années) : allez en Yougoslavie, parlez-y avec des intellectuels, étudiez ce monde contradictoire, difficile et révélateur ! Hélas ! on lie l'appel nocturne de mes amis : la paix autrement vous dire : faites tout pour sauver la Slovaquie.

Jacques Culliard et Alain Rey
DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL
HACHETTE

ESPAGNE : le procès du GAL

Deux policiers impénétrables et leurs amis plus bavardes...

Le procès de deux policiers espagnols soupçonnés d'avoir organisé le GAL (Groupe antiterroriste de libération) responsable de vingt-six assassinats dans les milieux séparatistes basques espagnols en France entre 1983 et 1987, est entré dans sa troisième semaine, avec l'audition des principaux témoins à charge.

MADRID

de notre correspondant

Le sous-commissaire de Bilbao, M. Jose Amedo, garde une allure d'hidalgo mêlée d'arrogance et les allures de retour qu'il effectue chaque jour ouvrable de la prison de Guadajara, à Madrid, au tribunal ressemblerait plus à un exercice de décontraction qu'à une épreuve.

C'est que le sous-commissaire, au fil du procès, confirme les portraits brossés par la presse espagnole : un mégalomane qui, après avoir porté les trench-coats et les chapeaux de Bogart au début de sa carrière, joue aujourd'hui l'agent secret impénétrable, victime de l'exces de séduction qu'il exerçait sur les femmes.

A l'entendre, il est la cible d'un complot doublé d'une besee affaire de vengeance sentimentale. Lorsque, mardi matin 2 juillet, les juges ont entendu l'ancienne maîtresse du sous-commissaire Amedo, l'affaire n'était plus un dossier passionnel, Immaculada Gomez a affirmé devant la cour que le 23 juillet 1987, le veille du meurtre, à Hendaye, du réfugié basque espagnol Gerardo Gomez, Jose Amedo lui avait déclaré qu'il était sur deux hommes et que ce qu'il transportait avec lui dans un sac en plastique était la bombe de l'attentat. « C'est une bombe, m'a-t-il dit, on va la faire exploser. Deux personnes vont mourir ». Il a ajouté qu'il ne s'agissait pas de membres de l'ETA.

Dans son ancien compagnon, le corps toujours aussi altier, esquissant seulement un sourire ironique, Immaculada Gomez a expliqué aux juges que Jose Amedo lui parlait régulièrement du GAL et qu'ils faisaient même des blagues sur l'organisation. En juillet 1987, il lui aurait expliqué qu'il était

lèché par ses supérieurs.

Il lui aurait aussi déclaré qu'il attendait une forte somme, celle-ci devant lui permettre de gagner un pays d'Amérique du Sud, de bénéficier des performances de la chirurgie esthétique, et d'obtenir une nouvelle identité. « Je suis un agent du gouvernement et j'ai une mission extrêmement importante », aurait déclaré le sous-commissaire Amedo à son ancienne amie, à qui il aurait aussi parlé de mercenaires portugais qu'il avait engagés.

Année et volte-face

Quant à l'inspecteur Dominguez, assis sur le banc des accusés près de son supérieur, Immaculada Gomez affirme que ce dernier aurait déclaré que pour de l'argent il était prêt à tuer même Felipe Gonzalez. Depuis le début du procès, l'inspecteur a affiché la couleur : il n'a rien à dire, et surtout que l'accusation ne le concerne pas, car il ne répond pas.

Son ex-fiancée, Blanca Balseguy, citée elle aussi à la barre mardi, comme témoin à charge, a effectué sa dernière volte-face. Après avoir déclaré lors de l'instruction n'avoir jamais entendu les deux hommes parler du GAL, puis s'être rétractée en expliquant qu'elle était venue auparavant car elle était menacée, elle souffrait d'amnésie devant la cour mardi après-midi. « Je ne me souviens de rien », a-t-elle répété une cinquantaine de fois pendant les quatre heures d'interrogatoire. Sauf, semble-t-il, de cet objet de forme hexagonale avec un interrupteur dans un sac en plastique. Mais elle a bien précisé qu'elle ne pouvait qualifier cet objet de bombe.

Elle a enfin indiqué qu'elle avait rencontré Francisco Paez qui aurait servi de « courrier » entre la ministre de l'Intérieur et les témoins. Ce dernier, cité à la barre, n'a pas réapparu à l'Espagne depuis plusieurs années et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Il lui aurait demandé de mentir, lui expliquant que ce qu'il est en danger, c'est le ministre de l'Intérieur. Blanca Balseguy reste le plus imprévisible des témoins, mais tout en voulant protéger les accusés, elle a servi la parole adverse. (Interim.)

QUI A ÉCRIT ?
« Ça glisse, Alice »
ONDINE DE SÉBASTIEN
JANET WOLF
HACHETTE

مكتبة الأنجلو
HACHETTE

EUROPE

URSS : l'« Appel des neuf » pour un « mouvement des réformes démocratiques »
M. Gorbatchev apporte son soutien à l'initiative pour la création d'un nouveau parti

M. Mikhaïl Gorbatchev a été, cette fois-ci, rapide : moins de vingt-quatre heures après l'appel lancé par neuf personnalités réformatrices (le Monde du 3 juillet) à la création en septembre d'un nouveau mouvement ou parti, il a fait savoir qu'il approuvait cette initiative.

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

A deux semaines de ses rencontres avec les dirigeants des pays industrialisés (G7) à Londres, le président soviétique, qui reste secrétaire général d'un Parti communiste en crise et fracturé, peut ainsi se prévaloir du soutien du mouvement réformateur, quel que soit le redécoupage de la scène politique soviétique que l'« Appel des neuf » devait entraîner.

Le porte-parole du président soviétique, M. Vitali Ignatenko, a déclaré, mardi 2 juillet, que M. Gorbatchev « avait noté que les objectifs proclamés du nouveau mouvement sont la recherche de

l'entente sociale et le renforcement des intérêts de la perestroïka et de la démocratisation ». « Si ces objectifs coïncident avec la réalité, on ne peut que s'en féliciter », a-t-il ajouté, en soulignant que le mouvement, qui se déclare ouvert à tous les démocrates, membres du Parti communiste ou non, n'entend pas agir « comme une fraction du sein du PCUS ».

Parmi les neuf pères fondateurs du mouvement, cinq sont toujours membres du Parti communiste, dont deux (MM. Arkadi Volski et Chevardnadze) sont aussi membres de son comité central, qui doit se réunir en plénum fin juillet pour approuver un nouveau programme du parti. Le projet actuel est la quatrième version rédigée depuis un an, rendue beaucoup moins dogmatique et dont un journaliste de la Pravda a estimé, mardi, qu'il se distingue peu du texte de l'« Appel des neuf ». M. Gorbatchev, qui préside la commission chargée du projet de programme, a déclaré le mois dernier que les communistes qui ne l'approuvaient pas « pouvaient quitter le parti ». Mais, au dernier plénum, en mars, seuls soixante-douze

membres du comité central sur quelque quatre cents avaient signé un texte de soutien à M. Gorbatchev. Ce texte avait d'ailleurs été rédigé par M. Volski, qui avait brandi la menace d'une scission du parti à l'initiative de cette minorité réformatrice.

Un plénum
« très difficile »

Rappelant cet épisode lors d'une conférence de presse, mardi, à la mairie de Moscou, aux côtés de quatre autres signataires de l'appel à créer un « mouvement des réformes démocratiques », M. Volski a reconnu que ce plénum s'annonce encore une fois « très difficile ». En tout cas, tout semble se mettre en place pour une réforme de l'intérieur du Parti communiste, ce qui devrait être la conséquence la plus notable de l'initiative lancée lundi.

Ses promoteurs, dont une moitié est plutôt proche de M. Gorbatchev et l'autre de M. Boris Eltsine, semblent divisés sur la question. M. Chevardnadze a rejoint, mardi, ceux qui, au sein du groupe des neuf, se prononcent pour la créa-

tion d'un véritable « parti » en septembre, comme les maires de Moscou et de Leningrad, MM. Popov et Sobchak, qui ont quitté le parti l'été dernier. L'ex-ministre des affaires étrangères a précisé aussi qu'il « tranchera dans les prochains jours » la question de son appartenance au Parti communiste. Une procédure disciplinaire de la commission centrale de contrôle du PCUS lancée la semaine dernière contre lui semble avoir été abandonnée.

L'explication n'en peut-être été donnée mercredi par M. Nikolaï Travkin, président du Parti démocrate de Russie, qui avait participé aux premières tentatives visant à créer un « parti démocratique unifié » au niveau de l'URSS. « Durant la période préparatoire, il avait été question d'une part de créer un parti et non un mouvement, d'autre part, il y avait un accord préalable pour que tous les initiateurs de l'appel quittent le parti », a-t-il déclaré, ajoutant : « Maintenant, il s'agit de réformer le parti et non de créer un mouvement démocratique. Je ne joue pas à ce jeu-là ».

SOPHIE SHIHAB

Ouverture des premiers bureaux de chômage en Russie

Des bureaux de chômage se sont ouverts pour la première fois, lundi 1^{er} juillet, sur le territoire de la Russie, en application de la loi sur l'emploi de la population adoptée par le Parlement russe en avril dernier et qui vient d'entrer en vigueur.

Les sans-emploi (24,8 millions en URSS d'après les statistiques officielles publiées en janvier dernier) enregistrés par ces bureaux pourront bénéficier d'une allocation mensuelle variant entre 150 et 200 roubles et obtenir une aide pour retrouver un travail. Néanmoins, la loi ne prévoit pas d'indemnisation de longue durée, les droits des chômeurs s'interrompent après une période d'un an.

Depuis les années 30, le chômage n'existait pas officiellement, Staline ayant affirmé qu'il n'y en avait pas. - (AFP, AP)

HENRI DE BRESSON

EN BREF

o Rencontre entre M. Bush et M. Mitterrand à Rambouillet. La rencontre, le 14 juillet, entre les présidents Bush et Mitterrand, qui précède le sommet de Londres, aura lieu à Rambouillet, a annoncé, mardi 2 juillet, le service de presse de l'Elysée.

o Affaire Diorri : protestation d'auteurs et d'éditeurs. - Plusieurs éditeurs et auteurs ont publié mardi 2 juillet un communiqué dans lequel ils dénoncent la récente expulsion de l'opposant marocain, M. Diorri, et proposent d'assurer l'édition de son livre A qui appartient le Maroc ? Parmi les signataires figurent MM. Claude Cherkil (Seuil), Claude Durand (Fayard), Edouard de Andréis (Rivages), Jean-Claude Guillebaud (Arléa), Jérôme Lindon (Minuit), Henry Marcellin (Denoël), François Maspéro, François Gêze (La Découverte), et Pierre Vidal-Naquet. Ils demandent à la France de revenir sur sa décision qui porte, selon eux, « une atteinte intolérable à la liberté d'expression et d'édition ».

o CAMEROUN : vague d'arrestations à Douala. - Plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, de personnes, ont été arrêtées, lundi 1^{er} juillet, à Douala, a-t-on appris, mardi, de diverses sources dans la capitale économique du Cameroun. Un collaborateur du gouverneur de province a confirmé ces arrestations, sans pouvoir en préciser le nombre. Le mot d'ordre de grève, lancé par l'opposition, reste largement suivi dans l'ouest et le nord du pays, mais très peu à Yaoundé. - (AFP, Reuters)

o COLOMBIE : de la cocaïne à l'héroïne. - La culture du pavot, base de la production d'opium et d'héroïne, s'étend dans un pays traditionnellement producteur de cocaïne, a indiqué mardi 2 juillet le directeur des services antidrogue de la police colombienne, le

colonel Roso José Serrano. Depuis le début de l'année, ses services ont ainsi détruit 68 hectares de pavot, saisi 43 tonnes de cocaïne, arrêté 709 personnes et fermé 60 pistes d'atterrissage clandestines. - (AFP)

o CUBA : un espion aurait infiltré la CIA et le FBI. - L'agence de presse Prensa Latina a indiqué, mardi 2 juillet à La Havane, qu'un espion cubain, José Rafael Fernandez Brenes, avait infiltré la CIA, le FBI et la station de télévision anticommuniste américaine diffusant vers Cuba, TV-Marti. Cet agent aurait simulé sa désertion lors d'un voyage à l'étranger en 1988. Devenu directeur des programmes de TV-Marti, il aurait fourni à La Havane des informations importantes sur la création et le fonctionnement de la station. - (AFP, Reuters)

o KATIT : renouveau au sein de la hiérarchie militaire. - Le commandant en chef de l'armée, le général Hérard Abraham, cinquante et un ans, un des officiers les plus libéraux, a indiqué, mardi 2 juillet, qu'il démissionnait, en faisant valoir ses droits à la retraite. Il avait été chargé de la sécurité des élections qui, en décembre dernier, ont donné la victoire au président Aristide. Il a précisé que sa décision était d'ordre personnel. Un communiqué du grand quartier général de l'armée à Port-au-Prince a fait état par ailleurs de plusieurs nominations dans l'appareil militaire. - (AFP)

o INDE : nouvelle arrestation dans l'affaire Gandhi. Un photographe indien a été arrêté mardi 2 juillet dans le sud de l'Inde dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi. Ce photographe, M. Subha Sundaram, est accusé d'avoir été en liaison avec les organisateurs de l'assassinat. Son studio aurait servi de lieu de rencontre, à des membres du mouvement des Tigres libérateurs de l'Enlani tamoul (LTTE). M. Sundaram est la huitième personne arrêtée dans le cadre de l'enquête. - (AFP)

DIPLOMATIE

Lors du sommet du G7 à Londres

Le Japon proposerait un plan de contrôle des armements

Le Japon proposera un ambitieux plan de contrôle des armements lors de la rencontre des pays les plus industrialisés à Londres du 15 au 17 juillet, indique le Washington Post, dans ses éditions du mercredi 3 juillet, en citant des sources japonaises. Le premier ministre japonais, M. Kaifu, présentera à ses panélistes un système permettant aux Nations unies de tenir un registre des ventes d'armes conventionnelles.

Par ailleurs, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se réuniront à Paris les 8 et 9 juillet, au niveau des experts, pour définir un code de conduite en matière d'exportations d'armes, a confirmé mardi le ministère des affaires étrangères. Ces cinq pays (Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne et Chine) sont également les principaux exporta-

teurs d'armes. Cette rencontre « s'inscrit dans la ligne des propositions de la France, faites le 3 juin pour un plan de désarmement et de maîtrise des armements » et dans celle des propositions du président Bush dans ce domaine, a souligné le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Les Cinq seront représentés par leurs directeurs politiques, qui doivent également procéder à un échange de vues sur la non-prolifération nucléaire.

La rencontre de Paris marquera la première tentative de moralisation concertée des ventes d'armes après la guerre du Golfe, mais la tâche s'annonce difficile dans la mesure où aucun pays n'entend renoncer à de lucratifs contrats d'armements.

Trois pays de l'Est adressent un message commun au groupe des Sept

Alors que le programme de la visite du président Mikhaïl Gorbatchev à Londres, les 16 et 17 juillet, est désormais connu, trois pays de l'Est ont choisi d'adresser un message commun aux pays industrialisés. Selon les déclarations du ministre des finances polonais, M. Leszek Balcerowicz, en marge de ses entretiens avec M. Bérégovoy, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont envoyé une lettre aux

membres du groupe des Sept afin qu'ils prennent en compte les conséquences dramatiques pour leurs économies de l'effondrement des liens commerciaux avec l'URSS.

Plusieurs dirigeants des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est ont réagi négativement à la présence du dirigeant soviétique à Londres, faisant valoir que l'URSS n'avait pas encore entamé de réformes économiques.

M. Mitterrand devrait se rendre en Iran à l'automne

Le président François Mitterrand a accepté une invitation à se rendre en Iran, a-t-on indiqué, mercredi 3 juillet, de source française autorisée. Cette visite devrait avoir lieu en automne, à une date qui reste à fixer. L'invitation a été transmise par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a été reçu en début d'après-midi à l'Elysée.

La signature d'un accord sur les contentieux financiers franco-iraniens, qui devait avoir lieu mardi avait été reportée en raison de la persistance d'un point de désac-

cord. Arrivé dans l'après-midi à Paris, M. Velayati, avait immédiatement rencontré M. Roland Dumas, mais une conférence que devaient tenir les deux ministres a été annulée à la dernière minute.

Déjà dans la matinée, confirmant l'arrivée de M. Velayati, on se montrait très prudent au Quai d'Orsay concernant la conclusion de l'accord. On rappelait notamment, malgré l'optimisme affiché par la presse iranienne, qu'une première visite à Paris de M. Velayati, le 26 juin, avait été annulée au dernier moment.

ALLEMAGNE : coup dur pour les chrétiens-démocrates
Le ministre-président de Saxe-Anhalt a été contraint de démissionner

BERLIN
de notre correspondant

C'est une pluie de coups durs qui s'abat sur les chrétiens-démocrates, dans les nouveaux Länder de l'Est de l'Allemagne. Le parti du chancelier Helmut Kohl, qui avait été de triomphe en triomphe lors des élections de l'année dernière, doit faire face à une série de scandales qui viennent ternir sa réputation déjà sérieusement ébranlée par les conséquences sociales de la réunification.

A la suite de la mise en cause de M. Günther Krause, ministre des transports dans le gouvernement fédéral et considéré comme la « locomotive » régionale de la CDU, dans des affaires d'adjudication, le gouvernement de Saxe-Anhalt a été contraint, mardi 2 juillet, de démissionner, en raison d'un nouveau scandale politique impliquant le ministre-président, M. Gerd Gies. Le chef du gouvernement de Saxe-Anhalt, qui dirigeait une coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux, formée

après les élections régionales de 1990, a été convaincu d'avoir manipulé des dossiers de la Stasi, l'ancienne police politique communiste, pour assurer son ascension à la tête du Land.

A la suite d'une fausse manœuvre, M. Gies et ses plus proches amis n'avaient pas été élus au Parlement régional. Saos mandat, M. Gies ne pouvait espérer prendre la tête du gouvernement. Pour rattrapper le coup, lui et ses amis ont arraché la démission de trois députés chrétiens-démocrates régulièrement élus - dont le maire de Halle - ce les convaincant qu'ils étaient gravement mis en cause pour collaboration avec la Stasi. L'affaire avait été rendue publique par plusieurs autres députés, victimes des mêmes pressions.

La démission de M. Gies ne devrait pas manquer de relancer les critiques contre la CDU de l'Est, accusée de ne pas avoir assez fait le ménage dans ses rangs, après la chute du régime communiste. Dans l'ex-RDA, la CDU, comme le Parti libéral, comptait

parmi les partis du bloc national, qui servait d'allié démocratique aux communistes. Une fois le premier orage passé, le parti, porté par l'aura du chancelier Kohl, a vu resurgir les anciens caciques, brutalement convertis à la démocratie.

Nombre d'entre eux ont su faire alliance avec les jeunes loups du moment, comme M. Krause, pour revenir au premier plan. Secrétaire d'état à la chancellerie sous le gouvernement de M. Maizière et, à ce titre, principal négociateur des accords de réunification, le jeune ministre des transports était le seul politicien de l'Est, avec le social-démocrate Wolfgang Thierse, à s'être imposé sur le plan fédéral.

HENRI DE BRESSON

Le commandement des unités de l'ex-RDA est intégré à celui de la Bundeswehr

BERLIN
de notre correspondant

Le commandement des unités de l'armée allemande stationnées dans l'est de l'Allemagne, sur le territoire de l'ancienne RDA, est désormais complètement intégré à celui de la Bundeswehr. Les unités conservent néanmoins, jusqu'au retrait des forces soviétiques à la fin de 1994, un statut à part. Elles ne font pas partie de l'OTAN, mais elles sont désormais sous le contrôle des états-majors de chacune des trois armées dont elles relèvent.

En présence de représentants des forces alliées occidentales stationnées à Berlin et du commandant en chef de l'armée rouge pour l'est de l'Allemagne, le ministre de la défense allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a officiellement mis fin, lundi 1^{er} juillet, à Strausberg, à la mission du commandement Est de la Bundeswehr. Ce commandement avait été installé dans l'ancien quartier général de l'armée populaire, situé à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Berlin, pour procéder à la dissolution et à l'intégration « de ce qui pouvait l'être » à la Bundeswehr.

La tâche du général Jörg Schönbaum, qui avait pris ses fonctions le jour de la réunification, le 3 octobre dernier, était de procéder au tri des 90 000 hommes de l'armée est-allemande, de former ceux qui restaient et les nouvelles recrues aux méthodes et à l'esprit d'une « armée dans la démocratie », et enfin de faire l'inventaire des matériels dont une grande partie doit aller à la casse. Les stocks comprennent notamment près de 10 000 chars et véhicules blindés,

400 avions de combat de fabrication soviétique, des tonnes d'armes individuelles et des munitions.

Selon les engagements pris au moment de la réunification dans le cadre des accords de désarmement européens, l'armée allemande ne comprendra plus dans les années à venir que 370 000 hommes.

H. de B.

IRLANDE DU NORD
Echec des pourparlers intercommunautaires

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a annoncé, mercredi 3 juillet à Belfast, l'échec des pourparlers entre protestants et catholiques sur l'avenir politique de la province, les premiers depuis 1974. M. Brooke a décidé de mettre fin au processus actuel de dialogue, qui avait démarré le 30 avril dernier, constatant l'impasse des discussions, dues selon lui à des divergences trop profondes entre unionistes protestants et nationalistes catholiques modérés.

M. Brooke a cependant estimé que les négociations avaient été « constructives » et avaient permis un « dialogue réel ». Il espère pouvoir « explorer la possibilité de nouvelles discussions » au cours des mois à venir. La semaine dernière, les unionistes avaient annoncé qu'ils se retireraient des pourparlers si une conférence anglo-irlandaise avait lieu comme prévu le 16 juillet. Ils étaient opposés à toute « ingérence » du gouvernement de Dublin avant la fin des discussions multipartites à Belfast. - (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : dans la majeure partie du Sud

L'armée s'est imposée face aux Palestiniens

Avec l'aval de la Syrie, l'armée libanaise a vaincu pour la première fois les Palestiniens. Après s'être déployée lundi à Saïda, elle occupait, mardi soir 2 juillet 80 % du territoire qui lui était assigné au sud par le gouvernement. Toutefois, des combats sporadiques avaient encore lieu mercredi matin.

BEYROUTH

de notre correspondant

Sans rencontrer de résistance de la part de la principale milice libanaise locale, les militaires se sont frayés un chemin en livrant bataille là où les Palestiniens ont voulu lui barrer la route. Cela leur a coûté deux morts – deux officiers – et dix-sept blessés. Les forces gouvernementales sont venues à bout de vingt-quatre heures des positions palestiniennes, hors des deux camps de la région – Aïn Heloueh et Mieh Mieh – ainsi que des quelques positions d'islamistes libanais récalcitrants. Les Palestiniens ont eu dix-huit morts et trente-cinq blessés, les islamistes deux morts et trois blessés. Les Palestiniens ont été contraints de se replier à l'intérieur des camps, où ils se trouvent entourés de tous côtés.

Avec l'appui des Syriens

L'armée syrienne était, certes, absente du champ de bataille, mais il est évident que, sans la caution de Damas qui garantissait ses arrières, le gouvernement libanais n'aurait jamais osé ce qu'il vient d'entreprendre : la bataille des hauts de Saïda et la victoire libanaise s'inscrivent dans la longue épreuve de force opposant la Syrie du président Assad à l'OLP de M. Arafat.

Celui-ci a sans doute commis l'erreur de croiser le fer sans tenir compte du fait que l'armée libanaise avait les mains libres, grâce

à la Syrie en premier lieu, mais aussi grâce aux États-Unis ainsi qu'à un consensus arabe et international, visible à l'absence de réactions hostiles. Sans compter le sentiment, chez les militaires, d'un vieux compte à régler avec les fedayins qui les ont si longtemps humiliés, surtout dans les années 70.

Enhardies par leur succès et toujours assurées de l'appui syrien, les autorités libanaises s'attendent d'ores et déjà que le deuxième volet de leur plan de pacification dans la région de Saïda se déroule dans le délai fixé. Il s'agit de faire

en sorte que les Palestiniens retiennent leurs armes des camps et les expédient hors du territoire revenu sous le contrôle libanais, avant le 30 septembre. Tout comme les milices libanaises avaient retiré leurs – d'abord du Grand-Beyrouth puis du Mont-Liban. Ainsi, le FSP druze de M. Joumblatt les a restituées à la Syrie, et les Forces libanaises chrétiennes de M. Geagea en ont rendu une partie, en ont offert une autre à l'armée et ont entreposé le reste en Israël.

Ce deuxième volet devrait également comprendre le retour de la

région de Jezzine à la légalité libanaise. L'affaire est, là, entre les mains d'Israël, mais il n'est pas impossible que les États-Unis arrachent cette concession à l'Etat hébreu. Celui-ci a pris soin de conserver un statut particulier à cette expropriation de la bande de sécurité frontalière – notamment en y laissant se maintenir cinq cents soldats libanais toujours rattachés à leur commandement à Beyrouth.

Après son déploiement à l'est de Saïda, l'armée libanaise est venue au contact à la fois de cette troupe amie et de l'ALS pro-Israélienne

dans la région de Jezzine. Quant à la négociation sur le statut militaire, politique et socio-économique des Palestiniens au Liban, que l'OLP exigeait préalablement à tout retrait de Saïda et que le gouvernement libanais n'acceptait qu'après exécution du retrait, elle devient à présent possible.

Le gouvernement de Beyrouth s'y présente en position de force alors que, depuis 1989, il a toujours négocié avec les Palestiniens en position d'extrême faiblesse.

LUCIEN GEORGE

Les Israéliens estiment que rien n'a encore changé

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour Israël, les règles du jeu dans le sud du Liban n'ont pas encore été modifiées. D'ores et déjà, on est persuadé à Jérusalem que le déploiement de l'armée libanaise dans la région de Saïda n'est pas en mesure d'empêcher les tentatives d'infiltration de commandos palestiniens ou chiites contre la « zone de sécurité » le long de la frontière ou contre les localités de Galilée. C'est dire qu'il n'est pas question de démanteler cette zone de sécurité d'une dizaine de kilomètres de profondeur, tenue par l'Armée du Liban-Sud – l'ALS, une milice créée par Israël. C'est dire aussi qu'Israël se réserve toujours le droit de riposter et d'opérer dans cette région.

Le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, s'est d'ailleurs empressé de souligner que « si le déploiement de l'armée libanaise n'est suivi d'aucun effet, nous continuerons à agir comme par le passé ». Plus explicite, un adjoint de M. Lubrani a précisé à la radio : « Israël n'hésitera pas à user de son

droit légitime de riposter contre les bases terroristes qui se trouveraient dans des zones de déploiement de l'armée libanaise. »

Attaques de commandos

Les responsables israéliens constatent que, depuis que l'armée libanaise est descendue vers le sud, on assiste non pas à une accalmie, mais à une recrudescence des attaques de commandos. « Les espoirs de voir l'armée libanaise mettre de l'ordre et désarmer les organisations palestiniennes ont jusqu'ici été déçus », a déclaré le ministre de la défense, M. Moshe Arens. Dans les milieux militaires israéliens, on parle même d'un renforcement de l'organisation chiite Hezbollah. Ce sont d'ailleurs trois membres d'un commando de cette organisation qui ont été tués lundi par une patrouille de l'armée israélienne alors qu'ils étaient parvenus jusqu'à quelques centaines de mètres de la frontière. Vingt-quatre heures plus tard, il y a eu un nouvel accrochage dans la zone de sécurité, au cours duquel trois Palestiniens ont été tués et deux autres blessés. (Interim.)

M. Arafat en appelle à la communauté internationale

TUNIS

de notre correspondant

L'OLP rejette sur l'armée libanaise la responsabilité des combats dans le sud du Liban et continue de demander aux autorités de Beyrouth l'ouverture de « négociations politiques » sur la présence palestinienne au Liban. M. Yasser Arafat a adressé, mardi 2 juillet, des messages « urgents » à la France, à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, à l'Union soviétique et à la Chine pour les informer « des développements regrettables » provoqués par « l'agression de l'armée libanaise contre les positions et les camps palestiniens ».

Médiation algérienne

Le président de l'OLP a, en outre, demandé la médiation de l'Algérie, lors d'un entretien qu'il a eu, mardi, avec le président Chadli à Alger. Puis il a lancé un appel au président Hosni Moubarak ainsi qu'au colonel Kadhafi, actuellement révoqué en Égypte, les invitant à « œuvrer pour arrêter le nouveau massacre des Palestiniens ». Enfin,

M. Arafat s'est même tourné vers Damas pour « aider à trouver, dans un esprit fraternel, des solutions à toutes les questions en suspens » au Liban.

De son côté, le conseiller de M. Yasser Arafat, M. Bassam Abou Charif, a déclaré à Tunis qu'avant le début des hostilités les Palestiniens avaient « facilité l'entrée de l'armée libanaise à Saïda conformément aux dispositions reconnues par l'OLP de l'accord de Taëf et du traité libano-syrien ».

Préconisant « des négociations politiques afin de trouver une formule palestino-libanaise », il a cependant indiqué que ces discussions pourraient avoir lieu avec la participation des Syriens. En attendant, la direction palestinienne a demandé à la Ligue arabe d'intervenir pour obtenir un cessez-le-feu.

MICHEL DEURÉ

IRAK : l'inspection des sites nucléaires

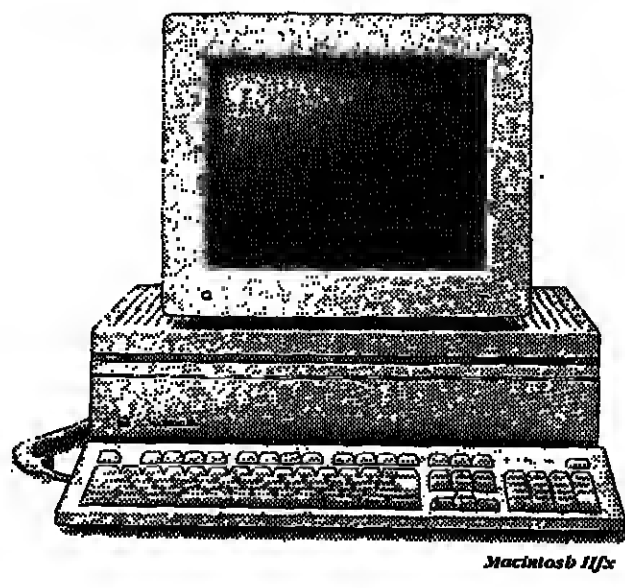
La mission de l'ONU rentre bredouille

Selon le secrétaire général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, les représentants de l'ONU ont achevé leur mission en Irak, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet, sans avoir pu clarifier la question des équipements nucléaires que l'Irak est soupçonné de vouloir dissimuler. « Ce que nous avons vu ne nous a pas convaincus », a déclaré M. Blix, qui a visité dans la journée un site nucléaire.

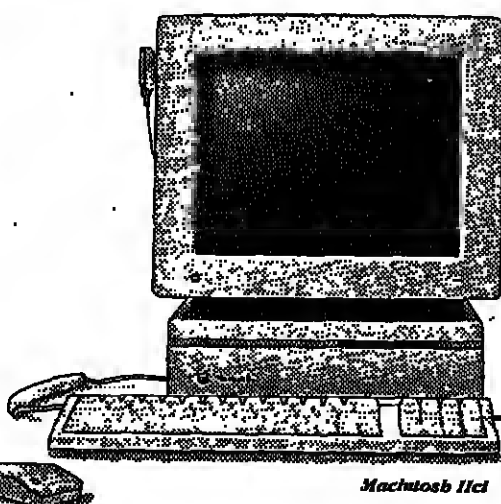
Les quatre émissaires des Nations unies, arrivés dimanche en Irak, devaient gagner Genève, où ils « établissent leur rapport pour le secrétaire général de l'ONU ». C'est ce qu'a indiqué M. Rolph Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée d'éliminer le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak, à l'issue d'un dernier entretien avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmad Hussein Khodai. « Nous n'avons pas reçu d'explications satisfaisantes concernant la nature des équipements qui avaient été évacués de la base militaire de Fallouja, ni sur leur destination », a ajouté M. Blix. Selon l'un des experts, M. David Kay, il s'agirait notamment d'accélérateurs isotopiques, mais M. Blix a affirmé, mardi soir, qu'avant de tirer une conclusion définitive il fallait que les photos prises soient analysées. Cependant, un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères a, encore mardi, assuré que les délégués de l'ONU pourraient avoir accès à tous les sites qu'ils désiraient visiter.

Après l'échec de la mission de l'ONU, le Conseil de sécurité devrait se réunir en session d'urgence dans les prochains jours. (AFP, Reuter.)

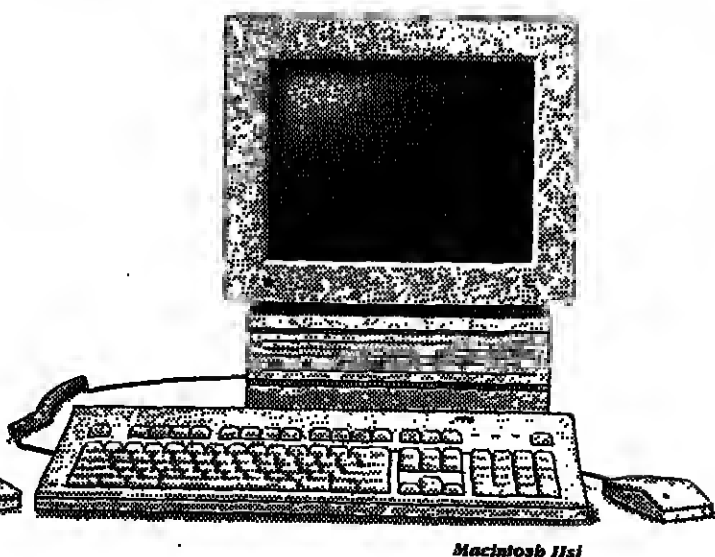
Macintosh II, du 5 au 31 juillet des prix tellement incroyables que nous n'osons pas les communiquer par voie de presse (c'est vous dire...).



Macintosh IIx



Macintosh IIc



Macintosh IIfx

Vous connaissez sans doute la dernière gamme Macintosh II, aboutissement parfait de l'esprit et du talent Apple. Alors vous savez qu'avec un Macintosh II tout est possible, y compris la couleur. Cartes d'extension, disques durs 20, 40, ou 80 Mo, écrans couleur ou noir et blanc, claviers... Le jeu des configurations vous permet d'obtenir un Macintosh exactement à vos mesures, avec des capacités de mémoire et de stockage impressionnantes. Enfin la micro-informatique peut devenir un outil de travail et l'auxiliaire de votre pensée et de votre créativité.

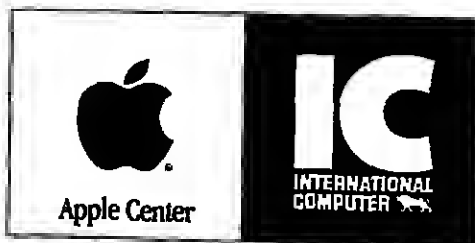
Apple a créé Macintosh II, IC vous le sert sur un plateau d'argent. Et puisque nous parlons d'argent, attendez-vous à une surprise.

Du 5 au 31 juillet chez IC, le prix du Macintosh II est tellement bas qu'il vous suffira de vous baisser pour en profiter. Appelez vite IC, vous ne serez pas déçu !

En plus du prix incroyable, en achetant votre Macintosh II chez IC, vous bénéficierez du conseil et des services du 1er distributeur Apple d'Europe.

Vite, foncez à Mac II chez IC.

(1) 42 72 26 26



WILLIGNE

10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNERES COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

مكتبة الناصر



1990, une nouvelle année de grand développement avec deux événements phares : l'activité internationale, le volume des investissements.

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

L'Assemblée Générale Mixte réunie le vendredi 28 juin 1991 a notamment approuvé les comptes de l'exercice 1990 et l'apport fait par le groupe Elf Aquitaine de Blanzey Ouest-Esny et de quelques autres participations. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a indiqué :

Les années 1980 ont été pour notre Compagnie, comme nous l'évoquions ensemble il y a un an, celles d'un grand bond en avant ; 1990, premier exercice de la nouvelle décennie a encore été une année riche en développements et en événements.

ANNÉE 1990

Un chiffre d'affaires de 117 milliards de francs (en progression de 19 %), une marge brute d'autofinancement de 9,4 milliards de francs, devenue l'une des premières de France, un niveau record d'investissements de 21,4 milliards de francs, tels sont les nombres qui caractérisent le mieux cette année 1990, au terme de laquelle nous vous proposons un dividende en très sensible augmentation (40 francs par action, soit une distribution globale de 777,7 millions de francs, c'est-à-dire plus de trois fois le montant de 1985).

Au plan sectoriel, les lignes de force de l'exercice ont été :

- le bon comportement de nos services d'eau et d'assainissement dont nos sociétés britanniques sont maintenant un élément important, et aussi de nos autres métiers traditionnels de l'environnement : énergie thermique et propreté ;
- la dimension européenne prise par la Société Générale d'Entreprises, maintenant bien sortie de sa phase de redressement ;
- l'émergence, parmi nos nouveaux métiers, de celui de la santé et de celui des transports ;
- l'importante et très favorable évolution de la Compagnie Immobilière Phénix, créée à la fin de 1989 ;
- le rapide développement, conforme aux prévisions, de notre Société du Radiotéléphone ;
- la persistance, malgré quelques frémissements en fin d'année, d'une certaine lenteur dans le développement des abonnements et raccordements aux réseaux de télévision câblée.

Richesse des ressources humaines

Commenter un peu les éléments de cette situation, c'est dire tout d'abord, après mon message d'il y a un an, toute la part que prennent dans ce développement les hommes et les femmes de notre Groupe, à tous les niveaux, et toute la reconnaissance que nous leur devons.

Il est bien clair, que le développement de la Compagnie et de son Groupe est l'effet de la grande qualité des talents que nous avons pu rassembler et former depuis quelques années, et de leur haut niveau de professionnalisme. Un effort particulièrement vif a été fait cette année, dans le domaine des recrutements et dans celui des contacts entre cadres de diverses nationalités ; ces brassages d'hommes et d'idées sont de plus en plus nécessaires et nous avons l'intention d'organiser davantage encore d'échanges et de mobilités.

Résultat : une progression de 388 millions de francs

Si l'on veut passer en revue rapidement, de manière éclairante, les éléments les plus caractéristiques de cet essor général de 1990, l'attention se porte d'abord sur le résultat (part du Groupe) qui est en progression de 388 millions de francs, soit 21,2 %, à 2 220,6 millions de francs. Ainsi, ce résultat a presque triplé depuis 1986.

Il représente 1,9 % du chiffre d'affaires (contre 1,56 % il y a quatre ans), le résultat des sociétés intégrées représentant seulement 1,39 %, ce qui laisse encore de réelles possibilités de progression ; le bénéfice par action a lui-même atteint 114 francs, dépassant un peu nos prévisions ; il a doublé en quatre ans.

Mais l'élément le plus représentatif de notre capacité de résultat, celui qui peut servir de base pour les comparaisons, me semble être la marge brute d'autofinancement qui culminait à 9 477 millions de francs, ayant ainsi plus que doublé en 3 ans. Dans cet ensemble (qui "n'emprunte" que peu de choses, leurs dividendes seulement, aux sociétés mises en équivalence) la part des amortissements et provisions (7 443 millions de francs) est évidemment très grande ; les dotations aux amortissements techniques ou de "caducité" et aux provisions techniques représentent plus de 6,2 milliards de francs, et ont augmenté de 23 %.

Les deux événements phares de l'année ont été l'activité internationale et le volume de nos investissements.

Développement international : part prépondérante de l'Europe

Le développement international de nos métiers a connu un nouvel et très grand épanouissement en 1990. Notre chiffre d'affaires hors de France s'est hissé à près de 30 milliards de francs, en progression de plus de 35 % sur celui de l'année précédente ; il est cinq

Guy DEJOUANY a également présenté un large exposé sectoriel des activités du Groupe dans lequel il a souligné notamment :

- les perspectives nouvelles apportées à la Compagnie dans le domaine de l'eau et de l'assainissement par la parution des nouvelles normes européennes relatives aux eaux usées et par le programme d'interventions décidé par les pouvoirs publics français ;
- dans le domaine de l'énergie, le développement de l'activité de production indépendante d'électricité ;
- les réussites récentes du secteur propreté dans ses domaines traditionnels (dépollution, valorisation des déchets de l'agglomération de Nantes, collecte des déchets de Liverpool, rachat de sociétés en Australie) et dans celui de la récupération (société Soulier) ;
- la bonne situation générale de la SGE qui a fait un effort important d'implantation dans l'Est de l'Allemagne (Olympia, V.B.U.) et dispose d'un volume abondant de provisions ;
- les succès de C.B.C. en Europe Centrale, principalement avec l'hôtel ATRIUM de Prague ;
- l'événement qui a constitué l'attribution en début d'année à la SFR de l'autorisation d'exploiter un service numérique paneuropéen de radiotéléphone ;
- l'effet retardataire pour le développement des réseaux câblés, de l'instabilité du paysage audiovisuel.

fois plus élevé qu'il ne l'était il y a quatre ans, et il représente en activité le niveau de ce qu'était l'ensemble de notre Groupe, globalement, il y a six ou sept ans. Il a pesé l'an dernier, un quart de notre activité totale.

La part de l'Europe dans ces activités hors de France est devenue largement prépondérante. Elle a été de 18,7 milliards, augmentant de 62 %. Les éléments principaux de cette progression et de cette activité se situent en Grande-Bretagne avec près de 10 milliards de francs contre 3 800 millions de francs en 1989, activité exercée dans l'eau (General Utilities avec 1 100 millions de francs), dans le B.T.P. (Sogea-Norwest, avec 4 milliards de francs), dans la santé (activité nouvelle pour la Grande-Bretagne avec plus de 2 milliards de francs), et dans l'énergie thermique (A.H.S. 800 millions de francs avec les activités nouvelles que sont Agas et Alec).

Si l'activité en Allemagne a été apparemment stationnaire à 3 654 millions de francs, avant de repartir vigoureusement en 1991, l'Espagne est en vif progrès (1 409 millions de francs) avec notamment le marché de Saragosse. Par ailleurs, les émergences de la Tchécoslovaquie (777 millions de francs) et du Danemark (548 millions de francs) méritent d'être signalées.

Evolution très vigoureuse donc pour ces activités hors de France, qui confirme la maturité internationale que nous avons atteinte dans beaucoup de secteurs, et maintenant dans les métiers de l'énergie et de la propreté, après ceux de l'eau et du B.T.P. ; mais la compétition y est très vive et beaucoup d'efforts restent nécessaires.

L'essentiel est d'ailleurs d'observer pour nos activités internationales que leur chiffre d'affaires, leurs résultats, leur autofinancement, en vif essor tous trois, représentent en 1990, chacun, 25 % de leur équivalent pour l'ensemble du Groupe.

Niveau record des investissements

L'autre trait essentiel de l'exercice est le niveau record de nos investissements qui ont dépassé mes prévisions, franchissant très sensiblement la barre des 20 milliards de francs, après les 16,6 milliards de 1989 et les 14,8 milliards de francs de 1988.

Nous aurons ainsi investi, en trois ans, plus de 52 milliards de francs (52 609 millions de francs très exactement) parmi lesquels 25 152 millions de francs d'investissements industriels, alors que notre fonds de roulement n'a connu, pendant ces trois années, qu'une faible diminution (429 millions de francs).

Ces 52 milliards ont été financés : pour près de la moitié (46 %) par autofinancement ; pour 30 % environ par augmentation nette du capital et par diverses cessions d'éléments d'actif, pour le solde (13 milliards de francs) par accroissement de la dette financière à long terme qui représente à la fin de 1990, 31,5 % des capitaux permanents.

Au cours de ces trois années, riches en obligations et en occasions, nous avons fait face à nos besoins, au prix certes d'un accroissement non négligeable, mais acceptable, de notre endettement. La qualité de notre autofinancement, qui est l'un des tous meilleurs de France, et notre capacité (réelle et assez peu soulignée) de réaliser des cessions d'actifs et des arbitrages, nous l'ont permis.

Pour le présent et le futur, nous devons rester lucides et manœuvrants, en fonction, plus que jamais, des critères de sélectivité ; on peut penser que les années qui viennent ne seront que des années d'arbitrage entre ce qu'il est possible de faire raisonnablement et sans laisser passer "de vraies chances", et notre capacité à susciter ou imaginer les prises de positions ou alliances utiles.

PRÉVISIONS 1991

Le chiffre d'activité consolidé réalisé par notre Groupe en 1991, si aucune modification importante du périmètre n'intervient d'ici la fin de l'année, pourrait être voisin de 130 milliards de francs, soit une augmentation de l'ordre d'environ 11 % (avec une vive poussée notamment de l'énergie et de la propreté). L'activité à l'étranger, toujours en sensible croissance, progresserait pour sa part de plus de 20 %, atteignant 36 milliards de francs environ, et représenterait 28 % du chiffre d'activité consolidé. Le chiffre d'affaires européen (avec près de 25 milliards de francs contre 18,7 milliards de francs) continuerait son rapide développement.

Du point de vue des résultats, la prévision d'un bénéfice par action un peu supérieur à 120 francs par titre, prévision déjà faite il y a un an, me semble tout à fait susceptible d'être réalisée. Mon souhait est désormais de pouvoir maintenir une progression annuelle substantielle de ces résultats, de l'ordre de 200 à 250 millions de francs ; c'est ce que nous nous efforcerons de réaliser à nouveau dans cette année 1991, marquée par des conditions économiques un peu moins favorables et par quelques incertitudes. Notre espoir est de faire mieux, ce qui pourrait se trouver réalisé si certaines cessions sont concrétisées, et si certaines procédures concernant de grands chantiers aboutissent avant la fin de l'exercice.

En ce qui concerne les investissements, le "record" réalisé en 1990 : 21,4 milliards de francs ne sera, cette fois-ci, presque certainement pas égalé et nous nous situerons en retrait. Pour les investissements industriels, toujours poussés en avant par les besoins d'équipement en matière d'eau et d'assainissement, d'énergie, de propreté, d'aménagement urbain et de communication, le niveau final restera élevé, quoique probablement un peu inférieur aux 10,1 milliards de francs de 1990. Je prévois par ailleurs, un certain repli des investissements financiers, reflet d'une activité économique un peu moins intense ; mais de nouvelles opportunités peuvent apparaître. Au total, je ferais volontiers une prévision globale de l'ordre de 17 milliards de francs, dont 1,5 pour les apports d'Elf Aquitaine. Le financement de ces 17 milliards de francs me semble pouvoir être assuré sans difficulté, au prix d'une augmentation de l'endettement financier, qui amènerait celui-ci à représenter, en fin d'année, 33 à 34 % environ des capitaux permanents (contre 31,5 % à fin 1990).

Je confirme par ailleurs que, après l'augmentation de capital de 1989 et l'émission OCBSA de l'année dernière, aucune opération financière n'est envisagée par nous dans un proche avenir.

Bonne capitalisation boursière

A côté de ces prévisions, je me trouve amené cette année, cela n'est guère dans mes habitudes, à citer notre capitalisation boursière.

Celle-ci était de 2 milliards de francs en 1981, de 17 milliards à la fin de 1986, elle a atteint 52 milliards il y a quelques semaines avec un rang assez flatteur dans les listes françaises, et se situe actuellement aux environs de 50 milliards. Nous figurons même, me dit-on, avec le rang 173, dans la liste des 200 premières capitalisations mondiales dans lesquelles n'entrent que six entreprises françaises. Sans attacher à ce critère une image précise ou déterminante, il mérite d'être quelque peu considéré, car il est une synthèse de plusieurs autres.

Je confirme par ailleurs le poids que représente dans de telles estimations notre portefeuille-titres et notre patrimoine immobilier, dont la valeur globale n'est pas inférieure à 20 milliards de francs.

DEUX MÉTIERS :

L'ENVIRONNEMENT ET LA COMMUNICATION

En conclusion, je confirme que je juge notre Groupe bien armé en hommes, en organisation, en approche des problèmes, en rodage sur le terrain, pour les années prochaines. Et surtout, nous possédons la capacité de faire cohabiter un faisceau de métiers voisins, qui est la clé du développement.

En simplifiant à l'extrême, on peut dire que nous avons deux métiers :

- l'environnement, au sens le plus large qui groupe l'environnement lui-même et toutes les formes d'aménagement, le génie urbain, avec les métiers de l'eau, de l'énergie, de la propreté, les autres "services" et la promotion, et aussi le B.T.P., de plus en plus imbriqué aux autres activités, qui intervient désormais comme composant ;
- le second métier est la communication.

La différence est grande aujourd'hui entre eux deux, entre les 115 milliards de francs du premier et le milliard et demi du second, mais celui-ci est riche d'avenir car il sera présent à chaque instant dans les rapports entre les hommes ; il a commencé son développement chez nous avec le câble, l'audiovisuel, le téléphone mobile. Ce second métier, encore fragile, est un formidable enjeu (ce n'est pas un pari), auquel nous ferons face, s'il est solidaire de tout le reste et, surtout, tout le reste de lui.

AFRIQUE

MADAGASCAR

L'état d'urgence a été décrété à Toamasina

La situation reste tendue à Madagascar, où l'état d'urgence a été décrété, mardi 2 juillet, dans la ville de Toamasina (ex-Tameta), après que de violents incidents entre manifestants et forces de l'ordre eurent dégénéré en pillages (le Monde du 3 juillet). Une rencontre est prévue, jeudi, entre l'opposition et la coalition pro-gouvernementale.

ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

«Raisiraka démission!»: brandi sur les banderoles de l'opposition, ce slogan se retrouve partout, griffonné à la hâte, sur les murs de la capitale malgache. Il en dit long sur l'état d'esprit des manifestants qui, d'Antananarivo à Toamasina, réclament aujourd'hui le départ du président, exécuté par son refus de négocier. Mais la radicalisation du mouvement, remarquablement discipliné jusqu'à présent, pourrait profiter au régime, qui attend l'occasion de décréter l'extension de l'état d'urgence pour interdire les manifestations.

L'exemple de Toamasina, où, selon certaines versions, des «provocateurs» ont perturbé, lundi 1er juillet, des examens scolaires et conduit les forces de l'ordre à intervenir, constitue-t-il le prélude à une extension de la répression? A la suite des pillages qui ont suivi ces incidents, le couvre-feu a été instauré, et tout rassemblement ou manifestation est désormais banni. «L'insurrection du président a durci le mouvement», affirme M. Fulgence Fanoy, membre du Comité des forces vives de Toamasina. Après trois semaines de protestations, «le régime gagne» les opposants, concède-t-il toutefois.

Les Eglises sortent de leur réserve

«Aujourd'hui, dans la campagne, on ne pense qu'à survivre», constate le Père Toublanc, de la mission catholique de Foulpointe, sur la côte est. Les prix pratiqués par les collecteurs pour les cultures (café, vanille, girofle) ne permettent plus aux villageois d'acheter des médicaments ou de s'assurer un minimum d'économies. Constantement à la recherche d'argent, ils vendent leur riz au plus bas prix au moment de la récolte, quitte à en racheter, trois fois plus cher, en période de soudure.

Comme partout en Afrique, les ruraux (80 % de la population malgache), déçus par la misère, restent éloignés de la vague de contestation. «Ici on ne veut pas d'histoires. On vote pour le représentant du régime, surtout quand il menace de fermer l'école du village ou le cas où il ne serait pas réélu», explique un opposant de Fénérive (20 000 habitants), au nord de Toamasina. Et encore, ajoute-t-il, «les villageois de la côte peuvent s'estimer heureux: ils ne subissent pas l'insécurité qui règne sur les hauts plateaux du centre». Dans la région de Fianarantsoa, on moissonne le riz avant terme par crainte des brigands. Les fameux dahalo volent le bétail depuis des années, sans que la police puisse les arrêter. «Ils sont protégés par les autorités locales, et tout le monde le sait», affirme un pasteur.

L'aggravation de la situation a poussé les Eglises à sortir de leur réserve. «Il faut changer les structures politiques qui permettent tous les abus de pouvoir», explique le Père Adolphe Razafintalamana, président du bureau exécutif du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM), qui espère amener le pouvoir à accepter la tenue d'une conférence nationale ou, à défaut, d'une «concertation élargie». Quant aux groupes politiques de l'opposition, ils souhaitent que la France «ne bloque pas le passage à la démocratie» de la Grande Ile en poursuivant son soutien financier au régime.

JEAN HÉLÈNE

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél.: 43-26-51-09

GHANA : la visite du président Rawlings à Paris

Un régime militaire à pas comptés vers la démocratie

M. Jerry Rawlings, le chef de l'Etat ghanéen, a entamé, mercredi 3 juillet, sa première visite de travail en France. Il devait être notamment reçu par M. Mitterrand et rencontrer les responsables du patronat français.

ACCRA

de notre envoyé spécial

Silence dans les rangs. Dans l'église pentecôtiste de Morasso, à quelque 150 kilomètres d'Accra, la capitale, c'est jour de vote. L'Assemblée du district doit désigner l'un des 260 membres de l'assemblée consultative qui aura pour tâche d'examiner le texte de la future loi fondamentale de l'Etat. L'heureux élu participera donc à «la préparation d'une nouvelle Constitution qui sera celle de la Quatrième République», explique le représentant du gouvernement.

Des quatre candidats, c'est le président de l'assemblée locale qui, dans une ambiance bon enfant, l'emporte. Ce jeune fonctionnaire de l'éducation nationale se dit proche des «idéaux révolutionnaires» du lieutenant Jerry John Rawlings, le chef de l'Etat.

Les Ghanéens vivent sans Constitution depuis dix ans. La 31 décembre 1981, celui que ses compatriotes appellent «J.J.» s'installait au pouvoir pour la deuxième fois. La première fois, en 1979, il avait renversé un régime militaire dont on aurait pu croire qu'il était immuable. Mais, sous les pressions intérieures et extérieures, l'ancienne colonie britannique s'est engagée dans un lent processus de démocratisation, dûment contrôlé par le pouvoir.

Un comité d'experts est en train de «plancher» sur un projet de Constitution, soumis à une Assemblée consultative qui devra l'entériner avant la fin de l'année. Quelques mois plus tard, la population sera appelée à se prononcer sur le texte par référendum. Suivront des élections à une date et selon des modalités qui n'ont pas encore été précisées.

La haute main du régime sur ce processus indigne, évidemment, l'opposition, qui réclame la légalisation des partis politiques et leur participation à la démocratisation. Une partie des milieux d'affaires commence aussi à penser que «dix ans c'est suffisant». L'intelligente s'insurge: «Avec des étudiants qui ont bouclé l'Assemblée consultative, à leur goût trop à la botte du régime. Des manifestations d'ampleur limitée ont eu lieu en mai, mais le Mouve-

ment pour la liberté et la justice, qui regroupe tous les contestataires, prépare un grand rassemblement pour la mi-juillet.

Jerry Rawlings reste cependant populaire. Ses déplacements à l'un-provisé à l'intérieur du pays attirent les foules. Sa seconde, son discours sur la participation des masses à l'effort national, son tempérament passionné, la relative simplicité de ses goûts lui valent la sympathie des siens.

A l'extérieur, sa philosophie politique coïncide plus d'un. La décentralisation – avec la création, il y a trois ans, d'assemblées de district aux deux tiers élus au suffrage universel – ainsi que le discours sur «l'innovation d'un processus démocratique avec une participation populaire aux affaires publiques» et la volonté d'«inculquer une nouvelle culture politique», ont su convaincre certains.

D'autant qu'en dix ans, le visage du Ghana a changé. Difficile de lever le nez à Accra sans voir le profil d'une grue. De la construction du bâtiment qui abritera, en septembre, la conférence ministérielle du Mouvement des indépendants à la restauration des grands hôtels en passant par l'édification d'immeubles, la capitale est un vaste chantier.

«L'enfant chéri» du FMI

Il est vrai que le pays est «l'enfant chéri» du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Depuis qu'en 1983, Jerry Rawlings jura la carte du libéralisme économique couplé à une politique d'austérité – le cocktail que les institutions financières internationales imposent, aujourd'hui, à tous les Etats africains –, le Ghana a reçu 4 milliards de dollars d'aide, essentiellement sous forme de prêts à moyen terme. Pour 1991, il avait demandé 850 millions de dollars; il a obtenu... 970 millions. A croire les mauvaises langues, le FMI serait contraint de «survalider Accra» pour ne pas voir échouer un modèle sur lequel il a énormément misé.

Les dernières statistiques ne sont pas mirobolantes: 37 % d'inflation en 1990 au lieu de 25 % en 1989, un secteur bancaire en pleine banqueroute... Les chiffres mentent la vie dure à un gouvernement dont la politique économique n'est pourtant guère contestée. L'administration réduit ses effectifs, vend ses véhicules. Un vaste programme de privatisations est en cours, qui écarte que quelques secteurs-clés comme l'eau et l'électricité.

Si le bilan sur dix ans est globalement positif, l'homme de la rue, lui, n'a pas beaucoup profité des réformes en cours. Son salaire jour-

nalier n'excède pas 300 à 400 cedis (un poulet en vaut... 1 500). En ville, les magasins regorgent de produits, mais les clients sont rares. Si le niveau de vie s'est amélioré pour les paysans qui travaillent pour l'exportation, il a diminué pour les citadins.

Amnistie très partielle

Reste que le gouvernement ghanéen est l'un des seuls en Afrique à avoir su assainir l'économie et à ne pas avoir la réputation d'être totalement corrompu. Les hommes d'affaires étrangers se disent plus enclins à travailler ici que dans les pays francophones, même si le fonctionnement du téléphone, par exemple, laisse à désirer.

Même si, dans les films de propagande, on le voit donner l'accablé au colonel Kadhaï, à Yasser Arafat, à Li Peng ou à Daniel Ortega, le «châinman» – autre surnom de «J.J.» – est l'un des dirigeants africains les plus sages par l'Occident. Il estime toutefois ne pas avoir de leçons à recevoir des anciens colonisateurs. «Ce continent doit créer quelque chose de nouveau, explique l'un de ses collaborateurs. Il y a eu des élections en Côte d'Ivoire, au Bénin, en ce qui, pour nous, ces pays sont démocratiques? Le multipartisme n'est pas la panacée, nous avons l'expérience d'une anarchie instaurée par la rivalité entre partis».

De cette époque d'«anarchie», subsistent deux partis: l'un fidèle à la pensée de Kwame Nkrumah, l'ancien président, grand panafricaniste et anticolonialiste; l'autre, à l'esprit de l'ancien dirigeant Kofi Busia. Interdits, ces partis vivent dans l'ombre et se manifestent, pour l'instant, à travers le Mouvement pour la liberté et la justice, qui a publié, fin mai, les noms de soixante-seize prisonniers politiques. Dix jours plus tard, le gouvernement réagissait en publiant la liste de dix-neuf d'entre eux qui étaient en liberté. C'était, implicitement, reconnaître qu'ils ne l'étaient pas tous. L'opposition dénonce notamment le sort réservé à ceux qui sont emprisonnés sans jugement. Aussi alambiquée qu'elle puisse paraître, l'explication est qu'ils ne sont pas jugés parce que, dans un effort de conciliation, le gouvernement ne veut pas qu'ils soient exécutés – ce qui ne manquerait pas d'animer en cas de procès.

En matière de droits de l'homme, le gouvernement a encore des progrès à faire: le 19 juin, il décrétait une amnistie pour ceux qui ont fui à l'étranger, mesure de clémence dont sont exclus les auteurs d'«actes subversifs».

MARIE-PIERRE SUBTIL

AFRIQUE DU SUD : la conférence nationale de l'ANC

M. Mandela accuse le pouvoir d'utiliser un «double langage»

M. Nelson Mandela n'est pas encore président du Congrès national africain (ANC). Mais ce n'est plus qu'une question de jours. En lever de rideau à la conférence nationale de l'ANC, qui s'est ouverte mardi 2 juillet à Durban, M. Oliver Tambo, qui dirige le mouvement nationaliste depuis la mort d'Albert Luthuli en 1967 et dont la santé est très fragile depuis des années, a présenté ses vœux de succès à celui avec qui il avait monté, en 1952, le premier cabinet d'avocats noirs à Johannesburg.

DURBAN

de notre envoyé spécial

Dans un vaste gymnase de l'université de Durban, égayé de fresques «socialo-naïves», M. Mandela, devant deux mille délégués de l'ANC et trois cent cinquante invités étrangers, s'est voulu d'emblée rassurant pour les plus militants: «L'ANC est dépositaire des aspirations d'une écrasante majorité de notre peuple, a-t-il dit. Nous sommes la formation politique la plus importante dans ce pays».

A une dizaine de reprises, il a fustigé le président Frederik De Klerk et les siens, ce «groupe de politiciens qui ne veulent pas négocier leur départ du pouvoir» et ceux «qui craignent les changements démocratiques». Il a accusé le pouvoir d'utiliser un «double langage», de «porter de polx» tout en «faisant la guerre». Le «régime» doit démontrer sa bonne foi, «non pas par ce qu'il dit, mais par ce qu'il fait», a-t-il ajouté.

Un homme une voix

Dans un discours adapté à son auditoire, recourant parfois au vocabulaire marxiste – ce qui n'est pas dans ses habitudes –, M. Mandela a fait de constantes références à la déclaration de Harare, qui réclame «le transfert du pouvoir au peuple», s'attirant ainsi la sympathie de la Ligue de la jeunesse et d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, deux viviers de militants radicaux. Il a pris le temps de réexpliquer la nature des liens entre l'ANC et le Parti commu-

niste, deux organisations alliées qui cherchent à «mettre au terme un système de domination par la minorité blanche».

Le vieux militant nationaliste a, une fois encore, rappelé la volonté de négocier de l'ANC et de ses alliés. Il a cependant précisé que le principe «un homme, une voix» ne serait pas sujet à discussions. Il a aussi insisté sur la nécessité d'élire une Assemblée constituante d'où serait issu un gouvernement intérimaire chargé de gérer les affaires, en attendant l'adoption d'une nouvelle Constitution.

A ceux qui croient que l'ANC a bien vite capitulé en acceptant la suspension de «la lutte armée», M. Mandela a expliqué que cela ne signifiait pas, ipso facto, «la fin de la lutte armée». Il a, au contraire, affirmé qu'il comptait sur la Lance de la nation au cas où «des forces contre-révolutionnaires tenteraient de bloquer une nouvelle fois la voie d'une transition pacifique vers une société démocratique».

En utilisant ainsi le ton de la fermeté, M. Mandela fait d'une pierre deux coups. Il apparaît plus radical qu'il ne l'est réellement aux yeux des «faux» de l'ANC. Il répond, d'autre part, à M. De Klerk, qui, dans son discours de clôture de la session parlementaire, n'avait pas mâché ses mots, conseillant à l'ANC d'étayer sa base sociale et de se transformer en parti politique afin de se présenter, dûment mandaté, à une future conférence multipartite. Cette escalade verbale n'est pas forcément de mauvais augure. Elle est le signe qu'après tout, les négociations continuent.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Un sondage donne l'ANC largement en tête parmi les Noirs. Le Congrès national africain (ANC) remporterait 62 % des suffrages de la population noire en cas d'élections législatives, selon un sondage effectué en mars par le Centre d'études politiques de l'université de Witwatersrand, à Johannesburg. Le Parti national, au pouvoir, recueillait 12 % des voix, le Parti Inkatha, à dominante zouloue, 5 %. D'après ce même sondage, 91 % des personnes interrogées soutiennent la politique de négociation de l'ANC, 13 % prônant le recours à la lutte armée pour mettre fin à la suprématie blanche. (AFP, Reuters.)

La traque des intégristes algériens

Suite de la première page

Il y a quelques jours, l'armée avait tenté, bien souvent sans succès, de remplacer, sur les frontières des mairies, l'inscription illégale «Commune islamique» par la devise officielle «Par le peuple et pour le peuple». A cette occasion, les forces de l'ordre s'étaient heurtées non seulement aux islamistes mais, surtout, aux habitants des quartiers, qui avaient vivement réagi à ce qu'ils considéraient comme une intolérable intrusion. Désormais donc, les chars se font moins voyants, et la police, pour éviter ces réactions de solidarité, s'efforce de mieux cibler ses objectifs, de viser la tête du mouvement intégriste, présenté comme une pure organisation terroriste.

Les unités spéciales antiterroristes sont à la pointe du combat. Ce sont elles qui, dimanche 30 juin, ont arrêté M. Ali Benhadj, dans la rue, alors qu'il se rendait à la télévision pour y demander un droit de réponse. Ce sont elles aussi qui, quelques heures plus tard, ont investi les locaux algériens du FIS pour y interpellier son président, M. Abassi Madani et faire main basse sur les archives. Ce sont elles encore qui, le lendemain, ont procédé à l'arrestation de six autres membres de la direction collégiale du FIS.

Les Algériens ont alors pu constater le grand savoir-faire d'unités dont ils ne soupçonnaient pas l'existence. Mardi, elles ont mis sous scellés les locaux de l'organisation féminine du FIS, non loin de la mosquée Rahma (ex-cathédrale Saint-Charles). Arrivés en camionnettes banalisées, hérissées de mitrailleurs pointés sur la foule, les commandos, encagoulés et revêtus de gilets pare-balles, fusil

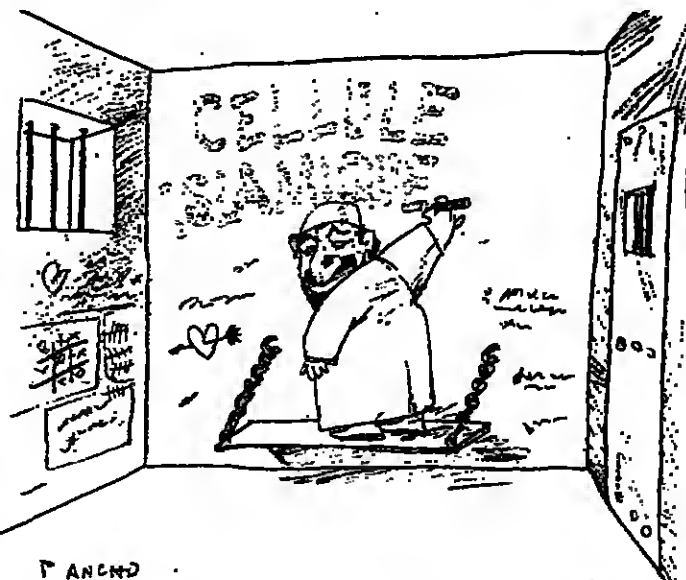
d'assaut à la main, ont rapidement investi les lieux pour en ressortir avec en lot de documents. Au même moment, le siège national du FIS, dans l'ex-rue Charras, était parallèlement «visité», sous les yeux d'une foule médusée, tenue à distance par des hommes menaçants, dont les véhicules, quelques instants plus tard, démarraient en trombe.

Sur décision militaire, les locaux du FIS demeurent fermés. L'organisation elle-même n'est pas formellement interdite, mais ses activités sont de fait paralysées. Ses cadres et ses militants sont arrêtés par centaines. Depuis longtemps, et plus encore depuis sa victoire aux élections municipales de juin 1990, le FIS faisait l'objet d'une forte infiltration policière. Les renseignements collectés comme les documents saisis à profusion lors des dernières opérations permettent les coups de filet d'aujourd'hui.

Main basse sur les radicaux

De source policière, on faisait officiellement état, dès lundi, de l'arrestation de 2 600 personnes depuis le début des troubles, militants du FIS ou simples manifestants. Les interpellations ont eu lieu à Alger et dans sa banlieue, mais aussi à Chlef, à Bida, à Constantine, à Bordj-Bou-Arredj. 144 personnes ont été déferées, dimanche et lundi, devant les tribunaux pour non-observation du couvre-feu et attroupements sur la voie publique. A El Oued, par exemple, 65 personnes ont été écrouées trois jours à deux mois de prison.

A Annaba, le maire, qui venait de remplacer sur le fronton de sa mairie l'inscription «Commune islamique» enlevée par l'armée, a été mis sous les verrous. Pour des rai-



L'ANC

sons identiques, des arrestations ont été opérées dans plusieurs communes de la wilaya (préfecture), ainsi que dans celle d'El Tarf, tandis qu'à Souk-Ahras et dans sa région, plusieurs responsables locaux du FIS étaient interpellés. A MSila, deux manifestants ont trouvé la mort lorsque la police a occupé les locaux du FIS. De violents échauffourées ont eu lieu, mardi matin, à Mostaganem, dans la banlieue islamique de Tidjilid, après qu'un appel à la «guerre sainte» eut été lancé depuis le minaret d'une mosquée.

Les 700 personnes dont l'arrestation a été mentionnée, lundi, dans un communiqué officiel (le Monde du 3 juillet), appartiennent toutes, selon la police, à la frange radicale du FIS et sont soupçonnées d'être liées à la sécurité de l'Etat. S'y ajoutent depuis, et pour les mêmes raisons, 340 autres personnes, au nombre desquelles figurent plusieurs ressortissants étrangers, militants islamistes libyens, tunisiens, libanais et même israéliens. Tous ces intégristes ont été placés en garde à

vue, sous le contrôle de la gendarmerie.

Le nouveau ministre des droits de l'homme, M. Ali Haroun, assure qu'ils seront rapidement déferés à la justice, conformément au code de procédure pénale. Il en ira de même pour MM. Madani et Benhadj, détenus dans une caserne des environs d'Alger, même si les autorités se refusent à donner, pour l'instant, la date de leur procès.

«Faire de la politique»

D'une manière générale, les informations sur les opérations policières sont chèrement diffusées et difficilement contrôlables. Les pouvoirs publics ont ainsi fait état de la découverte, dans une mosquée de Bida, de soixante-douze cocktails Molotov. Des armes, des vêtements et des médicaments, rassemblés notamment pendant la crise du Golfe pour être acheminés vers l'Irak, auraient été, selon les mêmes sources, saisis dans différentes villes, souvent dans des mosquées.

Les policiers ont aussi fait main basse sur une importante masse de documents en cours de dépeuplement, qui serviront à «nourrir» le dossier judiciaire ouvert contre MM. Madani et Benhadj.

Quarante-huit heures après le début de l'opération contre le FIS, les autorités politiques en dressent un bilan globalement positif. A les en croire, la frange radicale du mouvement ne s'en relèvera pas. Des actions terroristes ne sont cependant pas à exclure, estiment-elles, mais le gros du danger serait passé. Tout en affirmant que cette politique de normalisation sera conduite à son terme, les responsables soulignent que l'armée est en train de regagner ses casernes et de confier à la police civile le soin de superviser la suite des opérations. Ainsi, mardi soir, ce sont des policiers en armes et non plus des militaires qui procédaient aux contrôles nocturnes.

Afin de prouver qu'elles n'ont plus rien à cacher, les autorités se disent, maintenant, soucieuses de permettre, le plus rapidement possible, l'entrée en Algérie des journalistes et des organisations de défense des droits de l'homme qui en feraient la demande. Elles veulent, en tout cas, convaincre qu'elles ne se laissent pas emporter par la dynamique de la répression. Il n'est pas question, affirment-elles encore, d'interdire le FIS, dont seuls huit membres (sur soixante-dix) de sa direction collégiale ont été arrêtés. Des contacts sont en cours avec les autres responsables du mouvement islamique pour favoriser l'émergence d'une nouvelle direction, susceptible de conduire le FIS avec plus de modération.

«On va leur donner l'opportunité de faire de la politique et non plus de l'agitation révolutionnaire», déclarait, mardi, un membre du gouvernement. Encore faut-il savoir si un mouvement islamique assagi et au discours limité sera en mesure de garder le contrôle que le FIS ancienne manière exerçait sur les plus démunis de la société algérienne.

GEORGES MARION

مکانم الناحل

ise le pouvoir d'ad-
able langage

Injure ou calembour?

M. Le Pen relaxé pour son jeu de mots «Durafour crématoire»

La septième chambre de la cour d'appel de Versailles a relaxé, mardi 2 juillet, M. Jean-Marie Le Pen des fins de poursuite d'injures publiques envers un ministre à la suite de son jeu de mots «Durafour crématoire». En infirmant ainsi le jugement du tribunal correctionnel de Nanterre qui, le 7 mars, avait condamné le président du Front national à 10 000 F d'amende, la cour d'appel a fait droit à l'argument essentiel de M. Le Pen : ce jeu de mots de fin de repas constituait un calembour et non une injure.

«L'expression incriminée, «Durafour crématoire», a été tenue en fin de repas de clôture de l'université d'été du Front national à Cap-d'Agde (le 2 septembre 1988). Il est évident qu'il a été inspiré par la dernière syllabe du nom patronymique de la personne visée et que ni la personnalité privée de celle-ci ni sa carrière politique ne pouvaient donner à penser à l'auditeur que M. Durafour pourrait le ressentir comme une atteinte liée à l'évacuation des crimes nazis que, certes, l'expression appelle».

La tradition française

Ce considérant de l'arrêt de la septième chambre, présidée par M^{me} Colette Ceralp, répond au réquisitoire prononcé lors de l'audience du 4 juin par l'avocat général, M. William Haillet. Celui-ci avait notamment mis en doute l'opportunité du jeu de mots en ces termes : «Le contexte fait qu'une fois de plus on considère que ce qui s'est passé durant la deuxième guerre mondiale n'est

pas si grave que cela». Argument aussitôt tempéré par la phrase suivante : «Il est souhaitable qu'un homme de la qualité de Jean-Marie Le Pen, qui a du bon sens et des mérites certains, ait recours à d'autres moyens oratoires».

Le climat de l'audience du 4 juin manifestait le moindre intérêt accordé au jeu de mots sur M. Durafour par rapport à l'affaire du «point de détail» (M. Le Pen avait déclaré que l'existence des chambres à gaz était «un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale»), jugée en appel à Versailles le 18 mars 1991 par la première chambre, qui avait aggravé les peines prononcées contre le président du Front national en première instance.

Se fondant juridiquement sur l'article 29, alinéa 2 de la loi sur la presse qui définit l'injure, l'arrêt se conclut sur une référence à la tradition française du combat politique. «Il convient d'analyser cette expression comme un calembour projeté en période pré-électorale contre un adversaire politique qui n'avait pas caché sa volonté d'éliminer un parti opposant, en l'espèce le Front national. Il est conforme à la tradition française dans un tel contexte, le débat fut-il violemment polémique, de ne pas s'exprimer par une conception étroite de la susceptibilité des personnes qui acceptent de se trouver exposées à la cancalité. La cour estime que les limites de la tolérance usuellement admises en la matière n'ont pas été dépassées, d'autant mauvais goût que soit ledit calembour».

PASCAL SAUVAGE

Table et loi

La loi française n'autorise pas le commentaire des décisions de justice, dont le respect s'impose à tous. Il ne saurait donc être question de critiquer ou de louer l'arrêt de Versailles sur le calembour, proféré par le président du Front national. Sauf à le faire, si l'on comprend bien, «en fin de repas», ce qui vaudrait circonstances atténuantes en vertu de la jurisprudence bancaire émise.

Malgré l'impunité garantie, on se l'interdit per éger pour la politique comme pour la justice.

Br. F.

Selon l'Humanité

M. Patrick Besson quitte «l'Idiot international»

Dans son édition du mercredi 3 juillet, l'Humanité annonce brèvement que l'écrivain Patrick Besson «quitte le journal de M. Jean-Edern Haliez, l'Idiot international, en raison des déclarations de son directeur «en faveur de M. Jean-Marie Le Pen». «Première nouvelle !» a affirmé M. Haliez sur le Monde. Je n'ai jamais pris position en faveur de M. Jean-Marie Le Pen. A propos de M. Besson, que nous n'avons pu joindre mercredi matin, le directeur de l'Idiot international exprime «beaucoup d'amitié et d'admiration pour l'écrivain», en ajoutant : «Il est victime d'une forte pression. Il ferait mieux de mettre un peu de plomb dans sa tête, mais, de toute façon, on revient toujours à l'Idiot».

Dans une brochure militante

Le PS contre le «populisme fascisant»

«Parce que le Front national représente un mal absolu, il doit être combattu absolument». Cette forte pétition de principe est la première phrase de l'introduction d'une brochure pédagogique (1) que publie le PS. S'adressant aux cadres socialistes, M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national du PS, chargé de la formation, affirme, dans son propos introductif, que «la lutte contre l'influence du Front national doit être l'une de nos toutes premières priorités politiques». Selon M. Lindeperg, «le discours humaniste et les protestations antiracistes n'ont pas suffi à circonscrire un mouvement qui a, pour l'instant, réussi à fédérer un électoral dans toutes les couches de la population». «Il ne suffit pas de protester contre le phénomène Le Pen», continue M. Lindeperg, il faut atta-

quer le mal à la racine. C'est pourquoi nous devons agir sur le terrain social où s'enracine un «populisme fascinant» qui menace nos libertés et la cohésion de la société française. En cent vingt pages, cet ouvrage vise à donner un argumentaire pour reconquérir «la parole populaire de l'électorat» du Front national, considéré comme «le seul parti important dont la doctrine est basée sur le racisme, l'antisémitisme, l'extrémisme». Considérant que «le Front national n'est pas un parti comme les autres», le PS se fixe pour objectif de «prouver» que ce parti constitue un danger multiforme, d'expliquer la politique gouvernementale et de «recruter» des solidaires.

(1) Des outils pour l'action. Lutter contre l'extrême droite, volume 1, 30 francs.

Alors que la situation reste tendue

M^{me} Cresson accorde une première enveloppe pour les aides d'urgence aux familles d'anciens harkis

Une première réunion interministérielle consacrée à la recherche de solutions immédiates aux difficultés des familles d'anciens harkis a eu lieu, mardi soir 2 juillet à l'hôtel Matignon. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a autorisé le déblocage d'une enveloppe de 5 millions de francs qui devait être répartie, dès mercredi, entre les préfectures des départements du Midi, où la tension reste la plus vive. Une autre réunion est prévue vendredi avant l'annonce du «plan d'ur-

gence», qui se traduira notamment par l'octroi d'une quarantaine de millions supplémentaires, conformément au budget initialement imparti au délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayag.

La situation sur le terrain reste tendue. Des barrières routières subsistent, mercredi matin, dans les Bouches-du-Rhône et le Gard. Après le maintien en détention des quatre jeunes gens incarcérés à la suite des incidents des 23 et 24 juin à

Narbonne, les représentants des jeunes enfants de harkis de la cité audoise mais aussi ceux d'Avignon, Strasbourg, Mulhouse, Agen, Joux, Cahors, Saint-Laurent-des-Arbres, Fumel ont décidé de ne pas venir à Paris, où une délégitimation devait en principe être reçue, mercredi, par le conseiller social de M^{me} Cresson. «Désormais, a déclaré l'un des porte-parole des jeunes fils de harkis de Narbonne, nous ne répondons plus de rien».

Questions de justice

par Alain Rollat

Le pouvoir politique pare au plus pressé. Il escale d'abord de réparer ses erreurs. Les 5 millions octroyés mardi soir 2 juillet par M^{me} Cresson à M. Benassayag, au vu d'un premier chiffrage des trente propositions déposées vendredi dernier par la mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine, permettront aux préfets d'apporter un soutien financier immédiat aux familles d'anciens harkis dont les difficultés avaient été accrues par le non-versement des bourses scolaires et autres prestations sociales prévues au titre du plan d'intégration de 1989.

Le reste de l'intendance suivra : dès la fin de cette semaine et au bout du compte M. Benassayag retrouvera en principe les 75 millions qui devaient lui revenir en 1991 dans le budget national, mais qui avaient été «retardés» jusqu'à 33 millions pour cause de guerre du Golfe. Il disposera donc, dès le début de la semaine prochaine, d'un ballon d'oxygène d'une quarantaine de millions.

Sur ce, l'urgence, et per ceinte d'une explosion générale - eu moment où le Conseil national des Français musulmans, représentant cent quatre-vingt-dix-sept associations locales, aura dans la dague un appel à une manifestation nationale le 13 juillet à Paris - le pouvoir exécutif s'emploie aussi à remédier au fond des problèmes de ces «enfants de l'histoire». La première réunion interministérielle de mardi soir, à laquelle étaient représentés six ministères (affaires sociales, budget, éducation nationale, travail, ville, défense), a déjà confirmé le vœu de M^{me} Cresson de réviser l'idée de créer un «comité national du suivi» des mesures gouvernementales et de reprendre à son compte plusieurs des autres suggestions préconisées dans le rapport de la mission de réflexion.

Si certaines de ces propositions

spécifiques se heurtent apparemment à des objections juridiques et constitutionnelles, il semble acquis que le gouvernement fera droit - sous une forme à fixer - à la «réparation morale» et à la «reconnaissance de dignité et d'identité» que les anciens harkis espèrent de la République depuis vingt-neuf ans. Il reprendra également à son compte la nécessité de renforcer le dispositif visant à l'insertion professionnelle des jeunes, en tant que mobiliser les grandes entreprises nationales et privées. Il doublera le nombre des éducateurs du contingent qui contribuent à lutter contre l'échec scolaire des enfants de harkis dans le cadre de leur service national.

Bref, le pouvoir politique paraît décidé, sous la pression de la rue, à rendre enfin justice à cette communauté marginalisée. Et si les expériences du passé portent naturellement au scepticisme, elles n'autorisent pas à mettre en doute,

aujourd'hui, sa bonne volonté. Mais une volonté de justice peut en téléscoper une autre. C'est ce qui se passe depuis lundi. Depuis qu'un juge d'instruction, agissant en toute indépendance, a décidé, en en attendant la justice, de maintenir en détention les quatre jeunes gens incarcérés à la suite des premiers incidents de Narbonne. Depuis que la légitime fermeté de ce juge renvoie inévitablement, dans le même département, à la moindre fermeté des peines d'emprisonnement avec sursis requises le même jour devant le tribunal de Carcassonne contre des parachutistes accusées de «ratonnage».

Mardi soir, à Narbonne, un jeune homme se demandait avec amertume si la justice ne reconnaît pas ses frères «d'abord comme délinquants, ensuite comme fils de harkis...». Il arrive en effet que, dans l'exercice de son propre pouvoir, la justice justifie elle-même les mises en question...

Pour tenir compte de l'accroissement de la population

Le gouvernement prévoit de créer cinquante sièges de conseillers régionaux supplémentaires

Le conseil des ministres du mercredi 3 juillet a adopté un projet de loi présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, adaptant les effectifs des conseils régionaux au résultat du recensement de la population. Contrairement à ce qui avait été prévu dans un premier projet (le Monde du 14 juin), cela se traduira par la création de cinquante sièges de conseillers régionaux.

Il est des sacrifices impossibles à imposer à des hommes politiques. La diminution du nombre de places à pourvoir est de ce genre-là. Le ministre de l'Intérieur vient d'en faire la douloureuse expérience. An départ, pourtant, l'affaire paraissait simple, tant la rigueur mathématique aurait pu - aurait dû - être la seule à s'appliquer. La loi de 1985 instituant l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct, à la proportionnelle départementale, avait inscrit dans la législation une règle garantissant le bon fonctionnement de la démocratie représentative mais qui n'est pourtant pratiquement

jamais appliquée en France : le siége concordance du nombre d'habitants de ceux des habitants qu'ils représentent.

Le principe posé était simple : la répartition du nombre de conseillers régionaux entre les départements de chaque région serait revue après chaque recensement général de la population. Le ministre de l'Intérieur avait donc préparé un projet de loi tirant les conséquences de celui validé par le décret du 21 décembre 1990.

Nouveau principe

Et, pour éviter toute contestation, il avait appliqué les mêmes règles que celles retenues en 1985 : les effectifs de chacun des conseils régionaux ne changeraient pas ; les représentants (sauf les exceptions des régions mono-départementales d'outre-mer et celles de la Corse, du Limousin et de l'île-de-France) le double du nombre de parlementaires élus dans la région plus un, afin qu'il y ait un nombre impair de représentants dans chaque conseil régional.

Et, pour éviter toute contestation, il avait appliqué les mêmes règles que celles retenues en 1985 : les effectifs de chacun des conseils régionaux ne changeraient pas ; les représentants (sauf les exceptions des régions mono-départementales d'outre-mer et celles de la Corse, du Limousin et de l'île-de-France) le double du nombre de parlementaires élus dans la région plus un, afin qu'il y ait un nombre impair de représentants dans chaque conseil régional.

répartis au prorata de la population.

Certains départements, dont la population s'est accrue depuis 1983, devaient donc bénéficier de sièges supplémentaires à l'assemblée régionale : ils étaient vingt et un dans ce cas. Mais, en conséquence, dix-neuf voyaient leurs effectifs de conseillers régionaux diminuer. C'est là où le bât a blessé. Si des responsables politiques acceptent facilement de pouvoir disposer de mandats supplémentaires à répartir, il leur est beaucoup plus difficile d'admettre d'en perdre. Sous la pression des Parisiens (la capitale aurait perdu trois sièges) et d'autres féroces - ou candidats féroces - influents au PS, M. Philippe Marchand avait dû retirer son projet en plein conseil des ministres, le 12 juin, ce qui est exceptionnel.

Les machines à calculer se sont donc remises à tourner au ministère de l'Intérieur. Un nouveau principe a été retenu : aucun département ne verrait son nombre de représentants au conseil régional diminuer. Cela impliquait donc de créer de nouveaux sièges pour éviter de pénaliser les départements où la population a augmenté et pour permettre que soit respecté le lien entre le nombre de

conseillers régionaux par département et celui des habitants.

Le nombre de créations est d'autant plus important qu'il s'agit, dans chaque région, d'un nombre pair, afin que l'effectif de chaque assemblée régionale reste partout impair. Le résultat de ces savants calculs conduit à créer cinquante sièges en France continentale, puisque rien n'est changé dans les régions monodépartementales d'outre-mer et en Corse, laquelle ne sera plus, après les élections régionales de mars prochain, une «région» stricto sensu.

Cette mesure ne peut que refroidir les ardeurs de ceux qui souhaitent adapter le découpage des circonscriptions législatives à l'évolution démographique, comme le bon fonctionnement de la démocratie imposeraient, et comme le Conseil constitutionnel l'a souhaité en 1986 (le Monde du 12 juin). Car, là aussi, cela impliquerait, si l'on ne veut pas augmenter le nombre total de députés, de supprimer une circonscription dans dix départements et deux à Paris. Difficile. Mais augmenter les effectifs de l'Assemblée nationale n'est, juridiquement et politiquement, pas plus facile.

THIERRY BRÉHIER

La préparation des élections régionales

MM. Fabius (PS) et Rufenacht (RPR) têtes de liste en Seine-Maritime

ROUEN

de notre correspondant

Quatre têtes de liste en Seine-Maritime pour les élections au conseil régional de la Haute-Normandie sont maintenant connues. A droite, M. Antoine Rufenacht, député (RPR) du Havre, ancien ministre, conduira une liste d'union RPR-UDF. Les directions nationale et locale de son mouvement l'ont éliminé aux dépens de M. Roger Fossé (RPR), président du conseil régional depuis 1982. Au PS, les militants ont choisi à la quasi-unanimité M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, pour conduire une liste sur laquelle il précéderait M^{me} Frédérique Bredin.

ministre de la jeunesse et des sports, maire de Fécamp, et M. Alain Le Vern, député, premier secrétaire de la fédération socialiste de Seine-Maritime. M. Fabius avait déjà conduit la liste socialiste en 1986.

Au PCF, M. Thierry Foucaud, premier secrétaire fédéral, maire d'Oissel, a été désigné à la place de M^{me} Colette Privat, tête de liste en 1986. M. Daniel Collard, premier adjoint au maire du Havre, vient en deuxième position, devant M. Christian Cuveliez, maire de Dieppe. A l'extrême droite, M. Dominique Chaboché, ancien député, vice-président du Front national, conduira, comme en 1986, la liste de cette formation.

E. B.

Quinze régions bénéficiaires

D'après le projet adopté par le gouvernement, l'effectif de l'assemblée régionale ne sera pas modifié dans six régions : l'Alsace, l'Auvergne, la Franche-Comté, le Limousin, le Nord-Pas-de-Calais et les Pays de la Loire. Onze régions voient leur nombre de sièges augmenter de deux - cinq d'entre elles par création d'un siège pour deux de leurs départements : la Bourgogne (pour la Côte-d'Or et l'Yonne), le Centre (pour l'Eure-et-Loir et le Loiret), le Champagne-Ardenne (pour l'Aube et la Marne), le Langue doc-Roussillon (pour l'Hérault et les Pyrénées-Orientales), le Poitou-Charentes (pour la Charente-Maritime et la Vienne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), la Midi-Pyrénées (

POLITIQUE

La session extraordinaire du Parlement

Les regrets de M. Poperen

A l'ouverture de la session extraordinaire, mardi 2 juillet, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a exprimé « les regrets du gouvernement » pour l'absence de ministre lors de la clôture, samedi 29 juin, de la session ordinaire de printemps. « Il ne serait pas bien de chercher des faux-fuyants », a affirmé M. Poperen, en expliquant sa propre absence par un défaut de transmission de l'information de la séance. Le ministre était en effet présent au même moment au Palais-Bourbon, où il participait à une réunion du courant qu'il anime au sein du Parti socialiste.

« Ce manquement n'avait aucune

signification particulière, en ce qui concerne le respect de ce gouvernement pour le Parlement », a souligné M. Poperen, en précisant toutefois qu'« institutionnellement et juridiquement, le gouvernement n'était pas en défaut ».

Samedi, seuls deux députés étaient présents dans l'hémicycle lors de la clôture de la session ordinaire : M. Muquettet Jacquinet (PC) et M. Robert Pandraud (RPR), tous deux élus de Seine-Saint-Denis. Le président de séance, M. Georges Hage (PC, Nord), paraissant André Malraux, avait noté malicieusement qu'entre les communistes et les gaullistes il y avait « comme un grand vide ».

L'application « immédiate » de la publicité des auditions des commissions d'enquête est remise en cause

La commission mixte paritaire (CMP) qui s'est réunie, mardi 2 juillet, n'est pas parvenue à un accord sur la proposition de loi autorisant la publicité des auditions des commissions d'enquête parlementaire. Alors que la majorité sénatoriale avait accepté, samedi 29 juin, de voter un amendement du gouvernement prévoyant l'entrée en application « immédiate » de cette disposition, qui concerne la commission d'enquête en cours sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, le président de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larebê (Rég. Ind., Seine-et-Marne), a remis en cause cette disposition.

Selon M. Larebê, l'applicabilité « immédiate » de la publicité des auditions conduirait à rompre le principe de l'égalité entre les personnes entendues à huis clos jusqu'à présent : notamment les trésoriers des partis politiques – et celles dont les auditions seraient publiques. Le même argument a été repris, dans les couloirs du Palais-Bourbon, par M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui a annoncé que, si cet amendement du gouvernement était repris et voté à l'Assemblée nationale, il déposerait un recours devant le Conseil constitutionnel.

Le président du groupe socialiste,

M. Jean Auroux, s'est, au contraire,

indigné de ce « grave refus de la

transparence » en soulignant qu'il

faudrait « arracher en dernière

lecture » à l'Assemblée nationale. Le

rapporteur de la commission d'enquête

sur le financement des partis politiques

et des campagnes électorales, M. Jean Le Garrec (PS, Nord), s'est étonné, pour sa part,

du « revirement étonnant de la position

de l'opposition ».

Il a également précisé que la

commission se réunirait pour réfléchir

à l'organisation des auditions

publiques, qui « débuteraient en

septembre » si la proposition de loi

était votée définitivement, comme

prévu, au cours de cette session

extraordinaire. M. Le Garrec n'ex-

clut pas de proposer à la commission

de réentendre, publiquement,

les personnes déjà convoquées à

huis clos. La commission d'enquête

a entendu, mardi, MM. Pierre

Sotura, trésorier du PCF, et André

Laignel, ancien trésorier du PS. Elle

devait entendre, mercredi 3 juillet,

M. Dominique Perben, trésorier de

la campagne du RPR.

La réforme de l'administration territoriale

Le Sénat refuse d'institutionnaliser les ententes interrégionales

Les sénateurs ont repris, mardi 2 juillet, l'examen du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. La majorité sénatoriale a supprimé une des dispositions essentielles du projet, la création d'ententes interrégionales.

Les sénateurs se sont replongés, après une interruption de quinze jours, dans le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. A pas comptés, ils ont commencé l'examen des dispositions en faveur de la coopération locale, pour les régions ou pour les communes. Ces mesures ont suscité les réserves de la majorité sénatoriale et du groupe communiste. M. Sœur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a pu mesurer cette allégresse de l'examen de l'article instituant les « ententes interrégionales ».

M. Paul Graziani (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur au nom de la commission des lois, n'est pas enthousiasmé par ces établissements publics pouvant associer entre deux et quatre régions limitrophes. Il a adressé deux reproches majeurs au système prévu par le gouvernement. Il a indiqué qu'il existait déjà des formes de coopération entre régions et qu'il n'y avait donc pas lieu de créer un « échelon administratif supplémentaire ». Il a contesté « l'objectif sous-jacent » de cette nouvelle structure : la fusion des régions dans une perspective européenne.

« La libre volonté »

Préférant « un optimum fonctionnel » prenant en compte les données économiques locales à « un optimum dimensionnel », M. Graziani a assuré qu'il n'existe pas de taille idéale pour les collectivités régionales au sein de la communauté. Il a reçu notamment le soutien de M. Daniel Hoellfel (Un. cent., Bas-Rhin), lequel s'est appuyé sur la diversité des Länder allemands pour mieux mettre en évidence, à ses yeux, l'inopportunité du dispositif. L'article a été repoussé par la majorité sénatoriale augmentée des voix communistes.

G. P.

Cent six sénateurs saisissent le

Conseil constitutionnel sur le projet

de loi portant diverses mesures

d'ordre social (DMOS). – Cent six

membres de la majorité sénatoriale

ont déposé au Conseil constitutionnel

le projet de loi portant

diverses mesures d'ordre social

(DMOS) adopté définitivement par

l'Assemblée nationale le 29 juin

dernier. Les signataires de la saisine

estiment notamment que les

dispositions nouvelles du texte

remettent en cause les garanties

fondamentales accordées jusqu'alors

aux professions de santé et aux

partenaires sociaux.

Les déboires de M. Fabius

Les « bonnes idées » du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, ont une fâcheuse tendance à être révéler fort encombrantes d'ici qu'il s'agit de les mettre en œuvre. Régulièrement, depuis trois ans, M. Fabius propose de réformer les travaux du Parlement et fait preuve, pour défendre ses idées, d'un acharnement qui surprend souvent, voire irrite, tant les présidents des groupes politiques de l'Assemblée que les cabinets des ministres qui devront subir, eux, les conséquences des propositions conçues à l'hôtel de Lassay.

Il en fut ainsi du « droit de tirage » de l'opposition en matière de proposition de loi, utilisé en décembre 1989, sur l'insistance de M. Fabius, sur un texte « a priori » peu suspect, relatif à la protection du domaine public maritime, mais qui a donné lieu à l'un des plus fâcheux incidents parlementaires, au détriment d'ailleurs du très fabusien ministre de la mer de l'époque, M. Jacques Mallock, contraint de s'opposer, en séance et au nom du gouvernement, à une proposition de loi dont l'inscription avait été voulue par le président de l'Assemblée nationale.

« Les députés travaillent »

En 1991, c'est le principe du « vote personnel », l'idée a été lancée par M. Fabius en janvier, qui donne des sursis froids aux groupes, aux cabinets ministériels et aux services de l'Assemblée nationale. Cette proposition, destinée à montrer à l'opinion que « les députés

travaillent », prévoit de soumettre

les textes jugés importants à une

obligation de vote personnel des

députés, en n'autorisant qu'une seule

délégation par représentant.

Attaché à la mise en application

de ses propositions, M. Fabius avait

proposé de recourir à une telle procédure

sur la réforme hospitalière. Annoncé

une première fois, puis une seconde, la

vote personnel – symbole du pouvoir

parlementaire – avait dû, faute de

majorité, être remplacé au dernier

moment par le coupage de l'engagement

de la responsabilité du gouvernement.

Mais il en aurait fallu davantage

pour contraindre la volonté du

président de l'Assemblée nationale. La

réforme hospitalière n'ayant pas rampli

ses espoirs, M. Fabius a proposé

d'inaugurer le vote personnel sur la

loi d'orientation sur la ville. Et voilà que,

mardi, la conférence des présidents

décida qu'il n'est pas raisonnable

de convoquer la grosse moitié des

députés un mercredi de juillet, sur le

vota définitif d'un texte, aussi important

soit-il.

L'opposition, dont l'accord est

nécessaire pour recourir à cette

procédure de vote exceptionnelle, n'a

en effet pas jugé utile d'offrir une

satisfaction personnelle au président de

l'Assemblée, et la possibilité, pour

quelques députés de droite, de rompre

avec la discipline de groupe, en

apportant leur soutien à ce projet de

loi sur la ville...

P. R.-D.

En désaccord sur la gestion du Palais des papes

Sept élus rendent leur délégation au maire socialiste d'Avignon

AVIGNON

de notre correspondant

Pour avoir souhaité confier la gestion du Palais des papes à une société privée, Culture-Espaces SA, filiale de la Lyonnaise des eaux (Le Monde du 28 juin), M. Guy Ravier, maire (PS) d'Avignon, a provoqué de sérieux remous dans le microcosme de sa ville. Accusé de tous bords de vouloir « vendre » le Palais des papes, le premier magistrat avait assuré, avant la réunion du conseil municipal, le 27 juin, au cours de laquelle devait être débattu le projet, que « la montagne » accoucherait « d'une souris ».

La question a suscité, en fait, de multiples interventions et provoqué les premiers craquements publics dans la majorité municipale. Un adjoint au maire, M. Arlette Richard, déléguée à l'action sociale (responsabilité qu'elle assumait déjà au sein de l'équipe de l'ancien maire, M. Jean-Pierre Roux, RPR, battu en mars 1989 par M. Ravier), a voté « contre », comme les quatre élus de l'opposition et deux écologistes. Le projet est passé, mais le front uni de la majorité n'était que de façade. Au cours de deux réunions orageuses, le maire, mettant ses colistiers au pied du mur, avait exigé – et obtenu – un vote « politique ».

Ces échanges à huis clos devaient, toutefois, laisser des traces, au point que, le 29 juin au soir, sept élus (deux adjoints et cinq conseillers) ont remis au maire leurs délégations. Dans une lettre, les sept contestataires, de sensibilité fabusienne, lui reprochent la façon dont sont préparés les dossiers et la mauvaise de son cabinet sur la vie municipale. Deux autres élus, rocardiens, envisagent de les rejoindre, ce qui couperait court aux interprétations selon lesquelles la décision des élus en cause serait une manœuvre pour mettre M. Ravier, lui-même rocardien, en porte-à-faux avant les élections régionales.

PAUL SIGNOUD

Querelle entre élus UDF

Crise municipale à Agen

AGEN

de notre correspondant

M. Paul Chollet, maire d'Agen, député UDF de Lot-et-Garonne, et neuf de ses adjoints se sont réunis, mardi 2 juillet, de leurs fonctions municipales, tout en conservant leurs mandats électifs, en raison d'un désaccord avec le premier adjoint, M. Philippe Lacaze, conseiller général UDF.

Le différend entre M. Chollet et M. Lacaze porte sur la succession au fauteuil du président du district de l'agglomération agenoise, laissé vacant après le décès du deuxième adjoint, André Tissier, ancien président de la chambre régionale de commerce et d'industrie.

Telle est la conséquence, attendue, d'une crise ouverte depuis un an déjà au sein de la majorité municipale. A dominante UDF-RPR, du chef-lieu du Lot-et-Garonne, ce conflit avait émergé sur la place publique, à l'automne 1990, avec la fronde de l'adjoint adjoint, M. Jean-Pierre Planès, qui avait alors abandonné ses délégations, mais il s'est aggravé, il y a quelques semaines, au moment de l'élection à la présidence du district de l'agglomération agenoise.

Deux candidatures s'étaient opposées pour la succession d'André Tissier, celle de M. Chollet et celle de M. Lacaze. Le maire d'Agen affirmait sa volonté de « préserver les intérêts agenois », à l'honneur du débat sur la réforme des collectivités, dans une association de communes qui regroupent Agen, Le Pressac, et trois villes de banlieue tenues par des socialistes. Son premier adjoint, pharmacien de profession, avait rejoint en dissidence M. Planès dont il partage l'analyse critique sur la

Généralité écologie lancée en appel aux fonds privés. – Pour la première fois depuis la promulgation de la loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, un mouvement politique, Génération écologie, présidé par le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, vient de lancer par voie de presse une campagne destinée à recueillir des fonds auprès de personnes physiques ou morales désireuses de contribuer au financement de ses activités.

La tension à Mayotte

Les jeunes de Pamandzi réclament la démission de leur maire

Au lendemain des affrontements qui les ont opposés aux forces de l'ordre, les jeunes de l'île de Pamandzi, située à l'ouest de Mayotte (océan indien) ont menacé, mardi 2 juillet, les autorités de la collectivité territoriale de « rapasser à l'action » si le maire de la localité ne démissionne pas avant jeudi après-midi. Cet ultimatum a été lancé par l'Association des jeunes pour le développement de Pamandzi à l'issue d'une réunion, rassemblant près de trois cents personnes, avec les « sages » de la commune. Malgré un appel à la modération de leurs aînés, les jeunes ont menacé de brûler les bâtiments publics de la commune si le maire, M. Soihili Ahmed, qu'ils jugent « incompétent », ne se démet pas de son mandat.

La génération des anti-notables

MAAMOUZOU

de notre correspondant

Les affrontements de Pamandzi étaient prévisibles. Le rôle joué dans l'enchaînement des événements par l'Association des jeunes pour le développement de Pamandzi, qui a empêché, samedi 29 juin, l'atterrissage du Fokker-28 d'Air Austral avant de mener, lundi, l'assaut contre la mairie, obligeant le maire, M. Soihili Ahmed, à la fuite (Le Monde du 3 juillet), illustre parfaitement la part prise par la jeunesse mahoraise dans la prise de conscience politique d'une situation de crise. Cette-ci est en effet devenue explosive après avoir été occultée par les cérémonies organisées en mai pour commémorer le cent cinquantième anniversaire du rattachement de Mayotte à la France.

Cela fait des mois que le divorce est consommé entre la classe politique locale et la plupart des jeunes dans une population qui a doublé en quinze ans et qui est composée à plus de 60 % de moins de vingt ans. Faible en hommes compétents, dépourvu de

moyens techniques, coupé des nouvelles générations, le vieux Mouvement populaire mahorais (MPM), qui a longtemps régné en maître absolu sur la collectivité territoriale et s'est toujours rangé par opportunisme du côté du pouvoir métropolitain, est aujourd'hui très vivement contesté et le RPR local, son rival, contribue fortement à sa déstabilisation.

Laissés-pour-compte

Les dernières élections cantonales ont marqué un tournant dans la vie politique mahoraise, les pratiques clientélistes du MPM ayant atteint des sommets avec les manœuvres du président sortant du conseil général, M. Younoussa Bama, battu en mars dans son canton par le candidat du RPR, puis élu en avril dans un autre à l'occasion d'une partielle provoquée par une démission sur commande, avant d'être invalidé en juin.

Laissés-pour-compte d'un système éducatif qu'ils abandonnent le plus souvent lors de l'examen d'entrée en sixième, les jeunes s'opposent désormais aux notables et à l'administration par des moyens jusqu'alors inhabituels – grèves d'ores, menaces, violences, parfois l'apparence de dévouements collectifs, presque festifs, et les notables politiques font preuve d'une certaine incapacité à contrôler les débordements sociaux. La grève des instituteurs, commencée le 29 avril, dure depuis plus de deux mois; elle devait être suspendue, pour deux semaines, mercredi 3 juillet.

A Pamandzi les jeunes ont pris en charge les intérêts des familles riveraines de l'aéroport qui avaient été déplacés pendant les travaux d'allongement de la piste et relégués dans des constructions sommaires, avec la promesse d'être réinstallés dans des conditions convenables avant le 30 juin. Les familles concernées, souvent illettrées, se sont senties victimes d'un projet mal encadré, et leur revendication immédiate en a entraîné d'autres dans un mouvement de colère dirigé au premier chef contre le maire mais aussi, à travers lui, contre le MPM. Cette réaction a été d'autant plus vive que l'habitat constitue traditionnellement un investissement essentiel à Mayotte, où l'on compte encore plus de cinq mille sept cents maisons dépourvues d'équipements sanitaires sur des parcelles non viabilisées.

Le Monde

Édité par le SARP Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Prappat
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Gault
directeur de la gestion
Manuel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(responsables du directeur
de la rédaction)

Thomas Foranet
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Guenne-Blay (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HALDANE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-66-24-26
Télécopieur : 40-66-26-98
ADMINISTRATION :
1, PLACE HENRI BEAUVENAY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-26-26
Télécopieur : 40-66-30-10

مكتبة النجف

Une pause dans la modernisation

M. Grasset remplace M. Roussely à la tête de la direction de la police nationale

M. Bernard Grasset a été nommé directeur général de la police nationale par le conseil des ministres, mercredi 3 juillet. Il remplace à ce poste M. François Roussely, homme-clé du ministère de l'intérieur depuis 1981, qui devient secrétaire général pour l'administration de la défense, en remplacement de M. Yannick Moreau. Son départ peut être interprété comme le signe d'une mise entre parenthèse de la modernisation engagée par les socialistes, depuis dix ans, dans l'institution policière.

Le départ de l'homme-orchestre de la politique de modernisation menée par la gauche depuis 1981 - départ dont la rumeur des cabinets faisait état depuis plusieurs jours - est comme le signal d'une pause dans la réforme en profondeur de l'institution policière. Depuis l'arrivée des socialistes aux affaires, à une époque où ceux-ci n'avaient que méfiance envers les policiers, M. Roussely s'est trouvé au cœur des réformes entreprises place Beauvau.

Conseiller technique de Gaston Defferre, il a d'abord mis en musique la décentralisation. Bras droit de M. Pierre Joxe après 1984, comme directeur de cabinet du ministre de l'intérieur puis comme directeur général de la police, en mai 1989, M. Roussely sera ensuite le maître d'œuvre de la rénovation du service public policier.

Moderniser cette institution n'est pas une mince affaire. Comment imposer des réformes de long terme à cette « maison », en prise avec les urgences et les désordres sociaux, est l'œuvre d'une gestion de l'instable. Fort de la confiance du ministre Pierre Joxe, dont il partage la vision réformatrice, M. Roussely mènera à bien le plan de modernisation.

des équipements (1986-1990) et l'amélioration de la formation des personnels (de cinq mois en 1980, la formation initiale des gardiens de la paix est aujourd'hui d'un an). Certaines des avancées, qu'il s'agisse des projets de service ou de la décentralisation budgétaire, paraissent également irréversibles.

Mais cette politique volontariste, entreprise par un fonctionnaire issu de la cour des comptes, aura finalement buté sur la réforme des corps et carrières - un domaine sensible entre tous, puisqu'il touche au destin individuel des cent vingt mille policiers. Et elle continue de balbutier, depuis plusieurs mois, du côté d'une décentralisation des services de police demeurée au stade de l'expérimentation dans cinq départements. La volonté réformatrice aura souffert de l'austérité budgétaire et d'un essoufflement politique, encore plus sensible après le départ de M. Joxe au ministère de la défense; il est clair que la confiance totale existant entre MM. Joxe et Roussely ne pouvait être ébranlée après l'arrivée de M. Philippe Marchand.

Une fois de plus, le directeur général de la police - numéro deux de la place Beauvau, juste derrière le ministre - aura servi de fusible en période de surchauffe. Depuis le mois de mai, l'organisation syndicale majoritaire dans la police, la FASP, demandait au ministre la tête des « technocrates », visant sans le nommer l'ancien élève de l'ENA (promotion Léon Blum), M. Roussely. C'est la première fois que cette fédération, dont la direction est proche des socialistes, aura demandé et obtenu le départ d'un directeur qui n'a jamais caché ses convictions socialistes.

Que la tête d'un directeur, fût-il « technocrate », soit tombée, et si vite, laisse augurer d'une radicalisation dans l'institution, notamment entre la fédération majoritaire dans la « gauche » (FASP) et la fédération minoritaire des « civils » (FNAP). Qui souhaite, elle, le maintien en poste de M. Roussely. Le

départ de celui-ci ne pourra guère être compris que comme un signe de faiblesse dans la « maison », d'autant qu'aucun discours ministériel n'a redéfini, jusqu'à présent, ni les changements de stratégie politique en matière policière.

Échecs électoraux

Si le processus de réforme engagé depuis dix ans paraît aujourd'hui gelé, alors que se profilent des échecs électoraux qui ont toujours plongé la « maison » dans l'immobilisme le plus complet, - la mauvaise police et la crise des banlieues exagèrent l'arrivée place Beauvau d'un responsable au profil bien typé. Un homme à la fois ouvert au dialogue avec les organisations syndicales, pour faire retomber la pression, et capable de diriger la police avec fermeté, tout en évitant les dérives du « tout-répressif ».

À cet égard, le passé de M. Bernard Grasset plaide en sa faveur. Fidèle au souvenir d'un père résistant tué par la milice sous l'Occupation, républicain mais sans conviction politique affichée, il a mené une carrière laissant l'impression d'un homme d'ordre, parisien d'un respect scrupuleux de la déontologie policière, doublé d'un grand commis de l'État ouvert au dialogue social.

Comme préfet de police de Lyon, de 1981 à 1984, M. Grasset avait été confronté aux « étés chauds » de Venissieux et des Minguettes, qui font immémorablement partie de leur statut de citoyens. Sur tous ces chapitres, le conseiller d'État avait alors fait preuve de fermeté dans la répression des « voyous », tout en manifestant un grand souci pour la prévention de la délinquance et en s'efforçant pas à pas de désamorcer des fonctionnaires ayant opéré des interventions « musclés » contre de jeunes Maghrébins. Le préfet Grasset avait aussi réformé une police honnête, alors cloisonnée et coupée de la population, dont l'image était ternie par de multiples « affaires ». Ce même souci d'équilibre a été

remarqué lorsque M. Grasset, nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a été chargé d'appliquer les accords de Matignon sur l'avenir du territoire. Réussissant un parcours sans faute sur le caillou, il est parvenu à faire respecter, selon les observateurs, l'autorité de l'État de façon impartiale.

Comme M. Marchand, le nouveau directeur de la police est originaire de Charente-Maritime. Pour y avoir été commissaire de la République, il connaît bien ce département qui est la terre d'élection du ministre de l'intérieur. M. Marchand avait toutefois d'abord pensé à un autre préfet pour ce poste-clé qu'est la direction générale de la police.

Grand fumeur de pipe, à l'image de son ministre, M. Grasset aura en charge de « tenir la maison » jusqu'aux prochaines élections. Dès son arrivée place Beauvau, il trouvera un dossier brûlant sur son bureau : le gouvernement veut durcir la politique de reconquête à la frontière des étrangers en situation irrégulière. En grand commis de l'État, M. Grasset n'aura pas trop de sa connaissance de l'institution et de son habileté dans les situations délicates pour apaiser l'actuel marasme policier.

ERICH INCIVAN

[Né le 23 décembre 1933 à La Rochelle (Charente-Maritime), M. Bernard Grasset a commencé sa carrière comme chef de cabinet du préfet des Ardennes en mai 1959. Après plusieurs postes de responsabilité dans l'administration préfectorale, il est nommé conseiller technique auprès du directeur central à la sécurité publique en juillet 1974. Il est chef du cabinet du secrétaire d'État aux postes et télécommunications, M. Norbert Segni, à partir de 1977. Il est nommé préfet des Hautes-Alpes, le 31 décembre 1980, puis préfet de police du Rhône, le 8 juillet 1981. M. Grasset devient commissaire de la République de Charente-Maritime, en juillet 1984, puis du Finistère, le 23 avril 1986. Le 8 juillet 1988, il est nommé délégué du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie. Depuis le 1er janvier 1991, M. Grasset est préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.]

JUSTICE

L'affaire du « vrai-faux passeport »

Le parquet requiert le renvoi en correctionnelle de MM. Yves Chaliar et Jacques Delebois

Le parquet du tribunal de Paris a pris des réquisitions de renvoi devant le tribunal correctionnel de deux des quatre inculpés dans l'affaire du « vrai-faux passeport » délégué à M. Yves Chaliar, en arrière-plan de l'affaire Carrefour du développement. Il s'agit de M. Chaliar, ancien directeur de cabinet de M. Christian Nucci, et de M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale. Tous deux sont inculpés d'infraction aux articles 153 et 154 du code pénal, qui répriment la falsification et la délivrance indues de documents administratifs.

En 1986, la DST (Direction de la surveillance du territoire) avait fourni à M. Yves Chaliar, chargé par la justice pour des détournements de plusieurs millions de francs de fonds publics dans l'affaire du Carrefour du développement, un faux passeport au nom d'Yves Navarro. Ce document lui avait permis de prendre la fuite au Brésil. Selon le témoignage du directeur de la DST, M. Bernard Gérard, l'ordre de délivrer le vrai-faux passeport à M. Chaliar avait été donné par M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur. M. Jacques Delebois est soupçonné d'avoir coordonné l'opération.

Le parquet avait estimé que des « présomptions graves et concor-

dantes » pesaient à l'encontre de M. Pasqua d'avoir commis une infraction dans l'exercice de ses fonctions de ministre et d'être éventuellement passible de la Haute Cour de justice. M. Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux, avait pris la décision de ne pas saisir le Parlement en vue d'éventuelles poursuites.

M. Yves Chaliar avait été renvoyé le 24 juin dernier devant la cour d'assises par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, pour soustraction de fonds publics par dépositaire public de fait, tentative de soustraction de fonds publics, faux en écritures publiques et usage, abus de confiance. Une information judiciaire distincte avait été ouverte le 18 novembre 1986 concernant le « vrai-faux passeport » qui lui avait permis de se soustraire à la justice durant son séjour au Brésil. Dans cette procédure, deux autres personnes sont inculpées : MM. Jules-Philippe Fillippetti, qui l'aurait hébergé lors de sa fuite au Brésil, et Edmond Rafali, l'ex-paron du cercle de jeux parisiens Concorde. Le parquet a pris des réquisitions de non-lieu en ce qui les concerne. Il appartient maintenant à M. Philippe Jcanmin, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, de rendre une ordonnance, conforme ou non aux réquisitions du parquet.

Au tribunal correctionnel de Nantes

Un an de prison requis contre les profanateurs du cimetière de Saint-Herblain

Le procureur de la République a requis un an de prison, dont quatre mois ferme, contre Bruno Lefèvre et Fabien Chevrier, vingt-trois ans, et Alexandre Ladhari, vingt et un ans, trois jeunes gens d'extrême droite qui comparaissent, lundi 1er juillet, devant le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique) pour la profanation du cimetière du Tillay, à Saint-Herblain, au mois de mai 1990. La peine de prison ferme pourra éventuellement être remplacée par une peine de travail d'intérêt général au profit de la commune de Saint-Herblain.

Au cours de la nuit du 16 au 17 mai 1990, quelques jours après

la profanation du cimetière juif de Carpentras, ces jeunes au crâne rasé s'en étaient pris à quatre-vingt-onze tombes de ce cimetière catholique de la banlieue de Nantes.

Ils avaient brisé les stèles, pierres tombales et objets funéraires, puis inscrit sur les murs des slogans pouvant faire accuser les juifs, tels que « Carpentras vengeance », « Juifs volent » ou « Le Pen à mort ». « Nous ne visions pas spécialement la communauté juive, nous voulions seulement faire bouger l'opinion publique dans le sens contraire des événements de Carpentras », ont affirmé Chevrier et Lefèvre. Jugement courant juillet.

La protection des billetteries

Un jet d'encre contre les voleurs

Au début des années 80, la gang des postiches, aujourd'hui sous les varrocs, écumait la réseau bancaire française. Les « arracheurs » de distributeurs automatiques ont pris la relève : depuis deux ans, soixante-quinze billetteries ont été attaquées à l'aide de bulles d'encre, de gues ou d'extractions, volés sur des chantiers voisins.

A la suite de ces agressions qui sa multiplient, des murs sont éventrés et des vitrines brisées. Deux parsons ont incidemment trouvé la mort en 1990. Un « casse » dure entre dix minutes et un quart d'heure. La butin s'élevait en moyenne à 150 000 francs, avec des pointes à 400 000 francs. Ces « opérations-commandes » ne sont pas toujours rentables pour les voleurs. Leur taux de réussite est de 25 % pour la période 1989-1990, selon les estimations d'un dingaant de banque nationalisée. Les malfaiteurs ne parviennent pas toujours à descendre l'appareil, ni à ouvrir le coffre, l'abandonnant alors sur le trottoir.

Selon les milieux bancaires, les auteurs de ces agressions appartiendraient à un même

gang, opérant dans les régions de l'Ouest parisien, de Lyon et de Nantes, par équipes de huit à dix parsons, souvent la vendredi et le samedi soir entre minuit et 2 heures du matin.

Ces agressions spectaculaires coûtent cher. « Il faut remplacer l'appareil arraché, réparer les dégâts immobiliers. Les sinistres sont de l'ordre de 800 000 francs à 1 million de francs, à chaque fois », explique par exemple M. Louis-Noël Joly, directeur adjoint de la Société générale, qui, avec un réseau de 1 300 guichets automatiques, estime la plus touchée.

La Société générale vient de mettre au point une parade. Lors de l'attaque d'un distributeur, un mécanisme situé à l'intérieur de l'appareil projette sur les billets une encre indélébile, les rendant inutilisables. La campagne d'équipement a déjà commencé, et les installations seront opérationnelles au cours des prochains mois. Mais, pour l'instant, il n'y a pas de riposte concertée des banques, car elles sont indigemment touchées.

C. D.

Le développement des quartiers en difficulté

Le rapport Delarue propose une nouvelle loi pour lutter contre la « relégation » des banlieues

Mme Edith Cresson, premier ministre, a annoncé, mardi 2 juillet à l'assemblée générale du Conseil national des villes (CNV), le lancement de la rentrée d'un « grand débat populaire sur les banlieues ». Cette assemblée du CNV, qui réunissait neuf ministres et cent vingt élus (dont MM. Michel Noir et Dominique Baudis), a enregistré la création de quatre commissions sur la violence dans les quartiers, la rôle des médias, l'exercice du culte musulman et la participation des habitants. En outre, M. Michel Delbarre, ministre de la ville, a présenté le rapport qu'il avait commandé en février dernier à M. Jean-Marie Delarue, maître des requêtes au Conseil d'État. Celui-ci suggère une nouvelle loi pour favoriser le développement des quartiers en difficulté et lutter contre la « relégation » des banlieues.

Pour M. Delarue, l'exercice consistait à mener une enquête auprès des hommes et des femmes qui, sur le terrain, combattent, parfois depuis des années, le mal des grands ensembles. Pourquoi leurs efforts n'ont-ils pas abouti et quelles réformes conviendrait-il de mettre en œuvre pour les rendre plus efficaces ? Après une consultation qui a duré quatre mois, M. Delarue a remis sa copie à M. Delbarre,

ministre de la ville : quatre cents pages d'analyses et de documents, assorties d'une centaine de propositions (1).

L'état des lieux est résumé par une image qui sert de titre au rapport : la « relégation ». Cette peine, aujourd'hui abolie, condamnait les criminels récidivistes à demeurer en exil, et pour le reste de leurs jours, dans une lointaine possession d'outre-mer. C'est la situation que, selon M. Delarue, les habitants des cités subissent aujourd'hui sans l'avoir méritée. Malgré la politique dite de développement social des quartiers, lancée il y a déjà une douzaine d'années, la situation s'est plutôt aggravée.

Selon le diagnostic de M. Delarue, l'intervention de l'État, des régions et des communes - alors que le département restait étrangement absent - a abouti à un enchevêtrement des compétences. En outre, les actions des services s'appliquent soit à des thèmes, soit à des catégories sociales déterminées, alors qu'il faudrait traiter globalement du « territoire » que représente la cité. L'échec relatif à engendré découragement, frustration et colère.

Comment en sortir ? Le rapport Delarue pose une condition préalable : ramener la paix sociale, autrement dit l'ordre. La violence, noté-il en substance, ce sont d'abord les habitants des quartiers « ebands » qui en souffrent. Ensuite, transformer les cités-dortoirs isolées, pauvres en équipements publics et dépourvues d'emplois, en vrais quartiers de ville.

Les moyens en sont déjà connus : refaire de l'urbanisme à visage humain, réhabiliter les logements,

multiplier les aides sociales, implanter des entreprises, adapter les écoles, relier ces « îlots » au centre-ville par des transports en commun, favoriser les activités culturelles, etc. Bref, rendre aux exclus leur statut de citoyens. Sur tous ces chapitres, le conseiller d'État n'avance pas moins de quatre-vingt propositions.

C'est à les mettre en musique. Reste ici que le travail de M. Delarue se révèle novateur. Il estime que la gravité du problème exige, avec d'un texte nouveau : une loi sur le développement social urbain qui permettrait, d'une part, au Parlement de s'impliquer davantage, d'autre part, au gouvernement d'adopter une stratégie.

Des contrats ville-État

La loi définirait les conditions dans lesquelles l'État signerait, avec les départements et les communes, des contrats de ville d'une durée de trois à sept ans, fixant les responsabilités de chacun dans le traitement social des quartiers difficiles. Le nombre de ceux-ci serait d'ailleurs ramené de quatre cents à cent cinquante environ. Ils seraient classés par décret en Conseil d'État, un peu comme on classe un site à sauvegarder, et dotés d'un organisme de gestion qui pourrait prendre la forme soit d'un groupement d'intérêt public (GIP), soit d'un établissement public.

Le bras séculier serait un chef de projet ou délégué de quartier indépendant, à l'écoute des habitants et entouré d'une petite équipe « opérationnelle » de quatre ou cinq per-

sonnes. Le travail de ces acteurs de terrain, qui feraient appel aussi largement que possible à la participation des habitants eux-mêmes, serait évalué par un office parlementaire sur le modèle de l'Office d'évaluation des choix scientifiques.

Au passage, M. Delarue égratigne les institutions existantes, comme les commissions locales « interpersonnelles », qui, faute d'avoir montré leur pertinence, devront s'effacer, ainsi que la délégation interministérielle à la ville (DIV) qui pourrait, selon le rapport Delarue, être réduite à une quinzaine de fonctionnaires de très haut niveau, travaillant comme des représentants en mission et capables d'avoir l'oreille des préfets.

Ni M. Michel Delbarre ni l'opposition n'ont encore réagi aux propositions du conseiller d'État. En supposant une nouvelle loi, elles font courir un risque politique au gouvernement de M. Cresson. En prévoyant de créer dans les cités, même à titre provisoire, une autorité indépendante des pouvoirs municipaux, elles ne peuvent manquer de susciter également de vifs débats locaux. Bref, le rapport Delarue dérange, et pourtant il y a urgence. Même si ses principales dispositions étaient mises en œuvre, il resterait, comme dit joliment son auteur, « à marier l'inéluctable tempo du changement des choses à l'impétuosité journalière des personnes ».

MARC AMBROISE-RENDU

(1) La Relégation, de Jean-Marie Delarue, Editions Syros, 6, rue Montmarie, 75001 Paris.

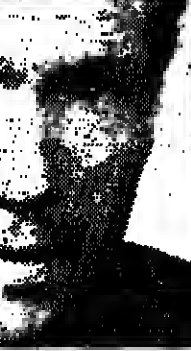
V.O. MARIGNAN - PARNASSIEN - FORUM ORIENT-EXPRESS - IMPÉRIAL - HAUTEFUILLE - V.F. MONTMARNASSE-PATHÉ - WEPLER - NATION - GAUMONT CONVENTION - BELLE ÉPINE - VERSAILLES-PATHÉ - TROIS VINCENNES - TRICYCLE À ASNIÈRES

En 1977, pendant quatre mois, le journaliste Günter Wallraff se fit engager sous un faux nom à la rédaction du plus grand quotidien allemand (11 millions de lecteurs). Il participa ainsi à tous les reportages douteux qu'on lui confia et vécut au cœur des scandales et des campagnes de désinformation. Lorsque son infiltration fut

découverte, il dut s'enfuir avec sa compagne et échappa à plusieurs tentatives.

Il réussit à publier un livre révélant au grand jour les relations secrètes de la Direction du journal avec la Sécurité d'État et des mouvements politiques d'extrême-droite en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe.

C'est cette histoire vraie que raconte le film.



Jürgen Prochnow

et Nathalie Baye

Peter Coyote

L'Affaire Wallraff

UN FILM DE BOBBY ROTH d'après une histoire vraie

« A la fois thriller et film politique, "L'AFFAIRE WALLRAFF" est une vraie réussite, dans la lignée de L'honneur perdu de Katharina Blum. »

AAA

MÉDECINE

A l'initiative de MM. Bianco et Durieux

Une enquête sur les transplantations d'organes est demandée à l'IGAS

MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, indiquent dans un communiqué publié mardi 2 juillet qu'ils ont demandé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'enquêter sur les conditions d'organisation et de fonctionnement de la transplantation en France. Cette mission, précise le communiqué, « s'attachera plus particulièrement à l'environnement dans lequel se réalise l'acte de transplantation (répartition, transport, modalités d'hospitalisation et suivi médical) ».

L'enquête de l'IGAS vise en fait à compléter une mission en cours sur les conditions économiques des prélèvements d'organes et de la transplantation rénale. Elle intervient quelques jours après que le *Canard enchaîné* a fait état, dans ses éditions du 26 juin, de l'existence de « détournements d'organes » consistant à greffer, moyennant parfois des dessous de table, sur un patient X un organe prélevé destinée à un patient Y.

En France, la collecte et la répartition des greffons sont assurées par France-Transplant. De tels détournements, nous a assuré M. Pierre Kornmann, le directeur de cet organisme, « sont extrêmement rares, sans doute moins de dix par an ». A l'origine de ces pratiques pour le moins douteuses, la pénurie d'organes transplantables, qui explique des listes

d'attente souvent très longues. On peut estimer qu'à l'heure actuelle, en France, 6 000 patients sont en attente d'une greffe (au total, environ 3 500 greffes d'organes ont été réalisées en 1990). Mais, la gestion des listes d'attente étant elle aussi du ressort de France-Transplant, « il n'est guère envisageable pour un chirurgien de procéder systématiquement à des tricheries de ce type », ajoute M. Kornmann. Nous le détectons immédiatement. En revanche, des tricheries au cas par cas peuvent très bien nous avoir échappé ».

En dehors de ces détournements de greffons, le rapport de l'IGAS étudiera vraisemblablement de tels faits que les établissements où sont réalisées les greffes. En théorie, depuis septembre 1990, il est inter-

dit de transplanter dans le secteur privé de l'hôpital public ainsi que dans les cliniques privées à statut libéral. En réalité, il pourrait en aller différemment, en particulier dans certains établissements du sud de la France.

Autre pratique faisant l'objet de rumeurs insistantes, celle qui consiste, moyennant des dessous-de-table à avancer dans une liste d'attente pour de prétendues raisons d'urgence médicale. A ce propos, on aurait souhaité, au ministère des affaires sociales, que, parallèlement à l'enquête de l'IGAS, le ministère de l'économie et des finances en confie une autre, complémentaire, à l'Inspection des finances.

F. N.

La prévention du sida

Une nouvelle campagne pour le préservatif

Une nouvelle campagne télévisée en faveur des préservatifs est diffusée sur l'ensemble des chaînes depuis le 25 juin. Initiée par l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), elle se prolongera jusqu'au 19 janvier 1992. D'un montant de 18 millions de francs, elle comporte quatre spots mettant en scène des couples différents, avec des témoignages d'adolescents et d'adultes, hétérosexuels ou homosexuels.

En 1989, 68,9 millions de préservatifs ont été vendus, contre 38,7 millions en 1986. En revanche, le marché n'a progressé que de 3 %

en 1990, portant les ventes à 70 millions d'unités.

Pour sa part, le groupe socialiste au Conseil de Paris a demandé la mise en place par la municipalité de distributeurs automatiques de préservatifs dans les lieux publics, notamment le métro. « En accord avec les fabricants, et avec une participation budgétaire de la municipalité, leur prix de vente pourrait être abaissé dans ces distributeurs », précise M. Georges Sarre, président du groupe, en présentant, le mardi 2 juillet, quatorze « propositions d'actions municipales pour lutter contre le sida à Paris ».

DÉFENSE

M. Joxe : « Les exportations d'armes sont un enjeu vital pour la France »

Tout en invitant les pays exportateurs d'armes à faire preuve d'une retenue, M. Joxe a insisté sur le rôle de la France dans le contrôle de ce commerce, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a estimé, mardi 2 juillet, à l'Assemblée, que « les exportations constituent pour la France un enjeu vital ».

« L'exportation, a-t-il expliqué aux députés de la commission de la défense, est un facteur déterminant pour doter notre industrie d'une assise suffisante, qui est à la base d'une politique de défense indépendante. Elle renforce les effets de série, réduit les coûts et favorise l'auto-financement industriel, ce qui permet de limiter le financement budgétaire des nouveaux programmes ».

M. Joxe a confirmé qu'une première réunion de concertation des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU aura lieu la semaine prochaine à Paris. C'est, en effet, les 8 et 9 juillet que des hauts fonctionnaires des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique, de la Chine et de la France doivent se rencontrer pour définir un code de conduite en matière d'exportations des armements.

Le ministre de la défense a, cependant, souligné « la difficulté croissante » qui caractérise les actions de lutte contre la prolifération des armements dans le monde.

EN BREF

○ Cinq enfants périssent dans l'incendie d'une maison dans le Nord. — Cinq enfants d'une même famille ont trouvé la mort, mercredi 3 juillet, dans l'incendie du domicile familial, une maison de Caudry, près de Cambrai. L'incendie s'est déclaré, pour une raison encore indéterminée, vers 7 h 55 dans une petite maison en brique rouge d'un quartier ouvrier situé près du centre de Caudry. A l'époque, c'est un enfant de trois ans qui est mort dans l'incendie d'un appartement, mardi 2 juillet, dans le quartier du Val-Fourré. Sa mère, âgée de trente-sept ans, a été grièvement brûlée.

○ Six à sept ans de prison requis contre Michele Zaza. — Six à sept ans de prison ont été requis contre le chef présumé de la Camorra napolitaine, Michele Zaza qui comparait depuis le 18 juin, devant le tribunal de grande instance de Marseille, en compagnie de 47 co-accusés, pour un trafic international de cigarettes (le Monde du 21 juin). Le procureur de la République adjoint,

SPORTS

TENNIS : les internationaux de Grande-Bretagne

Le requiem de John McEnroe

La pluie n'a pas permis de terminer les huitièmes de finale du simple messieurs et les quarts de finale du simple dames, programmés mardi 2 juillet à Wimbledon. Le match le plus attendu de la journée a toutefois permis à l'actuel numéro un mondial, le Suédois Stefan Edberg, de mettre fin aux illusions du champion 1981, 1983 et 1984, John McEnroe.

LONDRES

de notre envoyé spécial

John McEnroe a sa bouche comme un pouton qui aurait envie de pleurer. Il cogne sa raquette sur l'herbe, la fait vriller entre ses mains et attend le service. La colère lui tourne au bout des doigts et sa raquette est une toupie, inutile, injuste. D'ailleurs, tout lui semble injuste. Edberg, qu'il regarde en coin, cette herbe qui a choisi de le trahir au lieu de l'aider comme par le passé, l'arbitre bien sûr qu'il houspille en promettant le public à témoin, dans un numéro qui lui colle à la peau. C'est injuste, se dit-il, et c'est presque fini.

Pauvre John ! Ses manières devraient presque des tics. Ses colères ne serviraient donc plus à rien et sa rage de bien faire se

retournerait contre lui. Il n'est déjà plus ce patron, ce héros dominateur qui pouvait tout contester et se nourrir d'autant d'adversité.

John, l'émotif, le gaucher au jeu inimitable, John le visionnaire, grand anticipateur et attaquant suprême, l'enfant chéri de Wimbledon pour avoir su combiner autant d'originalité et d'impétuosité, John l'idole du gazon a vécu son match comme le requiem d'un glorieux faussaire.

On pouvait y croire pourtant à ses contorsions ombageuses, ces services qu'il est le seul à exécuter en tournant le dos au filet et à ses adversaires, ce geste magnifique, incompréhensible et déroutant de précision. On frémissait encore à le voir faire comme d'habitude, c'est-à-dire gagner un point, deux points, quitter à tout prix ce fond de court pour être en position de bondir comme un diable sur ressort à l'endroit juste, c'est-à-dire le lieu où il pose son trône : le filet, son marchepied à lui, le théâtre de ses volées imprévisibles.

Pauvre John ! Son système fondant une suprématie presque latine avec ces débordements d'excès, ces apparentes improvisations, cette agitation dont il veut tirer la surprise, s'est affronté à une superbe botte de précision, classique, régulière, indémentable. Une sorte de haute technologie qui programme les menaces et les ripostes, mémorise les faiblesses et

désintègre le danger comme un automate.

Edberg couvre le terrain avec l'aisance d'un promeneur, parle plusieurs langages, s'incise au moment choisi et transforme son adversaire dans un contre-emploi : Mc Enroe, l'attaquant, collé au filet, moulant dans le vide en voyant passer les balles fuscées comme des flèches. John avait beau changer de bandana, passer de l'orange au bleu, rien n'y fit. John était vaincu. Telle ment perdu qu'il en oublia une pause, demeurant concentré sur le court en croyant qu'Edberg allait le servir. Le Suédois, lui, s'écroula royalement des glaces.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Résultats du 2 juillet

MESSIEURS

Huitièmes de finale. — S. Edberg (Suède) bat J. McEnroe (E.U.) 7-6, 6-1, 6-4 ; J. Courier (E.U.) bat K. Novacek (Tch.) 6-3, 6-4, 6-2 ; M. Stich (Aut.) bat A. Volkov (URSS) 2-6, 4-6, 6-3, 7-5, 1-6, 7-5 ; J. Wheaton (E.U.) bat J. Gunnarsson (Suède) 6-4, 6-3, 6-1.

DAMES

Quarts de finale. — S. Graf (Aut.) bat Z. Garrison (E.U.) 10-8, 6-1, 6-3 ; M.-J. Fernandez (E.U.) bat A. Sanchez (Esp.) 6-2, 7-5.

SKI

La suspension pour dopage de Christelle Guignard est annulée

Vice-championne du monde de ski slalom en 1985, Christelle Guignard s'était classée troisième du slalom géant des championnats du monde organisés, en février 1989, à Vail (Colorado). Le contrôle antidopage pratiqué après la course devait néanmoins révéler dans l'organisme de la skieuse des Deux-Alpes la présence d'une substance interdite, la nifedipine, contenue en dose minime dans un médicament prescrit par un des médecins de l'équipe de France, deux jours avant la course.

Le 3 juin 1989, la Fédération internationale de ski décidait donc de retirer à Christelle Guignard sa médaille de bronze et la suspendait de compétitions internationales jusqu'au 31 janvier 1990. A la demande de l'intéressée, le président de la Fédération française de ski, M. Bernard Chevallier, lui notifiait ces décisions par lettre, le 18 juillet suivant.

Cette lettre allait permettre à Christelle Guignard de contester devant la juridiction administrative le bien-fondé de la sanction qui la frappait. Saisi par le Conseil d'Etat, le tribunal administratif de Grenoble, présidé par M. Guy Garraud, vient de faire en partie droit à sa demande en précisant les rôles et attributions de chacun. « Les fédérations sportives internationales sont des associations de droit privé, régies par la loi de l'Etat où elles ont leur siège » (dans le cas présent la Suisse), précisent les magistrats grenoblois. « Les sanctions qu'elles infligent aux sportifs nationaux ne revêtent force exécutoire en droit interne que dans la mesure où les fédérations sportives nationales (...) décident de les appliquer ».

A l'audience, le commissaire du gouvernement, M. Daniel Riglin, avait renvoyé la Fédération française de ski à ses responsabilités, en lui reprochant de s'être abritée derrière la décision de la Fédération internationale. Dans son jugement, le tribunal s'en est tenu plus strictement au droit. Il a considéré comme recevable uniquement la requête dirigée contre la mesure de suspension, elle seule ayant été suivie d'effets en France.

Statuant sur la décision reprise à son compte par la fédération nationale, il a jugé celle-ci illégale car prise par une autorité incompétente, en l'espèce par son président. La mesure de suspension infligée à Christelle Guignard a donc été annulée par le tribunal, ouvrant ainsi droit, pour la championne, à obtenir de la fédération le versement de dommages et intérêts.

N. C.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

SCIENCES

La décentralisation des activités scientifiques

Deux instituts de recherche inaugurés à Nancy

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a inauguré, le 1^{er} juillet à Nancy (Meurthe-et-Moselle) deux nouveaux instituts de recherche : l'Institut national de l'information scientifique et technique du CNRS (INIST) et un laboratoire décentralisé de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA).

NANCY

de notre correspondant

L'implantation en Lorraine de deux instituts de recherche découle moins d'une volonté propre à la région que d'un choix politique fait en 1984 par le premier ministre de l'époque, M. Laurent Fabius, pour compenser les effets de la crise de la sidérurgie. C'est ainsi que M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a pu s'installer à Nancy en « position centrale dans les grands réseaux scientifiques et de la recherche » lors de l'inauguration de ces deux ensembles.

Né de la volonté initiale de décentraliser le CDSI (Centre de documentation scientifique et technique du CNRS) et de le fusionner avec le CDSH (Centre de documentation des sciences humaines), l'INIST se veut capable de rivaliser avec les plus grandes bibliothèques scientifiques du monde. Ce devrait être en effet la seule centrale européenne de ce type associant la collecte de fonds documentaires à la fourniture de documents « primaires » et à la production des bases de données bibliographiques baptisées Pascal (buit millions de références scientifiques et techniques) et Francis (1,3 million de références en sciences humaines).

Un nouveau pôle régional

L'unité de recherche Lorraine de l'INRIA, deuxième institut inauguré par M. Curien, est implantée sur la technopole de Nancy-Brabois, avec une antenne à Metz. Cette création s'est accompagnée d'une convention de partenariat entre l'INRIA, le CNRS et les universités lorraines, concrétisée par un comité de concertation baptisé LORIA. Sept projets scientifiques y sont déjà développés dans quatre programmes de recherche, sur les thèmes du calcul symbolique, de l'intelligence artificielle, de l'automatique et de la production et du calcul scientifique.

Après un an d'existence, l'INRIA s'est imposé comme un partenaire essentiel du dispositif scientifique lorrain. Les collectivités territoriales se sont d'ailleurs nettement plus engagées dans la constitution de cet institut que dans la création de l'INIST. Elles ont en particulier financé 40 % du bâtiment, qui sera plus que doublé d'ici un à deux ans. Les projets communs de l'INRIA, des universités locales et du CNRS ont abouti à la production d'un pôle « IAE » (informatique, automatique, électronique et mathématiques) qui devrait constituer l'épine dorsale du « Livre blanc pour la Lorraine ».

BERNARD MAILLARD

Accords franco-soviétiques sur les matériaux en apesanteur

Le Centre national d'études spatiales (CNES), Glavcosmos, son équivalent soviétique, et le centre technique soviétique Splan viennent de conclure un accord de dix ans sur l'élaboration des matériaux en apesanteur. Les expériences de ce programme en commun seront menées sur des capsules récupérables soviétiques de type Photon (500 kilos de charge utile en orbite pendant 30 jours maximum), puis, lorsqu'elles auront été mises en service, sur les futures capsules Nika-T. La première de ces expériences

(Gazon) devrait avoir lieu en avril 1993. Elle sera destinée à l'étude de l'influence des champs magnétiques sur la croissance en apesanteur de cristaux de germanium. Cet accord est à rapprocher de celui signé récemment au Bourget par la société française de transferts technologiques et de services utilisant des moyens spatiaux, Novespace, qui vient de se voir confier par Glavcosmos la commercialisation des capsules récupérables Photon et Ressource auprès des pays membres de l'Agence spatiale européenne.

محاضرات الشغل

EDUCATION • CAMPUS

Le succès ambigu des bacs professionnels

Créés en 1985 pour favoriser l'entrée des jeunes dans la vie active, ces diplômes résistent mal à l'aspiration vers les études longues

Le petit dernier des diplômes de niveau IV est devenu le modèle du système d'alternance « à la française » sous contrôle de l'éducation nationale. Six ans après la création du baccalauréat professionnel, trente et une filières différentes sont accessibles à la prochaine rentrée, de la production-quo-bois à la maintenance de l'audio-visuel électronique en passant par la bureautique, la maintenance automobile, la « maintenance des systèmes mécaniques automatisés » et la restauration. Le secteur du bâtiment, sceptique au début, s'est finalement rallié, en 1989, au mouvement soutenu très tôt par la métallurgie.

Ainsi, ils seront cette année près de cent mille élèves à entrer dans une section de baccalauréat professionnel. Comme le soulignait récemment M^{me} Lucie Tanguy dans son rapport pour le secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique (le Monde du 20 juin), les classes de BEP sont devenues de véritables années propédeutiques au bac professionnel. Aujourd'hui, en effet, près de la moitié des titulaires d'un BEP (brevet d'études professionnelles) poursuivent leurs études (ils n'étaient que 10 % en 1980), dans une section de bac professionnel (25,33 %) ou dans une première d'adaptation (21,4 %). Et trente-cinq mille élèves seront sortis cette année avec leur diplôme. Bref, la barre fixée à cent mille diplômés par en en l'an 2000 devrait normalement être atteinte.

Un bon accès à l'emploi

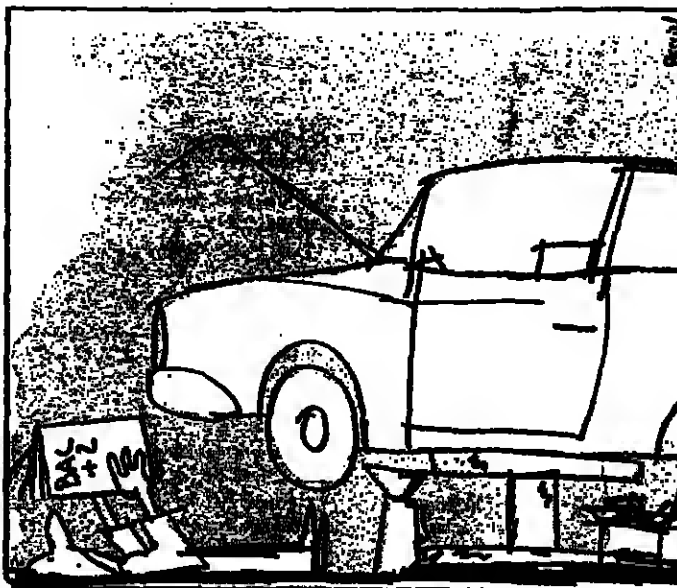
La formation est répartie sur deux ans (cinquante-trois semaines) et comprend seize semaines de formation en entreprise sous le contrôle d'un tuteur. Définis au sein des commissions professionnelles consultatives (CPC) comprenant, à parité, des employeurs, des salariés et des formateurs, les contenus de formation sont consignés dans des référentiels qui peuvent être révisés pour tenir compte des mutations technologiques.

Après, afin de briser le carcan des disciplines et de favoriser une approche multiple, les contenus ont été regroupés en quatre domaines pluridisciplinaires (formation professionnelle, technologique et scientifique; expression et ouverture sur le monde; éducation artistique et arts appliqués; éducation physique et sportive). Mais l'initiative a été diversement accueillie par les enseignants et, dans bien des établissements, le cloisonnement des disciplines n'a guère été entamé. Autre innovation: quatre des sept épreuves de l'examen sont évaluées en cours de formation.

Réclamés, dès 1982, par les milieux industriels, les bacs professionnels ont été taillés sur mesure pour l'emploi. Les études sur les toutes premières promotions de diplômés ont d'ailleurs confirmé la vocation professionnelle du nouveau diplôme. Une enquête du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), réalisée après de la première promotion sortie en 1987 (il existait alors cinq filières dont quatre en secteur industriel), a montré en effet que six mois après leur sortie du système scolaire, 93 % des bacheliers professionnels avaient trouvé un emploi, malgré d'importantes disparités suivant les filières (1). En outre, 20 % avaient été recrutés par l'employeur chez lequel ils avaient effectué leur stage.

Moins du quart, en revanche, avaient eu accès immédiatement à un emploi stable. Mais la stabilisation de l'emploi s'opère vite, estime le CEREQ: après deux années d'expérience professionnelle, 54 % des diplômés de 1987 obtenaient un contrat à durée indéterminée et seulement 8 % restaient sans emploi. Une réussite si l'on compare ces résultats au taux de chômage des titulaires d'un CAP, qui avoisine les 30 %. Tous ces résultats sont confirmés, même très localement, par des études plus récentes portant sur les promotions suivantes (2).

Reste que l'accès au niveau bac des élèves issus de la filière profession-



nelle leur a ouvert, de manière formelle, les portes de l'enseignement supérieur. Or la volonté des pouvoirs publics de maîtriser, à terme, les flux de sortie du système scolaire (un tiers au niveau CAP, un tiers au niveau bac, un tiers au niveau BTS et plus) s'accroît avec les aspirations des jeunes. Beaucoup sont d'anciens élèves en difficulté scolaire et ils sont bien décidés à tirer parti de l'ambiguïté du « bac pro », à la fois diplôme professionnel et porte d'accès à l'enseignement supérieur. La peur du chômage, qui pousse à retarder le plus possible l'entrée dans la vie active, fait le reste.

Ainsi, 56 % des élèves de « bac pro » envisagent clairement de poursuivre leurs études au-delà du bac (3), même si, jusqu'à présent, un tiers seulement y parviennent. De quoi faire frémir les responsables de l'éducation nationale qui ont toujours sou-

haité limiter à 10 % ou 15 % l'échappée vers le supérieur, et en particulier les sections de techniciens supérieurs qui préparent au BTS. Cependant, parmi ceux qui succombent aux sirènes du supérieur, 30 % seulement obtiennent effectivement un diplôme de niveau bac+2. Le BTS apparaît comme la filière la plus favorable: 40 % des titulaires du « bac pro » qui entrent dans cette filière finissent par décrocher leur diplôme contre seulement un quart de ceux qui s'engagent à l'université ou dans un IUT (institut universitaire de technologie). C'est là toute l'ambiguïté de ce diplôme « neuf » dont la vocation est l'insertion immédiate sur des emplois accessibles avec une formation de niveau IV. Pour résorber les velléités de poursuites d'études, l'éducation nationale fait tout d'abord sur une meilleure orientation en fin de classe de BEP. Elle estime que la tentation

est encore grande, pour les professeurs, de conserver leurs meilleurs élèves en classe de « bac pro », plutôt que de les aiguiller sur l'enseignement technologique, mieux adapté aux poursuites d'études, via les classes de première d'adaptation.

Changement de mentalité

Elle table aussi sur un changement de mentalité. Que l'on considère enfin qu'une sortie au niveau bac n'est pas nécessairement une condamnation, pourvu qu'elle s'appuie sur la suite des structures du type des formations complémentaires d'initiative locale et, ensuite, sur une formation continue qualifiante.

M. Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et ardent défenseur des « bacs pros », expliquait ainsi qu'il fallait « casser cette mécanique territoriale qui fait dire que l'enseignement technique n'est glorieux que lorsque l'on débouche au niveau II ou au niveau I. L'Ecole polytechnique, il n'y a pas de problèmes, c'est glorieux. Quand l'enseignement général débouche à peine sur le niveau V (le jeune qui devient vendeur dans un Prisunic, par exemple, après une première ou même une terminale), lui, on ne le remet pas en cause » (4).

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) « Devenir scolaire et professionnel de la première promotion des bacheliers professionnels », CEREQ, documents de travail, enquête parue en mai 1990. On se reportera également aux articles du Monde de l'éducation parus en février et mai 1991.

(2) « Le baccalauréat professionnel, et après », note menée par l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation dans l'académie de Dijon. Par ailleurs, le CEREQ actualisera son étude de 1990 dans son Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation.

(3) Sondage le Monde publié le 30 mai.

(4) Cahiers pédagogiques consacrés à la Voie technologique et professionnelle (n° 295, juin 1991).

Le record de M^{me} Loiseau

Depuis 1985, M^{me} Claire Loiseau est institutrice dans une école maternelle privée sous contrat, insaisissable remplaçante... à cinquante-neuf ans! L'histoire commence trente ans plus tôt. D'abord auxiliaire, elle est nommée institutrice titulaire, en 1961. Mais elle est bon, l'imprudente, de cesser ses fonctions, peu après, pour élever ses enfants. Des difficultés financières l'amenant, en 1985, à se porter candidate pour reprendre du service dans l'éducation nationale.

Elle y croit dur comme fer. Ne manque-t-on pas cruellement d'enseignants, et notamment d'institutrices, au point d'envisager de recruter dans les écoles normales, sans limite d'âge ni de diplôme, des mères de familles (nombreuses) ou des mères célibataires?

Première déception. Malgré ses bons états de service, on ne veut plus de Claire Loiseau. Elle découvre, en effet, qu'elle est rayée des cadres pour « abandon de poste » et qu'elle ne peut plus exercer dans l'enseignement public. Même comme remplaçante. « Les textes en vigueur n'admettent pas d'équivalence entre la qualification acquise au cours de leur première carrière par des candidats recrutés autrefois avec le baccalauréat et titularisés en qualité d'institutrices après l'obtention du CAP, et les diplômes actuellement exigés pour l'accès à ce corps », lui explique la direction des écoles du ministère de l'éducation nationale.

On lui suggère, en passant, de s'adresser au privé. Ce dernier lui ouvre effectivement ses portes, mais elle redécouvre, évidemment, au bas de l'échelle: 2 783 francs mensuels pour un poste à mi-temps.

Claire Loiseau n'est pas au bout de ses peines. Elle découvre d'abord, après beaucoup d'autres, que travailler comme remplaçante pour l'éducation nationale signifie être promené d'école en école. Passe encore. Mais elle découvre aussi que cela équivaut, systématiquement, à être payé en moyenne avec cinq mois de retard.

Sur ce plan, M^{me} Loiseau va se distinguer: pas un centime ne lui est versé, pendant dix mois, entre septembre 1990 et juin 1991. On imagine sans peine les difficultés rencontrées avec la Sécurité sociale ou le percepteur par quelqu'un qui ne peut fournir aucun bulletin de salaire émanant de la fonction publique, son employeur.

La raison invoquée: l'institutrice a d'abord été envoyée en remplacement à Paris, puis en Seine-Saint-Denis, puis de nouveau à Paris. L'administration n'a pas suivi. « Faut pas changer de département », lui rétorque d'un ton rogué, une employée du rectorat, comme s'il s'agissait d'un caprice. Après des mois de démarches et une lettre au ministre, M^{me} Loiseau vient finalement de recevoir son chèque. Menque tout de même à l'appel le paiement de quarante jours de congés payés pour l'année 1990.

CHRISTINE GARIN

Valence invente son université

En attendant l'école d'ingénieurs (ENSAM), le « pôle de développement » de la Drôme s'installe dans ses murs

LYON

de notre bureau régional

« Nous étions attendus et nous avons été accueillis avec une sympathie, une curiosité active, une curiosité active ». M^{me} Josette Kahane se regrette pas le déplacement de la petite centaine de kilomètres de mauvaise route nationale ou de voie ferrée non électrifiée qui lui est imposé une à deux fois par semaine. Professeure de physique à l'université Joseph-Fourier de Grenoble-I et responsable du nouveau centre scientifique de Valence, elle s'est laissée tenter par « l'airain de la nouveauté » eutent que par une expérience de prise en charge des étudiants de premier cycle, « cette population qui se presse dans des locaux surchargés et qu'on ne sait plus traiter que dans l'anonymat ».

Dans le nouveau bâtiment de 3900 mètres carrés, à l'architecture vaguement inspirée de l'Institut du monde arabe, les conditions sont, il est vrai, encore idéales. Dans des locaux trop spacieux pour elle seule, la première année d'un DEUG A a été ouverte à la rentrée 1990-91, avec 180 étudiants, tous originaires

de la Drôme et de l'Ardèche. Ils n'ont pas craint d'essayer les platanes, bien que le second semestre de cette filière ne soit annoncé que pour la rentrée 1992. Une seconde promotion, du même nombre, est prévue en octobre prochain.

« Nous connaissons tous les élèves par leur nom. Nous avons une meilleure perception de ce qu'ils sont et comment ils travaillent. Cela doit nous permettre d'adapter nos méthodes. » Le constat de M^{me} Kahane est aussi celui des vingt-cinq autres professeurs, répartis sur seize postes. « Homme à tout faire », l'unique agent ATOS regrette que l'Etat n'ait pas su faire preuve d'un peu plus de largesses.

Pas d'enseignement supérieur au rabais

Avec cette création, Valence a commencé de croire qu'elle pouvait devenir une vraie ville universitaire, bien qu'elle héberge déjà 3300 étudiants. Désormais, les trois universités grenobloises y sont représentées, depuis les implantations, en 1971, d'une faculté libre de droit, d'un IUT dépendant de Grenoble-II (sciences sociales), de sections de lettres et bientôt de langues par Grenoble-III. A quoi s'ajoutent des classes préparatoires et des BTS.

« Nous nous sommes battus pour

avoir un cadre. Il a fallu convaincre le ministère et la communauté universitaire régionale au premier abord. Il faut maintenant en définir le contenu. » M. Rodolphe Pesce, maire (PS) de la ville et président du conseil général, d'a pas attendu les hypothétiques effets du schéma Universités 2000 pour investir 100 millions de francs (sans participation de l'Etat) dans la construction des locaux, d'un « centre de vie » avec restaurant universitaire et 79 logements, dont certains pour les enseignants assignés à résidence quelques jours de la semaine. Près de 400 autres studios ont été rénovés dans la ZUP toute proche, tandis que la médiathèque municipale a été agrandie et adaptée pour servir de cadre de travail aux étudiants.

Cette prise en charge de « l'environnement » a sans doute pesé dans la décision des universités grenobloises d'investir, à leur tour, à Valence. Le 16 mai dernier, avec l'Institut national polytechnique (INPG), entré, semble-t-il, par la création annoncée d'une école d'ingénieurs (ENSAM), elles ont signé un protocole qui confirme la création de nouvelles sections de premier cycle et envisage des extensions dans les seconds cycles ou dans des filières professionnalisées, reliées au tissu économique local.

Justifiant le label de « pôle de développement », décerné par le ministère (1), elles ont accepté de créer un groupement d'intérêt commun interétablissements, chargé de gérer, avec les collectivités locales, les installations (équipements sportifs, cellule d'orientation, centre de santé...), de veiller aux conditions d'insertion dans la ville et de préparer les développements futurs.

Cet accord va bien au-delà d'une simple délocalisation, comme Grenoble l'a pratiquée autrefois avec Chambéry. Pour M. Pesce, le site de Valence ne peut se développer qu'en relation étroite avec les universités grenobloises auxquelles il est rattaché: « L'expérience des établissements créés ces dix dernières années n'est pas une réussite. Nous ne sou-

haitons pas une nouvelle université de seconde zone, fort peu attractive pour les enseignants chercheurs que Grenoble est prêt à mettre à notre disposition pour créer des premier et second cycles de très bon niveau », indique-t-il, en expliquant que le label de « pôle européen », attribué à la cité dauphinoise, lui sera, aussi, attaché.

Dix mille étudiants dans dix ans

Malgré le surcoût occasionné par les « transferts », chiffré entre 20 % et 30 %, M. Alain Nemoz, président de Grenoble-I, n'y voit que des avantages. « C'est le prix de la qualité de vie. Notre stratégie privilégie les formations liées à la recherche autour du site central, et notre intérêt n'est pas d'y attirer des étudiants de premier cycle. » L'accueil, à Valence, des bacheliers de la Drôme et de l'Ardèche, qui se répartissent entre Grenoble (63 %), Lyon (23 %) ou Avignon, est intégré dans cette logique. Pour autant, elle ne saurait totalement satisfaire les intérêts locaux. Le président de Grenoble-I

reste très prudent sur d'éventuelles unités de second et troisième cycle, surtout dans le secteur scientifique: « La recherche ne se disperse pas », précise-t-il.

Le maire de Valence en est conscient. Il compte sur le temps, autant que sur son pouvoir de persuasion, pour obtenir, progressivement, la création de filières professionnelles reliées aux pôles de l'économie locale: l'aéronautique, l'imagerie, l'électronique, l'agroalimentaire et le transport.

MICHEL DELBERGHE

(1) Valence a obtenu le label de « pôle de développement universitaire » avec

DIPLOME DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE

DJCE/voie longue : MAGISTÈRE - DJCE (entrée sur DEUG - 3 ans d'études)

LYON/IDEA 15, quai Claude-Bernard. Tél. : 72-72-20-62

MONTPELLIER/École du Droit de l'Entreprise 39, rue de l'Université. Tél. : 67-61-54-80. Fax : 67-61-54-85

STRASBOURG/Centre de Droit des Affaires Esplanade, place d'Athènes. Tél. : 88-41-42-19

Renseignements : F.N.D.E., 9, rue Richemont, 75008 PARIS. Tél. : (1) 42-60-10-18 et 42-60-53-37

DÉPÔT DES CANDIDATURES AVANT LE 20 JUILLET 1991

DJCE/voie courte : D.E.S.S. - DJCE (entrée sur maîtrise - 1 an d'études)

LYON/IDEA 15, quai Claude-Bernard. Tél. : 72-72-20-62

MONTPELLIER/École du Droit de l'Entreprise 39, rue de l'Université. Tél. : 67-61-54-80. Fax : 67-61-54-85

STRASBOURG/Centre de Droit des Affaires Esplanade, place d'Athènes. Tél. : 88-41-42-19

Renseignements : F.N.D.E., 9, rue Richemont, 75008 PARIS. Tél. : (1) 42-60-10-18 et 42-60-53-37

DÉPÔT DES CANDIDATURES AVANT LE 20 JUILLET 1991

UNIVERSITÉ PARIS XIII
DEA
DROIT PUBLIC
ÉCONOMIQUE
DEUX FILIÈRES :
• DROIT INTERNE
• DROIT INTERNATIONAL
ET COMMUNAUTAIRE
Renseignements et inscriptions :
Université Paris Nord
Faculté de droit, sciences politiques
et sociales (bureau H 209)
avenue J.-B. Clément, 93438 Villetaneuse
Tél. : 49-40-32-84

Réussir
Sciences-Po
ça se prépare
IPEC Quartier Latin
Institut Privé
Tél 46 33 81 23
ou 43 29 03 71

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

CATHO. L'université catholique de Lille vient d'être un nouveau président-recteur. M. Gaston Vandecastelle a remplacé, à partir du 1^{er} octobre prochain, M. Michel Falles, qui assumait cette responsabilité depuis 1979.

(Agé de cinquante ans, M. Gaston Vandecastelle a obtenu en 1982 un diplôme d'ingénieur de l'Institut supérieur d'électronique du Nord (ISEN) puis un doctorat en physique (1970). Enseignant, puis directeur des études, il est directeur général de l'ISEN et vice-président de l'université catholique de Lille depuis 1979.)

EDUCATION. L'Ecole des hautes études en sciences sociales, l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud et l'université Paris-VIII-Saint-Denis viennent de créer un diplôme d'études approfondies (DEA) pluridisciplinaires intitulé « Institutions, travail et éducation dans le monde contemporain », associant la sociologie, l'histoire et l'anthropologie. (Rens. à l'ENS, tél. : 47-02-90-50, poste 458, ou à Paris-VIII, tél. : 49-40-85-08).

GRANDES ECOLES. Lors de son assemblée générale le 28 juin à Paris, la Conférence des grandes écoles a renouvelé le mandat de son président, M. Daniel Gourasse, directeur de l'Ecole centrale de Paris. A cette occasion, la Conférence a rappelé son « souhait de voir ébaucher dans les meilleurs délais les travaux des groupes mis en place par le ministère de l'éducation nationale pour donner suite aux propositions qu'elle a faites sur l'organisation et les programmes des classes préparatoires ».

IUFM. Le Journal officiel du 26 juin publie un ensemble de textes nécessaires au fonctionnement, à la rentrée, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Il s'agit du décret de création des allocations attribuées aux futurs enseignants en formation, de l'arrêté fixant le montant de ces allocations (50 000 francs par an pour l'année préparatoire dans les disciplines générales, 70 000 francs pour l'année préparatoire des disciplines technologiques et professionnelles et 70 000 francs pour l'allocation d'IUFM) et de l'arrêté fixant pour la prochaine année scolaire la répartition des 5 650 allocations, par académie et par discipline.

NORMALE SUP. L'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm va modifier son cursus, notamment littéraire, dès la prochaine session de 1992. Dans le cursus des langues vivantes sera renforcé l'usage obligatoire de l'écrit pour tous et deux épreuves pour les linguistes, au détriment de la langue latine, qui disparaît comme épreuve optionnelle. En outre, un système d'option devra permettre d'assouplir l'orientation à l'Ecole. Enfin, le

cours des sciences sociales, créé en 1983, devrait être rendu plus attractif : l'épreuve de sciences sociales devient obligatoire, les langues vivantes sont requises, tandis que les langues anciennes sont facultatives.

RECTIFICATIF ESIG. Dans l'article intitulé « Du rifting chez les privés » (le Monde du 27 juin), nous écrivions que dix-huit enseignants de l'Ecole supérieure d'informatique de commerce et de gestion (ESIG) avaient engagé des procédures prud'homales contre leur employeur au sujet de leurs rémunérations. Précisons que ces enseignants n'étaient que dix-sept, l'un d'eux ayant renoncé à sa plainte, et que dix d'entre eux ont fait appel après avoir été déboutés en première instance. Six autres enseignants, dont la plainte avait été jugée irrecevable en première instance, ont obtenu satisfaction d'une partie de leur demande en appel et sont actuellement en cassation. Enfin, la demande d'un dernier enseignant doit être examinée par les conseils prud'homaux le 9 juillet, après une enquête menée par des conseillers rapporteurs.

SCIENCES-PO. La Fondation nationale des sciences politiques vient de remodeler ses structures de direction. M. René Rémard en reste le président et M. Alain Lancelot l'administrateur. Mais le secrétariat général disparaît au profit de deux directions : l'une, scientifique, sera pilotée par M. Serge Huriot et l'autre, administrative et financière, placée sous la houlette de M. Jean-Pierre Millat, jusqu'alors adjoint de M. Lancelot.

SEVENANS. Créé en 1986 comme une antenne de l'université de technologie de Compiègne, le pôle universitaire de Sevenans vient de couper le cordon avec son université-mère. Un décret du 20 juin fait de Sevenans un institut polytechnique autonome.

SORBONNE NOUVELLE. M^{me} Suzy Halimi, professeur de littérature et civilisation anglaises, a été élue, le 29 juin, au premier tour de scrutin, par 82 voix sur 107 votants, présidente de l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III). Elle remplace M. Robert Elford, dont le mandat arrive à expiration.

(Née le 5 octobre 1938 à Constantine (Algérie), ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sévres (1958) et agrégée d'anglais (1961), M^{me} Suzy Halimi a commencé sa carrière comme professeur à Fontainebleau (1962) avant d'être nommée assistante (1964) puis maître assistante (1968) à la faculté des lettres de Paris. Docteur en lettres (1977), elle a été nommée professeur en 1978. Directrice adjointe de l'Ecole normale supérieure de Sévres (1995-1998), elle était vice-présidente de l'université de la Sorbonne nouvelle depuis 1986.)

Pour les diplômés BAC + 4 ans et plus
(Maîtrises, DEA, Grandes Ecoles et Codres d'entreprises)

LES MASTERS ESG

6 formations qualifiantes de 3^e cycle en alternance
Ecole/Entreprise, durant 12 mois,
pouvant être financées et rémunérées.

Selon votre formation et votre objectif professionnel.
Vous pouvez être candidat(e) aux Masters ci-après :

- Gestion des entreprises
- Finances et Marchés des capitaux
- Management et Marketing Européen
- Marketing et Publicité
- Tourisme d'affaires
- Gestion internationale du Personnel

ECOLE SUPÉRIEURE DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat
25, Rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS. Tél. : 43 55 44 44

Bonnet d'âne pour la politique

Soucieux de conserver leur liberté face aux idéologies, les jeunes reculent l'heure des choix politiques

« L'Action au coup par coup »... Nadia, seize ans, élève de seconde au lycée Kléber à Strasbourg, ne mâche pas ses mots. Elle rappelle pourtant qu'après avoir été conseillère municipale « enfant », elle est aujourd'hui membre du conseil municipal de jeunes de Schiltigheim, berceau, depuis 1979, des conseils municipaux d'enfants. « Mais quel rapport avec la politique ? » Au placard des étymologies perdues, la politique a perdu son sens grec. La vie de la cité, pour les quinze-dix-huit ans, est à mille lieues des partis et des joutes oratoires médiatiques.

Puisque participer à un conseil n'est pas « faire de la politique », que viennent donc chercher ces jeunes élus dans ce creuset d'« éducation populaire » et de « civisme appliqué », pour reprendre les expressions de M. Yves Laurent, maire de Saint-Sébastien-sur-Lair et président de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) ?

L'action au coup par coup

A Villefranche-sur-Saône, Anne-Sophie, élève de terminale B, consacre une soirée par semaine au conseil « jeunes ». « Le lycée, c'est l'usine à bac. Ça ne m'intéresse pas. Au conseil, ce qui m'intéresse, c'est le concret. Une idée, un projet, une réalisation. » Là, une fresque peinte en vingt-quatre heures sur un mur municipal : ici, un concert rock, un projet théâtre, une piste de skateboard, là encore, le développement de la Carte Jeunes.

Quand l'expérience des conseils municipaux d'enfants et de jeunes a pour ambition de « faciliter l'émergence d'une génération civique », d'être « une école de démocratie » et, somme toute, de lutter contre ce que M. Claude Nicolet appelle « l'analphabétisme civique » (1), elle est avant tout le reflet d'une réalité : les jeunes ont besoin de parler, de communiquer, de briser le carcan des

généralisations. Et les conseils, où peuvent se concilier les désirs des uns et le pouvoir des autres, le leur permettent.

« S'écouter, s'entendre, parler avec les autres », c'est le leitmotiv d'une cassette vidéo réalisée par les jeunes de Villefranche et le refrain d'une classe d'âge dont les préoccupations sont axées à la fois sur des faits de société et sur des choix personnels. Sans civisme démesuré. L'actrice, chez les jeunes, se jauge au coup par coup. Et avec une grande méfiance à l'égard des étiquettes. « Difficile de s'engager, avoue Anne-Sophie. Voter, bien sûr, c'est déjà un peu s'engager. Mais l'adhésion n'est pas totale, on garde sa liberté... »

Dans un sondage publié par le Monde, les lycéens étaient un bon tiers à avouer que la politique les « embêtait », autant à dire qu'elle les « faisait rire », autant seulement à confier qu'elle les intéressait, voire les passionnait (le Monde du 31 mai). Une récente enquête sur la formation au civisme des jeunes, réalisée par M^{me} Annie Percheron, directeur de recherches au CNRS, confirme la tendance (2).

L'étude, qui fait apparaître le souhait des parents (trois sur quatre) à généraliser l'expérience des conseils municipaux d'enfants et de jeunes, démontre, en même temps, que l'instruction civique type III^e République ne fait plus recette. Le civisme part en quête d'autres objets. « Tout se passe, explique M^{me} Percheron, comme si les symboles de références d'hier, ceux d'une morale laïque et républicaine hexagonale étaient remplacés, dans l'opinion, par de nouveaux symboles fondés sur une morale sociale universelle définie en termes de droit. » Droits de l'homme, injustices sociales, droits des enfants, racisme, etc.

M^{me} Percheron a donc recherché les causes de ces changements de perspective. Elle a radiographié les enfants de la génération de 1968, celle qui a appris à douter des idéologies et des clivages partisans, celle,

aussi, qui a souhaité donner une éducation plus libérale à ses enfants. Premier constat : le degré d'information et de connaissance sur la politique a considérablement augmenté. Ayant vécu les bouleversements de 1981, 1986 et 1988, les « enfants de l'alternance » ont fait de relativiser les différences à attendre d'une gestion de gauche ou de droite. Et leur désintérêt est d'autant plus vif qu'ils connaissent bien ce dont ils parlent.

Le pouvoir de séduction des partis politiques s'est donc considérablement amoindri. On se souvient de la farce avec laquelle les députés des « coordinations » lycéennes avaient rejeté la médiation des pouvoirs politiques, en novembre dernier. Les lycéens eux-mêmes n'ont guère de penchants militants. Un seul d'entre eux sur dix serait prêt à devenir membre d'un parti (contre six qui se disent prêts à faire partie d'une association pour la défense de l'environnement).

L'enquête d'Annie Percheron pose ainsi les questions qui sont sur toutes les lèvres en quête de jeunes suffrages : d'où proviennent l'abstention, la volatilité électorale et les choix politiques ? Quelles peuvent être les prédispositions familiales acquises avant l'âge de voter ?

Se tenir à distance des hommes et des partis politiques, note-t-elle tout d'abord, ne signifie pas qu'il y ait absence totale d'identification : 29 % seulement des quinze-vingt-quatre ans déclarent ne pas avoir de préférences partisans, soit seulement sept points de plus que la moyenne adulte.

En outre, l'équilibre entre les positionnements à droite et à gauche reste sensiblement le même chez les jeunes et chez les moins jeunes. Contrairement aux idées reçues, les quinze-vingt-quatre ans partageraient même aujourd'hui, un peu plus qu'il y a quinze ans, les préférences de leurs parents (64 % en 1989, pour 57 % en 1975), avec, cependant, une attirance un peu plus marquée pour

les « Verts ». « Alors qu'en 1975 les enfants étaient ceux qui ont subi le degré de libéralisme de leurs parents, beaucoup plus permissifs qu'eux, explique Annie Percheron, aujourd'hui, les parents rigoureux transmettent leur rigueur à leurs enfants et les parents permissifs leur permissivité. » Obscures par les problèmes de l'emploi et de la formation, les adolescents des années 90 ont surtout totalement dédramatisé les enjeux politiques au sein de la famille.

Désaffection électorale

« La construction de l'univers politique et la formation de l'identité politico-sociale dans l'enfance », note la sociologue, s'effectuent selon les mêmes mécanismes et les mêmes processus (qu'il y a quinze ans). Mais la dédramatisation du politique au sein de la famille, ajoutée au changement des priorités dans l'éducation (53 % des parents déclarent ne pas trouver grave que leurs enfants aient des opinions différentes des leurs), a profondément changé les conditions dans lesquelles se développe la socialisation politique des enfants. « Au lieu de recevoir l'héritage des valeurs, les héritiers le trouvent en charge les yeux grands ouverts. La transmission signifie moins que jamais reproduction d'un schéma de comportements, et moins que jamais elle ne garantit stabilité et fidélité des choix électoraux. »

Placés devant l'urgence des choix scolaires, les adolescents reculent d'autant leurs choix politiques. Car leur insertion politique va de pair avec leur insertion professionnelle. D'où la désaffection des jeunes sur les listes électorales...

J.-M. DY

(1) « Pour une restructuration de l'éducation et de l'instruction civique ». Le Débat, mars 1985.

(2) La formation du civisme des jeunes. Cevipol, février 1991. On se reporterait également utilement à l'article d'Annie Percheron « Faire la politique », le Monde, mai 1991.

Des étudiants de plus en plus nombreux

Contrastes Nord-Sud

STRASBOURG
de notre correspondant

L'ACCROISSEMENT des effectifs étudiants, aussi sensible dans les universités africaines qu'européennes ou nord-américaines, peut être cavalcadant et compromettre d'autres missions, comme la recherche : c'est l'une des principales observations du colloque qui vient de tenir à Strasbourg, Nancy et Bâle (Suisse) le Groupement international des secrétaires généraux d'universités francophones, avec quelque soixante-dix participants québécois, suisses, belges, français ou africains.

Le thème choisi - « L'université nouvelle, université de masse ? » - a suscité, en effet, des témoignages très contrastés. Les universités d'Europe sont d'abord confrontées à d'importants problèmes de construction : Armand Frémont, directeur de la programmation et du développement universitaire au ministère de l'Éducation nationale, en a donné la mesure. « En quatre ans, le budget des constructions universitaires en France est passé de 300 millions de francs à 1,5 milliard, et cette somme devra prochainement doubler. »

En revanche, les universités d'Afrique voient leurs marges de crédit fondre dans les dépenses de fonctionnement - l'ac-

cueil, le logement, la nourriture aux étudiants - au point que la recherche s'y trouve souvent qu'une place confidentielle. « Nous constatons que, dans certaines universités nord-américaines, la recherche est presque entièrement financée par le privé : rien à voir avec notre situation », explique par exemple M^{me} Daye Niang, secrétaire générale de l'université de Dakar (Sénégal).

Le colloque strasbourgeois a également étudié la diversification des publics étudiants et des enseignements. Au Québec comme en Europe, la coexistence universitaire, le souci de formation technologique et d'une meilleure adaptation au monde du travail amènent à élargir la palette des enseignements. En revanche, l'Afrique noire souffre de s'offrir souvent que des formations incomplètes alors même que l'université y joue un important rôle social. « Nous ne sommes pas à la même heure ni peut-être au même siècle », a expliqué Malam Ari Boukar, secrétaire général de l'université de Niamey (Niger).

Les délégués africains espèrent pourtant beaucoup des rencontres avec leurs collègues de l'hémisphère nord, notamment pour provoquer des coopérations interuniversitaires. Le français, leur langue commune, est pour cela un atout important.

JACQUES FORTIER

Déferlante à Nice

NICE
de notre correspondant

L'UNIVERSITÉ de Nice-Sophia-Antipolis accueillera, à la rentrée prochaine, mille étudiants supplémentaires, et la crue des effectifs devrait se poursuivre jusqu'en l'an 2 000. Cela suffit à expliquer l'inquiétude des responsables des facultés de sciences, de droit et de lettres. « Dès la rentrée prochaine, nous approcherons du point de rupture », constate M. René Crisanti, doyen de la faculté de droit. Face à l'augmentation constante des étudiants, nous manquons de professeurs, de locaux, de crédits de fonctionnement et de personnel administratif. Nous avons tenu grâce à des efforts de gestion, à la bonne volonté de tout le monde, mais nous n'avons plus de marge de manœuvre. »

Les chiffres ne manquent pas pour illustrer la surpopulation des amphithéâtres : sept mille étudiants en fac de lettres, qui n'en devaient accueillir que trois mille ; six mille inscriptions en fac de droit, qui n'en devaient accueillir que deux mille trois cent cinquante étudiants. Même s'il estime que ces chiffres sont un peu larges, le président de l'université, Michel Bornaio, reconnaît que la rentrée prochaine se déroulera dans une certaine tension, malgré un récent arbitrage gouvernemental qui permettra de débloquer un crédit de 6,3 millions de francs destinés à l'aménagement de deux amphithéâtres en faculté des sciences pour la fin de l'année 1991.

JEAN VERDIER

« La situation la plus alarmante est en faculté de droit », explique le président Bornaio. Nous n'avons pas pu construire les salles de cours supplémentaires pour des raisons administratives, notamment des permis de démolition d'anciens bâtiments, qui n'ont pas encore été délivrés. Pour l'année qui vient, l'université de Nice devra étudier des aménagements techniques pour absorber le surplus d'étudiants. La présidence envisage des heures d'ouverture plus large ou la location de locaux supplémentaires à d'autres administrations.

« Mais ne pleurons pas misère », ajoute cependant M. Bornaio. Et il cite l'augmentation des crédits pour la bibliothèque (950 000 francs en 1988, 2 750 000 francs en 1991) et pour le renouvellement du matériel pédagogique (840 000 francs en 1988, 2 millions prévus pour 1991).

L'université de Nice-Sophia-Antipolis doit, en réalité, faire face à une très forte pression démographique, soixante mille de la Côte d'Azur et de l'installation de familles de cadres embauchés sur le technopôle de Sophia-Antipolis. « Toutes les universités vont subir, d'ici à 1995-1996, un boom démographique », explique le président Bornaio. Nice aussi, mais, chez nous, il va s'amplifier au cours des années suivantes : nous sommes la première académie, après Créteil, pour son taux de scolarisation en maternelle et en primaire. »

ISTH
B.T.S.
comptabilité/gestion
commerce international
action commerciale

JOURNÉES PORTES OUVERTES
les 8 et 10 juillet à 17 h 45
Centre Auteuil 42 24 10 72

LA PERFORMANCE C'EST L'ISTH

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ESC TOULON

36.15 LE MONDE

Tapez RES

ISTH
SCIENCES PO
PARIS
Stages intensifs d'été
du 24 juillet au 29 août
Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35
Centre Auteuil 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

مكتبة النجف

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Les matamores

par Jean-Yves Méridol

Le gouvernement est conservateur en matière d'enseignement supérieur. C'est une affaire entendue. Bien sûr, quelques observateurs attentifs ont cru déceler des changements ces trois dernières années : revalorisation du salaire des enseignants du supérieur, tentative d'accorder plus d'autonomie aux universités par la politique contractuelle, construction de plusieurs préfabriques en attendant les bâtiments en dur, promesses de bourses et de bourses de bourses. Mais le gouvernement la dit lui-même, tout cela n'était que brouilles et les trois ans de relatif surplace que l'on vient de connaître ont permis, dans le calme, le mûrissement d'un projet remarquable, unique et extraordinaire. On va maintenant « rénover les enseignements supérieurs pour les adapter au monde du vingt et unième siècle ». Rien que ça.

Mais, la même semaine, le gouvernement retirait deux projets qui furent en leur temps urgents et importants. L'un consistait à faire passer les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques de deux ans à un an. L'autre réformait les modalités de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur.

Ainsi, l'ambition d'hier peut devenir le renoncement d'aujourd'hui. Rien de plus banal. Et demain ?

Le conseil des ministres du 26 juin vient notamment d'adopter un canevas de réforme des premiers et seconds cycles.

Depuis trois ans que l'on en parle, c'était devenu l'Arlésienne. Mais ceux qui disent que trois ans pour arriver là, c'est un peu long, sont injustes : le ministère avait su travailler plus vite puisqu'une grande partie de ces projets étaient prêts depuis avril 1990 et devaient être publiés en septembre 1990. Pourquoi cela ne s'est pas fait ? Parce qu'il y a tout à coup été découvert que rénover la seconde cycle avait le premier défaut d'être pas logique. Cet argument de bon sens aurait été plus convaincant si les projets de rénovation du premier cycle élaborés en juin 1989 n'avaient pas été abandonnés en septembre 1989, eux aussi. Donc trois ans après l'installation de ce ministère, ni les premiers ni les seconds cycles n'ont connu la moindre modification. La politique des « petits pas » s'est transformée en marche sur place. Du coup, pour rattraper le retard pris, on tente maintenant le triple saut.

Admettons, pour simplifier, que ces projets aboutissent. Reste à les appliquer. Pendant les six dernières années, on a laissé, sans un geste de compréhension ou de sympathie, les équipes s'occuper des premiers cycles — quand elles existent — se décourager peu à peu. Et on peut croire, en haut lieu, qu'un texte qui n'a été discuté nulle part soit promptement appliqué partout ! Seuls les idées listées de la circulaire ou les nostalgiques de l'Université napoléonienne l'imaginent encore.

L'administration centrale de l'enseignement supérieur a certes été remodelée en 1989. Mais rien de vraiment concluant n'a été fait pour transformer cette antique machine à contrôler — d'ailleurs si peu et si fictivement — l'application des textes réglementaires en un service capable d'aider les universités, de faire connaître et d'évaluer les initiatives locales.

Changer de méthode

Même chose pour les deux projets qui viennent d'être abandonnés ou au moins retardés. C'est depuis décembre 1989 que le ministère parle de la nécessité de modifier les modalités de recrutement des enseignants du supérieur pour assurer plus d'autonomie aux établissements. On aurait pu commencer par prendre des mesures provisoires, modestes, allant dans ce sens. La modestie, fût-elle efficace, est trop suspecte pour que le ministère s'en contente. Tant pis si le projet, pourtant intéressant, devant passer par la voie législative, s'enlise dans une fin de session parlementaire peu reluisante.

Mêmes causes, mêmes effets avec les classes préparatoires. Voilà un bel exemple de « dialogue fracassant ». Est-ce que le singulier de « dialogue » ne signifie pas « dialogue » ? Le doublement du nombre d'ingénieurs diplômés chaque année, exigence présiden-

tielle, doit-il s'accompagner du doublement du nombre d'étudiants en classes préparatoires scientifiques ? Et de quelle façon ces prépaes pourront encaisser le choc ? Mais il y a fallu trois ans pour que le ministère pose publiquement la question au tantôt brutallement un passage en force qui a échoué. Bilan : les lobbies sont montés au créneau, le champ est miné, chacun est sur ses gardes, et il faudra des années pour oser en reparler.

Le gouvernement rêve d'un pelai idéal pour l'Université. Contrairement à ses prédécesseurs immédiats (gouvernements Fabius et Chirac), il a su mesurer l'ampleur des efforts à faire. Cela est à porter au crédit du ministère de M. Jospin : le nombre d'étudiants augmente encore, mais plus lentement que si on avait continué sur la lancée de la décennie précédente, et chaque étudiant réussit — ou presque — à sauvegarder sa petite part d'emploi ou de salle de travaux dirigés. Ce qui est loin d'être négligeable. Mais si, pour construire ce pelai idéal, on continue à creuser des trous sans consolider les projets plus anciens encore bien fragiles, on pourra bientôt contempler un champ de belles ruines. Il faut donc arrêter de creuser et modifier d'urgence.

Jean-Yves Méridol est professeur de mathématiques à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

SOURCES

Nébuleux « projets d'établissement »

« Faites des projets ! » Apparue discrètement dans les textes officiels à l'occasion de la rénovation des collèges, vers 1982, la notion de « projet » est aujourd'hui au cœur de tous les discours ministériels. Lionel Jospin l'a consacrée définitivement en faisant du « projet d'établissement » la pierre angulaire de la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Mais, dans un système scolaire qui reste très hiérarchisé et centré sur la relation individuelle de l'enseignant avec sa classe, prendre ce mot d'ordre au pied de la lettre suppose que l'on opère une petite révolution des habitudes et des mentalités.

Or on constate, le plus souvent, un décalage impressionnant entre les intentions affichées par le ministère et leur application concrète dans les établissements. Faute d'une définition précise et pragmatique de cette nouvelle politique, et d'une mise en place, au plus près des établissements, des instruments de pilotage et des outils de formation nécessaires, le projet d'établissement n'est encore, bien souvent, qu'une coquille vide, simple addition de projets pédagogiques disparates et éphémères.

Le dernier numéro des *Cahiers pédagogiques*, consacré au projet d'établissement, devrait constituer un guide précieux pour tous ceux, enseignants et chefs d'établissement, qui souhaitent promouvoir une démarche collective de travail et lui assigner des objectifs précis de réussite scolaire. A travers des cas concrets — sans doute pas assez nombreux — et des témoignages d'universitaires, de formateurs ou d'acteurs de terrain, sont tracées de nombreuses pistes de travail et de réflexion : quels sont la place du chef d'établissement et la part de la formation dans l'élaboration d'un projet collectif ? Comment privilégier le rôle de l'élève et de son « projet » personnel ?

Plusieurs articles sont consacrés à l'évaluation du projet d'établissement, présentée comme une nécessité par la loi d'orientation mais dont la mise en œuvre reste encore, pour l'essentiel, du domaine de la recherche. C'est le cas, par exemple,

des expériences d'« audit » d'établissements scolaires conduites dans l'académie de Bordeaux ou de l'apparition, dans l'académie de Nice, d'un groupe de « consultants », rattachés au rectorat, chargés d'apporter une aide logistique et méthodologique aux établissements scolaires. Mais ces initiatives sont encore balbutiantes et surtout isolées. Sollicité par la revue, M. André Legrand, directeur des lycées et collèges au ministère, insiste sur la nécessité de « diffuser les expériences grâce à une politique active de communication ». Et il rappelle qu'« un dispositif d'animation et de coordination d'ensemble » de la politique des projets d'établissement a été mis sur pied, depuis deux ans, par l'administration centrale. « Autonomie, responsabilité, évaluation sont les nouveaux réflexes que se donne la machine administrative », écrit encore M. Legrand. A en croire les nombreux témoignages qui émaillent ce numéro des *Cahiers pédagogiques*, les responsables locaux attendent toujours les retombées de la mutation annoncée.

Ch. G.

► Les *Cahiers pédagogiques* n° 292-293, mars-avril 1991.

■ Les vacances des 4-18 ans. — Durant l'été 1990, 20 % des 4-18 ans ne sont pas partis en vacances. C'est ce que révèle un sondage réalisé en octobre 1990 par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. On apprend aussi que, pour ceux qui partent, la durée moyenne des vacances d'été est de trente et un jours. Et que l'immense majorité de ceux qui restent, particulièrement les 8-11 ans, n'ont accès à aucune structure organisée. Le frein financier est bien sûr la première cause de non-départ, puisque 40 % des enfants dont les parents disposent de moins de 5 000 francs mensuels ne partent pas du tout en vacances. On constate, enfin, des disparités régionales très fortes : 92 % des jeunes de la région parisienne sont partis durant l'été 1990, 68 % des jeunes du Nord, 63 % de ceux de l'Est.

COURRIER

Des profs à la dérive ?

J'ai lu avec intérêt l'article que M. Guarin a intitulé « Collèges à la dérive » (*Le Monde* du 27 juin), et dans lequel il évoquait la situation difficile — c'est un euphémisme — que connaissent divers collèges de la banlieue parisienne. Le tableau est saisissant : « profs en état de choc, candidats ou départs », évocation apocalyptique des rapports entre élèves et enseignants... J'imagine les frissons d'horreur par lesquels ont dû passer nombre de vos lecteurs, en lisant M. Guarin. (...)

Ce reportage dantesque pêche sur quelques points. Présenter les professeurs en état de « déprime » et échanger sur leurs « déviances » sous l'étiquette de « dérive », c'est se moquer du monde. Il arrive, certes, que l'on soit exaspéré par l'attitude et le comportement inqualifiables de certains individus dont je m'explique mal la présence et le maintien dans un établissement scolaire — mais que font-ils ailleurs, les pauvres chers, nous dit l'administration ? Mais de là à ce que les professeurs soient « en état de choc », je n'ai pour ma part guère vu d'enseignants qui aient baissé les bras et je tiens à exprimer avec force mon respect à tous ceux qui — nous étonna dans la même galère — ont fait face, en restant dignes, à des « élèves » dont certains ont oublié (ou n'ont jamais su) ce que signifie ce mot « respect », de l'autre et de soi.

Le pire (qui confine à la désinformation), M. Guarin l'a cependant réservé pour la fin (quelle « chute », en effet, pour un papier aussi puissamment évocateur...). Je la cite : « Pourquoi, chez ces enseignants, ce refus farouche de ce qu'ils appellent « la fuite en avant », cette condamnation de « toute réforme » dans les collèges de banlieue ? Mais combien, parmi vos lecteurs, savent que, dans ce pays aujourd'hui, il suffit à un élève d'avoir douze ans pour être admis en sixième, quels que soient son niveau et ses compétences ? Cela signifie, en clair et très pratiquement, qu'en septembre prochain seront admis en sixième, sortant du CE 2, des élèves âgés de douze ans, qui auront été scolarisés tardivement, et que l'on empêchera de suivre le CM 1 et le CM 2. On croit rêver... Mais l'on imagine combien ils s'épanouiront au collège ! Je ne sais si M. Guarin a des enfants ; elle se réjouirait sans doute de les savoir dans de telles classes hétérogènes comme on dit, puisque s'y côtoieraient des élèves à peu près analphabètes et d'autres qui, ne l'étant pas, y perdraient une bonne partie de leur temps. « Pas de rélegation, pas de redoublement autoritaire, nous sommes dans la bonne voie », se félicite M. Jospin, le ministre. Et M. Guarin d'applaudir. Comme elle le dit si bien pour conclure, notre profession en effet « a progressivement perdu tous ses repères » !

ALAIN GORIUS
(enseignant en collège)

Retour aux lycéens

Il vaut la peine de revenir sur le sondage de SCP Communication sur les lycéens publié dans *Le Monde* du 30 mai. Certains points n'ont peut-être pas été mis en valeur autant qu'ils le méritaient.

■ « Les études sont d'abord faites pour trouver un métier. » Cette opinion recueille l'adhésion de 51 % des lycéens. Si cette opinion est également celle des responsables des établissements d'enseignement, le travail d'orientation devrait y occuper une place centrale. Les IUFM, nouvelles structures destinées à former les enseignants de tous niveaux, devraient faire une place de choix à l'approche éducative en matière d'orientation, selon les méthodes mises au point pendant le dernier quart de siècle par Genevieve Latreille et un certain nombre de spécialistes québécois. On ignore trop que cette approche continue à être développée et approfondie dans le cadre de l'association Trouver-créer, sise dans la région lyonnaise. L'orientation n'y est pas vue seulement comme un système d'information, mais comme un long processus de maturation au cours du temps que favorisent un certain nombre d'éléments qui relèvent à la fois de l'enseignement et des conditions de vie dans les établissements scolaires, ainsi qu'à l'extérieur.

■ Une institution qui fonctionne mieux qu'on ne le dit. Le sondage révèle un niveau de satisfaction élevé à l'égard de l'enseignement et des professeurs (74 % dans les deux cas). Dans le deuxième cycle des lycées, 43 % jugent les relations avec les professeurs agréables et 39 % distantes.

La distance d'est pas nécessairement négative, un certain nombre d'élèves préférant garder leur qualité de soi, leur liberté de non-implication étant ainsi sauvegardée.

■ Une vision dévalorisée du travail et de l'emploi. 26 % seulement des lycéens disent rechercher un épanouissement dans le travail. L'emploi n'est pas vu dans une perspective d'épanouissement personnel. Cela traduit un manque flagrant de communication entre parents et enfants à ce sujet. Les parents donnent à leurs enfants une image dévalorisée de leur métier et de leur activité professionnelle. (...)

■ Le risque chômage est surévalué. 86 % y voient une menace réelle. Cette crainte est très exagérée. Le risque de chômage est faible pour la grande majorité des lycéens. L'économie française et européenne leur offre des opportunités comme peu de générations en ont eu. L'appareil productif a besoin d'eux, y compris de ceux qui ne poussent pas très loin leurs études. Le langage des enseignants serait ici à surveiller. La majorité des enseignants qui bénéficient de la sécurité de l'emploi ne devraient pas susciter ou entretenir une psychose de peur face à l'avenir en idéalisant leur passé ou en se livrant à une fausse valorisation de leur réussite professionnelle au détriment des espérances de la nouvelle génération. (...)

■ La vie professionnelle est vue comme un lieu d'investissement relativement faible. 35 % seulement voient une priorité à la réussite de la vie

professionnelle. (...) Plutôt que d'un effondrement de la valeur-travail, il s'agit d'une appréhension de l'avenir, qui est en réalité une appréhension erronée de l'avenir.

De l'intéressant sondage SCP Communication se dégage la priorité à accorder aux problèmes de communication entre les professionnels, les enseignants et les élèves. Dans un monde où la référence parentale joue plus de la même façon et où il est de plus en plus difficile de se repérer dans une situation économique marquée à la fois par la complexité et la mobilité, le travail d'orientation devrait devenir l'axe central des établissements d'enseignement.

HUGUES PUEL

Maître de conférences à l'université Lumière (Lyon-II) et secrétaire général de l'association Economie et humanisme.

LES MEILLEURES CHANCES DE SUCCÈS.

Le Collège du Léman dispense un enseignement et une éducation de haut niveau ouvrant les portes des grandes universités. Préparation aux examens de : Baccalauréat français, séries A, B et C. Maturité fédérale suisse, types C et E. L.C.S.E., U.C.E. "A" Level et C.E.E.B. (section anglo-américaine).

Collège du Léman

10, rue de la République, 69001 Lyon 3. Tél. 04 78 28 28 28. 2001 Montmélian (Savoie) 73100. Tél. 04 79 28 28 28.

CHOISIR L'E.D.C.

- Admission sur concours au niveau Prépa ou Bac + 1.
- Deux stages longue durée en entreprise pendant les 3 années d'études.
- Un 3^e cycle de spécialisation : Management commercial et marketing direct - Audit financier et comptable - Droit européen.
- Des jumelages avec de grandes

écoles et universités de Dallas, Londres, Nottingham, Brême, Hambourg, Madrid, Montréal, Groningen.

- Un diplôme officiellement reconnu par l'Etat... et les entreprises.
- Un enseignement dont l'efficacité est confirmée par la réussite des anciens élèves.

CONCOURS 16-17-18 Juillet



SERVICE CONCOURS
70, galerie des daniels - La Défense 1 - 92400 Courbevoie
Tél. : 47.73.63.41

établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

(Publié) UNIVERSITÉ DE NANTES
UNIVERSITÉ DE NANTES
FACULTÉ DE DROIT
FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DES SCIENCES POLITIQUES
D.E.A. DES SCIENCES JURIDIQUES DE LA MER
Double Sceau
Diplôme nouveau
Initiation à la recherche et enseignement doctoral en Droit international, Droit administratif, Droit interne, appliqués aux espaces, ressources et activités de la Mer.
Cours, séminaires, méthodologie, anglais, informatique, rédaction d'un mémoire.
Inscription jusqu'au 1^{er} OCTOBRE 1991.
Faculté de Droit et des Sciences économiques de Nantes, professeur T. BEN SALAH, 12, rue de Kerguelan, B.P. 331, 44373 BREST Cedex. Tél. : 98-31-60-30.
Faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes, professeur A. FENET, chemin de la Censée-du-Tertre, B.P. 1004, 44036 Nantes Cedex 01. Tél. : 40-23-22-28.

Université de BORDEAUX-I
D.E.S.S.
"ACHAT INDUSTRIEL DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES"
Directeur de la Formation : Professeur Y. DANTO
Une double compétence : Technique et Commerciale
Objectif : Former en un an les futurs responsables de l'achat de composants électroniques par une spécialisation de 360 heures en technologie de la microélectronique (qualité, fiabilité et analyse des composants), un technicien de l'achat industriel (économie et gestion) et en anglais (100 heures).
Admission : - Étudiants titulaires d'une maîtrise scientifique : EEA, MST électronique, télécommunications... - Ecoles d'ingénieurs.
Renseignements et retrait des dossiers d'inscription :
D.L. - UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I
351, cours de la Libération, 33405 TALENCE CEDEX
Tél. : 56-84-65-41 - Fax : 56-37-15-45

(Publicité)

Pour une véritable Europe de la culture

En 1989, les auteurs, les artistes et les producteurs s'étaient déjà dressés dans toute l'Europe pour que la première loi européenne sur la télévision, la directive *Télévision Sans Frontière*, ne détruise pas les dispositifs nationaux qui garantissent la création et qui sont toujours suspectés, dans « l'idéologie communautaire », d'entraver la réalisation du Marché unique idéal.

Or, tout le monde sait que si ce fameux marché n'est pas aménagé, le développement de la création européenne est gravement compromis, facilitant l'importation massive de produits provenant d'autres continents.

Nous vous avons cru, Monsieur Delors, quand vous avez déclaré : « La culture n'est pas une marchandise comme les autres et on ne doit pas la traiter comme telle. »

Nous avons cru alors que les règles brutales et simplistes, valables pour la chaux ou la conserve, ne devaient pas être appliquées aux œuvres d'imagination qui expriment le génie propre d'un peuple.

Loi d'avoir inventé une véritable politique du cinéma et de la télévision, les services de la Commission de Bruxelles s'en prennent à nouveau aux frères protections que les gouvernements avaient mises en place.

Le gouvernement français est attaqué sur les quotas ; les communautés belges sont inquiétées

pour leur politique d'aide aux radiodiffuseurs nationaux ; la récente loi italienne sur la télévision, qui crée également des quotas de protection, est menacée.

Toute définition des quotas donnant la priorité aux œuvres par lesquelles un auteur s'exprime réellement (fiction, animation, documentaire) serait abandonnée au profit de la définition-passe-ports de Bruxelles.

Quand les Eurocrates comprendront-ils qu'on ne construira pas une industrie européenne puissante et qu'on ne développera pas de vraies coproductions européennes sur les ruines des industries nationales ?

Le 7 juin dernier, les douze ministres de la culture eux-mêmes ont lancé un cri d'alarme, en demandant « qu'il ne soit pas porté atteinte à la capacité des Etats-membres de préserver l'équilibre des activités créatives et artistiques ».

Nous demandons au conseil des ministres de la Communauté et à la Commission de donner raison aux ministres de la culture.

Nous demandons à Monsieur Delors, à la Commission, à ses services, de revenir à la réalité, de cesser de détruire avant d'avoir édifié une véritable politique du cinéma et de la télévision digne du génie multiple des peuples de l'Europe.

Voici les 967 premiers signataires :

Philippe AGOSTINI, Chantal AKERMAN, Catherine ALLEGRET, René ALLIO, Claude ALRAN, Denis AMAR, AMARANDÉ, Jean-Pierre AMETTE, Marcel AMONT, Claude AMY, Jean ANDERSSON, Paul ANDREOTA, Jean-Jacques ANDRIEN, Michel ANDRIEU, Roger ANDRIEU, ANGELAULT, Michèle ANGOT, Jean-Jacques ANNAUD, Louis ARBESSE, Alexandre ARCADY, Dominique ARDEN, Niels ARESTRUP, Rodolphe MAURICE ARLAUD, ARMANDINO, Michel ARNAUD, François ARNOUL, Danièle ARON, Régine ARTARIT, Éric ASSOUS, Gérard ASTOR, Alexandre ASTRUC, Liliane ATLAN, d'ATTAINVILLE, René AUBRY, Jacques AUDIARD, Stéphane AUDRAN, Béatrice AUDRY, Jean AUDUREAU, Gabriel AUER, Antonio AVATI, Pupi AVATI, C. AZERTHOPE, Genevieve BAILLAC, Dominique BAILLY, Josiane BALASKO, Jean BANY, Angelo BARBAGALLO, BARBELAURENT, Anne BARBEY, Pierre BARBIER, Jean BARBIER, Juan-Antonio BARDEM, Paul BARGE, Sophie BARIAC, Claude BARMAN, Marie-Christine BARRAULT, Rictor BARRIER, Reine BARTHEW, Raymond BARTHE, Hervé BASLE, Primo BASSO, Jean-Pierre BASTID, François-Régis BASTIDE, Nathalie BAYE, Jean-Bernard BEAUCHAMP, Alain-Yves BEAUJOUR, Paul de BEAUMONT, Jean de BEER, Gilles BEHAT, Jean-Jacques BEINEIX, André BELAMICH, Jean BELLAY, René BELLETTO, Marco BELLOCCHIO, Yannick BELON, Jean-Paul BELMONDO, Véra BELMONT, André BENEDETTO, Jean-Louis BENOIT, Patrick BENQUET, Jacques BENS, Georges BENSOUSSAN, Juliette BENZONI, Luc BERAUD, José BERGMANS, Ingrid BERGMAN, Jacques BERNARD, Alain BERNIER, Roger BERNSTEIN, Luc BÉRON, Claude BERRI, Fernand BERST, Michel BERTHON, Charles BERTIN, Stéphane BERTIN, Annie BERTIN, Guy BERTRET, Jean-Louis BERTUCCELLI, Ferny BESSON, Luc BESSON, Éric BILLARD-SARRAT, François BILLETDOUX, Charles BITSCH, Gérard BLAIN, Dominique BLANC, Marc BLANCHARD, Jean-Louis BLANZAT, Bertrand BLIER, Jean-Jacques BOCH, Didier BLONAY, Marcel BLUWAL, Marc BOERI, François BOESPFLIG, Marc BOIS, G. BOISLUS-LAMBALE, Janine BOISSARD, Denis BOISSIER, Claude BOISSOL, Pascal BONAFOLX, Denise BONAL, Michel BONNET, Valérie BONNIER, A. BONNOT, Jean-Marie BORZEIX, Simon BOSANQUET, Albert BOSSY, J. BOUCHAUD, Pierre BOUCHET, Patrick BOUCHITEY, Alphonse BOUDARD, Robert BOUDET, Évelyne BOUX, Gilles BOULAN, Antoine BOURBON, Thierry BOURCY, Catherine BOURDET, Pierre BOURGAYE, Jeanne BOURIN, Antoine BOURSEILLER, Henri BOURTAYRE, Roger BOUSSINOT, Pierre BOUTRON, Pascale de BOYSSON, Charles BRABANT, Gérard BRACH, Jacques BRAL, Claude BRAMI, Jean-Michel BRANQUART, Patrick BRAOUDE, Geneviève BRAY, Catherine BREILLAT, Robert BRESSON, François BRINCOURT, Jean-Claude BRISSEAU, Michèle de BROCA, Philippe de BROCA, Hervé BROMBERGER, Claude BRULÉ, Yves BRUNIER, Franco BRUSATI, Joanna BRUZDOWICZ, Reine BUD-PRINTENS, Susan BURGE, Joyce BUNUEL, Juan-Luis BUNUEL, M.-H. CABRIDENS, Raymond CAILLAVA, Henri CALEF, Gérard CAMOIN, André CAMP, Jean CANOLLE, Michel CAPOTO, Pierre CARDINAL, Claudia CARDINALE, Henning CARLSEN, Jean CARMET, Claude CARON, Leslie CARON, Fabio CARPI, Jean-Yves CARRÉE LE BESQUE, Jean-Paul CARRÈRE, Jean-Claude CARRIÈRE, Grégoire CASADESUS, Jean-Pierre CASSEL, Colette CASTANO, Raymond CASTANS, Philippe CAUBERT, Jean CAUBERT, Pierre CAVASSILAS, Fabrice CAZENÈVE, Jean CAZES, Daniel CECCALDI, Clémentine CÉLARIÉ, Jacques CHABANNES, Denise CHALEM, Jacques CHAMPREUX, Koukou CHANSKA, Bruno CHAPPELLE, Jean CHAPOT, Madeleine CHAPSA, François CHARDIAUX, Freddy CHARLES, Aristide-Christien CHARPENTIER, Jacques CHARRPENTIER, Charles CHARRAS, Janine CHARRAT, Georges-Olivier CHATEAUREYNAUD, Etienne CHATILLIEZ, François CHAUMETTE, Claude-Pierre CHAVANON, Charles CHAYNES, Patrice CHEREAU, François CHESNAIS, Pierre CHESNOT, Maurice CHEVIT, Jean CHEVRIER, Jean-Marc CHOTTEAU, Laurent CHOUCHAN, Henri CHOUKROUN, Elie CHOURAQUI, Emmanuel CIEPKA, Dominique CIER, Philippe CLAIR, Georges-Emmanuel CLANCIER, Paul CLAUDON, Christian CLAVIER, Antoine de CLERMONT-TONNERRE, Adrienne CLOSTRE, Didier COHEN, Jean-Marie COLDEFY, Pierre COLIN-THIBET, Simone COLLET, Henri COLPI, Jean-Louis COMOLLI, Nina COMPANNEZ, Philippe CONDOYER, Mariette CONDOYER, Claude CONFORTES, Marius CONSTANT, Gérard CORBIAS, Enzo CORMANN, Alain CORNEAU, Jean CORREA, Serge COSTA, Constantia COSTA-GAVRAS, Béatrice COSTANTINI, Gilles COSTAZ, Roland COSTE, Jean-Claude COTILLARD, Carle COTTI, Claude COUDERC, René COUDERC, Pierre COUR, Yves COURRIERE, Francine COURTIN-LANCELOT, Ronny COUTTEURE, Jacques COUTUREAU, Jean COUTURIER, Dominique CRÉVECOEUR, Georges CROSES, Marie-Thérèse CUNY, Maurice CURY, Bernard DA COSTA, Jean-Michel DAMASE, Jean DANET, Yves DANGERFIELD, Simon DANIEL, Miréille DARC, Jean-Claude DARNAL, Bernard DARTIGUES, Martine DAUVERGNE, René DAVID, Jacques DEBARV, François DEBRÉ, Alain DECAUX, Jacques de DECKER, Didier DECOIN, Bernard DECOLY, Philippe DEFANCE, Bruno DEGAY, Jean-Paul DEKISS, Gérard DELANGLE, Jean DELANNOY, Guy DELAUNAY, Renée DELMAS, Danièle DELORME, Raphaël DELPOND, Paula DELSO, André DELVAUX, Claude DEMARIGNY, Alain DEMOUZON, Lily DENIS, Jean-Pierre DENIS, Gérard DEPARDIEU, Lise DERAMOND, Jacques DERAY, Philippe DERREZ, Jean-Pierre DESAGNAT, Claude DESAILLY, Sophie DESCHAMPS, Gérard DESSALLES, Michel DEVILLE, Rosalinde DEVILLE, Marie DEVORT, Raymond DEVOS, Bernard DEYRIES, Jérôme DIAMANT-BERGER, Graziano DIANA, Jacques DOILLON, Jacques DOPAGNE, Jean-Pierre DOPAGNE, Jacques DORFMANN, André DORIN, Françoise DORIN, Bruno DOUCE

DE LA SALLE, Mathilde DOUGNAC, Michel DOUGNAC, David DRACH, Jean DREVILLE, Joseph DRIMAL, Jean-Marie DROT, Bernard DUBOIS, Charlotte DUBREUIL, Michel DUCHAUSOY, Philippe DUCREST, Louis DUCREUX, Maurice DUGOWSON, Philippe DUMARCAV, Pierre DUMAYET, Annie DUPREY, Claude DUPOND, Claude DUPONT, Micheline DUPRÉ-WAVER, Michel DURAND, J. DUSAPIN, Pascal DUSAPIN, André DUSSOLIER, Raymond DUTHEROQUE, Henri DUTILLIEUX, Michel DUVERNEY, Yves ELLENA, Jacques EMMANUEL, Paul EMOND, Robert ENRICO, Toff ERHAT, Jacques ERTAUD, Jacques FABBRI, Jean FAILLER, Louis FALAVERNA, Bernard FALCICOLA, Isabelle FAMON, Jacques FANSTEN, Tewfik FARES, Gabrielle FAURE, Michel FAVART, Jacques FAYET, Francis FEHR, Federico FELLINI, Jean-Noël FENWICK, René FERRE, Etienne FERNAGUT, Pierre FERRARI, Marc FERRIER, Martine FERRIERE, Jean-Pierre FERRIERE, Daniel FINOT, Hans Peter FITZ, Peter FLEISCHMANN, Suzanne FLOIN, Jean-Marcel FLORENSA, Guy FOISSY, Gérard FOLLIN, Emmanuel FONLADOSA, André FONTAINE, Mios FORMAN, Guy FOURNIER, Alain FRANCK, Pierre FRANCK, Serge FRIEDMAN, Stéphane FRONTES, Maurice FRYDLAND, Gérard FRYDMAN, Etienne FUZZELLER, Frédéric GAGNIN, Raymond GAILLAVA, Philippe GALARDI, Henri GALLISSIAN, Fatima GALLAIRE, Dino GAMBINI, André GANGEAUD, Henri GARCIN, Ginette GARCIN, Pierre GASCAR, Alain GAUTE, Gilles GAY, Xavier GELIN, Michel GENOUX, Elisabeth GENTET, Gilles GÉRARDIN, Nicolas GESSNER, Laurent GHARIBIAN, GILES, André GILLOIS, Pierre GILLON, René GILSON, Christian GION, José GIOVANNI, Bernard GIREAUDEAU, Jean-Rémy GIRERD, Francis GIRON, Yvon GIVERT, Sergio GOBBI, Jean-Luc GODARD, Luc GODEVAIS, Janel GODIN, Daniel GOLDENBERG, Gilbert de GOLDSCHMIDT, Didier GOULARD, Jean GOURGNET, Christine GOUZE-RENAUD, Albert GOVATTON, Gérard GOZLAN, Sébastien GRALL, M. GRAND, Jean GRANIER, Pierre GRANIER, DEPERFER, Denis GRANIER-DEPERFER, Michel GRANVALE, Rose-Dorothée GRASSIAN, Juliette GRECO, Nathalie GREFFE, Antonio de GREGORIO, Frédéric GRENDIE, Christian GRENIER, Grenier, Nathan GRIGORIEFF, Paul GRIMAU, Claude GRINBERG, Louis GROSPIERRE, Jean GRUAULT, Jean-Claude GRUMBERG, David GUERDON, Robert GUÉZ, Gérard GUILLAUME, Raynaud GUILLOT, Luc de GUSTINE, HAEGEL, Victor HAIM, Marion HANSEL, David HARE, Sabine HAUDEN, Frédéric HÉBRARD, Bernard HECHT, Georges HERBERT, Jacques HERMENT, Guette HERRY, Marie-Louise HESPEL-VADEWALDE, Yves HEURTE, Laurent HEYNEMANN, Patricia HIGSMITH, Claude HIRTZ-BARREL, Jacques HIVER, Bronislaw HOROWICZ, Dominique HOUDART, Joël HOUSIN, Jeannette HUBERT, Caroline HUPPERT, Lazare IGLESIS, Jean-Gérard IMBAR, Jean-Claude ISLERT, Sam ITZKOVITCH, Simona IZZO, Jean JABEY, Jean-Louis JACQUES, Just JAECKIN, Pierre JALLAUD, Mios JANCOS, Fulbert JANIN, Jack JAQUINE, Lucien JARDEZ, René JENTET, Bertrand JEROME, Alain JESSUA, Alexandre JOFFE, Alex JOFFÉ, Pierre JOLIVET, Guy JORRE, Joël JOUANNEAU, François JOXE, Odette JOYEUX, Roger JUDDIN, Gérard JUGNOT, Roger KAHANE, Michel KAHN, Nelly KAPLAN, Gilles KATZ, Léonard KEGEL, Marthe KELLER, Nelly KEMMEL, Jean KERCHBRON, Guillaume KERGOURLAY, Jean KERGRIST, Liliane de KERMADEC, Anne-Brigitte KERN, Claude KIEMAN, Jacques KIRSNER, Hubert KNAPP, Serge KORBER, Jacques KRAEMER, Jean-Pierre KREMER, Alain KRIEF, Jacques KRIER, Dominique KRIWOSKI, Diane KURY, Anne-Marie LA FERRE, Jean-Dominique de LA ROCHE-FOUCAULD, Jeanne LABRUNE, Monique LACHÈRE, Aline LAFARGUE, Pierre LAFORÊT, Lucien LAMBERT, Dominique LANCELOT, David LANG, Xavier LARERE, Jean LARRICA, Jacques LASSALE, Jean LAUNAY, Bernard LAUNOIS, Alain LAURENT-BARRE, Georges LAUTNER, Claude LAUDOU, Joseph LAZZINI, Michel LE BIHAN, Angèle LE BRETON, Christian LE HEMONET, Alain LE HENRY, Éric LE HUNG, Bruno LE JEAN, Marc LE LANN, Jean LE PAILLOT, Yves-Fabrice LEBEAU, Alain LEBLANC, Michel LEBRUN, Danièle LEBRUN, Pierre-Robert LECLERCQ, Patrice LECONTE, Jacques LECOQ, Jean-Marie LECOQ, Roger LECUREUX, Jack LEDRU, Geneviève LEFEBVRE, Philippe LEFEBVRE, Pierre LEFRANC, Catherine LEFRANÇOIS, Toni LEICESTER, Olivier LEJEUNE, Claude LELOUCH, Denise LEMAREQUER, Randal LEMOINE, Michel LENGLINEY, Jacqueline LENOIR, Serge LENTZ, Monick LEPEU, Raymond LEPOUTRE, Francis LEROI, Serge LEROY, Michel LEROYER, Roland LESAFFRE, Daniel LESUR, François LETERIER, Gérard LEVOYER, J.-L. LIGNERAT, Maud LINDER, Thérèse LIOTARD, André LITOLF, Cécile LIZZANI, Jean LOACHS, Jean LOISY, Geneviève LOISY-LAFEUILLÉ, Marc-Lorraine LORIDAN-IVENS, Pierre LOUKI, Danièle LUCETTI, François-Bernard MACHE, MADDEDDU, Philippe MADRAL, M. MADRAL, Frédéric MAGNIN, Colette MAGNY, Judith MAGRE, Charles MAITRE, Claude MAKOVSKI, Christophe MALAVOY, Louis MALLE, Robert MALLE, Florence MALRAUX, Eduardo MANET, Robert MANTHOULIS, Jean MARAIS, Jean MARBEUF, Jean-Pierre MARCHAND, Jean des MARCEBRELLES, Jacques MAREUIL, Jacqueline MARGUERITE, Philippe MARI, Roger MARIDAT, Gérard MARO, Daniel MARTINEAU, Josefine MARX, Cito MASELLI, Gianni MASSARO, Christian MASSAS, Michel MASSE, Dominique MASSON, Jean-Claude MASSOULIER, Marcello MASTROIANI, Louis MATABON, Claude MATALOU, Pierre MAUDRU, Jean MAUREL, Claude MAURIAU, Claude MAY, Jean-Louis MECHALI, Roland MENARD, Margaret MENEGOS, Dominique MENUT, Marthe MERCIER, Philippe MERCIER, Jean MERCURE, Pierre MERTENS, Macha MERYL, Antoine MESSINA, Edmond MEUNIER, Jean-Michel MEUNIER, Denis MICHEL, François MIGEAT, Ludmila MIKAIL, Claude MILLER, Christine MIL-

LER, Hélène MISSELY, Odile MISSILLIER, Patrice MITHOIS, Anne-Marie MITHOIS, Marcel MITHOIS, Michel MITRANI, Michel MODO, Catherine MOINOT, Pierre MOINOT, Marin MONICELLI, Ph. MONNIER, Marie-Christine de MONTBRIAL, Serge MONTIGNY, Jeanne MOREAU, Jacques-Élie MOREAU, Richard MORGIEVE, MORO, Luc MOULLET, MOULOUDEJ, Marcel MOUSSY, Robert MUGNEROT, Bernard MURAT, Philippe MUYL, André NATAF, Léo NÈGRE, Claude NERON, Gérard NERY, Charlotte NEVEU, Maurizio NICETTI, Édouard NIERMANS, Serge NIGG, Jean NIGOU, Anastole NIKIPRO, WETZKI, Yves NILLY, Pierre NYVOLLÉ, Dominique NOHAIN, Louis NUCERA, Michèle OGLOR, Bernard OBADIA, René de OBADIA, Pierre OLIVIER, Emmanuel OLMI, Claude OTHNIN-GIRARD, Gérard OURY, Euzhan PALCY, Katherine PANCOL, Nicole PARROT, Hélène PASQUIER-MONCHANIN, Marc PAVAU, Toni PEICESTER, Léonce PEILLARD, Pierre PELOT, Simon PERRY, Maurice PERISSET, Hervé PERNOT, Marc PERRIER, Michel PERRIN, Jacques PERRIN, Jacques PERRY, Jean-Claude PETIT, Philippe PETIT, Jacques PEYRACHE, Georges PEYROU, Jean-Loup PHILIPPE, Jean PIAT, Michel PICCOLI, Marco PICO, Jean-Yves PICO, Robert PICO, Claude PIEPLU, M. PIEYRE de MANDIARGUES dite BONA, André PIEYRE de MANDIARGUES, Roland PILAIN, Philippe PILARD, Josefa PILISSY, PILLYSER, José PINHEIRO, Claude PINOTEAU, Jack PINOTEAU, Gérard PIRES, Paul PLANCHON, Jean-Michel PLANTY, Alain POIRE, Jean POIRET, Jacques POITRENAUD, Michel POLAC, Jean-Daniel POLLET, François PORCILE, Cendrène de PORTHAL, Frédéric POTTECHER, Robert POUDEROU, François POULET, Alain POZZUOLI, Jean-Yves PRATE, Paul PRÉBOIST, Angèle PRELJOCAN, Henri PRÉMONT, Micheline PRESLE, Claude des PRESLES, Elie PRESSMANN, Jean PRIEUR, Dominique PROBST, Jean PRODRONDES, Claude PROTHÉE, Pierre-Yves PRUVOST, Michel QUINT, Matt RABINOVSKI, Jack RALITE, Jean-Paul RAPPENEAU, François RAUBER, Jacques RAUX, Jeanine RAYLAMBERT, Etienne REBAUDENGO, Marie-Thérèse REBOIS, Claude REGNIER, Max REGNIER, Joseph REIS, Jacques RENARD, Alain RESNAIS, Guy RETORE, Anne REVEL-BERTRAND, Bernard REYON, Marie-Laure REYRE, Yasmine REZA, Jean-Michel RIBES, Madeleine RICAUD, Pierre RICHARD, Roger RICHARD, François RICHARD, Michel RIGAUD, Lucien RIMELS, Alain RIOU, Anne RIOU, Marco RISI, Dino RISI, Alexandre RIVEMARÉ, Alain ROBBER-GILLET, Jacques ROBERT, Yves ROBERT, Joëlle ROBIN, Emmanuel ROBLES, Jacques ROBNARD, Pascale ROCARD, Robert ROCCA, Lionel ROCHEMAN, Dominique ROCHER, Jean-François RODELLE, Michelle ROGET-TOURNEUR, Eric ROHMER, Jean-Louis RONCORONI, André ROOS, Henriette ROSEAU, Serge ROSENZWEIG, Francesco ROSI, Pierre ROUDY, Jacques ROUFFIO, Jean ROUGERIE, Dominique ROULET, Sylvain ROUMETTE, Claude ROUSSEAU, Nathalie ROUSSEL, Jean ROUSSELOT, Jean-Paul ROUX, Jules ROY, Béatrice RUBINSTEIN, André RUELLAN, Rufus, Sylvain SARADA, Lucette-Marie SAGNIÈRES, Bernard SAINT-JACQUES, Roger SALTÉ, Gabrielle SALVATORE, Jacques SAMYN, Raoul SANGLA, Jacques SANTAMARIA, Claude SANTILLI, Hugo SANTIAGO, Pierre SANTINI, Joël SANTONI, Louis SARDIN, Jean SARELLI, Dominique SARRAZIN, Jean-Louis SARTHOUD, Jean-Pierre SAUNE, Claude SAUTET, Catherine SAUVAGE, Paul SAVATIER, Furio SCARPELLI, Michel SCHILOVITZ, Barbet SCHROEDER, Patrick SCHULMANN, Heinz SCHWARZINGER, Alain SCHWARZSTEIN, Patrice SCIORTINO, Robert SCIPION, Etienne SCOLA, Marc SHERAN, Jean-Luc SEIGLE, Arnaud SELIGNAC, René SELINGER, Guy SELINGMANN, Marcel SEREN, Joël SERIA, Coline SERREAU, Michel SEYDOUX, Nicolas SEYDOUX, Charlotte SILVERA, Daniel SIMON, Jean-Daniel SIMON, Noël SIMSOLO, Bernard SINCLAIR, Pierre SISSER, Bernard SOBEL, Jacques SOUCHER, Georges SONNIER, Jacques SOUMET, Jean-Jacques STEEN, Eulalie STEENS, R. STEPHANT, André STIL, Daniel STIRN, Bernard STORA, Jean STREFF, Claude SYLVAIN, Anne SYLVESTRE, Jean-Charles TACHELLA, Olivier TAFFIN, Jules TANGUY, Jean-Jacques TARBES, Jean TARDIEU, Jean-Luc TARDIEU, Bruno TARDON, Alexandre TARTAKOVSKY, Vladimir TARTAKOVSKY, Bertrand TAVERNIER, Paolo TAVIANI, Vittorio TAVIANI, Katia TCHENKO, Pierre TCHERNIA, Jacques TCHERNIA, Solange TERAC, Georges de TERVAGNE, Laurent TERZIEFF, Teulade, Colin THIBERT, Louis C. THOMAS, Danilè THOMPSON, André THORENT, Henri TISOT, Maurice TOESCA, Ricky TOGNAZZI, Tito TOPIN, Charles TORDIMAN, Henry TORQUE, Gisèle TOURET, Hélène TOURNARE, Michelle TOURNEUR, Pierre TRAPET, Michel TREGUET, Marie-Claude TREILHOU, Annie TRESSGOT, Philippe TRIBOTT, Nadine TRINITIGNANT, Lucienne TROKA, Mordet TROMAN, Roger TROPEANO, Alain TRUTTAT, Charlotte de TURCKHEIM, Edmond TYBO, Denise VALETTE, Robert VALEY, José VALVERDE, Daniel VAN CUTSEM, Jaco VAN DORMAEL, Bertrand VAN EFFENTERRE, Jean VAN HAMME, Georges VAN HOUY, Agnès VARDA, José VAREK, José VARELA, Dominique VARENNE, Roger VARNAY, Jean-Jacques VAROUEAN, Julien VARTET, Guy VASSAL, Maurice VAUDAU, Jean VAUTHIER, Paul VECCHIALI, Claude VIELLOT, Louis VELLE, Gérard VERGEZ, Gabrielle VERNA, Henri VERNEUIL, Jean VERNIER, Paul VIALAR, Michel VIANEY, Henri VIARD, Daniel VIGNE, Jacques VIGOUREUX, Isabelle VILLARS-HABIB, Philippe VILLERS, Louise VINCENT, Henri VIRLOJEUX, Michel VOCCRET, Marcel VOLLAIRE, Sonia VOLLAIRE, Véra VOLMANE, Gabriel WAGENHEIM, Armand WAHNOUN, Eric WATON, André WECKMANN, Walter WEIDEL, Wim WENDERS, Eric WESTPHAL, François WEVERGANS, Paul WILLEMS, Pierre WISSMER, Véra WOLMANE, Jeannine WORMS, Michel WYN, Jean YANOWSKI, Gabriel YARED, YOUNI, Krzysztof ZANUSKI, Ariel ZEITOUN, Christian ZERBIB, Claude ZIDI, Daniel ZIE-ME, Pierre ZUCCA.

Et les organismes professionnels suivants :

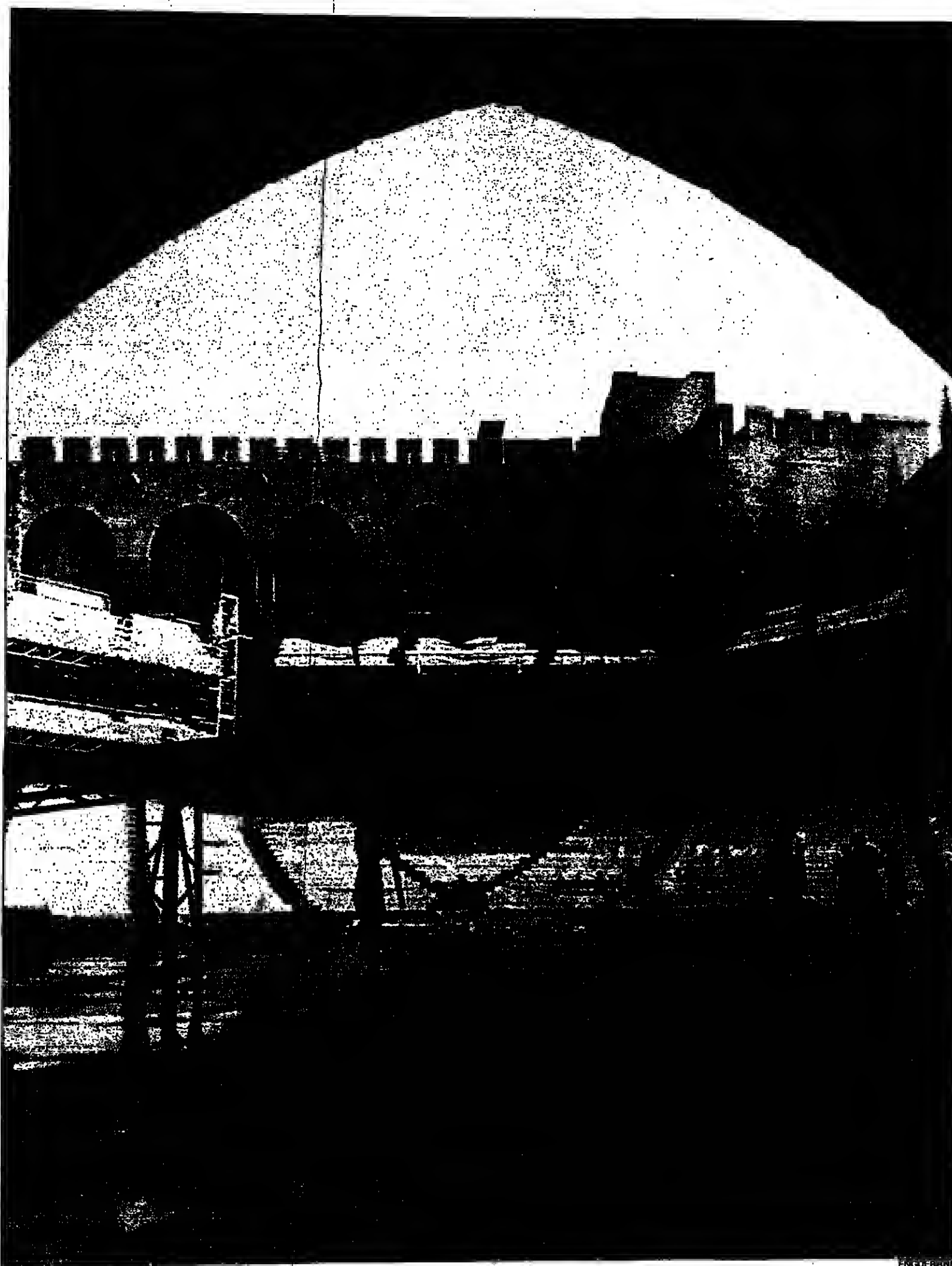
ADAMI, Administration des droits des artistes et musiciens interprètes ; AIDAA, Association internationale des auteurs de l'audiovisuel ; ARP, Société des auteurs, réalisateurs, producteurs ; ARTMÉDIA ; ASA, Association des scénaristes de l'audiovisuel (Belgique) ; Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français ; CIOCE, Comité des industries cinématographiques et audiovisuelles des communautés européennes et de l'Europe extracommunautaire ; FIA, Fédération internationale des auteurs ; FIAPF, Fédération internationale des associations des associations des distributeurs de films ; FIM, Fédération internationale des musiciens ; FISTAV, Fédération internationale du syndicat des travailleurs de l'audiovisuel ; FNCF, Fédération nationale des cinémas français ; Syndicat français des distributeurs de films ; HOT DOC, Professionnels du documentaire (Belgique) ; PROCIREP, Société civile pour la perception et la répartition des droits de représentations publiques des films cinématographiques ; SACD, Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; SACD, Belgique ; SCAM, Société civile des auteurs multimédias ; SCAM Belgique ; SCFEL, Société civile de l'édition littéraire française ; SFA, Syndicat français des artistes interprètes ; SNAM, Syndicat national des artistes musiciens de France ; SPADEM, Société de la propriété artistique et des dessins et modèles ; SPEDIDAM, Société de perception des droits des artistes interprètes ; SRF, Société des réalisateurs de films.

Communiqué par SACD, 11 bis, rue Bailly, 75009 Paris.

محضان الناصر

ARTS • SPECTACLES

Avignon 91



Pour la quarante-quatrième fois, du 9 juillet au 2 août la nuit se peuple de théâtre. Dans la Cour d'honneur, à nouveau, se rebâtissent les décors d'aventures miraculeuses. Pour les furies et les délires de l'Espagne, pour les *Comédies barbares* de Valle-Inclán qui pouvait se dire comme Kafka « le premier des bolchéviques », et comme Brecht « le dernier des catholiques ». Jorge Lavelli fait percuter l'in vraisemblable saga des Montenegro contre les murailles (lire pages 18 à 20) en attendant les distorsions sauvages que William Forsythe imprime au vocabulaire de la danse classique (lire page 26). Avec en plus, projeté sur écran géant, *Salammbô*, péplum baroque de Pierre Marodon, accompagné en direct par Florent Schmitt et l'Orchestre national d'Ile-de-France, la Cour cette année est grandiose.

Il y a deux ans, Heiner Müller avait promis de revenir, il est là (lire page 21), sans « son » mur qui enfermerait le temps, avec toujours ses paradoxes, son acuité, son intelligence du désespoir. Le Festival, cette année, a le vingtième siècle en poupe : Théâtre Ouvert y revient et met en chantier cinq auteurs-metteurs en scène (lire pages 30 et 31). Le Centre Acanthe reçoit Elliott Carter, les jeunes stagiaires se plongent dans la *Lulu* d'Alban Berg...

Dramatiques, lyriques, chorégraphiques, les créations contemporaines se bousculent. Peut-on encore utiliser ces vieilles distinctions quand on ne parle plus de « ballets » mais de « pièces chorégraphiques » (lire page 27), quand les chevaux de Zingaro dansent sur des musiques traditionnelles berbères et géorgiennes (lire pages 24 et 25), que Jean-Pierre Drouot compose pour Bartabas des rythmes sophistiqués.

Peut-on encore séparer tradition et contemporain, alors que Peter Brook trouve la vérité de Shakespeare dans un dépouillement conceptuel par lequel il rejoint le Tazieh, théâtre épique religieux iranien ? Les Iraniens, eux, retrouvant une identité dans leurs musiques savantes et populaires (lire pages 28 et 29), comme avec ces marionnettes aux visages dévoilés, sœurs des joyeuses poupées ouzbeks.

« Ce n'est pas de l'exotisme mais le goût des différences », dit Alain Crombecque. La différence, c'est aussi Armand Gatti et ses ados en détresse auxquels il transmet la force de la poésie, la chaleur de la générosité (lire pages 24 et 25), ce quelque chose grâce à quoi, aussi complexe soit-il, le théâtre n'est jamais « élitiste ». Pas plus que ne l'est l'écriture d'Edmond Jabès, qui, toute sa vie d'exil, s'est cherché dans les mots (lire pages 22 et 23).

Ce quelque chose grâce à quoi le public aime longtemps, fidèlement, ceux qu'il a aimés. Vilar, Vitez, Seyrig... Ils n'ont pas disparu, ils ont rejoint Jabès, Valle-Inclán, Shakespeare...

COLETTE GODARD



La culture au cœur des villes

Chaque jour, le Crédit local de France finance les initiatives des 36 000 communes de France.

Chaque jour, les villes œuvrent à développer la vie culturelle.

Pour accompagner la diffusion des spectacles, le Crédit local de France soutient pour la huitième année consécutive le Festival d'Avignon. De même, dans le domaine lyrique, il participe à la création d'Alliance Opéras.

AVIGNON 91



Michel Aumont, Denise Gence, deux des acteurs des « Comédies Barbares ».

VALLE-INCLAN.

Parcours convulsif

Jorge Lavelli crée à la Cour d'honneur la trilogie de Valle-Inclán *Comédies barbares*. La Cour, il connaît pour y avoir déjà monté *Médée*, dans l'adaptation de Jean Vanthier avec Maria Casarès, ou *Le Triomphe de la sensibilité*, de Goethe. Il a failli y donner *Le Concile d'amour*, de Panizza, pamphlet anticlérical qui fut interdit; c'était en 1968, une période agitée. Depuis des années, Jorge Lavelli désire se confronter à ces *Comédies barbares*, à ce texte foisonnant, caractéristique d'un style très espagnol, propre à Valle-Inclán, nommé *esperpento* (épouvantail), va-et-vient entre grotesque et tragique, entre satire et drame, et qui monte du réalisme jusqu'à la folie. Des textes difficiles à traduire - l'adaptation est d'Armando Llamas, - à distribuer - on retrouve Maria Casarès aux côtés de Denise Gence, de Michel Aumont, et près de trente comédiens en tout, - par conséquent un spectacle difficile à produire. Jorge Lavelli a dû attendre de diriger le Théâtre national de la Colline, structure qui permet les grandes opérations.

On joue peu en France et pas tellement davantage en Espagne le théâtre de Valle-Inclán. Des deux côtés des Pyrénées, on commence seulement à essayer de le connaître. Il est vrai que Ramon del Valle-Inclán est un homme mystérieux. Il s'est employé à déformer certains faits de son existence - son lieu de naissance, par exemple, - à leur donner une coloration romanesque. Ses contemporains ont d'ailleurs longtemps préféré la légende à la recherche de la vérité. Il n'y a pas si longtemps que l'on a pu rassembler des informations, en utilisant des témoignages fiables, des lettres, des documents journalistiques. Encore manque-t-il beaucoup d'éléments, peut-être à jamais perdus.

par Juan Antonio Hormigon

RAMON DEL VALLE-INCLÁN - né Ramon José Simon Valle y Peña - est venu au monde le 28 octobre 1866 à Villanueva-de-Arosa, village de Galice, région isolée, longtemps hostile à l'évolution de la société, conservant certaines institutions d'origine féodale, ainsi que l'originalité de sa langue, de son folklore, de ses racines celtiques. Son père, Ramon Valle Bermudez, était journaliste, poète et fervent républicain. Sa mère s'appelait Dolores Pena Mootenegro, et ce deuxième nom est devenu celui de Don Juan Manuel, personnage emblématique de *Comédies barbares*.

Ramon a passé son enfance dans le paysage vert et ombragé de la terre de Saintes, éclaircie par le gris cendré, par la rouille des châteaux en ruine. Là, pendant les soirées d'hiver, il a entendu raconter les légendes des âmes en peine, des géoques et des saïots. C'est là qu'il a appris les rites de fécondation de la Lanzada, qu'il a observé de ses yeux ouverts l'agooie des vieilles demeures seigneuriales. C'est là, dans la Puebla del Carminal, à Saint-Jacques-de-Compostelle, et plus tard à Pontevedra, qu'il a fait ses premières classes.

IL JOUE À L'ARTISTE, AVEC ÉLÉGANCE ET EXTRAVAGANCE

En 1886, il commence à l'université de Compostelle des études de droit qu'il ne termine pas. A la brève expérience républicaine de 1873 succède la restauration des Bourbons. La seconde guerre des carlistes, dans les provinces basques et en Catalogne, se termine par un échec. Le système politique en place est dominé par les propriétaires terriens, par les notabilités de l'armée et de l'Eglise. L'alternance au pouvoir des partis conservateurs et libéraux, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Ramon Valle se lie d'amitié avec un intellectuel qui possède une bibliothèque pleine de romans espagnols, qui reçoit les nouveautés des symbolistes et des parnassiens, des livres, des revues directement venus de Paris. Son premier poème passe dans une revue de Compostelle, *Café con gotas*, et s'écrit, n'écrit pas, ne permet de prédire que son auteur deviendra un maître du langage. Quelques récits, poèmes, articles, les fragments d'un roman qui ne sera jamais terminé, sont publiés ensuite dans des magazines de Barcelone, Madrid, Pontevedra. Et puis Ramon Valle part pour Madrid.

Quelques photos de lui montrent un jeune homme élégant, distingué. Il a une passion pour l'écriture et le baccarat. Désormais, il signe Ramon del Valle-Inclán. Grandi à l'ombre des cercles littéraires galiciens, il eût aimé écrire en espagnol, car il entend s'adresser au plus grand nombre possible de lecteurs. Décision qui progressivement forge son écriture, un style corrélié de syntaxe et d'expressions galiciennes tournées à la castillane, d'archaïsmes, de néologismes.

Poussé par le désir de découvrir de nouveaux horizons, de voir le monde, de vivre des aventures et, pourquoi pas, de faire fortune, en mars 1893, Ramon del Valle-Inclán part pour le Mexique et Cuba. Il se gorge de paysages, de lumières, de sensations insoupçonnées. Sa mentalité reste encore colonialiste, mais il est fasciné par le métissage, la sensualité, le mystère, le courage, par la révélation

du modernisme - dont il deviendra un adepte - à travers la poésie de Gattierrez Najera.

Il revicote transformé. Il s'est laissé pousser la barbe et les cheveux, porte de grands chapeaux, des vêtements extravagants, de gigantesques chapeaux. Il joue à l'artiste qui, pour être reconnu, adopte une attitude antiburgeoise, que contredisent ses ambitions. Par ses provocations, il teste ses propres capacités, et ses limites. Dans *Femininas* (1895), *Epitafio* (1897), fruits décadents et fugaces destinés à conquérir un espace libre pour la littérature, il cerne l'interdit, le péché, les jouissances en marge de l'hypocrisie et du formalisme de la société. L'Espagne est en difficulté. Elle vit une guerre coloniale dévastatrice avec Cuba, tandis que les États-Unis attaquent les Caraïbes. Mais Valle-Inclán, lui, vit une bohème oisive et pauvre, passe son temps dans les cafés à reconstruire le monde et la littérature avec ses amis, fait un peu l'acteur, adapte quelques œuvres étrangères, écrit son premier drame, *Cenizas*, tout imprégné encore de naturalisme.

Dans le courant de 1902, Valle-Inclán publie *Sonate d'automne*, le premier volet de la trilogie romanesque qui couvre les quatre saisons (*Été*, *Printemps*, *Hiver*) et le rendra célèbre. Son héros est le marquis de Bradomio, un alter ego revisité par l'image de Don Juan. Le sous-titre des quatre romans est explicite : « Mémoires aimables que, déjà bien vieux, le marquis de Bradomio commençait à écrire. Un Don Juan admirable. Le plus admirable peut-être ! Il était laid, catholique et sentimental. »

Les Sonates pasticheot les Mémoires antiques. Leur style est alambiqué, avec des descriptions exquises, sur un fond permanent d'érotisme, de doxjanisme, de morbidité, et une certaine délectation dans l'insolite. On y trouve un peu de Barbey d'Aurevilly, mais plus encore - selon l'auteur lui-même - les Mémoires d'outre-tombe, de Chateaubriand.

IL MILITE EN ESTHÈTE POUR LA CAUSE CARLISTE

Les relations de Valle-Inclán avec le carlisme ont beaucoup fait parler. Le mouvement carliste est né en 1833, à la mort de Ferdinand VII, des querelles de succession. Le mouvement revendiquait la légitimité de Carlos de Bourbon, frère du roi défunt. Sa devise aurait pu se résumer par : Dieu, la Patrie et le Roi. Il défendait les privilèges régionaux, et ceux des quatre États face au centralisme libéral, à la Constitution, à la société de classes. Ses propositions comportaient une sorte d'illusion médiévale, une utopie de monarchie absolue, le rejet de l'industrialisation et du progrès. Mais il lui est parfois arrivé d'entraîner les masses.

Donc, au début du siècle, Valle-Inclán se rapproche de la Causa - nom que les carlistes donnent à leur programme politique. Il le fait par esthétisme, c'est ce qu'il affirme. Dans la *Sonate d'hiver*, le marquis de Bradomio explique, non sans ironie : « J'ai toujours trouvé que la majesté était plus belle déchue qu'assistée sur le trône, et j'ai défendu la tradition par esthétisme. Le carlisme a pour moi le charme solennel des grandes cathédrales, et même, dans les périodes de guerre, j'aurais été content qu'on le déclare monument national. »

Le modernisme de Valle-Inclán puise ses références dans l'imagerie raffinée des carlistes. Il en aime le style « gothique », les gestes rituels de la

loyauté et du courage, il aime les rois dans leur manteau d'hermine, les gracieuses princesses absorbées par leurs travaux d'aiguille dans l'embrasure de leur fenêtre, le départ des volatiles pleins d'ardeur et de foi, forts de leur gloire passée et de leur honneur sans tache, il aime tous ces clichés qui donnent un goût impérissable aux causes perdues.

Alors s'opèrent dans sa personne quelques échaouements : il abandonne la bohème militante, se marie, travaille de façon plus stable pour le théâtre, polémique avec plusieurs écrivains de filiation républicaine, qui, auparavant, étaient ses amis. Sans rien abandonner de son originalité, il se fait plus soigné, plus sobre, plus circonspect.

Quelle impulsion esthétique a poussé Valle-Inclán à entrer dans le territoire des carlistes, à faire du traditionalisme son idéologie, la base de ses activités politiques ? Il est difficile de répondre. Peut-être, instinctivement, voulait-il se ressourcer, revenir à la terre de ses origines, avec ses mythes et ses superstitions... Peut-être, mais sans doute veut-il d'abord répondre à cette Restauration qui a fait disparaître la société patriarcale. Plein d'illusions, Valle-Inclán l'imaginait plus juste, plus charitable.

QUAND IL ÉCRIT COMÉDIES BARBARES, SHAKESPEARE EST SON MAÎTRE

Les deux premières *Comédies barbares*, *l'Âge emblématique* et *la Romance des loups* - trilogie romanesque dédiée à la guerre carliste, - puis les *Croix du Roi*, *la Lueur des brasiers*, *Comme un vol de gerfauts*, traitent dans leur ensemble du traditionalisme, et coïncident avec la période la plus active de son engagement. En 1910, il va même jusqu'à briguer un siège de député à Mooforte-de-Lemos, mais il ne l'obtient pas. Peu importe. Avec *Comédies barbares*, Valle-Inclán fait irruption avec une puissance rénovatrice sans pareille dans le théâtre espagnol.

Prenant Shakespeare pour maître, maniant d'intenses clairs-obscur expressionnistes, construisant l'action en épisodes, transformant la saga familiale des Montenegro en une fresque épique de dimensions inhabituelles, il révèle un monde théâtral surprenant, inaccessible aux scènes espagnoles de l'époque, habituées qu'elles étaient à reproduire des intérieurs bourgeois et à les peupler de mioldrames domestiques.

À quelques rares exceptions près, ses contemporains n'ont pas su comprendre l'œuvre de Valle-Inclán, n'ont pas même osé la définir. Ils n'ont pas su voir qu'elle constitue la rénovation la plus profonde de la dramaturgie espagnole au siècle dernier.

IL CONNAÎT ALORS UNE PÉRIODE DE GLOIRE ET DE FORTUNE

Valle-Inclán est alors reconnu et fortuné. Ses œuvres commencent à être traduites. En France, les éditions Ambert publient en deux volumes ses *Sonates*, dans une traduction de Charles Barthez. De 1908 à 1912, il écrit plusieurs pièces. Sa femme est comédienne, il l'accompagne dans ses tournées, sillonne l'Espagne, va donner des conférences en Argentine, où il est chaleureusement accueilli. Peut-être pour cette raison, ou parce que tout simplement il en a assez de Madrid, il décide de s'installer en Galice avec sa famille.

Le retour en terre natale lui donne envie de se replonger dans l'univers paysan, fêtes, pèlerinages.

AVIGNON 91



confrontés à la furia espagnole sous la direction de Jorge Lavelli.

BRIGITTE ENGUELAND

UN GRAND D'ESPAGNE

d'un aventurier du langage

Et là, comme si cette ambiance accélérât l'éclosion d'une plante, Valle-Inclán écrit très vite *Jardins ombreux* sous-titré *Tragédie de la terre de Salnés*, qui retrouve le monde des *Comédies barbares*. Il ne rompt pas totalement avec Madrid, mais s'installe à Cambados, s'engage dans un livre curieux, éoignatique, qui porte en grande partie sur des questions d'esthétisme et d'ésotérisme, dont il envoie des extraits à plusieurs revues. Il le fera publier en 1916 sous le titre *La Lampe merveilleuse*, avec en sous-titre *Exercices spirituels*, premier volume de son *Opera omnia*, dont l'ensemble sortira en édition de luxe, ornée d'une profusion d'enluminures et de caractères anciens.

1914 : IL PREND LE PARTI DES ALLIÉS, DEVIENT CORRESPONDANT DE GUERRE

Première guerre mondiale. En juin 1915, Valle-Inclán signe avec d'autres intellectuels espagnols (Antonio Machado, Rusinol, Ciges Aparicio...) un manifeste en faveur des alliés. L'âge n'a pas atténué son esprit d'aventure. Un an plus tard, il se lance dans une chronique du conflit pour le journal madrilène *El Imparcial* et pour *Prensa latina de America*. En mai, il s'en va à Paris, accompagné de Corpus Barga, Ciges Aparicio, et Pedro Salinas. Il est reçu par Aristide Briand, alors président du Conseil, et fait la connaissance de Maurice Barrès.

Valle-Inclán visite les fronts de Flandre, de Picardie, et de la Champagne en pleine offensive allemande de juin à Verdun, et, en juillet, il va à Mari-court-Estrée pendant que les Britanniques et les Français contre-attaquent. Il survole les lignes pour se faire une « idée d'ensemble » de la guerre. L'expérience le marque au point de le faire changer idéologiquement du tout au tout. A son retour, il écrit deux séries d'articles dont il tirera un livre, *Le Milieu de la nuit* (1917), récit dont les scènes et les situations prétendent reconstituer, comme dans un puzzle, la dimension humaine du conflit.

Oubliées, les apologies des guerriers et de leur courage. Au-delà d'une nouvelle écriture, Valle-Inclán se proclame adversaire de la guerre et de ses horreurs. Il recrée un monde sordide de mort et de destructions, un monde impitoyable de viols, de pillages, de ruines. Il exalte l'esprit démocratique des alliés face à l'absolutisme, au despotisme des empires, mais n'hésite pas à dénoncer les atrocités commises dans les deux camps. Je suis de ceux pour qui cette œuvre mal dégrossie a été le fer de lance de toute la littérature pacifiste née de la grande guerre.

Le hasard n'existe pas. 1917 marque un tournant dans les prises de position civiques de Valle-Inclán. Son évolution est due à plusieurs facteurs : certains sont d'ordre personnel, d'autres sont imposés par les tribulations de l'histoire et en premier lieu par la révolution d'Octobre. Les luttes ouvrières en Espagne s'organisent, atteignent une ampleur et un poids jusqu'alors inconnus. Elles servent de repoussoir. Valle-Inclán abandonne le carlisme pour un christianisme hétérodoxe, parfaitement compatible avec les principales revendications sociales. Un christianisme qui appuie l'utopie communiste en tant qu'expression de la justice. L'auteur socialiste Luis Araquistain écrit en 1920 : « Vous, don Ramon, qui êtes le premier bolchévique et le dernier chrétien... »

La mutation idéologique de Valle-Inclán se traduit par une forme esthétique nouvelle, *l'esperpento*. Définir brièvement ce que le Galicien voulait faire passer dans cette appellation relèverait du miracle. Je dirais seulement qu'il s'agit d'une façon d'observer le réel en plongeant aux fins fonds de ses mystères et de ses contradictions, avec toute la passion, l'enthousiasme de l'artiste à l'égard de ses personnages, des situations, des thèmes traités. Le procédé rappelle le Goya des *Peintures noires*. L'artiste regarde en prenant un certain recul. Il se sait supérieur à ses créations, il ridiculise leur mystère, se moque de leurs petits drames, dévalorise leurs initiatives, etc.

Précisons que la satire vise « l'Espagne officielle », son oligarchie et ceux qui la servent.

Les principes qui se rejoignent dans *l'esperpento* sont multiples, et d'importance variable selon les œuvres. Le premier, le plus fort, est le recours au grotesque, pour souligner l'abîme qui existe entre les paroles et les actes des personnages. « Les héros classiques, nus dans un miroir concave », dit Valle-Inclán, provoquent *l'esperpento*. Mais apparaissent aussi les ombres expressionnistes, et la satire toujours présente dans la littérature réaliste castillane, dans *la Celestine*, comme dans Cervantes, Quevedo, ou le roman picaresque, dans le *munequismo* (de *muneco*, marionnette) qui dégrade les sentiments et les attitudes...

IL UTILISE L'ESPERPENTO DANS SON THEATRE

L'esperpento est la réponse de Valle-Inclán à l'histoire, sa façon de l'interpréter. *L'esperpento* suppose une redécouverte de cette histoire, y incorpore le monde urbain et la classe ouvrière, y place mensonges, passions, illusions.

Dans son livre de poèmes *La Pipa de kif*, Valle-Inclán ajoute à *l'esperpento* des jeux de mots dans le style « ultraïste » (mouvement littéraire créé en 1919 par des Espagnols et des Latino-Américains - dont Borges - dans le but de réhabiliter la poésie pure). Mais c'est avant tout dans son théâtre qu'il l'utilise. En 1920, année très créative, non seulement il termine les *Comédies barbares*, mais il écrit *Divines Paroles*, *Farsa y licencia de la reina castiza*, et *Lumières de Bohème*, son chef-d'œuvre.

Ces textes sont construits par séquences reliées entre elles, évacuent la psychologie, passent d'une classe sociale à l'autre. Leur langage va du castillan le plus recherché - parfois même archaïque - à l'ar-

got des villes, aux néologismes. Plus tard viennent les *Cornes de don Friolero* (1923), *l'Amoureuse du roi*, *la Rose de papier*. Des pièces si inventives qu'elles déconcertent critiques, gens de théâtre, et spectateurs. Avec Maïakovski ou Brecht, Valle-Inclán est l'un des premiers dramaturges à prendre en compte les apports du cinéma, et à s'en servir pour donner au théâtre un nouveau souffle. Seules la situation enfermée de l'Espagne pendant quarante ans, les difficultés de traduction, et aussi de compréhension directe, ont pu masquer l'évidente fulgurance du théâtre de Valle-Inclán.

IL MILITE DANS L'OPPOSITION ET FAIT ÉCLATER LES NORMES DE LA LANGUE ESPAGNOLE

A partir de 1920, l'activité politique de Valle-Inclán est intense. En 1921, il se rend au Mexique, sur l'invitation du général Obregon, l'accueil de la foule est enthousiaste. Il défend les révolutions russe, mexicaine, la réforme agraire, l'indépendance de l'Amérique latine... A son retour, en 1926, il écrit *Tirano banderas*, un roman exceptionnel dans lequel il mêle les parlers de tous les pays hispanophones. Ainsi, il ouvre une porte dans laquelle s'engouffrent les auteurs latino-américains. Depuis l'instauration de la dictature militaire, en 1923, il milite dans l'opposition. En 1926 paraît le premier volume de *Ruedo ibérico*, qui traite de l'Espagne dans les années 1868-1898, dénonce la crise que le pays est en train de vivre. C'est le projet le plus ambitieux, mais il n'a pas eu le temps de le mener à son terme.

En 1927, la censure interdit la vente en librairie de *la Fille du capitaine*, satire du dictateur et de la monarchie. Valle-Inclán passe cinq jours en prison pour avoir participé à une manifestation, et avoir refusé de payer l'amende. Lorsque la République est proclamée, en 1931, il la soutient, se porte candidat à la députation de La Corogne, est de nouveau battu. Il ne se décourage pas, continue à appuyer la démocratie, mais professionnellement il n'est pas heureux. Le grand public l'ignore. La faillite des Editions ibéro-américaines le laisse dans une situation économique précaire. Il divorce, se trouve à la charge de ses quatre enfants. Son moral s'en ressent. L'accumulation des problèmes l'atteint dans ses activités, dans son écriture.

Sa nomination au poste de directeur de l'Académie des beaux-arts de Rome, en 1933, le sauve du marasme moral et financier. Il est malade et

apprend la nouvelle à l'hôpital. Il a déjà accepté la présidence de l'Association des amis de l'Union soviétique. Il continue à publier des récits dans le cycle de *el Ruedo ibérico*. Il n'écrit rien d'autre. L'entracte romain représente une période de calme, mais aussi d'affrontements avec les provocateurs monarchistes, qui se rendent dans la capitale italienne pour négocier une alliance avec les fascistes. Pendant ce temps, Valle-Inclán entre dans le comité contre la guerre aux côtés d'Henri Barbusse, Romain Rolland, Victor Marguerite, Einstein, Upton Sinclair, Dreiser, Dos Passos...

Puis, en novembre 1934, il retourne à Madrid, blessé au cœur, blessé à mort. Quelques jours auparavant, les Asturies et Barcelone se sont soulevées contre le gouvernement réactionnaire de la CEDA. Son nom apparaît dans de nombreuses manifestations et pétitions contre la répression du soulèvement révolutionnaire. Sa santé l'empêche d'aller à Moscou où il est invité, et à Paris où il devait assister au congrès des intellectuels pour la défense de la culture - il est membre du comité organisateur. Mais il parvient à présider la section espagnole de l'Association internationale des écrivains.

IL EST RETOURNÉ SUR SA TERRE DE GALICE OU IL MEURT EN 1936

En mars 1934, il se retire une nouvelle fois et ce sera la dernière, sur sa terre galicienne. Précisément il entre en clinique à Saint-Jacques-de-Compostelle, épuisé par le caocer qui le dévore. Pourtant, il entretient une correspondance suivie avec quelques amis, à propos de politique. Il accepte la présidence d'honneur de la campagne contre la peine de mort, signe le document qui demande son abolition.

Le 5 janvier 1936, quelques jours avant la victoire du Front populaire aux élections, Ramon del Valle-Inclán meurt. De nombreux officiels assistent à son enterrement, ainsi que les représentants de tous les partis ouvriers et démocratiques, et une foule d'anonymes. En juillet, l'insurrection d'une partie de l'armée déclenche l'atroce guerre civile qui durera trois ans.

Comme hommage posthume aux prises de position de Valle-Inclán durant la dernière étape de sa vie, le deuxième congrès des intellectuels pour la défense de la culture s'est tenu sous un immense portrait de lui, entouré de Romain Rolland et de Maxime Gorki, à Valence, en 1937.

(Traduction Catherine Derivery)

Exposition

Journaliste et universitaire, auteur de plusieurs essais sur Ramon del Valle-Inclán, dont la personnalité extravagante et généreuse le fascine, Juan Antonio Hormigon a organisé une exposition qui se tient à la salle de Théologie, pendant toute la durée du Festival, et qui, à travers des photos, des caricatures, des portraits, retrace la vie flamboyante du maître du théâtre espagnol, replacée dans les mouvements artistiques et politiques de son époque.

* Le spectacle des *Comédies barbares* est une coproduction du Théâtre de la Colline, des Festivals de Barcelone et d'Avignon, avec l'aide du ministère de la culture d'Espagne, de l'AFAA, de la ville de Clermont-Ferrand, avec le soutien du Crédit national et le concours de l'UAP. Le texte français est publié par Actes Sud-Papier.

<p>(saison 91-92)</p> <p>Le Studio Classique de Christian Rist en résidence</p> <p>Brochure disponible sur simple appel au 47.42.67.27</p> <p>avec le parrainage de l'UBP</p>	<p>Molière LE MISANTHROPE</p> <p>Corneille LA VEUVE</p> <p>Racine SERENICE</p> <p>dans des mises en scène de Christian Rist</p> <p>LES LECTURES DU STUDIO</p> <p>par les acteurs du Studio Classique</p>
	<p>Shakespeare TIMON D'ATHENES</p> <p>mise en scène Dominique Pilotet</p>
	<p>Schnitzler MADEMOISELLE ELSE</p> <p>mise en scène Benjamin Korn</p>
	<p>J-F Peyret DU GESTE DE BOIS</p> <p>Harmant-Dammien mise en scène Sophie Louchevsky</p>

AVIGNON 91



Valle Inclán pose de permanentes énigmes

L'INTRIGUE DES « COMÉDIES BARBARES » DE VALLE INCLÁN

Folles journées

Et voici la saga des Montenegro ou plutôt un aperçu de ce qui se passe dans cette famille seigneuriale et décadente. Juste un aperçu. Il est finalement impossible de résumer les étonnantes aventures que nul adepte de Dumas, nul scénariste fou de feuilleton à épisodes n'aurait osé imaginer.

NOUS sommes vers la moitié du dix-septième siècle, dans cette région de l'Espagne que l'on nomme la Galice. Le droit coutumier permettait aux manants de traverser les terres du seigneur pour se rendre aux foires et aux marchés. Mais les paysans demeurèrent aux tribunaux que ce droit coutumier devenait légal. Ils échouèrent. Le passage jusqu'à présent accordé leur est interdit.

Doo Juan Manuel de Montenegro, le seigneur, habite le château avec ses fils et sa filleule Isabel, nièce du curé de la paroisse. Dona Maria, sa femme, marraine de la jeune fille, vit en exil volontaire sur ses propres terres. Elle s'adonne à la dévotion, qui adoucit le chagrin causé par la vie dissipée de son époux.

C'est alors que commencent *Comédies barbares*.

Première partie : Gueule d'Argent

L'un des fils du seigneur, Gueule d'Argent, ainsi nommé à cause de sa beauté, est amoureux d'Isabel. Mais Don Juan Manuel a lui aussi jeté son dévolu sur elle. Au dehors, les paysans s'insurgent. A l'intérieur, un conflit oppose l'abbé et la famille du seigneur – toujours à cause de ce droit de passage sur ses terres. Isabel est violée par son parrain et devient sa concu-

bine. Mais l'abbé a lui aussi des visées sur sa nièce. Le droit de passage, cause première de tous les conflits, devient le prétexte d'une guerre déclarée entre deux hommes aux passions troubles.

Pendant ce temps, Gueule d'Argent trouve un dérivatif à ses désirs dans les bras d'une devineresse, dite la Palombe. Mis au courant par le fou du village du viol d'Isabel, il essaie de tuer son père. Simultanément, l'abbé a soulevé la population contre le seigneur. L'orgueil sacrilège et satanique de Don Juan Manuel Montenegro le sauve; il reste maître de son fief et règne sur l'âme d'Isabel.

L'Aigle emblématique 1

Les enfants de Don Juan Manuel ont été chassés de la demeure ancestrale. Du temps a passé. Isabel, déclassée, rejetée par ses pairs, subit les désirs violents et barbares de son parrain, endure la honte d'avoir trompé sa marraine. Indifférent à l'amour et à la douleur de sa filleule, le seigneur continue à courir la gueuse, trousse la servante, méprise les nouvelles valeurs démocratiques, qui peu à peu rongent la structure féodale sur laquelle s'appuie son pouvoir. Gueule d'Argent mis à part, ses fils lui ressemblent dans le despotisme et la cruauté, mais contrairement à leur frère, dont la beauté est légendaire, contrairement à leur père, dont la générosité est proverbiale, ils ne possèdent aucune des nobles qualités de leurs ancêtres. Ils symbolisent la déchéance de leur classe et complètent le pillage du château. L'aîné, aidé par une bande de voleurs, passe à l'acte. Il s'en faut de peu qu'il réussisse. Grièvement blessé, se sachant pas lequel – ou lesquels – de ses enfants faisait partie de la bande, Don Juan Manuel les désespère en bloc.

C'est alors que, mise au courant de la situation, Dona Maria, déjà éloignée des choses de ce monde, arrive, pleine de pitié et de bienveillance, pour intercéder en faveur de ses fils. En voyant sa marraine, Isabel, rongée de remords, quitte le château. Puis, sans savoir où diriger ses pas, elle revient en cachette implorer son pardon, que Dona Maria lui accorde. Isabel se perd dans la nuit.

Deuxième partie :

L'Aigle emblématique 2

Don Juan Manuel est resté sourd aux supplications de Dona Maria, et le sens féodal de l'honneur empêche Gueule d'Argent de dénoncer l'un de ses frères pour se blanchir, lui. Il décide de s'enrôler dans l'armée légitimiste de Don Carlos, qui, hors la loi, lutte contre la monarchie vaguement constitutionnelle au pouvoir. Gueule d'Argent rencontre Isabel, errant dans la nuit, mais ils n'ont plus grand-chose à se dire. Isabel est recueillie par une famille de paysans, devient vachère, atteint le fond de sa chute sociale. Gueule d'Argent fait ses adieux à Dona Maria, qui, empêchée comme lui par les conventions, ne peut pas livrer à son mari le nom du fils félon, ce qui, du coup, absoudrait les autres, et surtout Gueule d'Argent, le seul dépourvu de cupidité ou de mesquinerie.

Alors Dona Maria fait un rêve : l'enfant Jésus lui apparaît, lui reproche durement d'avoir abandonné sa filleule et d'avoir laissé partir son fils, qui trouvera la mort à la guerre. Dans une dernière vision, l'enfant Jésus, sarcastique, se réfugie dans les bras de la Vierge Marie, qui a les traits d'Isabel. Dona Maria se réveille.

Toujours respectueux, comme il sied à son rang, envers sa femme, Don Juan Manuel a vite fait pourtant d'installer une nouvelle concubine au château. Mais le remords commence à se faire jour dans son cœur, et sa filleule apparaît aussi dans des cauche-

mars : il la croit morte. Or, le bouffon l'a vue. Il en fait part à Dona Maria, qui court à sa recherche. Prévenue, Isabel se jette dans le fleuve. On la sauve. Dona Maria la ramène à la maison de ses ancêtres et prie son mari de partir avec sa nouvelle concubine. Pendant qu'Isabel se rétablit. Ensuite, elle retournera dans son fief avec elle. Devant tant de grandeur d'âme, le seigneur s'effondre dans la nuit avec sa concubine.

Romance de loups

Loogtemps après. Seul désormais, Doo Juan Manuel rentre ivre mort au château, tard le soir. L'espace et le temps sont bouleversés et des visions macabres – fantômes et sorcières – l'obsèdent. Il s'effondre. Revenu chez lui, il comprend que ces visions étaient un avertissement, un présage. En effet, par un soir d'orage arrive un marin, qui l'avertit que Dona Maria se meurt. Il part sur-le-champ. Un changement violent s'opère en lui. Malgré la tempête, il force les marins à entreprendre la traversée, car les terres de Dona Maria se trouvent de l'autre côté du bras de mer. Le bateau s'échoue, mais Don Juan Manuel Montenegro saute sur la rive et court vers son chemin à pied. Il croise une horde de mendicants qui eux aussi vont chez Dona Maria prier pour sa guérison ou louer la défunte. Le seigneur se joint à eux. Il se sent solidaire de ces lépreux, ces élopés, ces miséreux.

Quand ils arrivent, Dona Maria n'est plus. Ses fils – à l'exception de Gueule d'Argent, effectivement mort à la guerre – se livrent à un pillage en règle et se sauvent quand ils apprennent l'arrivée de Doo Juan Manuel. La toilette mortuaire de Dona Maria achevée, on l'ensevelit dans la chapelle et on allume les lampes sacrées. Deux ombres se faufilent : deux des fils revenus pour voler les ornements précieux des lampes. L'un d'eux croit voir un fantôme et s'enfuit, laissant l'autre enfermé dans la chapelle et croise Don Juan Manuel. Une nouvelle intervention du spectre met fin à un combat sanglant entre le père et le fils. Les mendiants arrivent enfin à la maison du deuil. Il n'y a rien à manger, rien à distribuer aux pauvres, la chapelle a été saccagée. Fou de douleur, Don Juan Manuel soulève la pierre tombale, étire le cadavre.

Cependant, le bateau sur lequel il voyageait a poursuivi sa route et fait naufrage. Tous les marins se sont noyés. Don Juan Manuel décrit la maison, appelle la mort, qui ne vient pas. Il rencontre Isabel, haïrue, chassée par les mauvais fils, rencontre qui avive sa souffrance. Il arpente la plage, s'installe dans une grotte qu'il partage avec un fou, victime d'un coup de lune. Indifférent aux choses d'ici-bas, il cède ses biens à ses fils. Contrairement à ses dernières volontés, ils ont chassé les vieux domestiques et les mendiants, n'ont pas payé les messes à la mémoire de leur mère ni octroyé des secours aux veuves des marins. Alors, suivi par les miséreux dont il est devenu le champion, Don Juan Manuel retourne chez lui rendre justice, comme un geste d'amour envers sa femme morte, la seule que, sans le savoir, il a réellement aimée.

Devenus les maîtres, les fils rient du vieillard, l'humilient. L'honneur des Montenegro s'éveille en Don Juan Manuel. Précédant les mendiants, il pénètre dans la demeure féodale. Il se bat avec son fils; le fils tue le père. Un lépreux se détache, enserrant l'assassin, se transfigure, et tous deux se précipitent dans l'âtre, où le lépreux enveloppé de flammes annonce la rédemption de Don Juan Manuel Montenegro, désormais Père des Pauvres.

COMMUNE

saison 91.92

15 octobre - 27 octobre
La Nuit de l'iguane
Tennessee Williams
Brigitte Jaques
avec la Comédie-Française

20 novembre - 15 décembre
Des Siècles de paix
Olivier Perrier

21 janvier - 23 février
La Place royale
Corneille
Brigitte Jaques

5 février - 28 février
Entretiens avec Pierre Corneille
Brigitte Jaques

10 mars - 12 avril
La Mort de Pompée
Corneille
Brigitte Jaques

7 avril - 26 avril
Le Régiment de Sambre et Meuse
Eric Vigner

23 avril - 30 avril
Modeste proposition concernant les enfants des classes pauvres
Jonathan Swift
David Gabison
Emmanuelle Stochl

CENTRE
DRAMATIQUE
NATIONAL
D'AUBERVILLIERS

48 34 67 67
Envoyez gratuitement du programme sur demande

THEATRE

JEAN-MARIE SERREAU

20, av. Marc-Sangnier 75014 PARIS
Direction : Emmanuel DECHARTRE

SAISON 91-92

15/10/91 au 14/12/91
CALIGULA
d'Albert CAMUS
mise en scène Jacques ROSNY

14/01/92 au 08/03/92
Cycle RACINE
Phèdre, Andromaque, Bérénice
Mithridate, Les Plaideurs
mise en scène Anne DELBÉE

17/03/92 au 19/04/92
LA MAISON DE LA NUIT
de Thierry MAULNIER
mise en scène Marcelle TASSENCOURT

à partir du 28/04/92
CARNIVAL
de Gérard DESALLIES
mise en scène de l'auteur

SPECTACLES TOUS PUBLICS
du mardi au samedi 14h30

17/10/91 au 13/11/91
INSPECTEUR TOUTOU
de Pierre GRIPARI

17/03/92 au 18/04/92
ROBINSON CRUSOE
RENSEIGNEMENTS
ABONNEMENTS
45 45 49 77

مكتبة النخيل

AVIGNON 91



De la fumée du cigare jusqu'aux ombres du théâtre.

HEINER MÜLLER, UN REGARD

Les déguisements du diable

En 1989, Matthias Langhoff montait, avec le *Perroquet vert* de Schnitzler, la *Mission* de Heiner Müller, qui promenait dans les jardins d'Avignon son cigare brechtien, son sourire voltairien, le désespoir pétillant de son regard. Il est de retour grâce à Michel Dezoteaux, qui crée *Ciment* avec la Maison de la culture de Grenoble, à Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret, qui, pour la Maison de la culture de Bobigny, rassemblent plusieurs textes sous le titre le *Cas Müller*. Un cas, en effet, que cet intellectuel, maître à penser dont la pensée s'est construite à partir d'un mur aujourd'hui abattu, qui a été nommé directeur de l'Académie des arts et met en scène trois de ses pièces à Berlin (ex-Est).

Je mets en scène au Deutsches Theater, dit Heiner Müller, trois de mes textes rassemblés en une seule soirée : *Quartett*, *Mausier* et *der Findling*. Bizarrement, *Quartett*, parodie des *Liaisons dangereuses* censée se passer en 1782, se révèle en fin de compte très proche du public, et *der Findling*, historiquement le plus récent, puisque l'essentiel de l'action se passe en 1968 en RDA (*Mausier* parle des années 20), est finalement la pièce que le public perçoit comme étant la plus distante. L'ensemble compose une sorte de voyage qui remonte le temps, va du présent au passé, car le passé est devant nous, et l'avenir, jusqu'alors enclavé dans le présent, se retrouve derrière nous. Ce voyage exprime l'expérience collective vécue par la population tout entière d'Allemagne de l'Est, même si, seuls, les intellectuels peuvent en être totalement conscients.

» L'échec de l'Europe de l'Est, RDA incluse, tient à sa tentative d'arrêter le temps – le mur de Berlin nous protégeait – au nom d'un avenir qui se faisait atten-

dre comme le Messie. Dans cette attente, la vie s'était tressée. La description la plus précise de cette situation pourrait être la nouvelle de Kafka *Les Armes de la ville*, où il évoque la construction sans cesse différée de la tour de Babel. Au cours d'un de ses entretiens à Svendborg avec Brecht, Walter Benjamin prononçait cette sombre sentence : « *Kafka est le premier écrivain bolchevique* » ; ce à quoi Brecht répliquait : « *Alors moi, je suis le dernier écrivain catholique*. »

» L'histoire leur donne aujourd'hui à tous les deux raison. L'angoisse de l'avenir, la nostalgie du passé, sont inhérentes à la condition humaine. Le capitalisme, qui mise sur la force des instants présents, remédie à cette angoisse par l'attribution de l'identité. « Si je dis à l'instant qui passe : *Attarde-toi, tu es si beau !* », je rejoins, selon Goethe, le péché mortel de Faust, pour lequel le diable viendra le chercher.

» Pensez-vous que le diable, un beau jour, viendra chercher le capitalisme ?

» J'en suis tout aussi convaincu que le pape. Mais, comment savoir sous quel aspect, derrière quel masque ? Avec le temps, répondre à cette question m'est devenu moins aisé. « *Le Diable n'est bien déguisé* » (*Quartett*). « *L'herbe même il nous fait l'archer afin qu'elle reste verte* » (*Mausier*). « *Tu n'as tant de vérité dans le miroir de l'ennemi* » (*der Findling*).

» Et quelles sont, selon vous, les perspectives de cette Allemagne agrandie ?

» Dans un avenir proche, elle ne doit pas faire peur. Elle est fragile. Le serpent qui, pendant quelque quarante années, a maintenu le lapin sous hypnose a fini par le dévorer. Mais il semble se confirmer que ce lapin était en fait un hérisson. Or, c'est bien connu, les hérissons possèdent une inépuisable aptitude à l'hibernation. La prétendue « réunification » allemande – jusqu'à présent, dans l'Histoire, les Allemands ne se sont jamais unis que contre les Français, les Anglais, les Russes, etc. – est une colonisation en bonne et due forme. La rencontre Ouest-Est tourne au conflit Nord-Sud. Allemands contre Allemands. L'Europe, le monde entier peut-être, doivent à une fièvre chandelle à la virtuosité de Helmut Kohl.

» Quelles en sont les conséquences sur la vie intellectuelle et sur l'art de la RDA ?

» Lorsqu'à Mexico vous vous trouvez devant une église catholique, en y regardant de plus près, vous allez découvrir en dessous les vestiges d'un temple aztèque. La civilisation de l'ancienne République fédérale, surdéveloppée économiquement, culturellement sous-développée, se fait fort d'ancêtre, par la diffusion et l'administration, la culture surgie dans l'ancienne RDA pour résister à la colonisation stalinienne. Une fois de plus, les vainqueurs s'emparent de récrire l'Histoire. On détourne celle de la RDA, et on en profite pour refouler le passé nazi. Quarante années de Bautzen ont été fait de reléguer dix années d'Auschwitz aux oubliettes.

» Quant à l'art, c'est l'éternelle rengaine : les statues ont une durée de vie bien plus longue que les cultes auxquels elles sont dédiées. Le fait que Michel-Ange ait travaillé pour les Borgia a-t-il atteint le moins du monde sa notoriété ? Le temps de l'art est tout autre que celui de la politique ou de l'Histoire.

» Que pensez-vous du reproche que l'on a pu adresser aux artistes de la RDA d'avoir été des « boniches complaisantes » au service de la politique ?

» S'il s'agit d'art, d'artistes véritables, alors ils ont été assurément les moins fiables, les plus récalcitrants des larbins. C'est à l'illusion, à ce grand rêve enfanti-

par toutes les intelligentsias de gauche – en RDA et en Europe – qu'il faut poser la question, qu'il faut retourner la critique. Finalement, ce serait à elles, à ces intelligentsias, de nous éclairer, de nous dire si l'union entre l'art et la politique, consentie au nom d'une société juste, est enfin possible. L'illusion s'est volatilisée, mais le rêve n'a pas fini de se rêver.

» Pour les quelques décennies à venir, puisque le capitalisme avec son système sélectif – système dont le stade ultime serait Auschwitz (1) – a momentanément gagné, l'art va représenter le seul espace de l'Utopie, le musée où elle va être sauvegardée dans l'attente des temps meilleurs. Autrefois, l'Est se reconnaissait dans cette formule de Napoléon, quintessence de la Révolution française : « *Notre providence, c'est la politique*. » Aujourd'hui, la Révolution a échoué en URSS, trahie par le sous-développement, défigurée en triste parodie de son modèle français. L'Est se rallie à cette autre formule : « *Nature, providence, c'est l'argent*. » C'est une conséquence de la Révolution française, aussi indéniable que la déviation du projet de fusionner la liberté et l'égalité.

» En tant que président de l'Académie des arts et lettres, la politique est-elle devenue votre providence ?

» L'argent en tout cas l'est devenu. Dans toutes les académies du monde, des gens sont entrés non pas grâce à leur talent, mais parce qu'ils sont soutenus par un lobby. Le lobby, en RDA, c'était le Parti. Pour avoir le droit d'être des membres tels que John Hartfield, Christa Wolf, Volker Brann, entre autres, l'Académie de RDA était contrainte d'être – et elle l'a fait, c'est tout à son déshonneur – des gens imposés par le parti, des fonctionnaires, des artistes politiques falots. Voilà pourquoi, aujourd'hui, le Sénat de Berlin s'autorise en toute légitimité la liquidation de l'Académie dans son ensemble. Cette Académie qui peut quand même s'enorgueillir d'avoir eu comme premier président Heinrich Mann, d'avoir compté parmi ses membres Bertolt Brecht, Anna Seghers, Arnold Zweig – pour la RDA – et hors ses frontières, Pierre Boulez, Akira Kurosawa, Gabriel Garcia Marquez, Witold Gierszyński, Giorgio Strehler, Michel Tournier, Wim Wenders...

» Mon projet de transformer l'Académie en une « association Heinrich-Mann des artistes », supposait une réduction du nombre des Allemands. On aurait pu ainsi, en écartant les membres venus du Parti, retrouver une qualité incontestable. Mais le Sénat envisage aujourd'hui de supprimer ses subventions. Les vainqueurs réécrivent l'Histoire, j'ai grand-peur que les nôtres ne soient des analphabètes, du moins sur le chapitre de l'Europe.

» Le sénateur délégué à la culture pour la ville de Berlin arpente en bottes de cow-boy le paysage culturel de cette future métropole. Voilà la tendance générale de l'unification allemande : elle fait baisser le niveau intellectuel des nouveaux comme des anciens laïards. Elle perpétue les conflits entre politique et intelligentsia, entre les politiciens et les intellectuels, entre *l'Esprit* et *le Pouvoir* (Heinrich Mann). Ces conflits qui n'ont cessé d'ensanglanter l'histoire de l'Allemagne. A de Gaulle s'écriant « *On n'arrête pas Voltaire* » font écho les insultes faites à Brecht – on l'a comparé à l'auteur du *Horst Wessel Lied* – et à Heinrich Böll, Günter Grass et d'autres, par des politiciens dont nous laissons les noms puisqu'ils appartiennent de toute façon à l'oubli.

» On ne s'y prenait pas autrement en RDA, même si la méthode stalinienne destinée à liquider les intellectuels incorruptibles n'a été utilisée que sur des cas isolés. Notre tort à nous, intellectuels de la RDA, est

d'avoir accepté des privilèges, tout en sachant parfaitement que ces privilèges nous séparaient du reste de la population. Et qu'ils avaient pour conséquence, vis-à-vis du régime, de nous mettre hors d'état de nuire. « *Les tisserands d'Alapolda meurent de faim, mais moi, je dois réécrire Iphigénie en Aulide* » (Goethe à Eckermann).

» A quoi travaillez-vous en ce moment l'auteur Müller ?

» Je n'ai pas une minute pour m'asseoir à ma table de travail. Dans ma tête en revanche, je prépare cinq pièces. Je ne sais pas combien de temps ma tête va les supporter. La première aura pour thème la seconde guerre mondiale en Russie. Elle commencera à Stalingrad, et se terminera sur la chute du mur. Les protagonistes seront des victimes, avec en arrière-plan les ombres de Hitler et de Staline.

» Ne redonnez-vous que les ombres du passé ?

» « *Les fantômes jadis venaient du passé / Aujourd'hui ils viennent aussi du futur* » : Brecht, *Fatzer-Fragment*. La crainte de l'avenir diminue avec l'âge. Je n'ai plus grand-chose à redouter sinon la mort, à laquelle, personnellement, je ne peux rien objecter. Mais ce qui me terrifie, c'est, par exemple, l'interview d'Arnold Schwarzenegger en tant que superstar, dans *le Spiegel* – « *Voilà à peu de chose près notre avenir* » (Brecht, *Fatzer-Fragment*). Je n'ai rien contre Schwarzenegger, mais est-il vraiment notre avenir ? Dois-il absolument devenir une idole du *Spiegel* simplement parce qu'il est plus musclé que Augstein (directeur du *Spiegel*) ? »

Propos recueillis par
ALEXANDER WEIGEL,
dramaturge au Deutsches Theater
(Traduction Nicole Rothe)

(1) Dans un entretien avec Franck Radtatz, paru en français dans la *Leure Internationale* n° 8, hiver 90-91, Heiner Müller déclarait : « ... L'homme est l'ennemi de la machine, pour tout système d'ordre il représente un facteur de perturbation. Il est désordonné, il fait des sautes, il ne fonctionne pas. Donc, il faut qu'il s'en aille, et c'est tout le travail du capitalisme, le système structurel de la machine. La logique de la machine revient à réduire l'homme à la matière première : matières plus ou dentaire. Auschwitz est l'état du capitalisme. La rationalité comme seul critère impératif, réduit l'homme à sa valeur matérielle... »

Comme un étranger

par Matthias Langhoff

Brecht, après divers exils, à son retour en Allemagne occupée, cessa d'écrire des pièces de théâtre. Il ne voulait ou ne pouvait rien dire de ce qu'il y avait là. Il se contenta de défaire ses valises : elles étaient pleines à ras bord. Il fit du théâtre.

Müller, qui écrit dans son propre pays comme de l'étranger, pourrait vivre un similaire retour. Il y a dix ans, lors d'une discussion sur le cas Althusser, il avait dit : « *Certes, mes réseaux sont si étendus, et les mailles si larges, que beaucoup trop de choses passent au travers. De telle sorte que les problèmes de la majorité de la population de RDA, par exemple, ou de RFA, ne m'intéressent absolument pas*. »

Il faut espérer que les mailles ne se resserreront pas, que les réseaux ne se réduiront pas, que sa langue allemande étrangère survivra encore quelque temps à l'instauration d'une nouvelle grammaire.

Un opposant à jamais

par Wolfgang Engel

Ce que Heiner Müller a représenté en RDA pourrait se résumer en ces termes : dire non, faire le contraire. Le processus même de ses dénégations a été dans le public un pouvoir de contradiction. Il est à l'opposé de Schiller, qui avait fait de la scène le lieu de la moralité.

Dans son théâtre, les personnages et les situations vont si loin dans l'immoralisme que l'agressivité devient la seule attitude possible : que jamais le monde ne ressemble à ce que l'on nous montre... Un rejet si véhément engendra forcément une attitude morale. Sa langue est affrontement. Ses métaphores ambiguës exaspèrent l'imagination du spectateur, le renvoient à sa propre vie. En RDA, ce procédé avait valeur de provocation.

La langue poétique de Müller, face au réalisme socialiste, c'était la provocation suprême, le symbole de résistance.

AVIGNON 91

EDMOND JABÈS, L'EXILÉ

Tout est à récrire

Chaque année, avec des expositions, des lectures, des films parfois, le Festival rend hommage à un poète. Il y a eu René Char l'an dernier, et à présent Edmond Jabès. Exposition de livres, manuscrits, estampes, l'ensemble de l'œuvre en sept lectures, une rencontre d'intellectuels, un concert, un opéra d'enfants, un film... Une série de manifestations sur le thème de l'exil pour ce juif égyptien qui trouva refuge dans le pays de sa culture, la France.

L'ONGTEMPS solitaire et secrète, l'œuvre d'Edmond Jabès s'est imposée depuis quelques années comme l'une des plus singulières aventures dans l'écriture de ce siècle. Echappant aux classifications et aux genres littéraires, mais les englobant tous, elle a patiemment restitué à la parole poétique l'ensemble de ses territoires perdus, et réinventé le poète de ses pouvoirs de conteur, de narrateur, de philosophe, d'exégète, de penseur.

Cette primauté du poète ne se trouve d'ailleurs jamais revendiquée ni artificiellement proclamée : elle s'inscrit dans les mots, et c'est pourquoi Jabès, quelle que soit la forme abordée, parle, mot à mot, en poète. Tout le mouvement qui le porte et l'empêche de vocables en rumeurs, de cris en échos, tient à cette aimantation, à cette fascination pour ce qui se dérobe soudain et le précipite plus avant. « Je cherche, avec des mots, à saisir la poésie, mais déjà elle s'est réfugiée en eux. De la poursuivre là où elle est devenue ma voix, c'est moi seul, alors, que je tourmente », écrivait-il dans *Je bâtis ma demeure*. Et, en effet, son parcours s'apparente bien à cette poursuite sans fin aiguillonnée de tourments et balisée de questions.

Il est né le 16 avril 1912 au Caire, dans une famille juive qui y résidait depuis des siècles, et il était de culture française, même si un hasard bureaucratique

l'avait doté d'un passeport italien. C'est en français que Jabès avait choisi d'écrire, exprimant par là le désir d'une appartenance, décidant aussi du sens de son écriture et de ses amitiés. La première rencontre décisive devait être celle de Max Jacob, qui, avec ce que l'on pourrait appeler une bonhomie intraitable, rudoya d'emblée le jeune écrivain en transit à Paris. Jabès raconte l'épisode dans ses entretiens avec Marcel Cohen (1) : « J'avais envoyé des textes à Max Jacob et il m'avait donné l'impression de ne pas les trouver trop mauvais. Cela m'avait encouragé à mettre au point un recueil que je lui avais soumis dès mon arrivée. Je revois Max, me répétant, tout en feuilletant le manuscrit : « J'aime ça. C'est bien. Quelle belle image!... » Nous nous retrouvâmes le lendemain matin chez lui. (...) C'est alors seulement qu'il revint au recueil. « Je l'ai bien lu, me dit-il, et si tu le permets, je vais maintenant le déchirer pour que nous puissions en parler plus librement. » Il le déchira effectivement, à ma grande stupefaction, et le jeta dans sa corbeille à papiers. « C'est excellent, me dit-il, mais ce n'est pas toi. Tu m'imites, et j'ai fait moi-même. »

Durant une heure et demie, il me donna la plus extraordinaire leçon de poésie. En substance, il me poussait à avoir le courage d'être moi-même, en dehors de toute mode. L'accès au livre avait commencé par un livre déchiré. De ce jour de 1935 date sans doute l'effraction qui devait être l'éveil de Jabès à lui-même, à sa voix. Le prix à payer fut huit années de silence. Puis le cheminement se découvrit très à l'écart des bruits du monde, comme une marche au désert qui n'aurait d'autre but que l'avancée, la progression, l'errance dans un décor aride, risqué, incertain. « Je suis à la recherche / d'un homme que je ne connais pas / qui jamais ne fut tant moi-même / que depuis que je le cherche. »

Jabès n'allait plus interrompre cette quête ni taire ce lui l'incessant dialogue de l'être et de l'étranger. Le recueil qui regroupe les poèmes composés de 1943 à 1957 exprime déjà, sur des tons et des registres extrêmement divers, les intuitions majeures, les lignes de force futures. Le titre même de *Je bâtis ma demeure* souligne qu'il n'est pas de lieu hors du livre,

et que le livre est une création plus réelle que l'univers. En cela, cet ouvrage capital, qui fait place à l'émotion, à la séduction, à l'ironie, à la sensualité et même aux chansons, apparaît comme la pierre d'attente ou le seuil de ce qui, de gré et de force, allait advenir.

En 1957, Jabès est contraint de quitter Le Caire, les nationalistes égyptiens l'ayant désigné comme un homme à exclure au seul motif de ses origines. Lui, le militant antifasciste, l'agnostique, reçoit ainsi son lot d'exil parce qu'il est juif. Il devient l'étranger qu'il interrogeait, il accueille le legs d'une identité blessée.

A quarante-cinq ans, il s'installe à Paris dans des conditions précaires, avec pour unique refuge le livre toujours à réinventer et qui ne se connaît pas de fin.

« A l'heure où les yeux des hommes sont levés vers le ciel, où la science se taille une part plus belle, plus riche de l'imagination — tous les secrets de l'univers sont des bourgeons de feu qui vont, bientôt, éclater — saisis, dans mon exil, ce qui m'a poussé en arrière, à travers les larmes et le temps, jusqu'aux sources du désert où se sont risqués mes ancêtres? Rien, apparemment, ou sentil de la page ouverte, que cette blessure retrouvée d'une race issue du livre dont l'ordre et le désordre sont chemins de souffrance : rien que cette douleur dont le passé et le continué se confondent avec ceux de l'écriture. »

Voici aux premiers chapitres du *Livre des questions* l'affirmation qui fonde toute l'œuvre à venir : « Et tu seras dans le livre. » Voici aussi la question qui dévoile la filiation et le vertige d'une destinée brusquement resurgie : « Sois-ce que m'a poussé jusqu'aux sources du désert où se sont risqués mes ancêtres? » Car, sitôt chassé, sitôt jeté hors d'un territoire qu'il avait imaginé sien, Jabès cesse d'être poète ou écrivain pour devenir juif et poète, pour devenir celui qui renoue avec la tradition de l'interrogation des textes, tout en situant sa recherche et sa hantise au centre exact de la modernité.

Rien de plus intemporel ou de plus actuel que la démarche jabésienne. Au « comment écrire encore après Auschwitz? » il donne une réponse polyphonique où se sédimentent les âges, où s'avivent les plaies,

où s'éveillent les paroles sans repos. Aucun livre révéla n'a su prémunir des massacres, des infamies, de l'Holocauste. N'est-il pas une entreprise humaine qui puisse, dans son défi fragile, suppléer l'incertitude ou l'inefficacité de Dieu? Le projet de Jabès, sans être sacrilège, témoigne pourtant, par son ampleur, sa visée et son inspiration, d'un élan démiurgique, voire prométhéen.

« Le livre de l'homme est à la taille du livre de Dieu », disait-il. Et, de dialogues en méditations, de citations attribuées à des rabbins imaginaires en récits autobiographiques, l'exilé naviguait à ses livres la terre des questions errantes. Plus de refuge ici-bas ni au-delà, mais des stations dans l'éphémère, des repères dans le passage, des états d'être dans l'éboulement des jours.

« L'homme forge le temps contre le temps : mais le temps résiste, l'emporte. La parole de chair est légère quand le sang qui l'irrigue est bouillant. Dans la fièvre, l'homme s'efforcera de se soustraire à l'emprise du temps, tandis qu'il voit basse — ô voix forte — imperturbablement elle rappellera son appartenance à l'instant, lieu commun de rencontre, dans sa mouvance interceptée, de la terre et du ciel, indissoluble lien. »

Le grand œuvre d'Edmond Jabès, architecture de mots et de sables livrée à l'impermanence, compte plus de quinze volumes regroupés par l'auteur en quelques vastes ensembles, en quelques gigantesques chambres d'écho : le *Livre des questions*, le *Livre des ressemblances*, le *Livre des limites*, auxquels s'ajoutent le *Livre des marges* et la trilogie finale à vocation de message ultime : *Un étranger avec sous le bras un livre de petit format*, le *Livre de l'hospitalité* et *Désir d'un commencement*, angoisse d'une seule fin.

En regard, les œuvres poétiques complètes, admirablement intitulées *Le Seul*, *Le Sable*, marquent à quel point il y eut interaction entre le livre-poèmes et les livres-questions, à quel point il s'agissait en fait des versants d'une même ascension. Comme s'il y avait, par-delà les déchirures du destin individuel, une mémoire de l'écriture plus forte, plus irréductible et qui, malgré tout, perdurait.

Dans les derniers mois de sa vie, à l'automne 1990,

CHÈNE NOIR
AVIGNON 90 86 58 11

PRÉSENTE DEUX SPECTACLES

La peau d'un fruit
Texte et mise en scène : Gérard GELAS
Avec : LAURE ESPREIN, GUILLAUME LACON, PIERRE TALOU

NOCES DE SABLE
Texte et mise en scène : Gérard GELAS
Avec : LAURE ESPREIN, GUILLAUME LACON, PIERRE TALOU

du 9 juillet au 2 août à 21h00
dimanche 18h00 - dimanche 21h00

SAISON 91.92

LE GRAND CAHIER
Agota KRISTOF - Jeanne CHAMPAGNE

BETE DE STYLE
P.P. PASQUINI - Stanislas NORDEY

DANSES D'AUTOMNE
Karole ARMITAGE - Georges APPALIX - Francesca LATTUADA

AFRICOLOR 91
Festival de musique africaine urbaine, 3ème édition

CHUTES
Gregory MOTTION - Claude REGY

LE SANG CHAUD DE LA TERRE
Christophe HUYSMAN - Robert CANTARELLA - Philippe MINYANA

LA VIE PARISIENNE
OFFENBACH - Alain FRANÇON

L'AFRIQUE FANTÔME
d'après Michel LEIRIS - Thierry BEDARD

CHEF-LIEU
Alain GAUTRE - Jean-Claude FALL

ROMULUS LE GRAND
Friedrich DURRENMATT - Louis-Guy PAQUETTE

ENFANTILLAGES 92
Festival international de spectacles pour enfants, 3ème édition

RENSEIGNEMENTS / ABONNEMENTS / LOCATION : 42.43.17.17

Pour recevoir le brochure détaillée de la saison 91-92, veuillez remplir et renvoyer ce coupon- réponse au Théâtre Gérard Philipe Belfort avec le public, 59 Bd Jules Guesde 93207 Saint-Denis Cedex 1

Nom, Prénom : _____
Adresse : _____

Les Gêmeaux
un signe de création
saison 91-92

La Fontaine - Laurence FÉVRIER
Léo Katz - Louis-Charles SIRJAC - Création Avignon 91
Yves HUNSTAD - Création

La mouette - Tchekov - Philippe SIREUIL - Théâtre Varia
Armida - Haydn - A.R.C.A.I.

La vie parisienne - Offenbach - Alain FRANÇON
Les rendez-vous chorégraphiques :
Hervé ROBBE - Daniel LARRIEU - Nicole MOSSOUX
Odile DUBOC - Mathilde MONNIER / Louis SCLAVIS
Arthur H

Les Gêmeaux Scène nationale - Soeurs
(1) 46 61 36 67

LE PREMIER DICTIONNAIRE
ENCYCLOPEDIQUE DU THEATRE

Le Théâtre sous tous ses aspects, et tous les artisans de la fabrique théâtrale.

1024 pages
480 F

Bordas

THEATRE DE LYON
CREATIONS 91/92
MISES EN SCÈNE PAR JEAN-LOUIS MARTINELLI

- Une sale histoire (Jean Eustache)
Production Théâtre Overt
- La musica deuxième (Marguerite Duras)
Création du Théâtre de Lyon
- Conversation chez les Stein... (Peter Hacks)
Création du Théâtre de Lyon
- L'église (Louis-Ferdinand Céline)
Coproducteur Théâtre de Lyon, C.D.N. de Lyon / Théâtre du 8 et Nantaise / Amateurs

7, rue des Aqueclucs - 69005 LYON - tél. : 78.36.67.67

créteil Maison des Arts
Saison 91-92

Theâtre
Cœur Ardent - Ostrovski/B. Besson
Les guerres picrocholines - Rabelais/P. Pradinas
Le retour de Casanova - Schnitzler/A. Tephany
La nuit des rois - Shakespeare/C. Tordjman
Victor, le sauvage - Teatro dell'Angelo (Turin)

Danse
Maguy Marin - Création
Sydney Dance Company (Australie)

Chanson
Lambert Wilson chante
Chansons en mai

Opéra
Cosi fan tutte - Mozart/Pierre Constant

Opérette
La vie parisienne - Offenbach/Alain Françon

Cinéma
14^e Festival International de Films de Femmes
1.80.18.88

مكتبة النخيل

AVIGNON 91



rassemblant et affirmant les perspectives de son œuvre, Edmond Jabès refaisait le périple qui menait précisément du seuil au sable, avançant, avec la claire énergie du désespoir : « Tout est inaccompli et provisoire. Reste l'instant intensément. » Et il regardait ses mains vides, souriait, se taisait. Et il sentait en lui le dernier sortilège, l'ultime flux des mots, l'ultime renaissance de la voix haute, l'ultime murmure des sources du désert. Et il haussait son adieu en leçon de maîtrise et d'après l'écrit : « Ainsi, la « chose à transmettre » n'était que poussière de sable et le livre, poussière de vocables. / Tout est à récrire. »

Il y a chez Jabès une grandeur souveraine, une sagesse alarmée qui le désignait entre tous. Didier Cahen évoque avec bonheur la dimension spirituelle de celui qui, inlassablement, a su interroger le « Judaïsme après Dieu », et offrir un espace inédit et intense à la création. « En rompant avec les chemins encombrés, en reliant très directement l'essentiel à l'essentiel, tressant des liens en pointe où rien ne semblait pouvoir tenir, cette « écoute questionnante » ouvre un espace commun à l'écrivain et au créateur. L'espace du livre n'est plus alors une vue de l'esprit mais la vision d'un créateur, la visée d'un écrivain. Dans le partage des questions essentielles, dans l'alliance subversive de la loi et de la grâce, dans le dialogue du « tu » perçoit la chance d'un livre compris de l'intérieur (2). »

Une telle chance se vérifie en effet tant l'œuvre de Jabès requiert, accueille, espère l'approche du lecteur et son escorte. L'accord se réalise souvent par-delà le sens, presque d'instinct, à l'oreille. Les pages, avec leurs notations, leurs silences, leurs lignes mélodiques,

s'engendrent comme de vastes partitions aux résonances imprévues ; elles se font miroirs, éclairs, sources, supports de méditation ; elles se font vaticane d'une vie à livre ouvert.

Et puis soudain, les dialogues s'estompent, les récits s'effacent, les aphorismes abandonnent leur scansion lapidaire. Reste une phrase simple, lumineuse, qui prend le souffle et le cœur, et s'inscrit à vif dans la mémoire... « Ramassant une poignée de sable, le nomade dit : « Voici ma vie », puis, de l'autre main répétant le même geste : « Et voici ma mort. Tout le reste est mirage. »

ANDRÉ VELTER

- (1) Du désert au livre, Belfond, 1980.
(2) Edmond Jabès, de Didier Cahen, Belfond, 1991.
- * Chez Gallimard :
 - Je bâtis ma demeure.
 - Le Seul, le sable, « Poésie/Gallimard ».
 - Un étranger avec, sous le bras, un livre de petit format.
 - Le Livre de l'hospitalité.
 - Le Livre des questions : 1. Le Livre des questions ; 2. Le Livre de Yuliel ; 3. Le Retour au livre ; 4. Yael ; 5. Etya ; 6. Aely ; 7. El, ou le Dernier Livre.
 - Le Livre des ressemblances : 1. Le Livre des ressemblances ; 2. Le Souçon, le désert ; 3. L'Ineffable l'Inaperçu.
 - Le Livre des limites : 1. Le Petit Livre de la subversion hors de soupçon ; 2. Le Livre du dialogue ; 3. Le Parcours ; 4. Le Livre du partage.
 - Petites poésies pour jours de pluie, « Poésie cadet ».
 - * Chez d'autres éditeurs :
 - Le Livre des marges, Hachette.
 - Désir d'un commencement, angoisse d'une seule fin, Fata Morgana.

Vitez/Claudiel

« EN 1987, dans la Cour d'honneur du Palais des papes, Antoine Vitez fut l'ouvrier d'un rêve. L'intégrale qu'il donna du Soulier de satin de Paul Claudel allait très vite, du vivant même de son metteur en scène, entrer dans la légende du Festival d'Avignon... » Ainsi commence l'ouvrage dédié par Eloi Recoing à l'œuvre de Claudel et au spectacle de Vitez, la Journal de bord d'une entreprise insensée, à la mesure de l'auteur et du réalisateur.

Antoine Vitez a entraîné sa troupe dans une aventure inédite, aussi incroyable et fascinante que celle contée par Claudel. Une aventure qui retrouvait l'intimité de l'écrivain avec son écriture. Dans cette pièce, Vitez voyait trois fils : « le fil biographique », « le fil politico-théologique », et un hymne à la puissance illimitée du théâtre. »

Antoine Vitez avait travaillé avec ses amis de toujours, le compositeur Georges Aperghis, le scénographe Yannis Kokkos. Il avait retrouvé les comédiens qui l'avaient suivi de façon continue ou épisodique, avec lesquels il avait constitué sa famille. Dans l'éphémère du théâtre, dans la fuite de la pensée, la dilution du temps, quelque chose lui faisait peur. De spectacle en spectacle, il construisait ses pensées au jour le jour.

Eloi Recoing, qui était son assistant et le connaissait depuis son enfance, a recueilli les écrits de ce Journal de bord. Ses propres notes, plus des cita-

tions de Claudel ; quelques lettres adressées par Vitez à ses collaborateurs donnant des indications, errant vers des souvenirs ; des réflexions qui n'ont rien de théorique : quand Vitez répétait, il était comme un conteur oriental, évoquant des histoires fabuleuses, revenant soudain à des soucis concrets, repartant ailleurs sur des anecdotes...

La plupart de ceux qui ont participé à ce voyage au pays des merveilles ont écrit leur travail avec Vitez, leurs existences nouées ensemble autour du texte et du spectacle, pendant près de deux ans. Ils en ont décrit l'enrichissement et l'épuisement. Ils ont témoigné.

Autres témoins, les journalistes, qui, avec les spectateurs sont restés là, quasi envoûtés, du soleil couchant au soleil levant, « et plus la nuit passait, moins ils ressentaient une fatigue, comme s'ils étaient devenus, à écouter et à voir, plus légers. Comme si leur perception s'était changée, plus fine », écrit Michel Cournot.

Cent quarante pages de Journal de bord, avec bien évidemment les photos du spectacle. Le travail d'Eloi Recoing est à la mesure de cette entreprise. Il donne une idée de « la puissance illimitée du théâtre ».

C. G.

* Journal de bord (Le Soulier de satin, Paul Claudel, Antoine Vitez) par Eloi Recoing. Le Monde Éditions, 140 pages, illustrations quadrichromie, 295 F. Prix de lancement, 210 F, jusqu'au 31 octobre 1991.

Lire le Festival

Pour les spectateurs du Festival et ceux qui n'auront pas eu le temps d'y aller, pour retrouver l'ambiance et les spectacles, les discussions et les dialogues, les échanges, pour garder trace de ce moment où le théâtre règne, pour en rêver, pour réfléchir sur les richesses que ces trois semaines intenses ont offertes pour la troisième année consécutive, va paraître dès la rentrée l'Album du Festival d'Avignon 1991, publié par le Monde Éditions.

* 190 pages, photos, 120 F. Prix de lancement 100 F jusqu'au 31 octobre 1991.

La ville d'Avignon et son Festival sont enfin dans la collection des Guides de la Manufacture. La ville, le fleuve, le pont, le rocher, les papes, les palais, les musées, les vieux hôtels particuliers et les bâtiments modernes, et tous ces endroits où le théâtre s'installe. Le Festival in et off, le souvenir de

Vilar, tout l'essentiel de l'histoire en condensé depuis 1947 jusqu'à cette année même.

* Éditions de la Manufacture, 165 pages, photos, 100 F.

Chaque année, Catherine Clément vient au Festival animer les traditionnels débats de 17 heures au Verger, rencontres entre ceux qui font les spectacles et ceux qui y assistent. On y discute forme, et au-delà des clichés, de tous les jargons possibles, c'est là que se hume l'ambiance du Festival. Au jour le jour, Catherine Clément raconte ce qu'elle-même a ressenti, ses réactions épidémiques aux spectacles et les gens qu'elle connaît. Elle en connaît beaucoup. Une chronique beudeuse, subjective, charmante.

* La Pierre, la peste et les dieux. Éditions Théâtrales, 90 pages, 68 F.

Hommage à Mozart
créations de pièces courtes
Hélène Lattoum et Frédéric Lamoureux
Jean-Marc Collet
Corinne Perrin et Thierry Nougé
William Poiré, Mark Murphy,
Rui Horta, Michael Pinnerlee

Michel Kelemenis
C'est un vaudeville !

Thierry Smiths
Eros délégué

Dominique Bagouet
Noces

Christian Bourgaud
L'Apocalypse joyeuse

Régine Chopinot
St-Georges

Claude Brumachon
Folie et Palais des vents

Bernard Menaut
Lundi 20 h 45

Geneviève Sorin
Chansons, hommage
sentimental à Mac Orlan

Stéphanie Aubin
Orphée, mettez-y du votre

Marceline Lartigue
Lola Montès

Odile Duboc et Daniel Larrien
Créations pour le Ballet
de l'Opéra de Paris

Karine Saporta
La princesse de Milan, d'après
La Tempête de Shakespeare

Programme
Huitième saison
1991-1992

Abonnement
3 spectacles 200 F
Programme
Tél. 42 74 44 22

THÉÂTRE DE
GENÈVEVILERS

AS YOU LIKE IT
WILLIAM SHAKESPEARE
MARC FRANÇOIS

AXAX SOPHOCLE
STEPHANE BRAUNSCHWEIG

CENT MILLIONS QUI TOMBENT
GEORGES FEYDEAU
RENE LOYON

97-92

PEINES D'AMOUR PERDUES
WILLIAM SHAKESPEARE
ANDRZEJ SEWERN

VIE ET MORT DU ROI JEAN
WILLIAM SHAKESPEARE
BERNARD SOBEL

BRABOYA, ALORS ?
JEAN-YVES FARGEAU ET
QUATRE HEURES À CHATILLA JEAN GENET

JE SUIS HIROSHIMA
ALAIN MILZANT

10000 DEGRÉS DE PLUS QUE TOI
ERIC DA SILVA

EMBALLAGE THÉÂTRE

BRITISH COUNCIL
VISAGES DU THÉÂTRE BRITANNIQUE
CONTEMPORAIN

L'ASSOCIATION
ORCOFI
POUR L'OPÉRA,
LA MUSIQUE
ET LES ARTS
ET LE CENTRE
ACANTHES

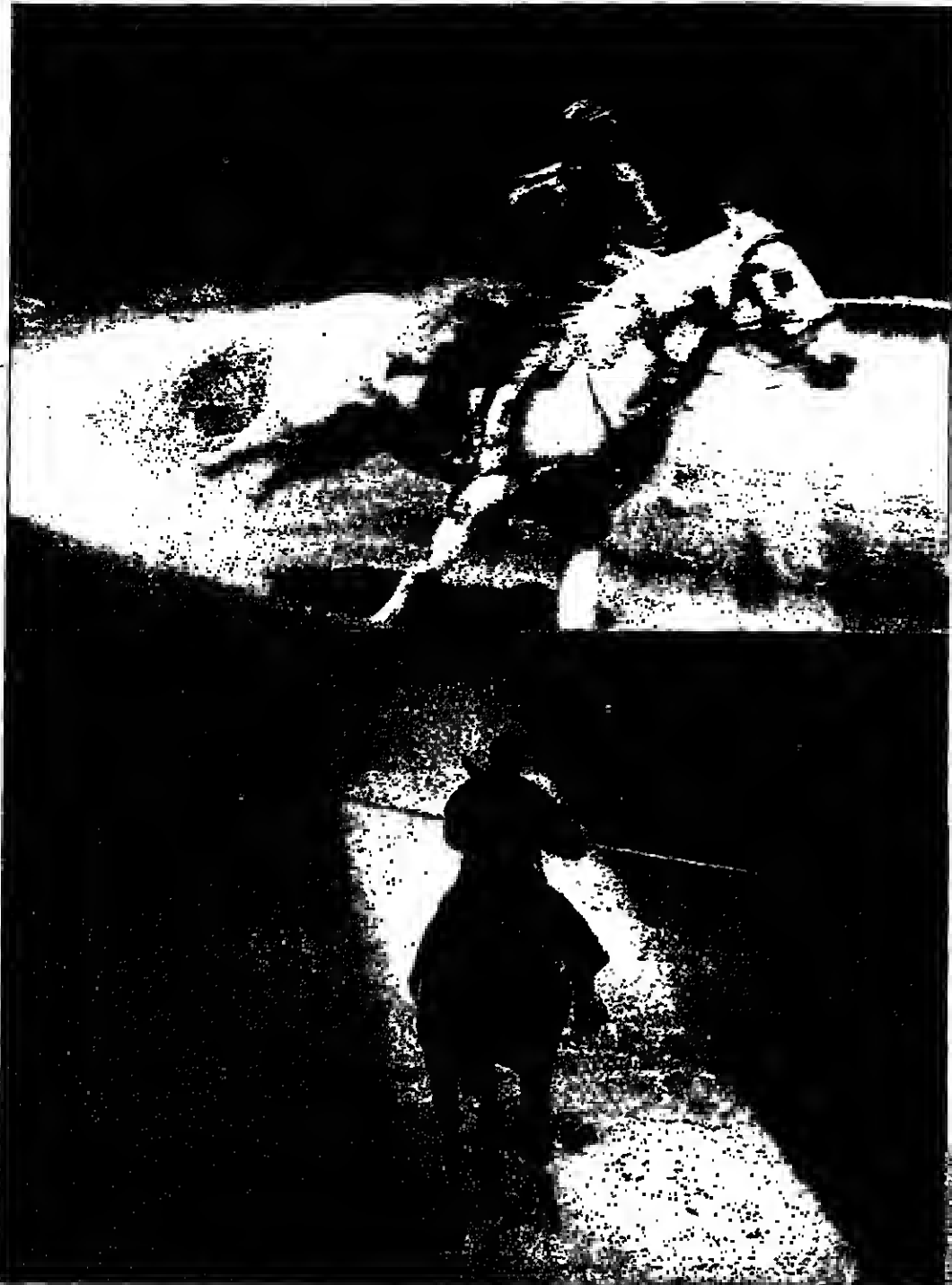
SEMAINE
ET CONCERTS
CONCERNÉS
A L'ŒUVRE
D'ELLIOTT CARTER
DU 14 AU 30
JUILLET 1991

A LA CHARTREUSE
DE VILLENEUVE
LES AVIGNON

ASSOCIATION ORCOFI
POUR L'OPÉRA,
LA MUSIQUE ET LES ARTS
PRÉSIDENT HENRY TADAMER
PRÉSIDENT DU COMITÉ
ARTISTIQUE JOEL WEBERMAN
43 BIS AVENUE MONTAIGNE
75006 PARIS
Tél. 44 42 40 00
CENTRE ACANTHES
Tél. 42 74 44 22

ASSOCIATION
ORCOFI
POUR L'OPÉRA
LA MUSIQUE
ET LES ARTS

AVIGNON 91



Il y a deux ans, sans pour autant quitter leurs roulottes, les Zingaro se sont installés pour l'hiver dans un bâtiment tout en bois construit pour eux au fort d'Aubervilliers. Ils y ont présenté le spectacle créé à Avignon dans la carrière Callet. Et ils y ont préparé un opéra équestre avec lequel ils reviennent, après l'avoir créé au Festival de la Ruhr.

D'ABORD, ils étaient un cirque barbare, puis un cabaret tzigane ; ils jouent à présent un opéra équestre. Les Zingaro, voilà deux festivals, s'étaient installés dans la carrière Callet, dont ils ont fait revivre les ombres, dont ils ont orné les parois crayonnées de lampions dérisoires, et qu'ils ont peuplée de magie. Ils y reviennent avec trente chevaux, des femmes berbères, des hommes géorgiens, une violoniste et Jean-Pierre Drouot. Finis les tziganes, finis les étranges breuvages servis par des valets arrogants autant que miséreux. Restent la basse-cour piaillante, les chevaux, les cavaliers. Et Bartabas, chef de tribu.

« Nous ne sommes pas tziganes de naissance, mais nomades par choix, dit-il. Donc, nous essayons d'approfondir ce que ça signifie. Après avoir cherché à droite et à gauche, il nous est apparu que les deux plus anciennes civilisations nomades sont celles des Berbères et des Turkmènes. Nous sommes allés voir, et là nous avons glissé un peu jusqu'à la Géorgie. En fait, pour des oreilles néophytes, les musiques turkmènes et berbères sont trop proches. Et puis ça s'est trouvé comme ça. Nous avons voyagé dans le Caucase, conduits par Cherif Khaznadar (directeur du Théâtre Renault-Barrauli), nous nous sommes tapés les groupes officiels que nous avons refusés, et dans un village nous avons trouvé ceux-là : des perles. Exactement ce que l'un cherchait, des gueules et des voix, pas des trucs gonflés, trop raffinés. Ils sont venus pour deux ans, et ils sont contents.

ZINGARO,

Le geste

« Avec les femmes, la démarche a été différente. Je suis allé au Maroc, en Algérie, mais j'ai été un peu déçu. On m'a dit que, maintenant, les touristes ont gâché une vraie culture... Même de leurs chevaux, nous n'avons pas grand-chose à apprendre. Pas moi, en tout cas. Donc, pour les Berbères, le recrutement s'est fait à Paris, par cooptation. La plupart des filles sont nées françaises d'origine maghrébine, toutes kabyles ou chleuhes. Quelques-unes sont comédiennes, c'est-à-dire que, habituellement, elles essaient d'atténuer les traces ethniques. Et, là, elles doivent les retrouver, retrouver en travaillant avec des vieilles femmes nées là-bas, des trucs qu'elles n'ont jamais vécus. C'est intéressant.

— Comment avez-vous travaillé ?

— La façon dont on travaille correspond au spectacle, dont le thème est l'affrontement de deux tribus. Pendant les deux premiers mois de préparation, les deux groupes ne se sont pas rencontrés, pour éviter toute tentation de mimétisme. Le matin, je répétais avec les Berbères, l'après-midi avec les Géorgiens, puis pendant un mois, nous avons mis au point l'ensemble, avec les cavaliers. Toujours les mêmes plus quelques-uns. Je n'interviens pas directement. A vrai dire, j'ai neuf interventions décalées sur la musique de Jean-Pierre Drouot, qui est sophistiquée, donc le travail équestre doit être plus élaboré. Si l'on veut chercher, ça peut représenter neuf relations d'un homme et d'un cheval noir, dont le rôle serait tenu par neuf chevaux différents. Certains animaux un les aime, on s'arrange pour les utiliser.

« Le travail avec eux est le plus long. On doit les préparer, leur apprendre autre chose que ce qu'ils ont fait pendant deux ans, et ce n'est pas rien. Il y en a de nouveaux. On les choisit sur un coup de foudre, ensuite on cherche ce qui leur conviendrait. C'est une question d'entente. On se dit : ce serait intéressant d'essayer telle ou telle chose avec lui. Des images viennent. Les images proposées par les chevaux, le spectateur les reçoit brutalement, elles renvoient à des souvenirs, des trucs archaïques. Ce sont des instants. Comme aussi le flash du chameau couché, à côté de la fille qui rit, ça dure une minute. Une minute d'émotion pure. C'est sur l'émotion que je travaille, et sur l'énergie.

« L'idée de l'opéra m'est venue, parce que ça fon-

ARMAND GATTI,

Voyage dans les banlieues

Armand Gatti est souvent venu à Avignon, pour le Théâtre-Œuvre notamment. Et puis il est parti loin des institutions, aussi libres soient-elles, transmettre sa ferveur aux adolescents que la vie maltraite. Armand Gatti croit à la force de la pratique théâtrale pour ouvrir des portes que l'on peut croire murées. Il a parcouru la France et l'Europe. Il revient à Avignon, il y est resté six mois avec une bande de la périphérie. Il n'a pas essayé de les apprivoiser, il s'est contenté de leur offrir la poésie, une poésie qui existe en eux.

UN coup de poing, un coup de cœur. Jeunes, tous, filles et garçons, femmes et hommes qui vous laissent reprendre le TGV vers Paris hébété d'abord, puis calme, serein : votre esprit est resté à quai, avec eux, debout, droits comme des I, rigides comme des bâtons, rectilignes comme l'aleph.

Ce matin-là, il faisait froid dans le Musée lapidaire d'Avignon, en plein centre de la Cité des papes. Des murs si épais que le soleil d'été, arrivé là avant les festivités, n'y pouvait rien. Il faisait chaud le jour d'avant, sous les toiles ondulées d'une salle polyvalente dézinguée dans le quartier de la Cabrière. Il faisait bon dans la nuit, quelque part en Provence, non loin des Baux, à la table d'Armand Gatti et de sa « tribu », une petite famille dite de « la Parole errante ». Trois lieux, trois couleurs, trois chaleurs, ou plutôt non, une seule, irradiante, soufflée par un mot avili, pervers, presque imprononçable aujourd'hui : amour.

« Gatti, dit Ibrahim, c'est d'abord l'amour. L'amour puis le verbe. » Un verbe au singulier. Lui qui, à soixante-sept ans, a gardé une voix de jeune homme, un corps, un visage, un regard de jeune homme. Gatti, Dante Sauveur, né le 26 janvier 1924 à la maternité de l'hôpital de Mnaco, fils d'Auguste Rainier — pas le prince, le balayeur — et de Letizia Luzona, femme de ménage. Sur sa carte de visite, confie-t-il, un non-lieu (la Principauté) et un camp de concentration (Mathausen). Déporté, évadé, parachutiste ; journaliste (prix Albert-Londres) ; écrivain et cinéaste ; metteur en scène et fugueur. Parti loin des institutions, loin de la France souvent, loin de

tout quelquefois. Il s'est installé cette année à Avignon par la bande, loin des remparts qu'il ne rejoint qu'avec d'innombrables précautions. Camp de base : la MJC de la Cabrière, où il a réuni, pour une nouvelle expérience, un groupe d'une vingtaine d'individus qui, tous sauf un, ont eu maille à partir avec la violence d'un monde trop complexe pour eux, violence d'un père ou d'une mère, d'un quartier sans lumière, d'une errance échouée en rade bitumée.

Armand Gatti est là au centre du groupe. Chaussures noires à semelles épaisses, pantalon noir, pull et tee-shirt noirs, blouson noir sans manches. Sa silhouette rabêlée se détache des murs blancs, du sol gris mal peint, inondés par la lumière de néons froids. Aujourd'hui, on va répéter, texte en main, les quinze premières pages de *Ces empereurs aux ombrelles trouées*, sa nouvelle pièce qui en compte pas loin de trois cents. Cette œuvre s'en va visiter les religions manichéistes autour de deux questions : peut-on représenter Dieu ? Par quels biais ? Réponse : le verbe et l'image.

Une fois de plus, le « poète surchauffé » — comme l'a surnommé, une nuit de l'hiver 1968, le général de Gaulle, qui somma son ministre de la culture, André Malraux, d'interdire les représentations de *Passion en violet, jaune et rouge* au TNP, pièce consacrée au général Franco — s'en va investiguer l'hypothèse d'une puissance transcendante. Cet ailleurs poétique est le grand dessein d'un homme qui fait confession pourtant, au jour le jour, d'une conviction libertaire sans faille. Quand on lui parle de la politique gouvernementale actuelle, de sa critique par toutes sortes de « refondateurs » à sa gauche, Gatti répond : « Nous, c'est plutôt nous », en indiquant du triant de la main un avenir qui s'ouvre droit devant lui.

Cette conviction a guidé ses pas hors des institutions qui l'ont pourtant longtemps courtisé. De Cuba, aux débuts des années 60 — où, pour un peu, il se serait installé à la faveur du tournage de *L'autre Cristobal* en compagnie d'un de ses meilleurs amis à l'époque, le comédien Jean Bouise, — jusqu'à Montréal, New-York et Berlin jusqu'à Marseille et Avignon — où il a voulu travailler avec les exclus du système, de tous les systèmes, — Armand Gatti métamorphose les coins les plus reculés de la planète Misère en terrains propices à l'aventure, à la reconquête.

Cette reconquête passe par l'apprentissage du langage, langage parlé et langage du corps. « Il aurait fallu voir nos gueules au début, le 21 janvier, confie l'un des stagiaires

d'Avignon. Nos visages ont changé, ils se sont ouverts. On ne s'est jamais senti aussi bien dans notre peau. » « La méthode Gatti, dit un autre, c'est d'abord la prise de conscience de l'énergie qui est en chacun de nous et sa concentration sur un projet commun. Cela suscite un espoir fou pour les gens d'Avignon, pour les mecs du quartier de Montclar, qui peuvent entrer dans un café et terroriser tous ceux qui sont dedans ou passer des heures sur les toits pour casser des appartements... et l'adrénaline qui monte, qui monte ! C'est pas possible que chez les champions sportifs il y ait plus d'énergie que chez eux. Si l'on ne fait rien pour ces mecs, ils rentrent [en prison], ils sortent, et ils plongent, le trou noir. »

Un troisième dira une vérité que tous partagent : « On s'en fait du spectacle à la fin ; on va le faire quand même car, d'une certaine façon, c'est génial, mais on s'en fout vraiment ; ce qui compte, c'est ce qu'on en a devenu, c'est ce groupe qui est devenu très solidaire. » L'aboutissement des expériences d'Armand Gatti n'a en effet rien à voir avec la transformation de délinquants en acteurs mais tient de l'insertion.

Pas question que le spectacle d'Avignon fasse, par exemple, l'objet d'une quelconque tournée. Mais la « tribu » Gatti a décidé de prolonger un peu l'expérience en cours et de se soucier du futur de chacun des stagiaires. Car, pour la première fois, le groupe va se trouver non seulement sous la pression des projecteurs, mais, *Ces empereurs aux ombrelles trouées* étant présenté dans le cadre du Festival « in », sous le feu du grand public et des grands médias.

Gilles Duvuy, qui a rejoint Armand Gatti au moment d'une expérience similaire à Saint-Nazaire il y a déjà longtemps, assure donc pendant trois mois le suivi individuel des stagiaires, une action en droite ligne de six mois de travail constant visant à la réinsertion sociale de chacun : vérification de l'utilisation des salaires perçus — entre 2 200 et 3 800 francs selon l'âge et la situation sociale — et du respect du contrat non écrit entre la « tribu » et les stagiaires imposant le respect des horaires de travail et l'interdiction absolue de prendre, pour quelques-uns, une quelconque drogue ; recherche de logements décentes pour ceux qui n'en avaient aucun ; discussions et rencontres avec l'entourage familial des stagiaires, dont certains parents, pour la première fois, dit Gatti, ont très violemment réagi à la présence de leur enfant dans la troupe ; recherche de compléments de formation, d'écoles ou d'employeurs autour d'un projet clairement déterminé.



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Acte d'amour

de Pasquale Squitieri, avec Claudia Cardinale, Bruno Crémès, Karl Ziny, Giulio Boschi, Tanja Alexander, Clara Colosimo. Italien (1 h 47).

Le drame d'une mère dont le fils est héros. Claudia Cardinale est la mère culpabilisée, torturée.

Forum Orient Express, handicapés, 15 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

L'affaire Wallraff

de Bobby Roth, avec Jürgen Prochnow, Peter Coyote, Nathalie Baye, Dieter Laser, Philip Anglim, Moshe van de Ven. Américain (1 h 40).

Une transposition d'une des enquêtes du journaliste espion, Gunter Wallraff, qui s'introduit dans un grand groupe de presse allemand pour dénoncer ses méthodes d'information et sa collusion avec l'extrême droite.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 15 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

L'arme parfaite

de Mark O'Shea, avec Jeff Speakman, John Dye, Minko. Américain (1 h 25).

La lutte Kempo est la vedette d'une série d'actions, de combats d'entraînement entre les bons et les méchants. Dans ces cas-là, scénarios et personnages n'ont qu'une importance secondaire.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 15 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Les Feebles

de Peter Jackson, avec la troupe des Feebles. Néozélandais (1 h 38).

Une comédie avec des marionnettes qui savent créer une ambiance magique sur une bistrot d'amour, de jalousie, et de mort.

Box-office Paris

Roi d'un jour, le cinéma a fait la fête le 27 juin, et les entrées ont connu leur éphémère sursaut de début d'été. Mieux que l'année dernière, même, avec à Paris 317 521 spectateurs munis du fameux passeport (+5,5 % par rapport à l'an dernier).

La grande vainqueur de cette semaine est Clint Eastwood muni de son gros pistolet, qui fait mouche à 125 000 avec *La Relève*. Parmi les (trop) nombreuses autres sorties, *Junior le terrible* s'en tire le moins mal avec 30 000 spectateurs. A noter également la bonne progression de jour en jour de *Varaz*, qui atteint les 10 000 avec seulement neuf écrans.

Mais cette semaine reste à marquer d'un pierre blanche puisqu'elle a vu deux films passer le

VO : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26); Pathé Hauteville, 5 (48-37-38); Elysées Ucinol, 8 (43-59-38-14); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

Revenge

de Tony Scott, avec Kevin Costner, Anthony Quinn, Madeleine Stowe, Thomas Millan, Joaquim Marre. Américain (2 h).

Un homme tombe amoureux de la femme de son meilleur ami, qui se venge en enfermant la femme dans une maison de passe, et en tabassant son ex-ami qui s'en va le chercher pour se venger. Mais il y a Kevin Costner.

VO : Forum Horizon, handicapés, 15 (45-08-57-57); U.G.C. Odéon, 8 (42-25-10-30); George V, 15 (45-62-41-46); U.G.C. Biarritz, 15 (45-62-41-46); U.G.C. Nanterre, 17 (40-68-00-16).

VF : Rex, 2 (42-36-83-93); U.G.C. Montparnasse, 8 (45-74-94-94); Paramount Opéra, handicapés, 15 (47-42-58-31); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette, handicapés, 15 (47-07-55-58); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 18 (45-22-46-01).

Un look d'enfer

de Malcolm Mowbray, avec Steve Guttenberg, Jamil Gertz, Kyle MacLachlan, Shelley Long. Américain (1 h 40).

Un jeune homme convalescent chaperonné par sa sœur, est transformé en aventurier. Malgré la pluie, commentent les films de l'été.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 15 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Sélection Paris

All the King's Men

de Robert Ross, avec Jason Robards, John Huston, 1h33. Film historique de King Hu, avec T'ien Fong, Li K'ouen, T'ang Pao-Yun, Ts'ao Kien, U'ing, Lei King. Cinéma de Taiwan (1 h 33).

Une épopée épicurienne complètement déviante et en même temps très pointilliste sur le chapitre de l'exactitude historique, surtout pour ce qui concerne les détails. Mais surtout un film vivant.

VO : Utopia, 5 (43-28-84-65); République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

Cheb

de Rachid Bouchareb, avec Mourad Bouasria, Nozha Khoudra, Pierre-Loup Reijot, Boualem Benali, Faoud Selti, Mohamed Nacef. Franco-algérien (1 h 22).

Un jeune beur expulsé de France se retrouve étranger en Algérie. Le film est un peu bref, mais il apporte un regard singulier sur quelque chose d'énigmatique, de profond, qui tient des rapports familiaux.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30); U.G.C. Rotonde, 8 (45-74-94-94); U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Nanterre, 17 (40-68-00-16); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43).

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38).

La Créature du cimetière

de Ralph S. Singleton, avec David Andrews, Kelly Wolf, Stephen Penner, Brad Doust, Andrew Cheff, Vic Pollara. Américain (1 h 26).

Dans les sous-sols d'une ancienne fabrique de textile, a été domicilié une

barre des 100 000 entrées. Une époque formidable poursuivant un joli parcours pour approcher les 200 000 en quinze jours. Il est suivi par *Dans la peau d'une blonde*, qui sur la même période atteint les 150 000. Plus modeste, mais très vaillant, *Toto le héros* réussit l'exploit de doubler ses entrées par rapport à sa semaine de sortie : les prodiges du bouche-à-oreille.

Parmi les titres plus anciens, la *Double vie de Véronique* va toujours de l'avant (plus de 150 000 en sept semaines) et *Thelma et Louise* garde la vante en poupe (près de 230 000 en cinq semaines) alors que la température de *Jungle Fever* baisse un peu trop vite.



Charlton Heston dans le Cid, d'Anthony Mann.

colonie de rats. Ils grouillent, humides et menaçants. Terreur assurée.

VO : George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Delicatessen

de Marc Caro, Jean-Pierre Jeunet, avec Dominique Pinon, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Dreyfus, Karin Viard, Rufus, Ticky Holgado. Français (1 h 37).

Comme si le temps avait obnubilé un immeuble dans un coin, il se dresse, poussiéreux, peuplé de gens étranges, enfermés dans cette lumière rouille qui donne une aura poétique à la noirceur du ciel et des âmes. L'humour féérique des deux auteurs fait merveille.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30); U.G.C. Rotonde, 8 (45-74-94-94); U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Nanterre, 17 (40-68-00-16); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43).

Dieu vomit les tièdes

de Robert Guédiguian, avec Ariane Ascaride, Pierre Banderet, Jean-Pierre Darroussin, Gérard Meylan. Français (1 h 40).

Il était copains, l'un d'eux est parti faire fortune à Paris, et il est revenu, dégoûté. Il retrouve ses copains vingt ans après, ils s'étaient juré de changer le monde.

Utopia, 5 (43-28-84-65).

Junior le terrible

de Dennis Dugan, avec John Ritter, Michael Richards, Gilbert Gottfried, Jack Warden. Américain (1 h 21).

Un jeune couple sans enfant en adopte un. Ils ne savent pas que cet adorable bambin abandonné à sa naissance, a juré de devenir l'ennemi public numéro un.

VO : U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Montparnasse, handicapés, 15 (47-42-58-31); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

Le Porteur de serviette

de Daniele Luchetti, avec Silvio Orlando, Nanni Moretti, Giulio Brogi, Arno Rossini, Argenta Fioschiero, Graziano Giusti. Italo-français (1 h 30).

Négres d'un romancier à succès, il croit respirer un peu d'air pur en écrivant les discours d'un ministre. Mais il découvre très vite que son idole est un magouilleur fini.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); Laténa, 4 (42-78-47-68); Lucernaire, 8 (45-44-57-34); U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30); U.G.C. Triomphe, 8 (45-74-94-94); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

La Relève

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Charlie Sheen, Paul Jula, Sonia Braga. Américain (2 h).

Quand Clint Eastwood se pastiche, s'offre le personnage d'un fils plus inspecteur Harry que le vrai, offre un beau rôle à Charlie Sheen, s'offre le plaisir de quelques carambolages et cascades épatantes : le résultat n'est pas désagréable.

VO : Forum Horizon, handicapés, 15 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); George V, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Nanterre, 17 (40-68-00-16); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43).

33-33); Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31); Les Nations, 12 (43-43-01-59); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 15 (47-07-55-58); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

Robinson & Cie

de Jacques Colombat, avec Les vœux de Jacques François, Roland Faint, Julien Guimar, Gérard Hamandez. Français (1 h 40).

Robinson, son île pas si déserte que ça, et Vendredy, l'histoire fait toujours rêver les enfants. Pour une fois elle n'est pas racontée de façon mièvre. Elle est même assez truculente.

Laténa, 4 (42-78-47-68); Épis de Bois, 5 (43-37-57-47); 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

Sushi sushi

de Laurent Perin, avec André Dussollier, Jean-François Stévenin, Sandrine Dumas, Eva Darlan, Frédéric Dahan, Kentaro Matsuo. Français (1 h 30).

Comment un prof d'université, soixante-huitard nostalgique se transforme en homme d'affaires, et comment il apprend à se débrouiller quand l'argent ne fait pas le bonheur.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); U.G.C. Montparnasse, 8 (45-74-94-94); U.G.C. Odéon, 8 (42-25-10-30); U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Nanterre, 17 (40-68-00-16); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43).

Thelma et Louise

de Ridley Scott, avec Susan Sarandon, Geena Davis, Harvey Keitel, Michael Medson, Christopher McDonald, Stephen Tobakowski. Américain (2 h 09).

Deux Américaines déçues par les hommes en général et les leur en particulier, s'en vont sur les routes, traversant toutes sortes d'aventures romanesques, meurtres, mais s'amusent bien : autant que le spectateur.

VO : Forum Horizon, handicapés, 15 (45-08-57-57); Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); U.G.C. Odéon, 8 (42-25-10-30); U.G.C. Rotonde, 8 (45-74-94-94); U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-41-46); U.G.C. Nanterre, 17 (40-68-00-16); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 16 (45-75-78-78); U.G.C. Montparnasse, 17 (40-68-00-16); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Toto le héros

de Jaco van Dormael, avec Michel Bouquet, Mireille Perrier, Jo de Bakker, Thomas Godart. Belgo-français-allemand (1 h 30).

Persuadé qu'il a été échangé à sa naissance avec son voisin, qui est un riche et gros lui a volé sa vie et son amour. Toto devenu vieux décide de se venger. Mais la vengeance prend les étranges chemins d'une mémoire qui bouillonne, menée par un cœur qui bat la chamade. Un enchantement.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 5 (48-37-38); Pathé Saint-Denis, 8 (42-22-72-80); La Psyché, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, handicapés, 8 (43-59-92-82); Éclair, 13 (47-07-25-48); Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-84-50); Gaumont Parnasse, handicapés, 14 (43-35-30-40);

Gaumont Convention, handicapés, 15 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-92-82); Pathé François, 8 (47-07-55-58); Les Nations, 12 (43-43-01-59); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 15 (47-07-55-58); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Molière, 17 (40-68-00-16); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Une époque formidable...

du Gérard Jugnot, avec Richard Bohringer, Gérard Jugnot, Victoria Abril, Ticky Holgado, Chick Ortega, Éric Prat. Français (1 h 30).

Ex-cadre supérieur licencié, devenu nouveau pauvre, il perd ses papiers, ses chaussures mais rencontre un drôle de monde qu'il ne soupçonnait pas. Adieu tristesse, bonjour tendre sourire.

Forum Horizon, handicapés, 15 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-92-82); Pathé François, 8 (47-07-55-58); Les Nations, 12 (43-43-01-59); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 15 (47-07-55-58); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94); U.G.C. Molière, 17 (40-68-00-16); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Reprises

Le Cid

de Anthony Mann, avec Charlton Heston, Sophia Loren, Raf Vallone, Genevieve Page, Gary Raymond, Hurd Hatfield. Américain, 1961, copie neuve (3 h 12).

Charlton Heston qui était jeune et spécialisé dans les rôles de justiciers bouillonnés et courageux tient celui du Cid Campeador. Il filme avec Sophia Loren un couple inoubliable.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 15 (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 8 (47-42-60-33); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Kinopanorama, handicapés, 15 (43-06-50-50); VF : Miramar, 14 (43-20-89-52).

Lifeboat

de Alfred Hitchcock, avec Tallulah Bankhead, William Bendix, Walter Slezak, Mary Anderson. Américain, 1943, noir et blanc (1 h 36).

Sept naufragés sur une barque sont obligés de prendre avec eux un nazi, qui seul peut les diriger sur l'océan. Un drôle de huis clos dans lequel Hitchcock n'a pas cherché le réalisme, ni la vraisemblance, mais le suspense et l'ironie.

VO : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07).

La sélection « Cinéma » a été établie par Colette Godard.

MUSIQUE

Paris

Jeu 4 juillet

Haydn

Symphonie n° 85 « La Reine »

Mozart

Alto d'opéra

Mahler

Symphonie n° 4

Barbara Hendricks (soprano), Orchestre de Paris, Leonard Slatkin (direction).

Avant de s'envoler pour l'Allemagne où il est invité par le festival qui dirige le pianiste Justus Frantz qui avait été son soliste cet hiver, l'Orchestre de Paris donne la *Quatrième* de Mahler au Châtelet, une salle où il vient de remporter un triomphe, dans *Samson et Dalila* de Saint-Saëns, sous la direction de James Conlon. Un triomphe mérité qui n'est guère étonnant dans la mesure où sous la direction de ce chef, l'Orchestre de Paris s'est toujours surpassé. Châtelet, Théâtre musical du Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 285 F.

Régions

Lyon

Mozart

Symphonies n° 31 « Parisienne » KV 271 et 40 KV 550

Concerto pour piano et orchestre n° 23 KV 488

Maria-Joëlle Pires (piano), Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine (direction).

La *Quatrième*, en sol mineur, le « grand » la majeur pour piano et orchestre, Krivine et Pires offrent le plus beau Mozart au public des Nuits symphoniques de Lyon. La même ambition se retrouve dans le programme du 8 juillet. Krivine a choisi de diriger, ce soir-là, la *Gran Partita* pour vents.

Les 5 et 8, Cour d'honneur de l'hôtel de ville, 21 h 30. Tél. : 78-80-37-13, 120 F.

Sarlat

Mozart

Sonate pour piano à quatre mains Deux ans de concert

Séminaire n° 13 KV 525 « Une petite musique de nuit »

Jean-Luc Viala (piano), Brigitte Engerer, François-Henri Duché (piano), Bruno Pasquier, Régis Pasquier, Olivier Charlier, Roland Daugère (violin), Bruno Pasquier, Tasso Adamopoulos (alto), Roland Pidoux (violoncelle).

Ouverture du Festival de Sarlat, un festival dirigé par Alain Lombard qui y fait prendre leurs quartiers d'été aux musiciens de l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine. Mais qui y invite aussi quelques-uns des meilleurs interprètes français pour des programmes aussi internationaux que possible. Plusieurs concerts, chaque jour, de la musique de chambre, une intégrale des symphonies de Beethoven.

Le 4, Aux pénitents blancs, 18 h 30. Tél. : 53-31-17-75, 50 F.

Sully-sur-Loire

Liszt

Deux Études d'exécution transcendante pour piano

Tzimon Barto (piano).

Ces *Études transcendantes*, Tzimon Barto les a déjà jouées à Paris, démontrant qu'il n'était pas seulement le beau gosse du piano que la publicité nous avait montré. Mais qu'en plus d'une technique maîtrisée, son jeu avait du chien et témoignait d'une imagination sans limite.

Le 7, Châtelet, 19 heures. Tél. : 05-45-28-18. De 60 F à 150 F.

Jazz

Miles Davis Group

On connaît Ricky Wellman, le batteur vers qui il se tourne (« *Garde le tempo, Ricky, remonte-le, il n'y a que le tempo qui compte* »); on connaît Kenny Garrett, étrange mixte, au légal et à l'alto, on connaît Foley, comique, excessif, frémement exagéré, marrant, juste vers qui il se tourne quand le bon public croit qu'il nous tourne le dos (« *N'en fais pas tant Foley ! N'en fais pas des tonnes !* »).

On ne connaît pas Deron Johnson. Miles Davis a joué quelques accords de Deron Johnson pour le *Monde* (20 juin). Miles Davis est un inventeur de musiciens. Personne pour dire ce que seront ses concerts de l'été. L'énigme. Le seul à susciter une attente de ce type, légère, flottante, vive, excessive. Le dernier des grands improvisateurs post-surralistes est là, en scène. Il est aussi le metteur en scène le plus libre des formes inconnues. Miles Davis est juste son nom. Trompettiste. Musicien.

Le 5, Grande Halle de la Villette, 20 h 30. Tél. : 42-49-77-22. De 120 F à 150 F.

Joe Zawinul Syndicate

Andy Summers Group

Darry Jones, Bill Evans, Bob Berg, Mike Stern, Chick Corea, John McLaughlin

LA SÉLECTION

Rock

Robert Cray Band J. Mayall & the Blues Breakers

Soirée blues de luxe avec un ancêtre britannique, John Mayall, qui a récemment trouvé sur son dernier album une seconde jeunesse, économique et raffinée. Le meilleur de la jeune génération américaine avec Robert Cray et un grand presque ancêtre, le très irrégulier Albert Collins.

Le 3, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 130 F.

Sioxié and the Banshees

Le souvenir de la soirée aux yeux fardés de noir, à la chevelure de Méduse, collera toujours à Sioxié. Même si, en quinze ans, son répertoire, son registre, se sont considérablement étendus, elle reste semblable à elle-même, sérieuse et intense.

Le 3, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 130 F.

Van Morrison

Pour célébrer ce festival, un moment de mystique celtique avec Van Morrison. Toujours irréprochable sur scène, l'Irlandais n'est pas très expansif. Tour tiendra donc à la lune, au vent, au recouvrement. Allez rockers, encore un effort.

Le 3, Issy-les-Moulineaux, Parc de l'Île-Saint-Germain, 20 heures. Tél. : 42-63-90-34. Location Fnac, Virgin, Billaud. 150 F.

Sting

Sting revient passer la seconde couche. Un concert sobre, brillant (le groupe est d'une qualité exceptionnelle), un peu trop sérieux et retenu pour des salles aussi grandes que Bercy.

Le 5, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30, 186 F.

Santana

Le vieux guitariste qui avait mis de la salsa dans son rock avant tout le monde avait donc raison. La récente compilation sortie chez Columbia le montre, tout comme elle montre que Carlos Santana a souvent eu mauvais goût et n'est jamais arrivé à trouver le chanteur qui aurait pu répondre à sa guitare. Cela dit, on peut s'attendre à une sélection choisie des meilleurs titres au Zénith, pour la nostalgie et le plaisir d'une virtuosité facile.

Le 7, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac, Virgin, 180 F.

The Rembrandts

Les Rembrandts n'ont rien à voir avec la peinture du Hollandais. Leur rock

simple et clair se rattache à la tradition des groupes aux noms simples, Cars, Shoes et autres biens de consommation plus ou moins durables. Un peu de fraîcheur pour ce début d'été.

Ziggy Marley and the Melody Makers

Ziggy Marley, après s'être imposé sur les marchés mondiaux grâce à un reggae languide et mélodique, vient de prendre sur disque un virage vers le raggamuffin et le hip-hop. La célèbre climatologie de l'Elysée-Montmartre risque d'avoir beaucoup de travail.

Le 9, Elysée-Montmartre, 19 heures. 125 F.

John Lee Hooker the Coast to Coast Blues Band

John Lee Hooker est le dernier grand bluesman de sa génération (celle de Muddy Waters, Howlin' Wolf) encore en activité. Depuis plusieurs années maintenant, il est assisté d'un jeune musicien, le guitariste Roy Rogers, qui veille avec un amour pas trop idolaire sur l'identité du blues du vieux maître, aussi beau qu'élémentaire.

Le 9, Au Grand Rex, 21 heures. Tél. : 45-08-93-89. Location Fnac, Virgin, 172 F.

Festivals

Vézelay

Le 5 juillet, terrasse de la basilique, l'association locale - le Cochon Club - organise un festival de rock avec les Satellites, que l'on distinguera facilement de l'environnement local, et une pléiade de talents locaux. Une idée déjà, peut-être une excellente journée.

Le 5 juillet, terrasse de la basilique de Vézelay, 19 heures. 60 F.

Bagnols-sur-Cèze

Deux nuits, la première avec le vétéran John Mayall, l'obscure Américain Eddie C. Campbell et l'excellent guitariste français Patrick Verbeke ; la seconde avec l'orchestre d'Otis Grand, qui sait très bien chauffer un auditoire, le Californien Joe Louis Walker et notre monument national du blues, Bill Deraime.

Les 6 et 7 juillet, Théâtre de verdure du mont Cotton, 20 h 30, 90 F 11 nuit, 150 F (2 nuits).

Tournées

FFF

Marco Prince et sa bande, la Fédération française de l'Onk, à écouter James Brown, George Clinton, Bootsy Collins. Et aussi de la musique des Bies, reggae et même biguine. Plus intéressant aussi, FFF a assimilé tout ça, en a sorti un son violent et joyeux, fait pour danser, une idée nouvelle en France.

Le 7 juillet, Montpellier, palais des sports Pierre-de-Coubertin, 23 heures, 50 F.

Supreme NTM

Rico n'est plus fragile qu'un concert de rap, plus encore un concert de NTM. Mais ce n'est beau quand les basses font vibrer le sol, quand Joey Starr ne disperse pas ses réserves inépuisables d'énergie, quand le public écoute et danse, formant le cercle autour des meilleurs hip-hopers ! Acheter un billet pour ces spectacles, c'est faire un pari.

Le 5 juillet, Chantier (de Haut), pelouse du Mâconnais, 21 h 30, concert gratuit. Le 7, Mâconnais, pelouse des sports Pierre-de-Coubertin, 50 F, 0 heure (1^{re} partie : FFF, Design, Les Copains).

Musiques du monde

Festivals

Nantes

6^e Festival d'été

Faute d'avoir pu aller sur les îles du Frioul la semaine dernière, c'est à Nantes donc que les musiciens et danseurs masqués dogons feront leurs premiers pas sur une scène (le 7). Voici une suggestion de parcours pour ceux que les ballets (argents, cubains, géorgiens...), très présents cette année à Nantes, laisseraient plus indifférents. Le vendredi 5, le Malien Kassé Mady. Le 6, Black Umfolosi du Zimbabwe et une Nuit des musiques d'en France, dont on espère qu'elles vont enfin décoller. Le 8 est un casse-tête : Amalia Rodriguez - une des dernières grandes voix d'Europe, pas toujours en forme, mais quel personnage ! - ou la splendide Stella Chiweshe du Zimbabwe ? Le 9, l'Orchestre arabo-andalou de Tétouan.

De 5 au 9 juillet, château des ducs de Bretagne, de 50 F à 120 F. Tél. : 40-47-81-77.

Rennes

Les Tombées de la nuit

Le jazz, des musiques du monde, des animations de rue, des musiciens traditionnels français, Rennes fait la fête et sait faire se croiser l'Espagnole Equidada Bares, le Malien Kassé Mady et l'Orchestre national de jazz. Un festival à la programmation si riche qu'il convient d'aller les mains dans les poches, ce perspective d'un menu à la carte et au bon plaisir.

Jusqu'au 6 juillet, Rennes (sur plusieurs sites), de 50 F à 110 F. Renseignements : 99-79-01-98 et 99-30-38-01.

Côte d'Opale

15^e Festival

Pour donner le départ d'un mois de festivités, ce festival annuel offre une soirée africaine à Dunkerque, avec un

grand nom du jazz mélangé et des rythmes travaillés, Manu Dibango, et un Ougandais au futur - enfin - promoteur, Geoffrey Oryema.

Du 5 au 30 juillet, de 60 à 140 F. Renseignements et réservations : 21-30-40-33.

Paris

Juillet au New Morning

Ce n'est pas un festival en titre, c'est un festival de talents, un « All Stars » pour Parisiens dilettantes et curieux. Après le passage du Guineen électricité Momo Wandi Sowah, le 1^{er} juillet (album chez Mélodie), le 4, Geoffrey Oryema (voir ci-dessus) et le groupe de jazz sud-africain très frais et très mélangé Tananas. Les 5 et 6, Mongo Santamaría, un des meilleurs percussionnistes afro-cubains et ses six musiciens accros au jazz latino. Le 9, la voix grave de Mahatma, chanteur de *mbaqanga*, la « soupe » des ghettos sud-africains, contre pop, chorales zoulous et danse traditionnelle, avec ses trois danseuses et choristes, les Mahatma Queens. Le 12, Femi Anikulapo, le fils de... et son groupe, Positive Force, moins à cheval sur l'afro-beat du papa, mais plus nigérian que jamais, avec une souplesse que Fela n'a pas eu le loisir d'acquiescer. Les temps étaient plus durs. Ce All Stars du New Morning, bien sûr, devrait se terminer le 27 juillet avec le Soper Diamond de Dakar, un mythe de plus.

Du 5 au 27 juillet, A 21 h 30, 9 rue des Fêtes-Ecuries 75010 Paris. Tél. : 45-23-68-39.

Tournées

Bill Deraime

On aime ou on n'aime pas son dernier album, ses jeux de mots et ses accents de bluesman incorrigible, son espéranto un peu trop sérieux. Mais un retour de Deraime est toujours une occasion de sentir la joie de faire de la scène en artiste, avec des chansons nées en France qui élargissent leur horizon.

Le 5 juillet, Brégy-sur-Orge, La Piscine, 22 heures. Le 7, Bagnols-sur-Cèze, Théâtre de verdure du mont Cotton, 23 heures, 50 F.

Paolo Conte

Paolo l'avocat, Paolo le chanteur à la voix usée, Paolo le séducteur, Paolo le mal rasé, Paolo le conteur, quelle étiquette donner au chanteur charmeur de l'Italie campagnarde et « jazziste » ? Avec choristes et guitares rythmiques, un Mister Jive nouvelle manière.

Le 8 juillet, Marseille, pavillon Hoche (île du Frioul), 21 h 30. Le 9, Lyon, Théâtre romain antique de Fourvières, 21 h 30. Le 10, Strasbourg, Palais de la musique et des congrès, 22 heures (1^{re} partie : Arthur H.).

La sélection « rock » a été établie par Thomas Sotinel. « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

à brodé sur ce principe : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué.

Pré-Catalan (Jardin Shakespeare), route de Suresnes Pré-Catalan, 14^e. A partir du 8 juillet. Du lundi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-72-00-33. 80 F et 120 F.

Moun Koubari

de José Jernidier, mise en scène de l'auteur, avec Suzanne Ezrin, Eddy Jernidier, Aline Mugerin et Evelyne Eden.

La petite salle de l'Œuvre se consacre au théâtre noir et commence avec une histoire qui se passe à la Guadeloupe, une histoire de retour au pays, de rhum, de famille, de ragots.

L'Œuvre, 55, rue de Cléry, 9^e. A partir du 8 juillet. Du lundi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. De 50 F à 150 F.

La Ronde

de Schneider, mise en scène d'Isabelle Nanty, avec Dorcas Chaplin, Patrick Milla, Eric Berger, Joseph Mulier et Lili Zanreva.

C'est pendant un stage international qu'Isabelle Nanty a eu l'idée de faire travailler la Ronde dans plusieurs langues. La pièce s'y prête, la Ronde de dix couples. Ronde de désir, de mensonge, de domination, d'appel au secours, de cynisme, de tendresse éperdue... Max Ophüls en avait tiré un film joyeux et pervers. Les personnages font rêver les comédiens ; et Isabelle Nanty est une formidable directrice d'acteurs.

Lucienne Forum, Théâtre rouge, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Soirée à 20 heures. Relâche le dimanche. Tél. : 45-44-57-34.

Qui pour qui

de Franck Desmaroux, avec Sandrine Chatrou et Sébastien Javou.

Quiproquo amoureux et comédie légère, sur fond musical : c'est le style du théâtre de salon.

Hôtel Lutèce, 45, bd Raspail, 6^e. A partir du 8 juillet. Les lundi, mardi et samedi à 21 heures, le dimanche à 18 h 30. Tél. : 45-44-05-05. De 90 F à 250 F.

Tromper n'est pas jouer

de Patrick Carpil, mise en scène de Daniel Colas, avec Michel Roux, Fionn Gilin, Daniel Russo, Elisabeth Margoni et Florence Geany.

La femme, le mari et la maîtresse, variante de l'infamie trio sans quel le boulevard, le vaudeville, le théâtre dans sa majeure partie n'existeraient pas.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2^e. A partir du 3 juillet. Du mardi au dimanche à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-95-23. De 50 F à 200 F.

Paris

Les Fourberies de Scapin

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Laurence Cortadellas, Eric Elmosnino, Manonille Gaillard, Sophie Gaudin, Edouard Lefoulon, Roger Mirmont, Vincent Rouche, Philippe Uchén, Romain Duverne, Max Mac Carthy et Carol Styrer.

Personnages réalistes : Scapin, les amoureux, les valets. Personnages masqués : les deux pères. Ensemble, ils composent un spectacle nerveux, gai et rude, qui ravit le public depuis bientôt un an sans discontinuer.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-70-04-04. De 50 F à 220 F.

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Claire Vernet, Nicolas Silberg, Véronique Vella, Marianne Epin, Jean-Luc Bideau, Christian Blanc, Eric Frey, Philippe Tournon et Caroline Appré.

Et si la maladie des corps était une clownerie, une entourloppée de la mort ? Pour jouer avec elle, Gilles Bourdet met des nez rouges et des costumes baroques à ses héros dératés.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Les lundi et jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 185 F.

T.S.F.

mise en scène d'Alain Sachs, avec Marlène Maignan, Dominique Vissac, Jean-Yves Lacombe et Philippe Berthe.

Les farceurs de la mélodie aimaient le jazz et swingent comme personne, en pastichant avec une ironie de bon aloi les groupes des années 50.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-18. De 100 F à 140 F.

La Tragédie du roi Christophe

d'Aimé Césaire, mise en scène d'Idélie Quadrago, avec Catherine Samin, Alain Pralon, Dominique Rozan, Roland Barin, Marcel Bocconnet, Jean-François Rami, Louis Aubessier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerand, Thierry Huneisse, Michel Fivory, Jean-Pierre Miché, Isabelle Gordin, Olivier Quatre et Teto Bessanin.

Parcours d'un esclave bâillon qui se fit couronner roi et ne sut pas régner. Le langage chalcéen d'Aimé Césaire trouve en Roland Barin un magnifique interprète.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Les mercredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Régions

Alsès

Festival du Jeune Théâtre

Vraiment du théâtre et vraiment jeune - ce qui n'est pas forcément synonyme de nouveau, mais souvent de promesses. Avec, en avant-première d'Avignon, l'hommage à Vilar de Pierre et Simon Pradinas. A la 1^{re} journée, le groupe espagnol Xarxa, la Folle Nuit, par Flvio Polizzi, Nomade, de et par Hubert Colas, Gaspacho, un chien mort, d'Olivier Py, Don Quichotte, par Vague et Terre, Déserte, par la Compagnie Goudard, la Requête d'Eugène, par Travaux 12, Nina c'est autre chose, de Vinaver, par Juin 88 et, en création, la Robe de mariée, par la Compagnie Witkacy, l'Ermite de la forêt, par Parades et Paradoxes, Pluridex, par Le Petit Martin. Des rencontres, des lectures, des stages, des expositions complètent le Festival.

Du 15 au 28 juillet, accueil et location au Théâtre municipal, square Pablo-Neruda, 30100 Albi. Tél. : 66-52-52-64.

Montluçon

Des siècles de paix

mise en scène d'Olivier Perrier, avec Simone Sadin, Georges Bland, Simone Le Gourlière, Olivier Perrier, Abdallah Badie, Olivier Mathiaux, Florence Umoges, Dominique Triquet, Bibi la brute et Hérode le juif. Animaux et acteurs mêlés pour transcrire une vision de notre monde, une vision plutôt rude, mais vigoureuse. Celle d'Olivier Perrier.

Centre national de création, rue des Faucheroux, 03000 Montluçon. Les vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 70-03-66-18. De 50 F à 30 F.

Grenoble

Festival européen

Organisé par Renata Scant, le Festival réunit les troupes les plus diverses, venant d'Est et d'Ouest, et même du Sud, car la vieille Europe, ayant cessé dans le monde entier, n'a pas de frontières. C'est un festival de découvertes et de convivialité, avec un net penchant pour les spectacles qui traitent de problèmes contemporains. De problèmes, l'époque o'co manque pas. Un grand moment dans la ville.

Bureau du Festival, 8, rue Pierre-Decker, jusqu'au 12 juillet. Tél. : 76-44-60-92.

Le Plessis-Macé

Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Yves Gué, avec Laurent Terzieff et Pascale de Boysson.

Un roi vulnérable, berné, blessé, annonce la triste histoire de la mort des rois... Une des plus belles pièces de Shakespeare, que Laurent Terzieff a créée à Lyon et qu'il joue dans les festivals avant de la reprendre à Paris.

Château du Plessis-Macé, 49000 La Plessis-Macé. Les jeudi et vendredi à 21 h 30. Tél. : 41-81-49-49. 150 F.

Avignon

Rue du Dessous-des-Berges

de Céline Monsarrat, mise en scène d'Agnès Boury, avec Anne Joubert, Vincent Violette, Agnès Boury, Marie Vincent, Michel Papineschi, Céline Monsarrat et Bernard Metreau.

En dehors de la période du Festival, les activités théâtrales ne manquent pas à Avignon. Ce qui est plus rare, c'est de commencer avant l'arrivée de la foule et de se poursuivre à la faire. Le off commence tôt, se renforce sur place.

Théâtre du Chien-qui-fume, 75, rue des Telemiers, 84000 Avignon. Le mardi à 18 h 30. Tél. : 90-96-35-75.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard

VOTRE TABLE CE SOIR

u Ambiance musicale n Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES
16, rue Cognacq-Jaques, 8^e
42-36-74-24
F. sam. midi et dim.
42-35-01-10

L'ARTOIS
13, rue d'Artois, 8^e
47-23-34-42
F. sam. dim.

RELAIS BELMAN
37, rue François-I^{er}, 8^e
47-70-68-68 et 47-70-66-50
F. samedi et dimanche

AU PETIT RICHEL
25, rue Le Peletier, 9^e
47-70-68-68 et 47-70-66-50
F. samedi et dimanche

AUBERGE DE L'ARCOAT
27, avenue Reille, 14^e
45-89-17-05
F. sam. et dim.
47-50-98-15

YVONNE
13, rue Bassano, 16^e
F. ven. soir et sam.
47-50-98-15

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, fôie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquilles de Jacques, CONNET, magret, POIE GRAS FRAIS de comar, OMBRES en saumon. Entr. 230 F. OUVERT LE SOIR. JUSQU'AU 22 H 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Sals aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gilette du jour.

MENU GOURMAND à 180 F. VIN COMPRIS et sa carte traditionnelle. Vins de Loire. Dans un décor 1880. Salons particuliers. Salle climatisée. Service jusqu'à 22 heures. Parking Drouot.

OUVERT TOUT L'ÉTÉ : Pâtisseries Montmartre. Spécialités de poissons, crustacés, terrine giboules et Saint-Jacques. Salades fraîches. Menu 140 F et carte. Cocktail. Mandate de coupe. Cidr. Muscadet.

Vieille cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS. Huitres et gibiers en saumon. Fois gras frais. confit de canard. Carte 300/350 F. Diplômé chef F. Montagné. OUVERT DIM.

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-là est de très loin le meilleur et le plus authentique » Christian Milon (Célib-Millon).

J. 23 h 30. TANDOORI CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M^{re} Vevia, N. 42-des-Champs. Carte 120 F env.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

TERRASSES - PLEIN AIR

ALSACE A PARIS
Tél. 43-26-89-36
9, St. André-des-Arts, 6^e - Salons
CHOUCRUTES, grillades,
POISSONS

TERRASSE PLEIN AIR
HUITRES ET COQUILLAGES
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES
toute l'année. POISSON DU MARC
Pâtis traditionnelle. Vins à découvrir.
TERRASSE ENSOLEILLÉE
Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Le Docteur invraisemblable

d'après Ramon Gomez de La Serna et Georges Girardet, mise en scène de Jean-Luc Peltier, avec Catherine Le Jean, Thierry Chommand et Gilles Guerin.

La médecine et les médecins sont une inépuisable source de gags burlesques et de réflexions plus ou moins amères sur les limites de l'esprit humain et son impuissance au bonheur.

Hôtel Lutèce, 45, bd Raspail, 6^e. A partir du 4 juillet. Les mardi et samedi à 18 h 30, les jeudi et vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 45-44-05-05. De 90 F à 250 F.

La Double Inconstance

de Marivaux, mise en scène de Christian Gros-Stef, avec Pierre Bordes, Marie-France Saint-Dizier, Jean-Pierre Granet, Jenny Chommand et Gilles Guerin.

Confusion des sentiments, manipulation des esprits. Marivaux toute sa vie

مكتبة الشمل

SELECTION

DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Marseille

László Moholy-Nagy

Cet ancien du Bauhaus (1895-1946) aura été un chercheur-plasticien des plus éclectiques tout au long de sa carrière. La rétrospective de Marseille en témoigne, qui présente des peintures, des photographies, des photographes, des films, des sculptures en verre, en bois, en métal chromé.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 51-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Du 5 juillet au 15 septembre, 12 F.

Nice

Gustave Moreau et la Bible

Du peintre symboliste, on connaît bien la mise en scène des femmes fatales Salomé ou Dalila, qui fascinent Huysmans, Redon, et André Breton. Moins les tableaux évoquant la chaste Suzanne, et encore moins le Chemin de croix peint pour l'église de Decazeville, que le peintre avait voulu anonyme. Il figure dans l'exposition réalisée à partir du fonds du Musée Gustave Moreau, à Paris.

Musée national messin, place Marc Chagall, avenue du Docteur Léonard, 06000. Tél. : 93-81-75-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. A partir du 1^{er} octobre de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30. Du 7 juillet au 7 octobre, 24 F.

Rochechouart

Collection du Musée

Œuvres de Koonin, Anselmo, Fabro, Long, Fulton, Tremlett, Richter, Polke, Horn, Laib, Bouillon, Favier, Frieze, Messager, Tosani. Commencée seulement en 1985, cette collection d'art contemporain risque de surprendre par la qualité des pièces et la cohérence des ensembles retenus, d'ailleurs sans dépenses excessives.

Musée départemental d'Art contemporain, Château, 87800. Tél. : 55-45-18-18. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. En septembre : du lundi au mardi de 14 heures à 18 heures. Du 4 juillet au 15 septembre.

Paris

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinq-cents œuvres, peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges Pompidou, grande galerie - 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 août.

Dessins espagnols : maîtres des XVII^e et XVIII^e siècles

Le Siècle d'or, de Berruguete à Velasquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque Nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jauillard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi à 15 h 30. Rens. : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet. 30 F (prix d'entrée du musée).

Jean Dubuffet, les dernières années

Dubuffet a été choisi entre tous, pour marquer l'ouverture du nouveau Jeu de Paume, le Dubuffet d'après l'Hourloupe, celui des Psycho-Sites avec personnages, des Mires solaires qui brouil-

lent la vision, et des Non-Lieux aux ultimes traces de l'activité mentale, juste avant le noir. Epoustouffant d'angoisse.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 22 septembre, 30 F.

Sophie Calle

L'absence et la peur de l'inconnu, le désir de l'autre, l'attente de la rencontre, et la perte, mais aussi la séduction et la transgression inspirent les jeux rituels, règles et vécus comme un piège, de cette artiste désormais bien connue aux États-Unis. Qui expérimente sa vie comme une aventure secrète et tout à fait singulière.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, mardi de 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre, 15 F.

La photographie en miettes I

Lacéré, surchargé, altéré, volatilisé, perforé, quasi mutilé, le médium photographique teste de se libérer de ses contraintes matérielles et esthétiques. À travers 150 œuvres, de Germain Krull à Wilkin, en passant par Arnulf Rainer, Annette Messager, Fontana et Tom Drahos, un premier bilan de ces pratiques iconoclastes qui vont du brûlage au chimigramme.

Centre Georges Pompidou, galerie du Forum, rue-de-châteauneuf, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures, mardi de 18 heures à 22 heures. À partir du 18 septembre 1991 au 3 novembre 1991. Jusqu'au 9 septembre.

El Lissitzky

Figure majeure de l'avant-garde en Russie au temps de la Révolution, El Lissitzky, qui connaissait bien Malevitch, entreprit, à partir de 1919, de faire évoluer le Suprématisme vers le constructivisme. Avec le « Proun », station d'essai entre la peinture et l'architecture, cette rétrospective, qui vient du musée de Eindhoven, comporte quelques deux-cents œuvres, dont beaucoup ont été prêtées par la galerie Trétiakov de Moscou.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, mardi de 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre, 30 F.

Giovanni Battista Piranesi dit Piranese

Les séries des célèbres Prisons et des Vues de Rome de l'architecte et graveur Vénitien y sont exposées au complet, soit, respectivement, 17 et 133 planches. En prime un portrait de Piranese par Polanzani. Toutes les gravures proviennent de la fondation new-yorkaise Arthur Ross.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 juillet.

Pygmées ?

Peintures sur écorce battue Les pygmées ne se contentent pas d'être les auteurs de polyphonies que l'on a pu entendre récemment à Paris, ils ornent également des écorces battues. Les motifs sont abstraits : griffures, lachures, pictogrammes, lignes entrecroisées, pointillés. Même s'ils renvoient à une présence réelle, au monde qui les entoure, ces travaux ont une cohérence esthétique impressionnante.

Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo, Paris 16^e. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 septembre, 15 F.

Seurat

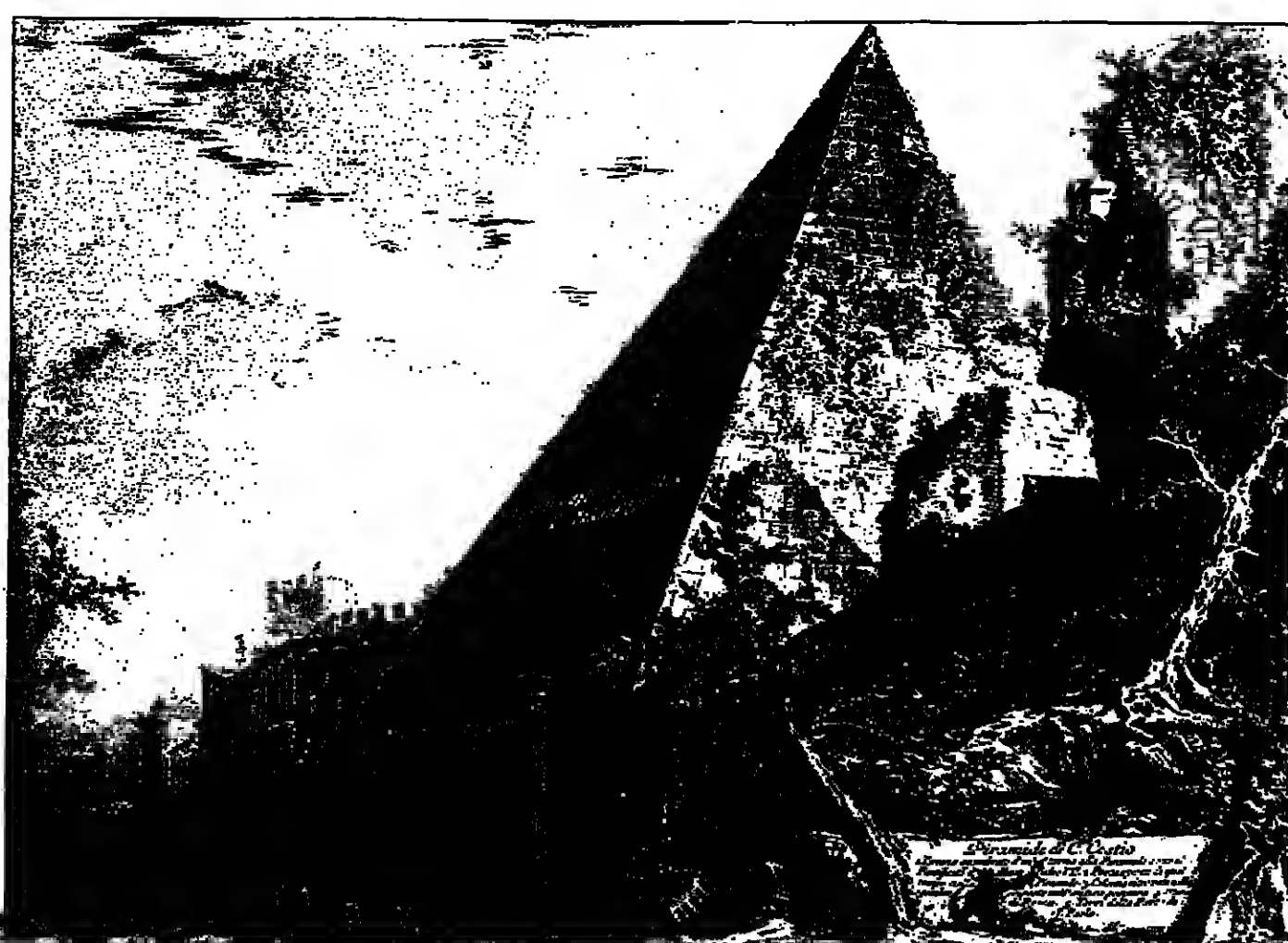
Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collé à l'auteur d'Un dimanche à la Grande Jatte? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Chamisso, pl. Châteauneuf, av. Gai-Eliot, Paris 8^e. Tél. : 42-88-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des caisses à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août, 37 F, sem. 24 F.

Geer Van Velde

Calmes, médités, apparemment fragiles, les dessins d'un peintre hollandais (1898-1977) fixés à Paris, dont l'œuvre, toute d'architectures de lignes et de plans brisés, est lieu de passage, fenêtre ouvrant sur le monde-intérieur.

Centre Georges Pompidou, Cabinet d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 15 septembre, 24 F.



La pyramide de Caius Cestius de Piranese à la Fondation Bismarck

Galleries

Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on se parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annote des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Rebecca Horn

Un concert de machines à écrire, des papillons bleus qui battent de l'aile, une étrange machine d'écure à réserve d'encre, un piano à queue suspendu au plafond qui baille, déglutit et se referme, monstrueux : quelques pièces récentes et inédites de Rebecca Horn. A ne pas manquer.

Galerie de France, 52, rue de la Vierge, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Régions

Colmar

Julius Bissier

D'abord marqué par Grünewald et Altdorfer, le peintre rhénan Julius Bissier (1893-1965) passa, vers 1930, à l'abstraction. Une abstraction portée par la calligraphie et la pensée de l'extrême-Orient. Encre de Chine, aquarelles, petits tableaux à la tempéra, à l'huile et à l'œuf illustrent la quête spirituelle de ce représentant de la peinture lyrique informelle.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-83-23. Tous les jours de 8 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 août, 25 F.

Le Cateau-Cambrésis

Tal-Cat : lavis et aquarelles

Un choix de grands lavis et d'aquarelles témoignent de la qualité rare de l'œuvre sur papier de ce peintre un rien oriental, silencieux et économe de moyens, qui aime varier les effets d'ombres et de lumières selon la nature des matériaux utilisés.

Musée Maréchal, palais Fénelon, 59380. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 29 septembre.

Meymac

Robert Jacobsen : rétrospective

Quarante ans de sculpture d'un Danois qui commença par tailler le bois, puis choisit le métal pour assembler rigoureusement ses formes, et gère tout naturellement les pleins et les vides.

cette rétrospective coïncide avec la mise en place à Meymac d'un commandement public passé à l'artiste.

Centre d'Art contemporain, abbaye de Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Nancy

La Peinture vénitienne des XVII^e et XVIII^e siècles

Deux siècles de peinture vénitienne à travers les collections du Musée de Padoue. Peintures, religieuses, « vedute », portraits, scènes de genre et fantasmes, des héritiers de Titien à Tiepolo. Glissade de la grande maîtrise baroque au goût rococo.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-85-01. Tous les jours sauf lundi matin et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre, 13 F.

Nantes

Toni Grand

Du sculpteur Toni Grand, que l'on associe généralement au mouvement Supports-Surfaces, quatre-vingt-dix ans d'œuvres réalisés en 1970 et 1971 sont présentés. Ils entourent une pièce nouvelle conçue spécialement pour le pavillon du musée.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nice

Mark Di Suvero

Cet excellent sculpteur américain exposait l'été dernier à Valence, dans la ville. Cette année, c'est le Musée d'Art moderne de Nice qui l'accueille. Les pièces anciennes, en bois, sont présentées dans les salles ; les structures monumentales, en acier, hors les murs.

Musée d'Art moderne et d'Art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-82-81-82. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Saint-Etienne

Arshile Gorky

Après Marseille, Saint-Etienne accueille un ensemble très conséquent de dessins de l'artiste américain, un grand, difficilement classable. Dont l'œuvre dédoublée, apparemment spontanée, marquée par le surréalisme, porte en elle les germes de l'expressionnisme abstrait.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 septembre, 22 F.

Saint-Paul-de-Vence

Nicolas de Staël

En quelques cent tableaux venus de partout, l'itinéraire tendu d'un peintre exigeant, pris entre abstraction et figuration, qui cherchait à ramener sa vision des objets et du paysage à une construction essentielle. Il s'y brilla les ailes.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-83. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre.

Troyes

André Derain, le retour à la tradition

S'il a été fauve, si le versant primitif du cubisme ne l'a pas laissé indifférent, cela n'empêcha pas Derain de fréquenter les musées, pour prendre auprès des maîtres quelques leçons notamment de modestie et de sobriété, bien avant que l'idée du « retour à l'ordre » ne fasse son chemin, sur fond de première guerre mondiale. L'exposition porte justement sur le retour du peintre à la tradition, à partir des années 20.

Musée d'Art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brevette, Sélection « Photo » Patrick Rogiers.

DANSE

Paris

American Ballet Theatre

Romeo et Juliette, Concerto, Fall River Legend, Brief Fling.

Tandis que le Ballet de l'Opéra de Paris s'envole pour Moscou, où il n'avait pas posé ses chaussures depuis 1977, le palais Garnier accueille pour trois représentations l'American Ballet Theatre, brillante compagnie au répertoire très éclectique. Au premier programme, le sujet qui fascine les « anciens » comme les « modernes » : Romeo et Juliette. Chorégraphie de Kenneth Mac Millan (l'auteur de Manon), musique de Prokofiev, quatre Juliette en alternance : Alessandra Ferri (les 3 et 7), Amanda McEwen (le 4 et le 6 en malin), Leslie Brown (le 5) et « notre » Sylvie Guillem (le 6).

MUSEE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M^o Montparnasse

MENTOR

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Du 7 juin au 8 septembre

en soirée (1). Avec le Concerto de Mac Millan, le deuxième programme comporte un chef-d'œuvre célèbre d'Agnes de Mille, Fall River Legend (Ferri et Guillem se partagent également le rôle de l'héroïne, meurtrière à la hache de son père et de sa belle-mère) et le très pétulant Brief Fling de Twyla Tharp (2).

Opéra de Paris-Garnier, du 3 au 14 juillet.

(1) les 3, 4, 5 à 19 h 30, le 6 à 14 h 30 et 20 heures, le 7 à 18 heures.

(2) les 9, 10 et 11 à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

Montpellier

Montpellier Danse 91

Le Festival brasse ses projecteurs sur les danseurs contemporains, toujours sacrifiés à la notoriété des chorégraphes : après Bertrand Lohmeier, voici Michèle Prévost (le 3) et Catherine Legrand (le 5). Sur la Guyane, avec les chants, tambours et danses de l'ensemble traditionnel Man'Scrouté (les 4 et 6). Sur l'Afrique, avec des musiques de Guinée, du Mali et du Nigeria (le 4) et la comédie musicale Siku (le 5). Suivent deux jours consacrés au rap (les 7 et 8). Le jeune chorégraphe new-yorkais Bill T. Jones présente deux programmes (les 8 et 9, les 11 et 12). Daniel Larrier donne en création mondiale Gravures (les 6 et 7) et Didier Thérion Duo et Iron Works (les 10, 11 et 13). Finale avec les Ballets Bacoulou d'Haïti (du 9 au 12) et Elsa Wollaston (le 12).

Divers lieux du Montpellier et des environs. Tél. : 67-60-40-11.

Aix-en-Provence

Festival Danse à Aix

Ouverture avec Comedia Tempio, le dernier né du théâtre comico-grinçant de Josef Nadj (1). Et une répétition publique de la MacLennan Dance Company, fondée en 1985 par l'américaine Sue MacLennan (2).

(1) Val de l'Arc, le 8, 22 heures.

(2) Ecole Normale, le 9, 18 h 30. Tél. : 42-58-35-74. Le 6, 100 F, le 8 entrée libre.

Chateaufort

Festival 91

Le groupe japonais Sankai Juku, avec Unesu (les 3 et 4) précède une création mondiale de François Verret, le Veni de sa course (les 5 et 6). Un parfum d'Inde avec les danseuses de l'artali (le 7), puis retour à la danse contemporaine française avec Amandine du groupe Artfact (le 8) et Face Nord de Mathilde Monnier et Louis Sclavis (le 9).

Amphithéâtre et Théâtre couvert, jusqu'au 29 juillet. Tél. : 94-24-11-76, 70 F et 100 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Mais Bartoli n'est pas « sous influence », et ce récit (hélas ! mal accompagné par un pianiste neutre) témoigne de sa personnalité, de son enthousiasme, de l'étendue de dons qui collent à chacune des pièces qu'elle a choisies de chanter.

1 CD Decca 430 518-2.

Dukas

Symphonie en ut majeur

Faure

Pelléas et Mélisande

Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, Lawrence Foster (direction).

Il est incompréhensible que la *Symphonie de Dukas* ne soit jamais jouée en concert (on a si peu souvent que cela n'a aucune valeur statistique) quand celle de César Franck tient toujours le haut du pavé, malgré des maladresses d'orchestration, une lourdeur et un caractère cyclique assez laborieux. Toutes choses dénoncées, en leur temps, par le plume féroce de Darius Milhaud (il est vrai aussi que ses harmonies, ses modulations font oublier bien de ces défauts).

L'unique symphonie de l'auteur de *L'Apprenti sorcier* témoigne d'une science de l'orchestration assez exceptionnelle en ce qu'elle préserve, malgré l'abondance des vents, leur clarté, leur thème, à leur développement, leur résonance, qu'elle n'est pas là pour les habiller, mais qu'elle est indissociable de l'idée musicale. Cette œuvre n'a cependant rien d'académique, elle ne « sent pas le renfermé » comme tant d'œuvres symphoniques françaises composées à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e par des auteurs endoctrinés par Vincent d'Indy et la Schola Cantorum. Son allure décidée, son caractère « optimiste », ses couleurs franches, son audace sublimée, son finale vivant, aéré, donnent raison à Schoenberg, qui affirmait qu'on pouvait écrire encore beaucoup de chefs-d'œuvre en ut majeur.

L'interprétation de l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo et de Lawrence Foster se signale par sa clarté, sa beauté sonore, la subtilité d'une approche qui combine idéalement la rigueur et l'exaltation, l'élégance et le recueillement. A tous les points de vue, cet enregistrement est supérieur à ceux d'Armin Jordan (Erato) et de Walter Welte (Decca). Un bon point supplémentaire pour l'orchestre montecarlois, que la gestion musicale sérieuse, ambitieuse et compétente de René Croci, son directeur général, a transfiguré.

1 CD Claves CD 50-9102.

Rock

Kirsty McColl

Electric Landlady

Kirsty McColl, choriste de studio, épouse du producteur Steve Lillywhite, a un hobby : c'est l'une des meilleures chanteuses britanniques. Deux ans après son précédent album, l'exquis *Kite*, arrive *Electric Landlady*. Les amateurs de chanson affective apprécieront le titre, réponse de la bergère à la pochette d'*Electric Landlady*, de Jimi Hendrix. Les douze chansons correspondent assez bien à cet humour oblique. Kirsty McColl n'est pas tout à fait une chanteuse de rock, comme Julie London n'était pas tout à fait une chanteuse de jazz. Son affection pour les différents genres qu'elle effleure, country, funk urbain, salsa, pop, ne va jamais jusqu'à transformisme. Kirsty McColl reste toujours un peu à l'esthétique, chantant de la voix la moins bluesy que l'on puisse imaginer, sans affectation, économisant les effets dramatiques.

Electric Landlady réunit au fil des titres les rencontres faites en studio par le couple Lillywhite-McColl. *Walking Down Madison* qui ouvre l'album a été écrit avec Johnny Marr, responsable des guitares anxieuses au-dessus desquelles la voix de Kirsty McColl passe comme un courant d'air froid. Plus loin on retrouvera les musiciens latino-américains qui ont enregistré *Rei Momo* avec David Byrne, les Pogues au grand complet, Marshall Crenshaw, le rocker américain, cosigne *All I Ever Wanted*, une chanson country rapide qui passe le Rio Grande sur un arrangement de percussions latines. *Electric Landlady* est un disque simple et mélodique, inextinguible et ironique. On peut s'y perdre sans crainte et sans douleur.

Virgin CDV 2663.

The Wonder Stuff

Never Loved Elvis

The Size of a Cow, le premier simple extrait de *Never Loved Elvis*, est monté tout en haut des classements britanniques. On y retrouve l'insolence héritée du musio-hall et la violence rock qui ont fait les grandes heures des *chords* britanniques des Kinks à Ian Dury en passant par les Small Faces. Ce tour de main pop, cette rage adolescente et impulsive (*Regardez-moi donc ! Je me fais des soucis gros comme cette vache* - en français on peut aussi dire *ce bouddin*, ce tait), c'est l'ancien Wonderstuff, groupe provocateur, qui aime déverser des tonneaux d'insultes sur son public, multiplier les déclarations xénophobes à l'anglaise. Ces potaches seraient simplement fatigués s'ils n'avaient pas tracé avec ce second album un chemin sans équivalent aujourd'hui outre-Manche. Leur rock est violent mais joyeux, cultivé (ils ont écouté des disques enregistrés avant 1977) mais sans complaisance. Autour du noyau traditionnel guitar-basse-batterie, les claviers donnent de l'espace, le violon et l'accordéon apportent une

couleur celtique sans jamais succomber aux sirènes du patrimoine. Miles Hunt, le chanteur du Wonderstuff, écrit ses textes. Il y attache assez d'importance pour avoir ajouté une notice explicative à leur transcription sur le livret du CD. C'est charmant et irritant, comme ce disque avec son titre en forme de provocation répétitive (depuis 1977, qui ne s'est pas moqué d'Elvis ?), ses accès de grandiloquence (*Caught In My Shadow*) et de vulnérabilité (*Sleep Alone*, comme pour répondre à Elmer Food Best où se situe vraiment le problème) qui se termine par un *30 Line Poem*, un hymne à leur groupe favori, The Wonderstuff.

Polydor 847252-2.

Bill Pritchard

Avoir un faible pour la France (sur scène, il reprend Dariusson), enregistrer pour un label belge, tout ça n'empêche pas Bill Pritchard de rester profondément anglais, de l'accent aux mélodies, des lieux (Bethnal Green, Muswell) aux odeurs de ses chansons.

Julie est destiné (sans que personne ne s'en cache) à sortir Bill Pritchard du petit cercle des initiés qui ont jusqu'ici fait sa très confidentielle réputation. On peut discuter à l'infinit sur les moyens choisis : producteurs anglais (Ben Rogan, Ian Broudie...), son propre, ils n'estiment de toute façon pas l'essentiel, la mélancolie grinçante qui parcourt toutes les chansons de Pritchard, qu'elles soient ratées (*Gustave Café*, avec son refrain bédé) ou insidieusement émuantes (*Number Five*, *Tears of Mazine*). Quand même, au lieu de ce piano propre, de ces rythmiques de bon goût on voudrait un peu plus de désordre, de déglissement, pour que le *fish and chips* laisse les doigts gras, que les chansons trottent un peu plus longtemps dans la tête.

Remark/Play It Again Sam 847 787-2, distribution Polygram.

T. S.

Musiques du monde

Temo

Chants d'été du peuple kurde

Temo, qui vit précisément en exil en France depuis de nombreuses années, est un merveilleux chanteur kurde, musicien subtil, joueur de luth au style très riche en nuances, défilé dans la tendresse, resserré dans la peine. Avec cette voix tremblée de l'intérieur qui déroute des mélodies d'amour et de nostalgie, Temo mérite certainement plus que la méconnaissance dans lequel son pays d'accueil le tient. En janvier 1981, il donnait un concert au studio 103 de la Maison de la radio, un exemple d'équilibre, où l'immense

déchirement intérieur est à peine effleuré par la musique. L'ensemble en fut consacré dans un album dont Ocora a choisi d'extraire aujourd'hui neuf titres, instrumentaux et chantés, pour réaliser un album vendu au profit des réfugiés kurdes irakiens. A titre de rappel, et si la bonne action vous donne l'envie de découvrir la musique kurde, si riche, signalons le très bel album de Sivan Perwer, *Chants du Kurdistan*, paru chez Auvidis, collection « Ethnie » (B 6145) avec le concours de l'Institut kurde de Paris.

1 CD Ocora 5911991 distribué par Harmonia Mundi.

Bonga

Paz en Angola

La paix en Angola est à peine conclue : voilà bien longtemps que Bonga, la voix la plus marquante de la musique moderne de l'ancienne colonie portugaise, la souhaitait. Joueur de football de la très officielle équipe de Lisbonne, Benfica, dans les années 60, champion d'athlétisme, contraint par le salazarisme à l'exil politique, il reprend à Paris son nom africain, Bonga, devient leader et vocaliste du groupe Batuki, un groupe à la croisée des musiques africaines et lusophones. Bonga est un musicien novateur, un chanteur original, par le timbre grave et rocailleux de sa voix, sa nonchalance, son sens du rythme et des mots à vif.

Bonga a enregistré ses quatre derniers disques à Paris. *Sentimento*, publié en 1985 chez Chant du monde, montrait un homme fatigué par la guerre, les galères, l'exil et les politiques partisans qui bloquaient les situations. Depuis, à la faveur de la détente, Bonga s'est rapproché de son pays et est reparti à Lisbonne, où cet album a été enregistré en 1988 et 1989. Un label américain, du Massachusetts, Rounder Records, a heureusement croisé son chemin, pour, par ces voies détournées, en faire profiter le public français. Bonga y retrouve sa poigne en douze titres, sur un rythme mêlé de merengue, de fado et de soukous, et les mots pour le dire : les blessures de la guerre, les acacias coupés par les balles, les files d'attente dans l'Angola socialiste et persécuté, et puis, bien sûr, les douleurs de la vie au loin.

1 CD Rounder 5052 distribué par Media 7.

V. Mo.

Chanson

Actrices

Le coffret, sept CD, réalisé en prévision des cadeaux d'anniversaires, fêtes des mères, Noël, jour de l'an, le mode des intégrales ou presque se généralisant, le choix sera dur, s'est laissé résumer en quelques chansons dans un CD pour égoïste. Les deux s'appellent *Actrices*, portent la grille « *Elle par Elle* », l'hebdomadaire féminin qui a eu l'idée avec le producteur Philippe Leri-

chomme de réunir ces grandes dames que le plaisir de la chanson a déjourné un instant du grand écran.

Le coffret donne droit bien sûr à quelques albums immémoriaux, parfois agrémentés de quelques rajouts : Catherine Deneuve, *Dira l'aveugle de l'incertitude* ou Isabelle Adjani, *Pull marine*. Dans la série « gagnstaurienne », un panache de Jane Birkin, de *Je t'aime moi non plus* à *Quoi*, vient confirmer ses droits de préséance sur celles qui firent de l'après-Jane, avec beaucoup de grâce et de mystère. L'emplacement de Gainsbourg sur cette « nouvelle » génération ne doit pas laisser oublier que d'autres avaient ouvert la brèche, par le hasard des films (Jeanne Moreau dans *Julie et Jim*) ou des goûts (Brigitte Bardot avec *La Madrague*). Des classiques qu'on ne se laisse jamais d'entendre.

Le CD simple étant le succédané du coffret, il ne possède pas les vertus théoriques d'hécatombe d'une compilation qui ferait le tour de toutes les actrices chantantes. Certaines finissent cruellement défilant (Anna Karina), alors que Mireille Darc, très négalie, y tient bonne place. Le tout demeure un pur produit du chef français, comme le parfum ou les tailleurs Chanel.

1 coffret de 7 CD Philips 848 481.

1 CD Philips 848 485.

David Mc Neil

Soul dans ton coin

David Mc Neil n'a d'abord commencé dans la chanson française chez Sarravol, label brasseur d'air frais au début des années 70. Puis, après six albums solos, il se mit à composer, pour Montand d'abord (*Montand chante Mc Neil* en 1981), pour Julien Clerc ensuite (*Melissa, l'illuminé*) ou avec Alain Souchon (*Casablanca*), que l'on retrouve en duo avec *Soul dans ton coin*, titre phare de ce retour aux studios après une aussi longue absence.

Fils d'un juif russe et d'une Anglaise en rupture de ban, né à New-York, élevé à Saint-Paul-de-Vence, David Mc Neil a lu Kerouac. Et les longues routes sont nostalgiques. « Des types s'accrochent à la vie, d'autres sautent par les fenêtres, disant qu'ils n'avaient pas envie de naître. » Sur fond de guitares et de notes déposées comme la rosée sur l'herbe, Mc Neil crée une atmosphère profonde (*Transitus*), tend des filets subtils dans lesquels il se prend à son tour. Prigé dans un marais où le sempiternel mystère Reminio s'englobe dans le lieu commun (« Jolies passantes de Pissy, je me demande souvent si dans le plaisir qu'on dit charnel, vous gardez vos tailleurs Chanel »). Le charme de la voix grave, l'originalité du musicien en passant, le voyageur (*Tout qui l'insolence des gens de haute taille*), lui déclare Robert Doisneau qui lui a prêté le dos de treize de ses photos pour y imprimer les textes des chansons se retrouve dans la peau du jeune homme bien peigné. Et c'est dommage.

1 CD Virgin 30855 PM527.

V. Mo.

James Brown, stratège

DANS les lycées français, au début des années 70, une petite minorité d'élèves faisait l'objet d'un mépris universel. Au lieu des chemises indiennes, ils avaient choisi le pull serré à col en V, les mocassins plutôt que les patagons. On les appelait les minets. Et ils préféraient James Brown au Pink Floyd. On le sait maintenant, ils avaient raison.

Pour les anciens minets, pour ceux dont le chemin des Dames est passé par une discothèque où l'on jouait *Get Up! I Feel Like Being a Sex Machine*, pour les enfants qui écoutent des disques de rap fabriqués à partir de vrais morceaux de musique de James Brown, voici une compilation de quatre CD - cinq heures de musique donc, - la seule de ce genre que l'on peut écouter deux fois d'affilée.

James Brown a commencé à enregistrer au début des années 50 avant d'avoir vingt ans (il est né en 1933, à moins qu'il ait été moins précoce certaines sources le font naître en 1928). Très vite il s'est fait un petit nom, entre ceux des fondateurs du *rhythm'n'blues* : Clyde McPhatter et Joe Turner. Jusqu'en 1964, il se spécialise dans la gospel profane, implorant avec une autorité sans égal. Quand James Brown supplie *Try Me*, c'est avec l'autorité de droit divin du prêcheur face à ses paroissiennes en transe. Le doute, l'angoisse d'Otis Redding, la séduction de Sam Cooke sont étrangères à son univers. Cette autorité naturelle, on le retrouve aussi dans les titres rapides expédiés comme des combats de boxe où le seul but recherché est le KO. En 1964, alors que Brown enregistre depuis huit ans pour King, un label indépendant dont il est la seule vedette (pas d'écure, donc peu de son comme chez Motown ou



de la tension

Atlantic/Stax), il découvre une formule magique. On ne se lassera pas de réécouter la transition à la fois brutale et inévitable entre le *rhythm'n'blues* presque (tout est dans le presque) classique de *Out of Sight* (enregistré en mai 1964) et *Papa's Got a Brand New Bag* (février 1965) : l'économie du son a changé, les espaces se creusent, les tensions entre éléments (voix/rythmique, cuivres/guitares) se démultiplient jusqu'à arriver au *groove* idéal, cet état de grâce entre répétition et changement, fait pour le danse et la transe.

A partir de *Papa's*, le chemin s'ouvre tout seul : *Mother Popcorn*, *Sex Machine*, la naissance du funk, l'extrémisme de certains morceaux sans changement d'accords, toujours le même gratouillis de guitare, hypnotique, avec des arrangements de cuivres d'une douceur terrible. On trouvera dans le livret (en anglais) qui accompagne cette compilation tous les renseignements nécessaires sur les extraordinaires musiciens qui ont accompagné James Brown depuis trente-cinq ans. On apprendra avec intérêt que Kenny Burrell (qui depuis s'est tourné vers le style jazz) joue de la guitare sur *It's a Man's Man's Man's World*, la dernière (et sans doute la plus belle) des grandes ballades de James Brown. On verra le jeune William Bootsy Collins faire ses classes en jouant de la basse sur *Sex Machine*. Sans parler de Maceo Parker, le ténor exquis, de tous les batteurs que Brown mettait à l'amende quand ils ratent un *break*, sans refaire l'histoire de trente ans de *rhythm'n'blues*, puisqu'elle est là, à écouter et à danser.

THOMAS SOTINEL

* James Brown : Star Time, 4 CD, Polydor 849 108-2.

هكمان النجل

AVIGNON 91

LE CAVALIER NOIR

nomade

tionne de la même façon. On entend le chant, on ne comprend pas les paroles, on ne connaît pas le livret, tout passe par le chant, par la voix. C'est physique, comme les chevaux. En revanche, à cheval, on ne peut rien faire avec un texte. J'essaie depuis dix ans sans y parvenir : c'est le sens des mots qui provoque l'émotion. Avec le chant, dans un espace si vaste et toute cette poussière, on n'est pas non plus complètement libre. Mais les Géorgiens ont l'habitude de se produire n'importe où, en plein air comme dans des bistrotis enfumés...

— Pourquoi cette obsession du nomadisme ?

— Je me le suis souvent demandé, je n'en sais rien. Je ne me suis pas amusé à regarder mon arbre généalogique, mais j'ai sûrement hérité de quelque chose comme ça. En tout cas, ça se s'explique pas par mon éducation. Mes parents n'ont rien de commun avec le cheval. Je ne les ai pas vus pendant sept ou huit ans, parce que quand j'ai commencé, vers 1975, je voulais renier ma vie précédente. Je voulais tout simplement l'aventure. C'est l'aventure qui m'intéresse, pas le monde du spectacle. Si je ne faisais pas Zingaro, je ne serais ni comédien ni metteur en scène. Le désir de quitter un univers et de s'enfoncer totalement dans un autre est notre point commun à nous tous ici.

» Par exemple, l'histoire de vivre en caravane. Je n'envisage pas d'habiter un appartement, loin des chevaux. A la campagne, les écuries sont sous la cuisine, parce que si un cheval est malade, s'il toussé, on l'entend, on se lève, on va le soigner. Laisser les chevaux seuls, avec juste un gardien, est impensable. Nous vivons en permanence avec eux. Et vous vous rendez compte de la complication pour les tournées si nous n'avions pas notre organisation ?

» Un autre avantage : nous étalons notre vie. Nous trébuchons avec nous l'odeur du cheval. J'aime bien, ça provoque des rencontres, des vraies. Parfois, les gens guettent, mais à Aubervilliers, où nous sommes basés, habitent beaucoup de beurs, et nous avons découvert une communauté géorgienne... Potévoir vivre une différence, s'apercevoir que l'on a tous des

ancêtres kabyles, tonaregs, russes, ce n'est pas seulement un fantasme exotique...

— Il y a eu un film sur Zingaro, un second va être tourné, pourquoi ?

— Tout simplement pour fixer. Nos spectacles ne peuvent jamais être reproduits, même par nous, parce que les chevaux changent, et les gens, et donc les rapports entre eux, qui font le spectacle. Comme chez Jérôme Deschamps. Quand il sera mort, ce qu'il a fait n'existera plus. Personne ne pourra jouer de Jérôme Deschamps. A partir de quoi pourrait-on ? De quelques borborygmes ? Justement, le théâtre devrait être formé d'instant. Quand je vois les gros montages, avec une star, un décorateur à la mode, un auteur politiquement intéressant, je me dis que le produit peut être beau, il est de toute façon mort-né. Et plus la vidéo va s'affiner, plus le public va refuser le supertruc pour cinq mille personnes où il faut des jumelles pour apercevoir les acteurs. Il va avoir besoin et envie de spectacles qui le surprennent. Si Molière vivait aujourd'hui, il serait plus proche de nous que de ses mises en scène à la Comédie-Française. Je suis peut-être un peu excessif, mais c'est une réponse au théâtre noir sur blanc.

» Mes grandes émotions au théâtre, je les ai éprouvées avec *Orlando Furioso*, même si les chevaux étaient en bois et se déplaçaient sur roulettes, avec *l'Age d'or* chez Ariane Mnouchkine : pas de décor, l'espace cassé, un sol vallonné, on se déplaçait, et le texte était mis au point juste pour cette forme de spectacle. On disait « création collective », c'était comme nous avec nos chevaux. Chaque acteur jouait avec son personnage masqué.

» Quand nous avons commencé, nous avons travaillé avec d'autres animaux. Nous nous sommes posés la question il y a quatre ans : se concentrer sur le spectacle équestre enferme évidemment dans un univers, mais en même temps donne un but, oblige à un entraînement de tous les jours, comme la barre pour les danseurs ; et ça, c'est important. Mais nous avons besoin de vivre autre chose, nous avons un projet de long-métrage à nous. Et moi, personnellement, je vais faire à Chaillot un spectacle avec Pina Bausch. Elle, moi et quatre chevaux.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD



L'HOMME DE LA RUE

de l'aleph

» Ces multiples efforts d'insertion ne seraient rien sans l'immense travail préalable de réconciliation des stagiaires avec eux-mêmes et leur environnement. A cette fin, le franco-tireur du théâtre a choisi de mettre la barre très haut. S'il écrit d'ordinaire ses pièces en partant de longs entretiens avec chacun de ces stagiaires, il a voulu cette fois partir de sa propre écriture, qu'il a adaptée au fur et à mesure des souhaits exprimés par les uns et les autres. Ainsi, plusieurs personnages ont trouvé leur nom qu'au moment de l'élaboration du spectacle : Malika, qui avait tant arpenté la ceinture des grandes villes, est devenue Banlieuse de l'aleph ; Parid, qui, lors des répétitions d'une partie chantée du spectacle, avait dit Gatti, « une façon imprévisible de chanter Moïse et Aaron, de Schoenberg, avec un fort accent arabe », est devenu Voyelles en suspens. De Messie de synthèse en Secrétaire du prompt secours, de Mont-Sinai en Curé de la Cour des papes, l'énoncé des personnages de *Ces empires aux ombrelles trouées* ressemble déjà à l'aventure héroïque et poétique que devrait être le spectacle.

Pour ces jeunes gens de cultures différentes et, bien sûr, de confessions diverses, le stage aura été l'occasion de s'interroger très soigneusement sur les croyances religieuses et les chocs qui se produisent entre elles, aussi bien dans les cités que dans la pièce de Gatti. « Une clé, comme le dit l'un d'eux, pour mieux comprendre l'histoire ancienne ou plus récente. Tu savais, toi, que la dernière guerre mondiale était une guerre de religions ? »

Tous auront appris également quelques secrets de théâtre, quelques secrets du monde. Dans leur complexité. Comme cette parabole, lancée par Armand Gatti : « L'animal de la Création le plus cruel est la colombe. Elle tue sans raison. Elle casse la tête de ses proches à coups de bec. C'est elle que l'homme a choisie pour symboliser la paix. L'animal le plus chevaleresque qui soit est le loup. C'est pour cela que l'homme l'extermine. »

OLIVIER SCHMITT

» Coproduction des ministères de la culture, de la justice et de la ville, des collectivités locales du Vaucluse, soutenue par la mission locale de la délégation régionale à la formation professionnelle, la direction du travail et de l'emploi du comité de probation et d'assistance aux détenus d'Avignon et par l'ANPE.

» Les éditions Verdier ont publié le 20 juin dernier sous coiffe trois volumes d'environ 4 100 pages qui rassemblent pour la première fois l'intégrale des œuvres écrites par Armand Gatti et qui étaient jusque-là dispersées ou même introuvables. Offre de lancement (jusqu'au 31 novembre 1991) : 850 F. Au-delà : 950 F.



On a souvent décrit la « méthode Gatti » qui vise à réconcilier des jeunes femmes et des jeunes hommes, considérés comme marginaux, avec eux-mêmes d'abord et avec leur environnement. Elle commence par de longues séances de travail sur la personnalité de chacun des stagiaires autour d'une question simple : « Qui je suis ? » dont la réponse doit être rédigée avant d'être lue devant le groupe. Puis vient une seconde question : « A qui je m'adresse ? » à laquelle il faut répondre selon la même règle. La forme définitive de ces réponses est d'ordinaire filmée et projetée sur écrans vidéo pendant les spectacles. Pour l'expérience d'Avignon, elle fait l'objet d'un film collectif qui sera présenté dans le cadre d'une exposition intitulée « Traces du voyage » à la MJC Croix des oiseaux. Armand Gatti se refuse d'ordinaire à la publication de ces « Qui je suis ? » afin de protéger l'intimité de ses stagiaires. Il fait aujourd'hui une exception à cette loi non écrite à la condition que soit préservé l'anonymat des réponses. Voici donc quelques extraits du « Qui je suis » collectif des stagiaires d'Avignon.

Elle. — La défiance, c'est avec l'école qu'elle commence. Moi, j'ai arrêté en troisième. Sans formation. Alors, les petits boulots...

» Je n'ai passé qu'un mois en prison. Mais ça m'a semblé une éternité. D'accord, je desale. J'avais

Il y a toujours des cogneurs et des cognés, des vainqueurs et des vaincus, des rapides et des lents. Moi, je suis lent. Pour tout. A l'école on disait déjà : celui-là il comprend vite mais il faut lui expliquer longtemps. C'est peut-être pour ça que j'ai beaucoup fumé. La lenteur n'était plus un problème. Je me trouvais plus intelligent. Aux Indes, c'était encore la lenteur que je cherchais. Dans l'opium. Mais au retour, les vingt grammes de cannabis que j'avais dans mon sac m'ont conduit chez les flics. Tribunal. Jugement. Un an avec sursis. Je m'en suis bien tiré.

» Je n'ai plus d'idées. C'est le vide. La doute. Est-ce que je suis devenu trop vieux pour avoir encore des projets ?

— Elle. — J'ai attendu quinze ans pour faire ma première crise d'anorexie.

» La pauvreté, la drogue, les flics, les échecs scolaires : pour que le catalogue soit complet, j'y ajoute la psychiatrie et les pilules en tout genre. J'en ai vu des psychiatres. Des hôpitaux. La dernière fois, j'y suis allée volontairement. En me disant que c'était un moyen de repartir à zéro. Mais la maladie était bien là. J'y suis restée neuf mois. C'est après que je suis partie en Ardèche. Animatrice dans un centre de loisirs pour enfants. Ce sont eux qui m'ont le plus aidée.

Et pourtant ils parlent

besoin d'argent. Mais je n'ai jamais vendu de la drogue à des gosses comme les flics le dissimulent. En fait, ils voulaient que je leur donne des noms. Mais je ne connaissais personne. Je ne savais rien. Tu seras libre d'ici demain, disait mon avocat. Tu parles ! Quand le juge a parlé, la seule chose que j'ai comprise c'est que j'étais bonne pour la maison d'arrêt. Un mois de calvaire.

» Si je suis encore vivante, c'est à cause d'un enfant, mon fils.

» Même quand on est obligé c'est pas facile d'avorter. C'était à cause de la maladie. Cette maladie que je ne veux pas nommer ici. Le docteur m'a dit : trop dangereux pour l'enfant. Une chance sur deux qu'il l'ait aussi. Moi, je ne voulais pas... Mais il a insisté. Alors je me suis laissée faire. Je croyais qu'une nouvelle vie allait commencer, c'était une vie qui finissait. Heureusement, il me reste mon fils.

Lui. — Moi, je suis allé jusqu'au bac. Que j'ai raté. Mais je suis recordman des stages en tout genre : photographie, photographie, radiologie, cuisine, même le ménage à grande échelle lorsque j'ai monté une entreprise. Mais chaque fois, ça a été l'échec. Le manque de passion. Au bout de six mois, la motivation disparaît. Pourquoi continuer ?

Elle. — A neuf ans, j'ai décidé de devenir un garçon. Un garçon pas très beau, mais un garçon quand même.

» Si je voulais devenir un garçon, c'était pour ça. Parce que je voyais bien que les hommes avaient la force, le pouvoir. Et les femmes ne faisaient qu'obéir.

» Dormir dans le métro, des gares, des caves. Tous les jours partir sac au dos sans savoir où l'on va. J'ai passé une partie de ma vie à la recherche de mon double, ma sœur jumelle. Et de l'avoir retrouvée, ma vie me paraît plus légère. Pour combien de temps ?

» En saurons-nous un peu plus à la fin de cette aventure ?

Nous sommes des volatiles

d'un genre assez connu

Mais pour une fois réunis

Pour devenir personnages

d'une aventure.

Oiseaux chanteurs

Oiseaux joueurs

Oiseaux à bâtons cherchant

à écrire le nom de Dieu.

A transformer nos défaites

en quelque chose

que nous ne connaissons pas encore.

FORSYTHE/WILLIAMS

Temps partagés

William Forsythe est un Américain pas commode qui travaille à Francfort, a conclu un accord avec le Châtelet pour venir chaque année présenter ses créations, a créé un style défini comme du « Balanchine hard », et compose ses ballets avec un musicien, américain également, Thom Williams. Un duo virulent, subversif, qui, avec les Ballets de Francfort, arrive à la Cour d'honneur.

« C'est la première fois que vous donnez des ballets en plein air. Connaissant l'importance, chez vous, des jeux sophistiqués de lumière et souvent de rideaux, cela vous pose-t-il quelques problèmes ? »

WILLIAM FORSYTHE. — Non, car nous avons choisi des ballets qui peuvent aisément être adaptés au plein air. Les gens ne verront pas le même spectacle qu'au théâtre, bien sûr.

THOM WILLIAMS. — Ce sera une organisation différente des ballets. Pour moi, aucun problème, il y aura simplement beaucoup plus de haut-parleurs que dans une salle.

— A l'aube de l'humanité, qui fut la première, la musique ou la danse ?

W. F. et T. W. (en chœur). — Les poules ! (rires) qui chantaient et dansaient en même temps. Ensuite il y a eu les œufs...

— Pourquoi la danse ne peut-elle, sauf rares exceptions, se passer de musique ?

W. F. — La danse est une forme de musique...

— Justement.

W. F. — J'aime danser en musique, c'est un paramètre. Mais j'ai fait un ballet, en 1976, qui durait quarante minutes sans musique.

— Une exception dans votre œuvre, je le répète, comme *Mores* chez Robbins...

T. W. — La musique donne envie de bouger.

W. F. — J'aime la présence de la musique ! Elle établit un discours, elle structure le temps, elle est invisible et présente, c'est elle qui donne son impact à la danse. Mais c'est une question trop importante pour y répondre si vite, elle demande mûre réflexion.

— Vous souvenez-vous de votre première rencontre avec Thom ?

W. F. — C'était aux Pays-Bas, je faisais un ballet avec le Nederlands Dans Theater. Thom est venu vers moi et m'a demandé d'écouter sa musique...

T. W. — Erreur impardonnable ! (rires)

W. F. — Je me suis endormi...

T. W. — Comme toujours !

T. W. — Il m'a joué le même son pendant quatre heures — le genre de musique qui laisse du temps pour élaborer des idées — avec, tout de même, quelques développements et manipulations techniques pas trop compliqués. Il a trouvé bico que je m'endormais sans m'en excuser, et moi j'ai pensé tout de suite que sa musique conviendrait très bien à mes ballets.

— Et vous, Thom, qu'est-ce qui vous a poussé vers Forsythe ?

T. W. — J'avais vu quelques-uns de ses ballets, et il était clair pour moi que sa façon de penser, de structurer le temps et l'espace répondait à mes conceptions. Cette rencontre, en 1983, a abouti à notre premier ballet ensemble, *LDC*, en 1985.

— Depuis, combien de ballets avez-vous faits ensemble ?

T. W. — Vingt-deux ou vingt-trois, dont certains ont disparu car ils étaient créés pour une occasion exceptionnelle, dans des galeries de Francfort ou d'Italie par exemple : *Comment reconnaître l'art grec*, le *Corbeau* et le *Renard*...

— Au bout de six ans et vingt-deux ballets, la musique de Thom est toujours aussi stimulante pour vous ?

T. W. — Oui ! Oui !

W. F. — Oui. Je me considère comme privilégié de travailler avec lui, c'est quelqu'un qui comprend ce que je fais, avec qui j'évolue, je grandis.



Le chorégraphe William Forsythe et le compositeur Thom Williams, duo subversif.



AVANT PROGRAMME

KALYI JAG
Musique des Tsiganes Hongrois

LE SOUPER
Jean-Claude Brisville/Jean-Pierre Miquel

LA NUIT VENITIENNE
Musset/Léonidas Strapatsakis

GAUDEAMUS
Sergueï Kallédine/Lev Dodine

APERGHIS

ROBERTO ZUCCO
Bernard-Marie Koltès/Bruno Boëglin

LE GRAND BAIN
Thierry Vincent

BOUJENAH/ELLE ET MOI

LE TEMPS ET LA CHAMBRE
Boris Strauss/Patrice Chéreau

MYSTIFICATION
Diderot/Jacques Weber

LA CONTREBASSE
Patrick Süskind/Philippe Ferran

VOLTAIRE/ROUSSEAU
Jean-François Prevand

BALLET FRANKFURT/WILLIAM FORSYTHE

LA PASSION SELON G. H.
Clarice Lispector/Alain Nédard

RECITS D'UN JEUNE MEDECIN
Mikhaïl Boulgakov/Etienne Pommeret

L'ECOLE DES FEMMES
Molière/Jean-Luc Bouné

ARTHUR H.

QUATRE HEURES A CHATILA
Jean Genet/Alain Milanti

MARILYN MONTREUIL
Jerôme Savary/John Burnet/Diane Tell

LA CARESSE
Philippe Faure

LYON OPERA BALLET/ANGELIN PRELJOCAJ
Romeo et Juliette

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NICE COTE D'AZUR
Direction Jacques Weber / 93 13 90 90

THEATRE DE RUNGIS.

Saison 91-92

T. Williams
Eté et fumée
Gilles Cleizes

Llomas
Sextuor Banquet
Max Deneys

Hornth
Don Juan revient de guerre
S. Braunschweig

Marionaux
La seconde surprise de l'amour
Gilles Bouillon

Olivier Py
Gaspacho un chien mort

Boulgakov
Les récits d'un jeune médecin
Etienne Pommeret

Racine
Bérénice
Christian Rist

DANSE
Appassionata
Harv Robbe

Stravinski
Noces
Angelin Preljocaj

45 60 54 33

T. W. — Moi aussi. Composer pour le même chorégraphe excite l'imagination : je ne peux pas lui proposer vingt fois la même chose. Ce n'est pas un mariage, c'est une relation de travail.

— Comment se passe votre collaboration ? Qui commence ?

W. F. — Au bout de tant d'années, il ne s'agit plus de commencement, nous continuons quelque chose, c'est ce qui rend notre collaboration difficile à expliquer. Un pas en avant, un pas en arrière, un pas de côté, nous n'avons pas toujours dans la même direction. Thom a toujours eu un grand intérêt pour l'architecture et a suscité le mien : nos relations de travail dépassent le cadre d'une œuvre spécifique.

— Pouvez-vous tout de même décrire, schématiquement, la genèse d'un ballet ?

W. F. — Notre travail a déjà une histoire : la dernière pièce était comme ceci, nous voulons faire autre chose. Nous discutons de l'atmosphère de la nouvelle pièce, du type de musique qui m'intéresse pour ma chorégraphie ; cela aboutit à une thématique, mais générale, ouverte.

T. W. — Je produis alors des bandes préliminaires, des sortes d'esquisses, qui peuvent proposer un ou plusieurs tempos, des climats, des situations de sons, des types de rythme. Mais ça va changer...

W. F. — Quand ces bandes sont faites, je commence à modifier, à partir d'elles, mon propre travail, qui a commencé avec les danseurs. Dans une seconde étape, je vais dans le studio de Thom, nous écoutons, nous discutons. Thom réagit et suggère des combinaisons entre ces bandes préliminaires ; c'est un échange constant.

— Quand y a-t-il une bande définitive ?

T. W. — Jamais ! Il y a des pièces qu'on croit finies et qu'on reprend. Par exemple *Limbo's Theorem* : c'était trop difficile pour les danseurs, j'ai dit : pas de problème ! Maintenant, c'est très bien.

— Les danseurs ont souvent été éduqués avec de la musique classique : comment entrent-ils dans la vôtre ?

T. W. — Très facilement, parce qu'ils ont aussi grandi avec la pop music.

— Prenons les trois ballets qui sont présentés à Avignon : quel a été leur point de départ sonore ?

T. W. — Le premier jour de mon travail sur *In the Middle, Somewhat Elevated*, je me trouvais sur un quai de métro, à Paris, regardant la télévision « Tube » : il y avait un rythme continu, tch, tch, tch, et je me suis dit :

« Ah ! c'est remarquable, je vais faire un rythme continu... » A partir d'une voix humaine, la mienne. Merci Paris ! *Die Befragung des Robert Scott* est un développement de *LDC*, ma pièce à partir d'un seul son. Pour *Enemy in the Figure*, je me suis inspiré de l'architecture, et notamment de l'œuvre de Jean Nouvel.

— Travaillez-vous pour d'autres chorégraphes ?

T. W. — Billy m'a donné toutes les chances de travailler pour le théâtre, j'estime qu'il doit être prioritaire. S'il me restait du temps pour d'autres, je serais d'accord, mais...

W. F. — ... Je me débrouille pour qu'il ne lui reste pas de temps pour les autres, qui sont nombreux à le solliciter. Nous établissons notre planning au moins un an à l'avance, c'est indispensable.

— Que préparez-vous en ce moment ?

W. F. — Pour octobre, à Francfort, un programme réunissant des pièces pour un piano (*The Vile Parody of Address*), pour deux pianos (*Agon*, dans la transcription de Stravinsky lui-même et la chorégraphie de Balanchine) et pour trois pianos, musique de Thom, jouée en direct par des danseurs.

— Dans *The Vile Parody of Address*, que vous avez récemment présenté à Paris, vous utilisez le *Clavecin bien tempéré* de Bach. Pourquoi subitement une musique ancienne ?

T. W. — C'est moi qui en ai donné l'idée à Billy. Je trouvais que c'était important pour les danseurs, pour le répertoire.

— Que ressentez-vous lorsque vous voyez les ballets de Billy sur votre musique ?

T. W. — Je suis à la fois étonné et heureux.

W. F. — Thom est très critique, il me dit : « Ici, tu peux faire mieux », et je l'écoute. Qui connaît le ballet mieux que lui ?

— Votre collaboration est partie pour longtemps ?

W. F. et T. W. (en chœur). — Nous ne savons pas.

— Pour votre prochaine saison au Châtelet, en février 1992, vous repreniez *The Second Detail*, donné deux soirs seulement en juin, et vous présentez à Paris *The Loss of Small Detail*, créé par le Ballet du Canada ?

W. F. et T. W. (gestes des mains dans tous les sens). — Oh ! on verra ! Ce sera un nouveau bricolage.

Propos recueillis par
SYLVIE DE NUSSAC

مكتبة الأمان

AVIGNON 91

SAPORTA/BAGOUET/DIVERRÈS

Dans le miroir des mots



Chorégraphies de
Karine Saporta (en haut)
Dominique Bagouet (ci-dessus)



C'est en 1967 que Maurice Béjart a fait entrer la danse au Festival. Depuis, elle s'est installée, sur un temps plus ou moins long, avec un grand spectacle à la Cour d'honneur plus des expériences, selon des formules diverses. Normal que la danse prenne sa place au « royaume du théâtre » puisqu'elle invente ses langages pour faire vivre des personnages, raconter des histoires. Puisqu'elle introduit dans la dramaturgie moderne la violence, la sensualité, le mystère de ses gestes, de ses silences.

LES HOMMES de théâtre, trop sûrs de leur pouvoir dans ce pays où la culture du corps est tenue pour négligeable, ont découvert avec stupeur que la danse, d'un coup sec, avait investi leur territoire. Mots, textes, costumes, scénographie savante, comédiens associés aux danseurs, aux chanteurs : les œuvres de danse ne s'appellent plus des ballets, mais des pièces chorégraphiques. Un changement d'appellation significatif.

Karine Saporta, Catherine Diverres, Dominique Bagouet, tous les trois, cet été, à Avignon, parlent des rapports de haine et d'amour qu'ils entretiennent avec le théâtre. Des opinions tranchées et divergentes. Mais il ne faut pas s'y tromper, ils expriment ici des points de vue de chorégraphes : avec eux, pas de doute possible, tout part du corps.

LES MOTS DE LA COLÈRE DE KARINE SAPORTA

Directrice du Centre chorégraphique national de Basse-Normandie, à Caen, depuis 1983. Elle présente à Avignon la Princesse de Milan, une création inspirée de la Tempête, de Shakespeare. Elle vient de vivre une collaboration houleuse avec la Comédie de Caen que dirige Michel Dubois depuis près de vingt ans. Pas triste ce qu'elle a sur le cœur et qu'elle porte sur la place publique, à Avignon, là où le théâtre est roi :

« En 1991, je ne pensais pas qu'un certain théâtre, en France, était devenu aussi réactionnaire. Balaïs les Peter Brook et les Tadeusz Kantor ! Seul le texte doit faire sens. Ma manière de travailler a déclenché un violent tir de barrage, et pourtant cette collaboration avec la Comédie de Caen, je l'avais souhaitée, afin de rassembler les forces créatrices de la région autour d'un même projet... Michel Dubois n'a eu de cesse que de critiquer ce que je demandais à ses acteurs, comme si j'allais les déformer à jamais, comme si la prise de conscience de leur corps constituait le risque majeur ! A titre d'exemple : j'ai élaboré le spectacle avec une bande sur laquelle étaient enregistrés le chant mais aussi les voix des acteurs, simplement, sans aucune émotion : il s'agissait pour eux, débarrassés temporairement du problème du texte, de prendre librement la mesure du temps, de la chronologie, de l'espace, et ainsi d'acquiescer un terrain commun avec mes danseurs.

« J'ai tout entendu ! Les acteurs ont dit qu'ils ne voulaient plus « gesticuler », pour reprendre leur leit-motiv : je me sentais insultée, moi, qui donne moi vie depuis l'âge de cinq ans pour trouver une manière de tourner la tête, d'abaisser une main. « Ce qui n'est rien pour vous est tout pour moi » : voilà ce que je leur répondais !

« Le théâtre, en s'institutionnalisant, a perdu la magie de la relation existentielle qui doit unir un créateur à ses interprètes. Les comédiens ont un statut social, ils sont mariés, ils ont des enfants. Quand je laisse les micros HF branchés, j'entends qu'ils parlent de la voiture qu'ils vont acheter, etc. Les danseurs sont des saltimbanques. Je me sentais trahie, par moi-même, par ces gens organisés, parfaitement « clean », qui nous mettaient sous le nez une chaussette que, nous, nous avions laissée traîner par mégarde ! Il leur est intolérable que moi, chorégraphe, je m'attaque à un grand texte du répertoire, considéré comme une chasse gardée. Michel Dubois — qui, je le rappelle, a mis en scène l'épilogue — dit qu'il n'aura jamais le temps de monter la Tempête car, à l'inverse de moi, il ne saurait s'autoriser d'omettre une seule ligne de la pièce ! Tous ces interdits ont conduit le théâtre dans un entonnoir. L'exclusion du physique est pour moi effrayante, c'est l'exclusion du féminin, de la faille.

« Si le théâtre est le lieu où l'on joue la comédie, je l'abhorre. Quand on est enfant, on joue la comédie pour obtenir une faveur, une récompense. Ce n'est plus tolérable quand on est adulte. J'ai sur la question une attitude presque morale : je n'aime pas qu'on triche. Toutefois, il existe un théâtre qui privilégie la présence, l'être, la conscience de soi, alors la différence qu'il entretient avec la danse devient enrichissante : j'ai été très impressionnée de voir Niels Arastup diriger les comédiens dans son école. Avec lui, je pourrais m'entendre.

« Dans la Tempête, j'ai pris des textes dans chaque scène, et conservé la chronologie. Le texte fonctionne comme des insertions du champ théâtral au milieu des voix et de la danse. J'ai construit un opéra dans lequel les éléments jouent un rôle primordial : il pleut, il neige, il gèle, il y a des nuits et des aubes à l'Édgar Poe, des fantômes dans des champs de blé... L'épilogue de Michel Dubois, inspiré du texte, magnifique, de Kleist sur les automates, est en quelque sorte le meurtre de tout ce que je montre avant.

« Dans la Poudre des anges, ma dernière chorégraphie, les personnages sont très individualisés. Ils représentent chacun un type d'homme et de femme. Cette

fois-ci, j'ai voulu que six danseuses incarnent Miranda, choisissant de mettre l'accent sur le rôle féminin, tandis que Peter Greenaway a bâti son film autour du personnage masculin de Prospero. Cette idée d'opéra est née de ma rencontre avec le musicien Michael Nyman sur le tournage du metteur en scène britannique.

« Il y a un hiatus entre la danse et le théâtre. La manière dont nous représentons les corps nous oppose davantage au cinéma ou à la peinture. Je ne saurais concevoir la danse sans costumes, car le corps dans nos fantasmes est rarement nu, et les rituels dans lesquels je le mets en scène s'enrichissent des signes vestimentaires.

« La photographie que créent les artistes plasticiens n'a rien à voir avec celle des photographes, le texte utilisé par le chorégraphe n'a rien de commun avec celui du théâtre. Il est proche des narrations surréalistes, des techniques des romanciers américains, comme William Burroughs. Le texte exprime seulement le désir qu'a la danse, de temps à autre, de sortir du muet. »

LES MOTS ET LES GESTES DE DOMINIQUE BAGOUET

Directeur du Centre chorégraphique national de Languedoc-Roussillon, à Montpellier, depuis 1983. Il crée, à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, une pièce nommée Necesito, programmée dans la deuxième partie d'une soirée consacrée à Grenade, qui débute par un opéra andalou. Sont convoqués l'Espagne, les fontaines de l'Alhambra et le talent de conteur de Boabdil, dernier sultan arabo-andalou qui préféra céder sa ville aux catholiques plutôt que de la voir piller. « Une attitude humaniste qui ne se vérifie plus guère aujourd'hui », constate Dominique Bagouet, évoquant des guerres plus récentes.

« Mes grands chocs artistiques et émotionnels sont liés au théâtre. Ils viennent du mot ; peut-être parce que je porte sur la danse un regard trop professionnel. Dans Ivanov, de Tchekhov, Claude Régy développe un rapport à l'espace et au temps qui possède les subtilités d'une chorégraphie très élaborée. Moi-même dans mon travail, j'entretiens une relation étroite avec le metteur en scène Alain Neddam. J'ai besoin de son regard. Il est à mes côtés depuis déjà quatre créations.

« Mes personnages ont des contours de plus en plus précis : dans Necesito, par exemple, il y a un roi catholique qui doute, un archétype de touriste, un émir qui rêve et qui pleure, une infante et son cauchemar... En revanche, les costumes sont le plus neutres possible j'ai voulu qu'on les oublie : c'est toujours la chorégraphie qui doit définir les personnages. Il en va de même pour le décor : il consiste en un simple sol dans lequel sont incrustées quelques traces de mosaïques.

« Je n'utilise pas de texte dans Necesito, mais de la musique arabo-andalouse, le rock de Gas Gas, et le bruit des jets d'eau des fontaines de l'Alhambra. Quand j'utilise des textes, ceux d'Emmanuel Bove ou ceux de Jim Morrison, je les choisis pour leur poésie, leur musicalité, l'émotion forte qu'ils suscitent. Ils remplacent la musique. J'aime sur le texte aborder la pantomime : ce genre m'excite car il est — ô combien ! — l'un des grands interdits de la danse contemporaine. Le burlesque, la pantomime permettent de porter un regard candide sur la réalité du monde... Je ne suis ni spécialiste de l'Espagne, ni du Moyen-Orient. Je revendique ma vision de touriste et l'aspect BD qu'elle donne à cette pièce. Le passé est beau, mais l'essentiel est de vivre maintenant, aujourd'hui.

« La relation au rythme change quand on passe du théâtre à la danse. Au théâtre, le sens est tout de suite donné avec le texte. La danse, dans un même temps, informe davantage, émet plusieurs sens qui la rendent moins évidente, moins saisissable, plus mystérieuse...

Je suis à peu près certain pour moi que je fais le même métier qu'un metteur en scène. J'en suis sûr quand je vois comment Klaus Michael Grüber dirige ses acteurs dans l'Affaire de la rue de Lourcine. Je ne comprends pas l'allemand, mais le corps fournit des émotions qui touchent davantage à notre inconscient. Le geste précède la parole, il est archaïque, mais il n'est pas antinomique avec le mot.

« La danse est en train de perdre son esprit corporatiste. Il fallait bien qu'elle s'ouvre aux autres disciplines ! Ma confiance en elle reste immense. La danse est infinie, mais elle n'est pas le seul art à posséder ce pouvoir. »

LES MOTS CONTRE LES CORPS DE CATHERINE DIVERRÈS

Directrice de la compagnie MD, avec Bernardo Montet. Elle reprend une pièce de 1986, l'Arbitre des élégances. Josef Nadj et Alain Rigout qui, à l'époque, dansaient chez elle, se sont rendus libres pour reprendre leurs rôles. Cette œuvre, une des premières à utiliser des textes, ceux de Witkiewicz et de Heiner Müller, choqua un public qui depuis en a entendu d'autres !

« L'écriture des textes retient en priorité mon attention : la mélodie, le phrasé, un certain lyrisme. Il faut surtout que le texte ait été pensé par quelqu'un d'autre que moi. A l'inverse de Pina Bausch, qui aime les mots du quotidien, ceux de l'expérience personnelle reçue par ses danseurs, et avec Kazuo Ohno — la grande figure de la danse-théâtre — je ne recherche ni le réalisme ni la psychologie. Notre fonds commun est d'une banalité abominable : l'art n'existe que pour le transcender ! J'essaie d'être en rupture avec le monde tel qu'il est, tel que nous le percevons : je travaille en profondeur, à la racine de la danse, là où probablement elle a encore partie mêlée avec le théâtre.

« Quand le théâtre imite la vie, il ne me concerne pas, ses personnages encore moins. Je ne veux pas d'interprètes. Mes danseurs sont traversés par toutes les typologies, ils n'ont pas besoin de modèles. Ils portent le monde en eux. Il faut qu'ils trouvent suffisamment de fluidité et de détachement pour que leurs corps deviennent des médiums. Quelques textes aident à cette dépersonnalisation. Quand le corps se frotte vraiment au mot, il y a alors, parfois, la possibilité d'une création véritable, le surgissement de formes nouvelles.

« Les danseurs doivent avoir des costumes. Le collant est pour moi une pelure, un stéréotype. Je fais mienne cette phrase du théâtre No : « Le costume est la peau du cosmos ! ». Il est un support pour atteindre l'impermanence des choses. Le théâtre, c'est-à-dire toute représentation d'un spectacle sur scène, doit être une épreuve formelle. Le théâtre, stricto sensu, en oubliant cette dimension plastique, s'est piégé tout seul. A l'exception de quelques metteurs en scène, tel Peter Brook qui est un sage. La simplicité de son œuvre l'ouvre sur l'infini.

« L'amour des formes passe forcément par l'indéterminé. Quand Willem De Kooning écrit que la ligne droite n'existe pas, ce postulat m'encourage dans ma recherche. Il est difficile d'avoir la volonté de ne pas s'accrocher à des formes définies, des effigies, des contours. Le monde occidental repose sur la peur du vide. L'Orient en fait la base de sa pensée, donc de son art.

« Je suis amoureuse de Joseph Beuys, de son art social. Dans la danse aujourd'hui, on aime trop le savoir-faire, les mécanismes théâtraux habilement employés. C'est cela qui me gêne chez William Forsythe : sa redoutable compréhension des choses, sa mise en ordre du monde. Comment faire entrer — sans tomber dans le réalisme — la misère, la révolte, le sort de la société dans laquelle on vit et qu'on ne saurait évacuer ? Comment garder la cruauté de la jeunesse, et pourtant se faire entendre ? »

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

COMEDIE DE CAEN
La Comédie de Caen est présente au Festival d'Avignon avec
La Princesse de Milan
Saison 91/92
Deux créations
Anatole Schnitzler/Lazennec
La Tempête/Shakespeare/Dubois
Deux reprises
Dialogues d'exilés/Brecht/Dubois, Fria, Lazennec
Les Vieux du Président/Mitterrand, Benoit/Benoit
Dix-huit spectacles invités
Un cœur sous une soutane/Rimbaud/Bonneval, Moussay
Combat de nègre et de chiens/Koltès/Pélagot
Le Songe d'une nuit d'été/Shakespeare/Dezobry
Légèrement sanglant/Balzac/Balzac
Quincailleries/Gamblin/Babin
Les Enfants Tanneur/Walzer/Jourdain
Le Maître de Go/Kawabata
Michel Bonquet/Lucet
Entre chien et loup/Hein/Savitsky
Sindbad le marin/Beretti/Barrat
Le Piège/Koltès/Bezac
Une des dernières soirées de carnaval/Goldoni/Penchenat
Chutes/Mitterrand
L'Eglise/Geline/Martelli
Greek/Berkoff/Lavelli
Fantasio, Les Caprices de Marianne/Musset/Vincent
Le Pain dur/Landell/Yessin
Le Laboureur de Bohême/Von Saaz/Schäfer
Mars/Zen/Jean-Quentin/Chetlain, Peyramis
Récit d'un jeune médecin/Boudjakow/Pommeret
Renseignements : 31 95 65 65

La création c'est en
Seine Saint-Denis
La Seine
Saint-Denis
en Avignon
10 au 26 juillet
Cloître des Carmes
MC 93
Le cas Müller I, II, III,
de Jourdeuil-Peyret
Seine Saint-Denis
Conseil Général

AVIGNON 91



CHRIS KUTSCHERA

L'imam Hussein joué par Hasham Fayaz.

Les larmes théâtrales du chiisme iranien

EXPRESSON aussi vigoureuse que profonde de l'islam persan, la tazyeh n'est pas sans similitudes avec les chansons de geste de l'Occident médiéval, et avec l'épopée théâtrale hindoue du Ramayana. Culture, foi, chagrins, rêves d'empire ou d'amour d'un peuple s'y traduisent par les vers, le chant, le costume, dans un environnement d'exaltation populaire comme l'Europe n'en connaît plus que lors de manifestations sportives. Les larmes bruyantes des footballeurs marseillais vaincus et de leurs admirateurs ont la même rude sincérité que celles des acteurs et des spectateurs iraniens à la représentation du massacre de Mahomet et de sa famille.

Tout est parti de l'assassinat en l'an 680 près de Kerbela (Irak actuel) de l'imam Hussein, petit-fils du Prophète, considéré par les musulmans chiites (minoritaires) comme le chef légitime et unique - pape et empereur à la fois - de toute la communauté islamique. Les musulmans sunnites (majoritaires) dirigés alors par les califes omeyyades de Damas n'étaient pas de cet avis, d'où le drame de Kerbela.

C'est pour commémorer cette tragédie, pour l'ancrer dans la conscience communautaire que la tazyeh est née, à la barbe des autorités « orthodoxes ». Lorsque la Perse est devenue officiellement chiite (1) au seizième siècle, avec les chahs séfévides, le théâtre religieux a pu s'épanouir, se déchaîner même après des siècles de semi-clandestinité.

Depuis lors, les représentations ont lieu le matin, généralement en place publique, toujours gratuitement, à l'occasion de l'anniversaire du meurtre de Hussein et des sams mais aussi éventuellement de toute autre célébration du deuil historique (et l'islam chiite en est prodigieux). On recense donc cent vingt thèmes principaux de tazyeh. Les personnages « mauvais » comme le général Chemr, bourreau de l'imam,

récitent, tandis que les « bons » chantent. Le texte peut être en vers de mètre ou bien en persan classique. Et la plupart des acteurs sont des amateurs. Les rôles de femmes sont obligatoirement joués par des hommes voilés qui doivent toutefois « éviter les attitudes efféminées ».

Contrairement à une légende politique très répandue en Occident, les Pahlavi n'ont pas interdit la tazyeh. Simplement, en 1932, ils ont pros crit les sanglantes blessures que s'infirgeaient publiquement certains musulmans trop passionnés, célébrant dans leur propre chair la désastre de Kerbela. Furent également interdites à cette époque quelques scènes « dégoûtantes » jugées susceptibles, par les mollahs, de ridiculiser les croyances chiites.

Dès 1941, avec l'exil de Reza Chah Pahlavi, ces interdictions ont été contournées, car le nouveau chah, Mohamed Reza, ferma les yeux, et son règne se termina même par des représentations très officielles de tazyeh. « Dès 1966, la télévision nationale donna des extraits du théâtre chiite », nous rappelle le tazyologue Farrokh Gaffary. Il ajoute : « Dès 1967, le Festival de Chiraz eut son tazyeh malgré les protestations de l'idéologue religieux antisémitique Ali Charati ».

Le pli était pris, repris, et aucun des ayatollahs révolutionnaires ne chercha à contraindre l'enthousiasme populaire. Aujourd'hui, à Téhéran, un théâtre joue régulièrement des tazyehs et dans presque tout l'Iran existent des troupes plus ou moins « spontanées », remportant des succès constants.

JEAN-PIERRE FÉRONCEL-HUGOZ

(1) Lire *L'Islam chiite*, de Yann Richard, Fayard 1991, 300 pages, 98 F.

Le Festival d'Avignon s'est engouffré dans la brèche de l'ouverture iranienne. Bardes ou musiciens savants, ils viennent prouver que la révolution islamique s'éloigne des hymnes populaires pour se rapprocher de ses poètes et de ses bardes. Retour espéré à l'identité persane.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

IL est minuit, vendredi soir. Sur le rond-point qui cernait l'arche futuriste construite en 1970 pour les fêtes de Persépolis, les voitures, cabossées, usées et retapées, s'enchevêtraient dans une joyeuse débâcle. Familles en retour de promenade, taxis klaxonneurs, femmes au volant, le Téhéran de Rafsanjani tourne pudiquement le dos à la rigueur. Les Gardiens de la Révolution ne régentent plus les tachadors, et l'annonce d'un déverrouillage des mœurs se profile à l'horizon de l'ouverture économique.

Plongés dans les délices de l'après-guerre, les Iraniens jouaient aujourd'hui pleinement de l'air du temps, n'étaient les méfians de l'inflation, qui les oblige à mettre les bouchées triples. L'esprit bouillonnant et jongleur, la connaissance spontanée des chemins du plaisir - parallèle au goût du martyre, du sang et du deuil - se ressource à la lueur de la détente, égarant au passage l'idée d'une insertion définitive dans le bloc arabe, mise en exergue par la révolution islamique comme antidote à l'Amérique et à l'Occident. Les Iraniens, se retournant sur eux-mêmes - se sont-ils jamais quittés ? - voudraient une fois de plus se sentir persans.

L'Iran possède le sens du caché, l'art du double, du multiple en un. Iran de deuil, Iran de pleurs. Le tachador, voile noir négateur d'identité individuelle, ôte subit franchi le seuil de l'intimité. Le cimetière des martyrs, ordonné à la lisière du désert autour de l'immense mosquée de Khoméini, ses torchères à flamme pulsée, sa fontaine aux eaux rouges, symboliquement nourrie du sang de milliers de jeunes héros dont on voit, du nord au sud, les photos exposées sur le mur des casernes, ou près des tombes campagnardes. Iran de jeux, Iran prospère. Les maisons de thé où les conteurs chantent la gloire d'Ali et de Hussein, les théâtres populaires, comme celui du Nâs au centre de Téhéran, un spectacle permanent, comme au cinéma, où l'acteur Sâadi, grimé en Noir, accumule au fil des séances de la journée les blagues tranchantes sur les mollahs et les multinationales. Iran des tribus nomades et des musiques soufies, des cafés cachés sous les ponts d'Ispahan où l'on fume le marguill en jouant avec soi, comme avec ces marionnettes en porcelaine, dont les troupes populaires savent tirer les ficelles depuis qu'un voyageur en ramena une pleine malle - de Russie, d'Inde, d'Afrique ? - et essiqua à son fils l'art inventé du *Kheimeh Shab Bazi*, « le jeu de la tente dans le noir ».

De tout cela, qui ne fait qu'un, le Festival d'Avignon

nourrit ses nuits persanes : drame religieux du *tazieh*, (lire ci-contre l'article de Jean-Pierre Féroncel Hugoz), gymnastique initiatique du *zurkhaneh*, force épique des mélodies turkémènes ou baloutches, poésie savante du chant de Shahrâm Nâzeri ou de la flûte de Mohammad Musavi, rire malin du petit théâtre de marionnettes de Ahmad Khamsei.

Au pays du thé et des pistaches, la musique savante est populaire, et la musique populaire, savante. Dans les deux cas, le raffiné chevauche le rustique, le délicat le sauvage. Instrument fétiche, le *ney*, expression simple de la flûte, une tige de roseau évidée, sans bec, percée de six trous. Le son, dit-on en Orient, en fut inventé par le vent lui-même, après qu'une violente bourrasque eut brisé un roseau. S'ils n'ont pas l'exclusivité de son usage - on en joue beaucoup et fort bien en Turquie - les Persans ont gardé du *ney* l'idée de la nature domptée : l'instrument est coïncé entre les dents, les sons, modulés par les tremblements de la bouche, pétoient dans la tête transformée en caisse de résonance.

Mohammad Musavi, qui est un homme du temps, posé et malicieux, débrouillard et curieux, habite une maison du centre de Téhéran, ville informelle et tentaculaire, aux avenues droites et à l'air saturé. Musicien fonctionnaire à l'esprit libéral, professeur au Centre de recherche et de diffusion des musiques traditionnelles de Téhéran, que la révolution islamique avait mis en veilleuse pour cause de *souroud* - hymnes révolutionnaires et populaires qui phagocytèrent toute expression musicale au début des années 80 - Musavi est aujourd'hui un des plus grands joueurs de *ney*. Avec pour seul maître Hasan Kasa'i, d'Ispahan, qui lui enseigna les principes et la philosophie du *râdi*, répertoire classique iranien.

QUELQUES SIÈCLES DE TRADITION MUSICALE

A l'hôte occidental, partout fêté à grand renfort de thé, de gâteaux, de petits concombres, de congaits parfumés à la fleur d'orange ou de fèves brûlantes, ce collectionneur invétéré offre un échantillon de quelques siècles de tradition musicale, à commencer par un impeccable phonographe à manivelle la Voix de son maître. Des boîtes posées sur le tapis - persan, - Musavi sort des dizaines de *ney*, aux timbres variés, du sucré à l'aigre, et dont chaque exemplaire est gravé à l'effigie des maîtres ou de quelques rares sujets d'admiration, par exemple la grande chanteuse Qamar, Oum Kalsoum de l'Iran, disparue à la fin des années 50, interprète de *tasnif*, genre populaire et poétique.

Notons au passage que les femmes sont ici interdites de chant. Les écouter est un acte officiellement impie. Hengameh Akhavan, Qamar, Pârisa sont introuvables. Dans les magasins, où les *souroud* côtoient la musique classique occidentale (Tchaïkovski), on vous recommande ouvertement d'aller les acheter « là où il y a les cassettes interdites, devant l'université ». L'année passée, Pârisa dut renoncer *in extremis* à venir à Paris, la censure iranienne lui ayant accordé le droit de chanter devant un public exclusivement féminin - signe d'ouverture, mais quand même pas suffisant pour les féministes occidentales.

Un goût de différence

C'EST grâce à l'obstination d'Alain Crombecque - et à l'aide de l'Association française d'action artistique (AFAA) - que le programme iranien a pu être réalisé et que les autorités iraniennes ont accepté de collaborer. Depuis qu'il dirige le Festival, Alain Crombecque tient à faire venir des artistes d'ailleurs, d'Afrique, des Antilles, d'Inde et d'Asie du Sud-Est - le Ramayana l'an dernier, - peu importe pourvu qu'ils apportent leur différence.

« J'ai toujours, dit-il, rêvé de voyages et, dans les années 60, l'UNEF, où j'étais responsable culturel, m'a permis de réaliser ce rêve, car nous organisions des festivals internationaux. En particulier, je suis allé en Chine au plus haut de la révolution culturelle. J'en avais d'ailleurs rapporté un ballet surprenant. Ce qui m'attire, ce sont les différences. A l'époque, des gens comme Claude Samuel à Royan, Jack Lang à Nancy, rassemblaient des artistes non européens. Ensuite, il y a eu le Festival d'automne. Quand nous avons fait venir pour la première fois un groupe de moines tibétains aux Bouffes du Nord, une foule énorme attendait devant le théâtre, on a dû en renvoyer la moitié. La curiosité existe, et le désir aussi de quelque chose d'autre ».

« Depuis le début des années 80, l'ouverture se fait vers le Sud, ce qui convient tout à fait ici, pour des raisons climatiques et parce que, le plupart du temps, le plein air est indispensable à l'ambiance. Retrouver l'ambiance des Journées chez les musiciens du Nil, ce n'est pas une question d'exotisme, c'est vraiment le goût pour ce qui n'est pas nous. La différence. Les arts traditionnels font choc avec les recherches contemporaines. L'expérience de Georges Aperghis travaillant il y a quelques années avec des musiciens balinaïses et occidentaux sur le thème de Faust est peut-être utopique, mais sûrement intéressante ».

« Je ne suis pas un spécialiste, donc je m'adresse à des spécialistes comme Daniel Caux, grâce à qui nous avons organisé à Nanterre des programmes arabes absolument uniques. Comme Benoît Quercin qui connaît la culture zaïroise mieux que quiconque au Zaïre. Je m'attache à ce qu'il y a de plus pur, souvent sur le point de disparaître, et qui peut-être gagnera quelques années de vie grâce à l'impact de notre invitation ».

SAISON 1991-1992

LE JARDIN DES POIRIERS
(Titane Spectacles SARL) 4, rue Chapon 75003 PARIS.
Tél. 46 97 50 22 - Fax 46 67 44 60
Contact Avignon : du 14 au 20 juillet 91
Hôtel d'Europe - 12, place Crillon Tél. 90 82 66 92

MARIONNETTES SUR EAU DU VIETNAM
Septembre 91 - janvier 92
Création au Théâtre Vidy - Lausanne, 10 au 21 sept.
Paris : Théâtre de la ville au Cirque d'hiver, 1^{er} au 13 oct.

ALEM KASIMOV et les musiques d'Azerbaïdjan
octobre - novembre 91
Paris : Théâtre de la ville, 9-10-11 nov.

CIRQUE DE PEKIN, Troupe acrobatique de Dalian
novembre 91 - janvier 92
Création à Conflans Sainte-Honorine, 7-8-9 nov.

BALLETS DE BALI
mars et avril 92
Création à l'Opéra de Paris Garnier, 4 au 8 mars.

CIRQUE DE MOSCOU SUR SCENE
mars et avril 92 : tournée officielle française
Paris : Casino de Paris, 7 au 26 avril,
avec Entrées Spectacles Productions.

THEATRE NANTERRE AMANDIERS

FANTASIO
LES CAPRICES DE MARIANNE
d'Alfred de Musset
Mise en scène : Jean-Pierre Véné
Du 15 octobre au 20 décembre 1991

L'EMPIRE ET ION
L'Empire de Michel Davison
Ion de Platon
Mise en scène : Michèle Foucher
Du 20 novembre au 14 décembre 1991

BRITANNICUS
de Racine
Mise en scène : Alain Boujard
Du 7 janvier au 2 mars 1992

JOHN & MARY
tragédie
Texte et mise en scène : Patrick Rothé
Du 21 janvier au 16 février 1992

UN HOMME PASSÉ
de Bernard Charbonnier
Mise en scène : Jean-Pierre Véné
Du 17 mars au 15 avril 1992

NUMERO 1 WALL STREET
de Bernard Charbonnier
d'après Bevilacqua
Mise en scène : Bernard Charbonnier
Du 24 mars au 24 avril 1992

LE PETIT BOIS
d'Eugène Ionesco
Mise en scène : Eric Barrois
Du 12 au 24 mai 1992

SAISON 91-92
Tél. 46.14.70.00

مكتبة النسخ

son double

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE (AFAA)

Alain Crombecque
Jean-Pierre Véné
Philippe Mouton
Thierry de Chamblin
Philippe Jolles
Michel Baudouin

Comité d'organisation : Claude Samuel
Jean-Pierre Véné
Alain Crombecque
Jean-Pierre Véné
Philippe Mouton
Thierry de Chamblin
Philippe Jolles
Michel Baudouin

Comité de suivi : Claude Samuel
Jean-Pierre Véné
Alain Crombecque
Jean-Pierre Véné
Philippe Mouton
Thierry de Chamblin
Philippe Jolles
Michel Baudouin

AVIGNON 91

LA PERSE

et son double

Dans un autre genre, Gougoush, un succédané de Dalida et de Mireille Mathieu, a ouvert boutique à Téhéran en attendant la fin de l'orage islamique. Une activité à bon rendement si l'on en croit les toutes nouvelles fortunes étalées sur la rue Feritcheh par les bazari enrichis pendant la Révolution.

L'Iran, où l'art vocal est monnaie courante - les occasions, mariage, fêtes religieuses, travail des champs ou du tissage, sont nombreuses - couvre ses chanteurs comme des préciosités : du plus établi, Mohammad Reza Shadjarian, originaire de la ville de pèlerinage de Meched, à l'extrême nord-est, au plus jeune, Shahrân Nâzeri né de l'autre côté de la Caspienne, en territoire kurde, chanteur intuitif, délié et surdnué. Les yeux vifs, le port altier propre aux timides indomptés, le visage caché sous une épaisse moustache, Nâzeri pousse le chant jusqu'à ses limites extrêmes, de cette voix gutturale, tremblée, tendue entre la retenue et le cri, propre à l'Asie mineure. Proche des traditions soufies, cette ombre portée du mysticisme islamique, et empreint de la gaieté farouche et de l'ascétisme des derviches, Nâzeri porte en lui une part de sauvagerie, polie par les règles strictes du répertoire, à partir desquelles se développe l'improvisation, jusqu'au *hâl*, inspiration musicale et extase mystique (*lire l'encadré ci-contre*).

Si la forme est savante, l'ancrage est provincial. Entre Musavi et Tayebi, rustique joueur de *ney* de Sari, ville indolente entre rizières et terrasses et mer Caspienne, il n'y a qu'un genre de différence. Tous savent que ni la religiosité de Qom ni l'affairisme de la capitale ne résument la Perse, et que l'Iran, déshabillé de ses provinces, prend l'allure d'un squelette. Nâzeri retourne dans les montagnes du Nord dès qu'il le peut. Musavi cueille dans son Looistan natal les roseaux dont il fera lui-même des *neys* en respectant l'esthétique soufie : six trous, sept parties ordonnées sur un axe parfaitement vertical.

Qui, ici, pourrait oublier que le *ney* fut d'abord un instrument de berger avant d'être introduit au dix-neuvième siècle par le maître Navâ'i à la cour du roi afin de soutenir les sonorités sublimes des poètes ? Car, au centre de toutes les musiques, il y a le Verbe. Bardes turcomans, chanteurs kurdes ou musiciens savants, tous connaissent le répertoire poétique, les paysans citent Hâfez, Sa'âdi, les conteurs populaires

brodent sur le *Livre des rois*, de Firdusi, et les lettrés récitent par cœur ces vers chantants à la philosophie imagée, surgis entre le onzième et le quatorzième siècle. La musique instrumentale répond à un chant invisible glissé dans les silences. Les instruments, le *ney*, le *katmanché* (à archet), le *zâr* (tambour), le *târ* et le *setâr* (à cordes), sont ses serviteurs.

UNE CERTAINE DOUCEUR DE VIVRE

A plus de 500 kilomètres de Téhéran, Gondam, ville linéaire étendue aux pieds des monts du Khurasan, est dominée par un immense minaret, point de convergence des caravanes afghanes ou turkmènes. Ici, les femmes s'enroulent dans de larges foulards à fleurs, les yeux se brident et l'ambiance évoque une certaine douceur de vivre. Coiffé d'une perruque et vêtu d'un costume rouge brodé, Gheliche Anvari, un *bakhshi* (barde) turkmène, chante les hauts faits des héros consignés au dix-huitième siècle par le poète Makhtoum Gholi, la beauté de la nature, le galop des chevaux, les yeux ensorcelés de l'aimée. A ses côtés, Mohammad Gol, dit Gombadi, fait sauter sa voix d'avant en arrière, de la tête au ventre, jusqu'au cri rentré. Ensemble, joueurs de *dôtar*, de *tanbur* (petits luths) ou de *tuduk* (un *ney* à sept trous) miment le galop des chevaux, dessinent les steppes, révèlent les vallées. Tous, plutôt jeunes, travaillent au renouveau de la musique turkmène, contre les mollahs gardiens du dogme, contre la télévision, et en étroite relation avec le Centre de musique et de chants révolutionnaires de l'Ershad (ministère de la culture et du guide islamique), dont dépendent les musiques traditionnelles. Troupe incongrue, plus entachée de chamanisme que d'islam, à laquelle viendra se joindre Hadj Ghorbân Solemani, un vieux barde venu de la frontière afghane, enturbané, les doigts peints d'orange ; merveilleux joueur de *dôtar*, un luth à deux cordes. Musique ancrée dans la tradition kurde, et transplantée dans le Khurasan, à l'autre bout de l'Iran, au milieu du dix-huitième siècle par Nader Shah, qui voulait occuper les recoins de son empire. Quel brassage !

Les musiciens traditionnels ou savants sont aujourd'hui plus optimistes, après deux ans de frémissements balisés de signes : concerts comblés à Téhéran,



La marionnette Tavaré.

une tournée hors d'Iran, une première depuis dix ans, initiée en France en octobre 1990 au Théâtre de la Ville avec le grand joueur de *kamanicheh* Asghar Bahari, et poursuivie aux Etats-Unis. Et, en mai dernier, un festival à Téhéran où près de deux mille joueurs de *ney* se sont retrouvés à l'initiative du ministère de la propagande islamique, banderoles soudainement déployées de l'identité persane.

Les quatre-vingts musiciens, chanteurs et comédiens iraniens, dont certains n'ont jamais mis un pied en dehors de leur cité, ont traversé les frontières par la grâce du courant politique modéré qui anime l'Ershad et son ministre, Mohammad Khatami, mais aussi par les efforts du directeur du Centre d'art dramatique, organisme chargé du théâtre, Ali Montazeri. Les artistes présentés au début de cette année pour Avignon ne se font pourtant pas d'illusions : c'est juste un premier pas, superbe, un soulagement.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* A écouter : Mohammad Reza Shadjarian, musique classique persane. 1 CD Oceca.

Modèles

De la Turquie à l'Inde, les musiciens traditionnels se réfèrent à des modèles préfixés, les *muqams* ou *mogams*, qui servent de repères et de structures à la musique, en l'absence de notation écrite. Au dix-neuvième siècle, les docteurs iraniens, effarés par l'anarchie des quatre cents *mogams* existant alors, mirent de l'ordre en constituant le répertoire dit classique ou savant, le *radif* (ordre, répertoire).

Le *radif* ressemble à une maison. On la divise en sept pièces principales, les *dastgâh*, et cinq pièces annexes, les *mogams*. L'angle de vue change selon le coin d'où l'on regarde ces pièces.

En choisissant un coin (*gushé*) plutôt qu'un autre, on entre dans un chemin d'improvisation particulier. A chacune de ces modalités correspondent des séquences mélodiques, des sentiments - tristesse, nostalgie, gaieté, nuances. Il faut une vingtaine d'années d'apprentissage auprès d'un maître pour acquérir une totale liberté d'improvisation et une sonorité, un cachet propres qui sont le marque d'un grand musicien.

Saison 91-92

Abonnements: 64 62 77 77

Théâtre

Michel Dezoteux
Stéphane Braunschweig
Philippe Sireuil
Théâtre la Chamaille
Philippe Adrien
Michel Raskine

Musique

Barbara
Arthur H
Willem Breuker Kollektief
Mondriaan String Ensemble

Opéra

Christian Gangneron - Christophe Coin
Ensemble Musiques

Danse

Angelin Preljocaj
Daniel Larrieu
Dominique Bagouet
Michèle Anne de Mey
Odile Duboc
Mathilde Monnier
Angels Margarit - Cie Mudances
Bertrand Lombard - Patrick Bossatti
Georges Appaix
Vera Montero
Jean-Pascal Gilly
Marionnettes sur eau du Vietnam
Mime Marceau

Envoi gratuit du programme sur demande au 64 62 77 00

La Ferme du Buisson
Centre d'Art et de Culture
de Marne-la-Vallée
Allée de la Ferme
77437 Noisiel

La Ferme du Buisson



après Avignon
ZINGARO
présente
sa nouvelle création

OPERA EQUESTRE

dans son théâtre
au Fort d'Aubervilliers
à partir du
27 septembre 91

★
Locations par
téléphone
individuels
48.04.38.48
Collectivités - groupes
45.23.01.92

avec l'aide du
Ministère de la Culture
et le soutien de l'ADAMI
avec le concours du
Crédit Local de France

Coproduction
Zingaro-Ruhnfestspiele
Opéra de Lyon
Conseil général de la
Seine-Saint-Denis

ANGELIQUE IONATOS NENA VENETSANO
chantent



SAPPHO DE MYTILENE

Du 20 sept. au 6 oct.

**15 CONCERTS
EXCEPTIONNELS**

Théâtre des Bouffes du Nord
Paris 46 07 34 50
Ouverture des locations: 5 sept.

Télérama

Lyrisme
et profane...
Le Monde

Un climat
de pureté musicale
Marianne

Un objet rare,
L'Humanité

SAISON 91/92

OCTOBRE
LES CHANTS DE MALDOROR
HANS-PETER CLOOS - LAUTREAMONT

JANVIER
CHAMBRES
MINYANA

FEBVIER
LE VOYAGE
COHENDT - EMIL FORK - LEIDGENS

AVRIL
LE SILENCE DE MOLIERE
VALADIE - NICHT - MACCHIA

RENSEIGNEMENTS - ABONNEMENTS
42 02 02 68

THEATRE PARIS-VILLETTE

ALEXANDRE ZINOVIEV

Mon Tchekhov

J'analyse les traits de l'œuvre de Tchekhov à l'aune de ma propre perversité littéraire.

LE REGARD LITTÉRAIRE

EDITIONS COMPLEXE

La création c'est au
Seine Saint-Denis

La Seine
Saint-Denis
en Avignon

9 au 19 juillet
Musée Lapidaire

La Parole Errante
Armand Gatti
Ces empereurs aux
ombrelles trouées

Seine Saint-Denis
Conseil Général

LE CARGO •

Heiner Müller
Michel Dezoteux
ZementCréation
Festival d'Avignon 91
15 - 25 Juillet
(Hôpital Ste-Marthe)Au Cargo
22 Jan - 1er Fév 92
Coproduction
Le Cargo Grenoble,
Théâtre Vaux-Bruselles/
Festival d'Avignon.
Avec le soutien de l'Adami

76 25 05 45

théâtre
de la
bastille

SEPTEMBRE 91

A

JANVIER 92

17 SEPT - 13 OCT / THEATRE
JE SUISTexte et Mise en Scène
de Valère NOVARINA24 SEPT - 20 OCT / THEATRE
LEGEREMENT SANGlantTexte et Mise en Scène
de Jean-Michel RABEUX16 & 17 OCT / DANSE
FASSUNG 3

de et par Gerhard BOHNER

22 - 29 OCT / DANSE
LE VENT DE SA COURSE

Spectacle de François VERRET

27 OCT - 13 NOV / THEATRE
LEO KATZ ET SES OEUVRESTexte et Mise en Scène
de Louis-Charles SIRJACQ5 - 10 NOV / DANSE
VESTIGIA DI UN CORPO

Chorégraphie POCO DECINA

18 NOV - 7 DEC / THEATRE
CHANT DU BOUC

par le Théâtre du RADEAU

26 NOV - 22 DEC / THEATRE
DIEU GRAMMAIRIENTexte et Mise en Scène
de Manuela MORGAINE
avec Philippe CLEVENOT17 - 23 DEC / DANSE
APOCALYPSE JOYEUSE

Chorégraphie Christian BOURIGAULT

8 - 12 JANV / DANSE
GRAVURES

Chorégraphie Daniel LARRIEU

13 JANV - 2 FEV / THEATRE
LOLA ET MOI ET TOITexte et Mise en Scène
de Nathalie SCHMIDT14 - 25 JANV / THEATRE
V. RIMBAUD

par Jean-Marie PATTE

Lundi 20 JANV / THEATRE
THEATRE DE LECTURE

par Jean-Marie PATTE

ABONNEMENTS/INFORMATION
43 57 42 14Revue-Programme disponible
à l'Office du Tourisme, AVIGNON

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Chaque samedi - date dimanche-lundi

AVIGNON 91

Le Festival se doit d'offrir de grands classiques, de faire connaître le répertoire mal connu, de suivre l'évolution des auteurs confirmés, de faire aimer des écritures neuves. En dehors des lectures - organisées par France-Culture et la Société des auteurs, entre autres, - le Festival présente « ses » auteurs : Valère Novarina, Louis-Charles Sirjacq, Evelynne Pieller, Eugène Durtif, Hervé Péjandier. Et revient le Théâtre Ouvert de Lucien et Micheline Attoun, dont le but est justement de former des auteurs de théâtre.



Michel Deutsch

Georges Lavaudant

THÉÂTRE OUVERT,
Auteurs

Il y a vingt ans, à la chapelle des Pénitents blancs, les comédiens de Jean-Pierre Vincent - qui s'appelaient « Les Compagnons » - présentaient une pièce de Rezvani, sa première œuvre théâtrale, le *Camp du drapeau*. C'est ainsi qu'il y a vingt ans naissait Théâtre Ouvert, une façon de faire inspirée par les « works in progress » en vogue alors aux États-Unis, qui consistait à présenter devant un public restreint, et concerné, un spectacle en cours de répétitions. Les réactions et commentaires de ce public devaient aider l'auteur, le metteur en scène, les comédiens à poursuivre leur travail dans un bon sens.

Pour Lucien Attoun, producteur sur France-Culture du *Répertoire dramatique*, directeur chez Stock de la collection « Théâtre Ouvert », il s'agissait avant tout dans cette nouvelle expérience homonyme, d'aider des auteurs à sortir de leur isolement, à se confronter avec la pratique de la

scène dans ce qu'elle a de plus quotidien, à négocier avec les problèmes, les angoisses, les névroses des gens de théâtre. Il s'agissait d'aider les auteurs à écrire du théâtre.

« Finalement, déclarait Lucien Attoun, j'ai mis l'opération sur pied parce que j'en avais assez des colloques sur les problèmes de la création contemporaine. Il faut se montrer pratique, concret, analyser la situation dans son ensemble, sérier les questions, dégager les manques, voir ce que l'on peut faire, comment et avec quels moyens. Rien ne sert de vouloir dépasser ses limites... » Un principe de base qui vaut encore et toujours.

Avant de disparaître, Jean Vilar s'était intéressé à ce projet, auquel, depuis, Lucio et Micheline Attoun consacrent leur énergie et qu'ils ont fait évoluer, car les temps changent et les problèmes avec. Il y a eu d'abord les « mises en espace » : un texte inédit pré-

senté après douze jours de répétitions, en principe sans décor ni costumes - une règle qui a rarement été suivie de façon stricte - et accompagné de discussions entre la salle et la scène. Ensuite s'est ajouté le « guesloloir » : des textes lus par leur auteur ou un comédien intéressé. Puis l'expérience d'un spectacle répété en public pendant le temps du festival et présenté en l'état à la fin. Et toujours des débats, Avignon oblige. Puis Stock ayant renoncé à éditer du théâtre, Théâtre Ouvert a publié des pièces en tirage réduit, sous forme de « tapuscrits » réservés aux professionnels. Comme *Combat de nègres et de chiens*, de Bernard-Marie Koltès, par lequel Patrice Chéreau a découvert l'auteur avec qui il allait longtemps travailler.

Théâtre Ouvert a tenté d'essimer ce provoque, dans plusieurs salles de Paris et de la périphérie, mais cette fois le succès n'était pas au rendez-vous. Manque de

moyens, de structure pour organiser les tournées dans des conditions convenables, et surtout la difficulté de retrouver l'ambiance avignonnaise, même chez les habitués du Festival. Ils n'ont pas la même disponibilité, la même écoute pendant l'année, quand leur propre travail et leurs soucis occupent leur esprit. Le désir de « participer » disparaît alors, même si le plaisir du théâtre demeure. Ils ont envie de voir un produit fini, et de retourner chez eux ensuite.

Du côté des auteurs, des acteurs, des metteurs en scène surtout, on a pu constater un certain fléchissement, ou plutôt un infatigable vers une sorte d'égoïsme. Au commencement, ils jouaient le jeu, lisant les manuscrits que leur proposaient Lucio et Micheline Attoun, ou leur amenaient des auteurs avec qui ils souhaitaient travailler. Peu à peu et de plus en plus, Théâtre Ouvert a servi de test à des spectacles qui devaient de toute façon être montés dans la

saison, quelque chose comme des avant-premières plus que comme des « works in progress ». Beaucoup sont tombés dans l'oubli et c'est parfois dommage. Par ailleurs, il y a eu des révélations comme *Loin d'Hagondange* de et par Jean-Paul Wenzel, *Et pouriam ce silence ne pouvait être vide*, de Jean Magnan par Robert Gironès, qui venait d'être nommé au Théâtre du VIII^e, centre dramatique de Lyon. Il y a eu surtout par Antoine Vitez *Catherine* d'après les *Cloches de Bâle* d'Aragon...

Ce n'était pas à proprement parler un texte inédit, la forme en était déjà élaborée, mais c'est peut-être l'un des plus beaux spectacles de Vitez, l'un des plus étrangement émouvants, et il a déclenché quelque chose d'énorme : la vogue du « théâtre-récit ». Une vogue qui se poursuit, se développe, se déforme, qui a donné lieu à tous ces textes, nos dramatiques, romans ou essais, monologues dans un décor unique.

Jean Vilar,
hommage

Jean Vilar est mort en 1971, le Festival célèbre le vingtième anniversaire de cette disparition. Expositions, débats - « Jean Vilar au présent », « Jean Vilar et Avignon », les photos d'Agnès Varda, programme audiovisuel... De toute façon, Vilar est présent dans tous les lieux d'Avignon, les rues, les places, les théâtres. Et dans l'aspir des gens de théâtre comme dans celui des spectateurs. Il est une référence, « la » référence. Curieusement, on ne pense jamais à l'âge qu'il aurait - soixante-dix-neuf ans - mais à sa jeunesse, quand, en septembre 1947, avec sa semaine d'art dramatique, il mettait en marche cette formidable machine. Il ne pouvait pas prévoir l'importance internationale que prendrait son rêve. Il n'en aurait tiré aucune vanité. Car il était lucide, donc peut-être avait-il eu peur. Peur de la responsabilité que représentait cette foule venant chaque année engranger des souvenirs de théâtre, avec une curiosité électorale autant qu'insatiable.

Au-delà de ces hommages insistants qui font de lui une sorte de pape inflexible, ces « rentes » autour de son œuvre, lui qui a consacré sa vie à l'éphémère, lui dont le deuil était l'augustin. On a dit qu'il était mort du choc provoqué par la consécration de 1968. Si c'est vrai, c'est qu'il était vulnérable dans son corps, dans son cœur d'artiste.

C'est qu'il n'était pas certain de maîtriser le mouvement du théâtre. Il a vu arriver le règne d'un désordre qu'il avait conçu, dont il ressentait la nécessité, mais dont il se sentait peut-être les conséquences.

Le mouvement est si rapide, l'histoire court si vite qu'on essaie d'en retenir des preuves tangibles. Anniversaires et célébrations se chevauchent, merite souvent de justifier un recours exagéré aux répertoires anciens. Récemment, en 1987, le cérémonial du 40^e anniversaire du Festival a largement permis de diffuser les biographies, les iconographies, les exégèses de Jean Vilar.

Le spectacle vivant possède sur les autres arts l'avantage aristocratique d'être fait de modèles uniques. On peut juste rassembler des documents, des enregistrements, des photos qui expriment la force d'un moment, et les gens qui ont connu racontent les événements, les anecdotes. C'est quand ils retrouvent et transmettent leurs émotions qu'ils deviennent efficaces. Car les hommages ne devraient pas seulement servir de mémoire, mais de livres dans lesquels on puise son désir de savoir. Ce n'est pas trop difficile quand il s'agit de Jean Vilar, puisqu'il a créé deux institutions qui lui survivent, en pleine santé : le TNP - appellation dont Roger Planchon à Villeurbanne a hérité - et Chaillot - non plus TNP mais Théâtre national, - qui est floriss-

sant, plus le Festival, qui jusqu'à présent a résisté à toutes les bourrasques.

Mais le plus important, sinon l'essentiel, c'est que la génération des gens de théâtre qui n'ont pas eu la possibilité de connaître directement le travail de Jean Vilar le retrouvent sans avoir besoin de se référer au passé. Bien que citoyens d'un pays dit « riche », ils n'appartiennent pas à la société d'abondance de leurs aînés. Ils sont proches des conditions de travail de Vilar à ses débuts, avec en plus tout ce que son action sur la démocratisation de la culture a inscrit dans les mœurs, et ce n'est pas rien. Comme lui, loin des fascinants éclats baroques, ils réinventent une esthétique du dépouillement. De quel autre hommage Vilar a-t-il besoin ?

C. G.

* A l'occasion de cette célébration, plusieurs livres sont publiés, dont *Jean Vilar par lui-même*, qui rassemble des écrits, des photos, des documents rares. Le livre est édité par la Maison Jean-Vilar, 335 pages, 200 F, 150 F pour les adhérents de l'Association Jean-Vilar, diffusion Actes Sud, qui, d'autre part, publie dans sa collection « Actes Sud Papiers » des souvenirs de Serge Pauho, la *Bataille de Chaillot*, la *Bataille du Vieux-Colombier*, 78 pages, 72 F. *Le Théâtre populaire selon Jean Vilar*, par Philippe Webb, est réédité par Actes Sud, 220 pages, 129 F. Chez Armand Colin vient de paraître *Jean Vilar*, par Jean-Claude Bardot, 535 pages, 198 F.

هكذا من النحل

AVIGNON 91



Jean-Louis Martinelli

Daniel Mesguich

Christian Schiaretti

ÉCRITURES

en chantier

→ Au début des années 80, le Festival d'Avignon s'est passé de Théâtre Ouvert. Mais Théâtre Ouvert s'installait dans ses meubles, au Jardin d'Hiver, au coin du Moulin-Rouge, à Paris. Une petite salle d'essai entre Blanche et Clitichy, et qui marche. Avec des lectures, des travaux divers - en train de se faire ou de s'ébaucher - des mises en scène de pièces inédites d'auteurs contemporains. L'auteur contemporain, le texte inédit, c'est finalement la seule règle immuable et c'est l'essentiel.

Mais Lucien et Micheline Attoun ont des nostalgies d'Avignon, et vingt ans après sa pre-

mière expérience, Théâtre Ouvert est de retour, à la Chartreuse. Changement de lieu et de formule. La nouvelle s'appelle « chantier ». Elle a été proposée à Michel Deutsch, Georges Lavaudant, Jean-Louis Martinelli, Daniel Mesguich, Christian Schiaretti. Ils doivent présenter pendant deux soirs un texte qu'ils ont écrit, en toute liberté, spécialement pour l'occasion.

Michel Deutsch est auteur avant d'être metteur en scène. Il s'engage sur les problèmes « du » et « de la » politique. Les autres, s'ils ont parfois écrit, font ici une autre expérience. Jean-Louis Martinelli a tra-

vailé sur le cinéma indirect de Jean Eustache - dont il a déjà porté à la scène *la Maman et la Putain*, avec Annuk Grinberg. Daniel Mesguich met en crise, distord et casse quelques classiques. Christian Schiaretti s'interroge sur la cérémonie des Molières. Georges Lavaudant se demande comment parler des jours qui passent de « ce presque rien » et comment cerner les incertitudes dont est faite la vie - et reprendra sa pièce, nommée *les Irit*, au TNP la saison prochaine.

Alors on constate que ces Chantiers brassent des multitudes de questions spécifiques. Chacun a la

sienne qui le hante, obsède son travail. Les incertitudes, les blancs entre les mots, la distance entre le mot et la parole, entre la parole et l'image, entre le théâtre et la « communication », et la médiatisation, et la révolte, et la politique, et la pensée philosophique, et la poésie... Le blanc, le vide, le silence, cette respiration interrompue, ce « temps qui passe », déjà passé. Peut-être est-ce la même question finalement, que chacun pose à sa façon, pour exprimer ses préoccupations immédiates, pour donner corps à son affolement.

On constate aussi que la notion, que la fonction d'auteur se

trouble. Il n'est plus celui qui écrit une forme définitive, sur laquelle il pratiquera à la rigueur quelques modifications ou coupures à la demande du metteur en scène, et qui assiste aux répétitions, partagé entre l'orgueil et la fureur - avec l'envie de retirer les droits de sa création à des gens qui ne la comprennent pas et la déforment. L'auteur n'est plus « le groupe », qui traduit sa vie de groupe en « écriture collective ».

L'auteur n'est plus écrivain, il est quelqu'un qui apporte - au spectacle - s'il se dit auteur-metteur en scène - une base de travail pour le plateau. Il s'est considérable-

ment rapproché du cinéaste, qui, film d'auteur ou non, enseigne le scénario. On pourrait à ce propos se demander quelle était la part d'intervention sur le scénario de gens comme Fritz Lang, John Ford, Marcel Carné, qui ne cosignaient pas. C'est seulement une question - une de plus. La réponse se donne au jour le jour. Une ou plusieurs se donnent sous cette forme-là, avec ces gens-là, pendant ce Festival d'Avignon à ce Théâtre Ouvert 1991, dont le but demeure immuable : aider, de quelque manière que ce soit, à écrire du théâtre.

C. G.

THÉÂTRE 71
MALAKOFF

• 1991 •

Cinéforain
Le cinéma des pionniers, naissance d'une passion

Jeux de langues
création - Ascaride
Théâtre en appartement

Dee-Dee Bridgewater

Cirque plume

• 1992 •

Total Vocal
swing, rap, scat, rien qu'avec la bouche

La vie parisienne
Offenbach/Françon

Papa, création
Valletti/Ascaride

Hélène Delavault
L'absinthe, création

Ivanov/
On s'aimait trop pour se voir tous les jours/
et une création par le Ballatum Théâtre

et bien d'autres spectacles encore...

ABONNEMENTS
46 - 55 - 43 - 45

M.C. 9.3
BUBIGNY

Saison 91-92

Jean-Louis Hourdin/Albert Cohen
DES BABOUINS ET DES HOMMES

Peter Sellars/John Adams
NIXON IN CHINA

Ivan Grinberg/Péjaudier/Chattot
LE SOUVERAIN FOU

Deborah Warner/Sophocle
ELECTRE

Lev Dodine/Théâtre Maly
GAUDEAMUS

Georges Lavaudant/Bailly
PANDORA

London Sinfonietta
NIXON IN CHINA - CONCERTS

RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET

JEAN-MARIE PATTE
ALCUNI PEZZI DISSACRANTI

Renseignements 48 31 11 45

direction
Lluís Pasqual

EUROPE
ODEON

LE TEMPS ET LA CHAMBRE
Bohno Strauss - Patrice Chéreau

AMPHITRYON
Heinrich Von Kleist - Klaus Michael Grüber
(en allemand surtitré en français)

AJAX et PHILOCTETE
Sophocle - Christian Schiaretti

THEATRES DE L'AUTRE EUROPE - Bulgarie - Pologne - Roumanie
(spectacles surtitrés en français)

★ Cycle Hispanique

TIRANO BANDERAS
Ramon del Valle Incan - Lluís Pasqual
(en espagnol surtitré en français)

LA VIE EST UN SONGE
Don Pedro Calderón de la Barca - José Luis Gomez

DONA ROSITA BLEIBT LEDIG
Federico Garcia Lorca - Wolfgang Engel
(en allemand surtitré en français)

LA DEL MANOJO DE ROSAS
Zarzuela de Pablo Sorozabal
(spectacle musical en langue espagnole)

ABONNEMENT - 43 25 70 32

SUR SIMPLE APPEL AU 43 25 70 32, VOUS POUVEZ RECEVOIR LA BROCHURE DE LA SAISON 91-92

EGREGORE présente

LES SEPT CONTRE THÈBES

Michel DELUX - Philippe VINCENT
Eschyle - Aristophane
10 JUILLET - 14 AOÛT, 21 h 30 (14h)
Moulin de la Culture - AVIGNON
Rens. 77-25-62-65 - 90-26-53-52
Public OFF

(Publicité)

BISTRO
de Jacques-Henri Pons
m.s. Jean-Marie Boëlle
avec Cl. Bouchery, F.-O. Bonnel
N. Bonneloy, N. Mongin.
« On les écoute, on rit de leurs bons mots. On se dit qu'on a vu un bon spectacle off. »
B.B. Le Monde
Théâtre de la Condition des Soies, 13, rue de la Croix, Avignon. Du 19 au 29 juillet à 20 H.

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 juillet - 2 août
La carrière Gallet

Théâtre Zingaro
Opéra équestre Bartabas.

Seine Saint-Denis Conseil Général

AVIGNON 91/PROGRAMME

THÉÂTRE

Comédies barbares, de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli. 1^{re} journée 9, 11 et 15 juillet, à 22 heures; 2^e journée 10, 12 et 16 juillet, à 22 heures; nuits 13 et 17 juillet, à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

Ces empereurs aux ombrelles trouées, d'Armand Gatti, mise en scène de l'auteur. Du 9 au 19 juillet (excepté le 14), à 21 h 30. Musée Lapidaire.

Squatt Connection, d'André Benedetto, mise en scène et décor de l'auteur. Du 9 juillet au 2 août, à 21 h 30. Théâtre des Carmes.

Petit Nord cherche Grand Sud, de Vincent Colin, mise en scène de l'auteur. Du 10 au 19 juillet (excepté le 14), à 22 heures. Cloître des Célestins.

Léo Katz et ses œuvres, de Louis-Charles Sirjacq. Du 10 au 18 juillet (excepté le 14), à 21 h 30. Salle Benoît-XII.

Opéra équestre, de Zingaro. Les 10, 11, 12, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 28, 29 et 30 juillet, les 1^{re} et 2 août, à 22 heures. Carrière Callet à Boulbon.

Le cas Müller II (Rivage à l'abandon-Matériau; Médée-Paysage avec Argonautes. Les 10, 13, 16 et 20 juillet. Le cas Müller I (Hamlet Machine, la Correction), les 11, 19, 24 et 26 juillet. Le cas Müller III (Doppelkopf), les 12, 17, 23 et 25 juillet. Le cas Heiner Müller I, II, III (en continu), les 15, 18 et 21 juillet. Mise en scène de Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret. A 22 heures. Cloître des Carmes.

Zement (Ciment), de Heiner Müller, mise en scène de Michel Dezoteux. Du 15 au 25 juillet (excepté le 20), à 22 heures. Hôpital Sainte-Marthe.

L'Inquiétude (seconde partie du Discours aux Animaux), de Valère Novarina, mise en scène de Mark Blezinger. Les 12, 13, 15, 16 et 17 juillet, à 21 h 30. Chapelle des Pénitents blancs.

Poker à la Jamaïque et l'entretien des Méridiens, d'Evelyn Piciller, mise en scène de Joël Jouanneau. Du 12 au 29 juillet (exceptés les 14 et 23), à 21 h 30. Chapelle du Roy-René.

Le Souverain fou (discours), d'Hervé Péjaudier, mise en scène de Ivan Grinberg. Du 12 au 18 juillet (excepté le 14), à 22 heures. Cloître de la Collégiale.

Un jeu de rêves. Premier volet : le Songe, d'August

Strindberg. Du 12 au 17 juillet (excepté le 14), à 22 heures. Deuxième volet : Si l'été revenait, d'Arthur Adamov. Les 20, 21, 22 et 24 juillet, à 22 heures. Mise en scène d'Isabelle Pousseur. Gymnase Aubanel.

La Tempête, de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook. Du 15 au 31 juillet, à 22 heures. Les Taillades.

Le Petit Bois, d'Eugène Ionesco, mise en scène Eric Elmosnino. Du 20 au 30 juillet (excepté le 25), à 21 h 30. Chapelle des Pénitents blancs.

Les chantiers du théâtre ouvert, par Michel Deutsch, Georges Lavaudant, Jean-Louis Martinelli, Daniel Mesguich, Christian Schiaretti. Du 16 au 26 juillet, à 19 heures. Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Le Tazieh, drame religieux iranien avec Hachem Fayaz. Les 20, 21, 22, 23 et 24 juillet à 22 heures. Cloître des Célestins.

Théâtre ambulatoire, de Korchi (Ouzbékistan), mise en scène d'Abdurahman Abdunazarov. Du 21 au 30 juillet (excepté le 25), à 22 heures. Cloître de la Collégiale.

La Tenté du jeu nocturne, marionnettes iraniennes de Kheimeh Shab Bazi. 25, 26, 27, 28 et 29 juillet, à 19 heures. Église des Célestins.

Ah ! Le grand homme (farce) de Pierre et Simon Pradinas, par Pierre Pradinas. 27, 28, 29, 30, 31 juillet, à 19 h. Tinel de la Chartreuse.

CINÉMA

Salammbo, de Pierre Marodon (1925). Les 28, 29 et 30 juillet, à 21 h 30. Cour d'honneur du Palais des Papes.

Hommage à Delphine Seyrig. Du 10 au 30 juillet, à 14 heures. Cinéma Utopia.

Rétrospective Armand Gatti. Du 15 au 20 juillet, à 14 heures et 16 heures. Cinéma Le Palace.

Gruss, de Claude Santelli le 24 juillet à 22 h, au Palais de l'ancien Archevêché.

LECTURES

France-Culture à Avignon. Lectures, enregistrements publics, spectacles. Du 10 juillet au 2 août, à différentes heures, avec le concours de la Compagnie Alain Timar. Cour et jardin de la Chapelle Sainte-Claire.

Lectures lyriques. Les 11, 12 et 13 juillet, à 19 heures. Tinel de la Chartreuse.

Edmond Jabès. Du 15 au 21 juillet, à 19 heures. Cloître du Palais-Vieux.

Les lectures de la Chartreuse du 15 au 31 juillet à 17 h. Jardin du Cloître Saint-Jean.

MUSIQUE

Elliott Carter. Concert du 15^e anniversaire du Centre Acanthes-le 15 juillet, à 18 heures (Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon). Œuvres de Carter, Bartok, Stravinski - par le Quatuor Arditti; le 18 juillet, à 21 h 30 (Théâtre municipal). Œuvres de Carter, Holliger, Varese, Aitken et Tremblay-Robert Aitken (flûte), Rohan de Saram (violoncelle); le 20 juillet, à 19 heures (Église de la Chartreuse). Œuvres de Carter, Berg-le 22 juillet, à 19 heures (Église de la Chartreuse). Œuvres de Varese, Carter et Ives-Ensemble Contrechamps; le 23 juillet, à 19 heures; (Église de la Chartreuse). Œuvres de Carter, Ives, Crawford-Seeger-Quatuor Arditti; le 25 juillet, à 19 heures (Église de la Chartreuse). Œuvres de Carter-Irvine Arditti (violin), Sylvio Gualda (percussion), Charles Rosen (piano), Rohan de Saram (violoncelle); le 27 juillet, à 19 heures (Église de la Chartreuse). Concert des stagiaires le 30 juillet, à 19 heures (Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon).

Concert en hommage à Edmond Jabès et Luigi Nono. Le 19 juillet, à 21 h 30 (Théâtre municipal).

Musiques d'Iran, Musique Khorasan, le 25 juillet. Tirocman et Mazandarani, le 26 juillet. Musique du Luristan, le 27 juillet. Musique Baloutche et Bandari, le 28 juillet. Musique Soufi du Kurdistan, le 29 juillet. Musique d'Azerbaïdjan (Iran), le 30 juillet. A 22 heures. Cloître des Célestins. Nuits persanes, le

Zurkhaneh, soufi, Sharam Nazeri 31 juillet et 1^{er} août, 22 heures. Cour d'honneur.

Opéra d'enfants. Du 22 au 30 juillet (excepté le 26), à 21 h 30. Salle Benoît-XII.

La veille où Grenade fut prise, et une chorégraphie de Dominique Bagouet, Necessito. Les 26, 27 et 28 juillet, à 22 heures. Cloître du Cimetière.

Nuits persanes. Le 31 juillet et le 1^{er} août, à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

DANSE

Frankfurt Ballet, chorégraphies de William Forsythe. Du 22 au 26 juillet, à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

La Princesse de Milan, de Karine Saporta, d'après la Tempête de Shakespeare. Du 24 au 29 juillet, à 21 h 30. Théâtre municipal.

L'arbitre des élégances, ou du baroque dans le désert. Chorégraphie de Catherine Diverres. Les 27, 28, 29, 31 juillet et 1^{er} août, à 21 h 30. Gymnase Aubanel.

+ Numéros utiles : Location des places, 90-86-24-43. Office de tourisme d'Avignon, 90-82-65-11. Office de tourisme de Villeneuve, 90-25-61-33. Comité Club (association des comités d'entreprise du Vaucluse), 90-82-69-00 ou 90-86-56-56. Renseignements hôteliers, 90-82-05-81. Mairie, 90-80-80-00. CIRCA/Le Chartreuse, 90-25-05-46. Maison Jean-Vilar, 90-86-59-64. Renseignements SNCF, 90-82-50-50. Réservations SNCF, 90-82-56-29. Taxis, 90-82-20-20. CEMEA, 90-27-09-98. MNER, 90-85-44-72 (Minitel 3615 code MNER).

+ FESTIVAL-OFF : Bureau d'accueil, renseignements, adhésions, réservations, hall de l'hôtel de ville, place de l'Horloge, tous les jours de 11 heures à 20 heures.

Avignon

FESTIVAL D'AUTOMNE

10 SEPTEMBRE A PARIS 22 DECEMBRE

THEATRE ■ FRANCE ■ CREATIONS ET PREMIERES PRESENTATIONS A PARIS ■ ALLEMAGNE ■

BULGARIE ■ IRAN ■ VALERE NOVARINA ■ JOEL JOUANNEAU Robert Walser ■ JEANNE CHAMPAGNE Agota Kristof ■ BORISLAV

TCHAKRINOV Arthur Schnitzler-Alfred Jarry ■ PATRICE CHÉREAU Botho Strauss ■ MARC FRANÇOIS William Shakespeare ■

STEPHANE BRAUNSCHWEIG Sophocle ■ FRANÇOIS TANGUY ■ KLAUS MICHAEL GRÜBER Heinrich von Kleist ■ THEATRE SIAH

BAZI Shakespeare-Beaumarchais ■ LE ZURKHANEH

LUCINDA CHILDS ■ STEPHEN PETRONIO ET

REITZ ■ DOMINIQUE BAGOUET ■ TRISHA BROWN

Nouvelle Production de l'Opéra **HYPERION** □ Direction

MICHAEL GRÜBER et GILLES AILLAUD □ JACQUES

soprano □ ENSEMBLE ASKO □ ENSEMBLE VOCAL

CYCLES BRUNO MADERNA ■ HEINZ

MODERN Heinz Holliger ■ ORCHESTRE NATIONAL

PHILHARMONIQUE Diego Masson ■ ENSEMBLE

ENSEMBLE CONTRECHAMPS Heinz Holliger ■ LONDON VOICES ■ QUATUOR ARDITTI ■ PIERRE-LAURENT AIMARD ■ ISABELLE

MAGNENAT ■ TAM TEATROMUSICA ■ PREMIERES AUDITIONS ET CREATIONS □ PHILIPPE FENELON ■ LUIGI NONO ■

MARCO STROPPA ■ IANNIS XENAKIS ■ ROYAUME DU BHOUTAN □ MUSIQUE ET DANSES D'INSPIRATION RELIGIEUSE ■

GEORGE RUSSELL □ THÉ LIVING TIME ORCHESTRA DIRIGE PAR LE COMPOSITEUR "The London Concert In Paris" ■

COMPOSEZ VOUS-MEME VOTRE ABONNEMENT

DATE LIMITE DE SOUSCRIPTION : 27 AOUT / RENSEIGNEMENTS : 156, RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS - TÉLÉPHONE : 42 96 12 27

1

9

9

1

مكتبة الأنجلو

34 L'endettement des collectivités locales
35 Rhône-Poulenc, maître des investissements

36 Communication
40 La Bourse de Varsovie inaugurée

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

Forêts sans frontières

Comme les océans, les grands fleuves, ou l'air intact des hautes cimes, les forêts ignorent les frontières et font donc d'abord partie du patrimoine commun de l'humanité. C'est pourquoi, si les États ne veulent évidemment pas renoncer à exercer sur elles leur légitime souveraineté et leurs droits à en tirer des richesses financières, les instances internationales se penchent avec de plus en plus de sollicitude à leur égard.

Les forêts sont l'objet d'agressions nombreuses dans les deux hémisphères, qu'il s'agisse de la destruction d'un aéroport ou d'une ligne ferroviaire pas toujours indispensables, de l'ouverture d'un champ pétrolier, de l'exploitation intensive en Asie ou en Afrique des grumes destinées aux pays développés, sans avoir été valorisées sur place, ou tout simplement d'une fréquentation abusive ou négligente par les « promeneurs » du dimanche, sans parler des gaspillages scandaleux de papier, ou des incendies sur le pourtour méditerranéen ou au Canada.

Ces questions, à la fois écologiques et économiques, politiques et techniques, seront, du 17 au 26 septembre à Paris, au centre des discussions qui auront lieu durant le 10^e Congrès forestier mondial. Celui-ci fait suite à la conférence de Strasbourg, organisée en décembre dernier à l'initiative de la France et de la Finlande, à l'issue de laquelle 33 pays européens s'étaient engagés à renforcer leur coopération.

L'un des points les plus délicats des débats tournera autour d'un éventuel accord international Nord-Sud destiné à concilier les exigences de l'exploitation et les soucis de préservation des équilibres de la planète. « Cet accord ne devrait en aucun cas être puni pour les pays en développement », avertit M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO — se faisant ainsi le porte-parole des États tropicaux — qui présentait le 2 juillet aux côtés de M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, le programme du congrès. Chaque année, quelque 15 millions d'hectares de forêts disparaissent. C'est à peu près la superficie boisée de la France, qui, en Europe, grâce à l'Aquitaine, l'Alsace, la Lorraine ou la Franche-Comté, tient le ruban bleu forestier.

FRANÇOIS GROSCHARD

La lutte contre le chômage et la qualification des salariés

M^{me} Martine Aubry veut « révolutionner » la politique de l'emploi

Comment peut-on ne pas avoir à annoncer des mesures nouvelles et en même temps amorcer une vraie révolution ? Tel est le dilemme qu'a tenté de résoudre M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, en présentant une communication sur l'emploi au conseil des ministres du 3 juillet.

Il n'y aura pas d'exonérations supplémentaires ni de dispositions exceptionnelles qui viseraient à diminuer le coût du travail. Il n'y aura pas de « SMIC jeune », et pas davantage de facilités fiscales ou autres, en faveur des PME-PMI. Du moins dans l'immédiat, car si le débat s'ouvre au cours du conseil des ministres, il ne risque pas a priori d'être conduit de sitôt. Il faudra encore d'autres réunions pour que le sujet soit tranché. Notamment parce que M^{me} Aubry conteste énergiquement les effets sur l'emploi d'un abaissement généralisé du prix de la main-d'œuvre et prône des interventions plus ciblées. En revanche, et ainsi que l'a déclaré M^{me} Edith Cresson, il est probable qu'un plan de soutien aux petites et moyennes entreprises soit arrêté prochainement.

De même, le ministre du travail se refuse, comme elle l'a déjà dit, à créer « un nouveau PLAF ou un nouveau CROUFA », l'un de ces sigles qui servent d'ordinaire de produit d'appel quand un gouvernement annonce un énorme plan emploi. Ces formules, qui ont pu avoir leur utilité dans le passé, quand le recours au traitement social était sans doute nécessaire, ne servent plus à rien aujourd'hui. Pis, elles peuvent devenir nocives en retardant les indispensables évolutions. Mieux vaut, prétend-elle, remettre à plat les dispositifs existants, leur redonner une efficacité, sachant que toute la palette des outils est disponible et que tout s'est inventé, depuis une quinzaine d'années.

Révision du CFI

En soi, cette approche constitue déjà une révolution et, pour peu qu'un discours approprié l'accompagne, elle signifie qu'une rupture radicale avec les habitudes peut intervenir. A vrai dire, cela pourrait aller plus loin puisque l'objectif de M^{me} Aubry est, au-delà, de procéder à une véritable inversion de logique, son propos sur la réorganisation du travail et le lien entre la compétitivité des entreprises et l'amélioration salariale, souvent répété ces dernières semaines, en étant le meilleur exemple.

Cela ne se traduit pas toujours

par des présentations spectaculaires. L'objectif est de donner les axes d'une politique qui sera menée pendant les quinze mois à venir, et qui sera complétée au fur et à mesure de l'avancement des dossiers. Même si elle ne dispose pas de la durée dont a bénéficié son prédécesseur, M. Jean-Pierre Soisson, ni de la croissance des années 1988-1990, elle ne désespère cependant pas de faire la démonstration de la crédibilité de ses choix.

Les éléments les plus importants portent sur une série de remodelages des moyens de son ministère. Si les CRE (centres de retour à l'emploi pour les chômeurs de longue durée), les contrats de qualification pour les jeunes et les différentes formules de la formation doivent être soutenus, en raison de leur réussite, 60 % à 70 % des bénéficiaires ayant toutes les chances de se retrouver dans un parcours d'emploi, d'autres dispositions seront corrigées. Par exemple, le CFI (crédit formation individuelle), au mécanisme compliqué et aux résultats décevants (le Monde du 3 juillet), va être progressivement supprimé. On va le remplacer par le tiers du public, motivé, qui peut saisir la « deuxième chance », cette excellente idée dont le seul défaut a été d'être généralisée à outrance. Au passage, l'heure de formation, payée 24 francs à l'organisme de formation, pourra être portée jusqu'à 75 francs.

« Centre de tri » unique

Les autres jeunes seront orientés vers des formations en alternance, pour ceux qui ont un niveau insuffisant, et vers des dispositifs d'insertion par l'emploi, pour ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés. De même, et parce qu'on a constaté que les contrats emploi-solidarité, successeurs des TUC, soit ne permettent pas une réinsertion durable des jeunes chômeurs, soit attirent des garçons et des jeunes filles qui abandonnent l'école après, on va en limiter le développement. Des 400 000 bénéficiaires aujourd'hui, on pourrait revenir aux environs de 280 000, la réduction portant essentiellement sur les jeunes de 16 à 18 ans.

Ces orientations s'appuient sur un raisonnement fondamental pour M^{me} Aubry. Les stages d'essai, d'une utilité s'il en est, ne conduisent pas à un emploi, et une activité professionnelle, même limitée, est préférable à toute autre formule.

Pour ce faire, les différents services ou les multiples structures qui ont pour objet de traiter telle ou telle catégorie vont devoir abandonner leurs particularismes.

Tout le monde œuvrera dans le même sens et un « carrefour » ou un « centre de tri » unique verra passer tous les jeunes sans qualification ou ayant des problèmes. Tous auront droit à un bilan professionnel et, au cas par cas, seront ensuite dirigés vers le dispositif le plus adapté à leurs besoins ainsi qu'un type d'emploi qu'ils peuvent occuper.

Un second volet, très proche, concerne l'aide aux PME-PMI en matière d'emploi. L'exonération de charges sociales pour l'embauche du premier salarié, instituée par le gouvernement Rocard, et qui venait à échéance à la fin de l'année, est reconduite. Elle donne de bons résultats. Puisque les petites entreprises se plaignent de ne pas toujours trouver la main-d'œuvre qu'elles souhaitent, le ministère du travail entreprendra de mesurer l'ampleur des problèmes, d'en vérifier la réalité, et va ensuite s'associer aux chefs d'entreprise pour identifier les besoins. L'approche sera qualitative, quantitative et locale, mais les branches professionnelles seront sollicitées dans cette recherche. Logiquement, cet effort devra aussi se traduire par une intervention plus volontariste de l'ANPE, priée de démarcher activement les entreprises, et tout autant d'être enfin capable de fournir les candidats demandés, après sélection.

Vient ensuite, sans ordre de priorité, le dossier des emplois de proximité, c'est-à-dire de ce qui peut être fait pour développer les services aux particuliers, aux familles et aux personnes âgées. Une offre et une demande existent, difficilement quantifiables, qu'il convient d'organiser. Une simplification des formalités de déclaration interviendra avant la fin de l'année et des mesures (qui pourraient prendre la forme d'une exonération ou d'un fonds régional) sont prévues dans les prochains semaines. Une mesure bien cernée permettrait aussi de « blanchir » du travail au noir.

Après ? M^{me} Aubry, toujours dans l'idée de faciliter l'accès à un emploi des plus défavorisés, entend s'appuyer sur les entreprises d'insertion et les associations intermédiaires, deux structures d'activité économique qui servent de sas avec le monde de l'entreprise normale. Mais, sur ce sujet, elle devrait s'exprimer plus longuement le 4 juillet, puisque ce volet fait également partie des propositions contenues dans le rapport qui sera remis à M. Michel Delebarre, dans le cadre de sa politique de la ville, et qui lui avait été demandé alors qu'elle n'était pas encore ministre du travail.

ALAIN LEBEAUCHE

Quatre syndicats devraient signer l'accord sur la formation professionnelle

Commencées en février dernier, les négociations sur la formation professionnelle se sont achevées dans la nuit du 2 au 3 juillet, au siège du CNPF. Seule Force ouvrière a signé aussitôt l'accord, le CFDT, la CFTC et la CGC, plutôt favorables, devant préalablement consulter leurs instances. Le texte devrait être repris dans un projet de loi qui reformulerait la loi de 1971.

Obtenu après la rituelle nuit de négociations, l'accord sur la formation professionnelle est plus qu'un simple « toilettage » de la loi de 1971, estiment les organisations syndicales, à l'exception de la CGT, très critique. Mais, s'il donne un visage modernisé à la formation continue, il ne s'apparente pas pour autant à la réforme espérée, vingt ans après que M. Jacques Delors eut rédigé ce texte désormais fameux.

Pourtant, le document final comprend un nombre impressionnant de nouveautés. Fixée de longue date à 1,2 % de la masse salariale, dans les entreprises de plus de dix salariés, la contribution minimale sera portée à 1,4 % au 1^{er} janvier 1992, et à 1,5 % au 1^{er} janvier 1993. C'est-à-dire que les dépenses de formation augmenteront de 2,2 milliards de francs la première année, de 3,3 milliards la seconde. Au sein de cette cotisation, le montant réservé au congé individuel de formation (CIF) passera de 0,15 % à 0,20 % au 1^{er} janvier 1993. Cela permettra de disposer de 550 millions de francs supplémentaires pour un dispositif qui ne pouvait accueillir que 25 000 candidats par an. Plus significatif encore, et avec l'accord de la CGPME, longtemps en difficulté sur le sujet, les entreprises de moins de dix salariés devront désormais contribuer financièrement à la formation professionnelle de leurs salariés et des chefs d'entreprise. Le montant a été établi à 0,15 %, au 1^{er} janvier 1992.

Fondamentale aux yeux du patronat, la notion de « investissement » a finalement été acceptée, à plusieurs conditions qui ont d'ailleurs été à l'origine des plus ardues discussions des dernières heures. Pour les formations de plus de 300 heures qui se concluent par l'obtention d'un diplôme, il a été admis, sous ce vocable, que les salariés effectueraient 25 % du stage sur leur temps libre. Toutefois, « à défaut d'un accord d'entreprise », les modalités de mise en œuvre seront présentées au comité d'entreprise, et non pas seulement au comité de direction et le futur stagiaire, comme le voulait le CNPF.

Finalement, dans une formule

alambiquée, le patronat a accepté de toucher à un tabou. Dans un délai d'un an au terme de la formation, l'entreprise « s'emploiera » à faire accéder le salarié aux fonctions disponibles correspondant à ses connaissances. Sur-tout, elle lui attribuera la classification et la rémunération qui vont de pair et, « en tout état de cause », prendra en compte, dès la fin de la formation, les efforts accomplis, sous forme de prime, d'augmentation de salaire ou de « progression intermédiaire » dans une fonction d'attente.

C'est ce résultat qui a amené Force ouvrière à signer dans l'instance l'accord, sans en référer à ses instances, alors que la CFDT, la CFTC et la CGC, tout aussi satisfaites, mais qui n'avaient manifestement pas les mêmes soucis quant au comportement de leurs mandataires, attendront la réunion de leurs bureaux nationaux pour se prononcer définitivement le 5 juillet.

Un droit au bilan des compétences

Les partenaires sociaux se sont également entendus pour instaurer un contrat d'orientation destiné à remplacer les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), crédits à la suite d'abus et en perte de vitesse. Prévu pour accueillir les jeunes en difficulté, cette nouvelle formule sera dotée d'un contrat de travail et mieux encadrée. Pourront en bénéficier les jeunes de vingt-deux à vingt-six ans d'un niveau inférieur au CAP, mais aussi ceux du niveau bac, après acceptation par les commissions paritaires de l'emploi.

Par ailleurs, un droit au bilan des compétences professionnelles a été institué pour tous les salariés qui, pour ce faire, pourront prendre un congé spécial rémunéré. Des négociations de branches professionnelles auront lieu tous les cinq ans sur une liste très exhaustive de sujets et devront permettre la définition des besoins ainsi que d'envisager l'évolution des métiers. Une autre négociation « d'orientation » se déroulera dans les entreprises tous les trois ans et sera suivie, sans qu'il y ait forcément de rapport entre elles, par la présentation annuelle du plan de formation, décidé par la direction.

Enfin, dernière innovation, un comité paritaire national de la formation professionnelle (CPNPF) est créé. Il sera chargé de donner une cohérence à la politique de formation et devra assurer le suivi de l'accord. En conséquence, n'y siègeront que les organisations signataires, donc pas la CGT. Une décision qui n'avait jamais été prise dans le cadre d'une institution issue d'un accord national et interprofessionnel prenant un sens symbolique.

A. L.

Après une amorce de dialogue à Paris

La Norvège propose d'organiser la prochaine réunion entre producteurs et consommateurs de pétrole

« Si j'avais un titre à faire, je dirais : « Succès du séminaire franco-vénézuélien ». Avec un sous-titre : « Vers une seconde rencontre producteurs-consommateurs », disait en plaisantant, le mardi 2 juillet, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, en clôturant les travaux. Après deux jours de débats informels réunissant 25 pays producteurs ou consommateurs de pétrole et 9 organisations internationales, l'optimisme régnait dans les salons parisiens du centre de conférences Kléber.

Bien que les Américains, hostiles au principe même de la réunion et venus en simples « observateurs », soient restés sur la réserve, bien qu'aucune décision concrète n'ait été prise, il ne faisait guère de doute que ce premier dialogue entre producteurs et consommateurs s'était finalement déroulé à la satisfaction générale des participants. « Le résultat a dépassé nos espérances », commentait le secrétaire général de l'OPEP, le Dr Subroto, tandis que le ministre des affaires étrangères du Venezuela, coorganisateur de la rencontre, soulignait la « cordialité » des échanges, en se félicitant de

l'intérêt considérable [qui s'est] manifesté pour poursuivre le dialogue sur le plan technique comme sur le plan politique ».

Cette première réunion originale est appelée à avoir des suites, affirmait le ministre français. Plusieurs pays se sont en effet proposés au

cours de la conférence pour organiser de nouvelles rencontres du même genre : Norvège, Égypte, Italie, Emirats arabes unis, etc. Bien qu'aucune date n'ait été avancée, un accord s'est dégagé pour que la Norvège, seul pays à avoir fait une proposition formelle, soit chargée d'héberger

le chemin à parcourir pour organiser une « nouvelle ordre pétrolier mondial ». Certes, un consensus s'est dégagé sur trois points essentiels : d'une part pour condamner les fluctuations erratiques des cours du brut, préjudiciables à l'ensemble des économies mondiales, d'autre part pour reconnaître les vertus du marché libre, et enfin pour admettre que la fonctionnement dudit marché doit être amélioré, notamment en augmentant la transparence et les échanges d'informations.

Mais eu-delà des positions de principe, tout reste à faire. Comme le soulignait le ministre algérien du pétrole, M. Noureddine Ait-Laouine, « le problème n'est pas de

et d'organiser, peut-être en liaison avec l'Égypte, la prochaine réunion au niveau ministériel ».

Par ailleurs l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a proposé d'organiser sous ses auspices un suivi au niveau technique, sous forme de réunions d'experts représentant les consommateurs et les producteurs, membres ou non de l'OCD, pour débattre de sujets généraux à propos de la politique énergétique. Proposition accueillie de façon diverse, compte tenu de l'attitude passée de l'Agence, créée par M. Henry Kissinger au début des années 70 pour

contrer l'OPEP et toujours largement dominée par les États-Unis.

« Lorsqu'on ne peut pas empêcher quelque chose, on l'organise soi-même », plaisantait à demi le ministre français de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, se faisant l'écho des appréhensions de la plupart des délégations. Dans l'ensemble cependant, producteurs et consommateurs s'efforçaient de prendre l'AIE au pied de la lettre et d'accueillir cette offre de service comme un changement d'attitude favorable de l'Agence. Même l'OPEP, méfiant par nature (et par expérience), soulignait le caractère positif de cette proposition.

L'attitude était la même vis-à-vis des États-Unis, dont le silence dénotait au cours de la rencontre était volontairement interprété comme un signe de bon augure. Le représentant américain avait beau protester que l'attitude de son pays n'avait pas changé et que rien ne laissait penser que les États-Unis approuveraient une seconde réunion, la plupart des participants restaient optimistes. « Ma conviction personnelle est que les Américains participeront à la suite », assurait le ministre français de l'Industrie. « C'est aux Américains de changer, mais le mouvement est lancé, il se poursuivra avec ou sans eux », affirmait de son côté un représentant des producteurs.

V. M.

Un succès de référence minimum

par Véronique Mauris

Succès politique indéniable pour la France et le Venezuela, le sommet pétrolier de Paris peut-il avoir sur le plan économique et social une utilité autre que symbolique ? Autrement dit, cette « politique de main visible », selon le mot du ministre saoudien du pétrole — paraphrasant Adam Smith et sa fameuse « main invisible », — peut-elle réellement aider à terme à stabiliser les cours du pétrole et à éviter la répétition des chocs passés ?

Le ministre saoudien avait beau souligner l'importance de ce premier pas, le ministre français de l'Industrie assurait que « caractère concret et réaliste des discussions », on mesurait, à l'issue de cette rencontre, combien est long

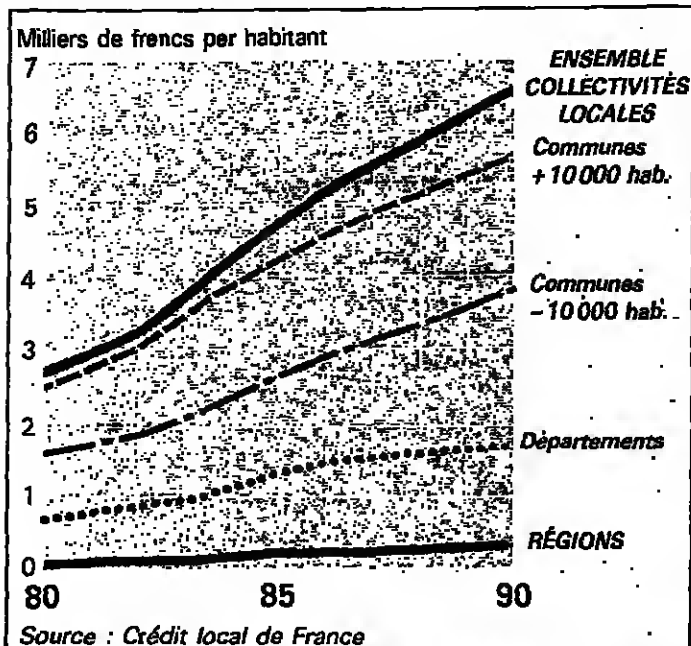
le chemin à parcourir pour organiser une « nouvelle ordre pétrolier mondial ». Et comment y parvenir sans parler du fond, c'est-à-dire de la production et des prix ?

Das propos leoncelastaa dans une encante où la présence muette mais pesante des États-Unis imposait d'éviter tous les sujets brûlants, c'est-à-dire utiles. Car, seconde leçon, les débats ont bien montré que, si du côté des producteurs l'engagement est général et sincère en faveur d'un dialogue et d'une stabilisation, l'attitude des grands consommateurs est beaucoup plus ambiguë. A l'ardeur des pays méditerranéens (France, Espagne, Italie) d'opposer toujours les réticences des Anglo-Saxons,

suivis sur un mode mineur par les Japonais. Reste à espérer que, la remontée inévitable des tensions — et des prix — aidant, les grands consommateurs évolueront. Mais il faudra pour cela des années. « Si vous vous dites : ce n'est pas tous les jours que les producteurs et les consommateurs se rencontrent, ils se sont réunis, ne se sont pas disputés et ont même décidé de se revoir, c'est un succès. Mais ceux qui étaient venus avec l'espoir, ou l'illusion, de régler les vrais problèmes sont un peu déçus », commentait mardi soir le ministre algérien, traduisant le sentiment d'un nombre de producteurs qui n'hésitent pas à parler en privé d'un « succès de référence minimum ».

ÉCONOMIE

Fort accroissement de l'endettement des collectivités locales en dix ans



Au cours de la dernière décennie, parallèlement au mouvement de décentralisation, l'endettement des collectivités locales (appelées à participer de plus en plus à l'effort d'équipement du pays) s'est très fortement accru, mettant plusieurs villes en situation difficile. L'encours global de l'endettement des communes (5 000 francs en moyenne par habitant) représente 70 % du total des budgets communaux. Aussi les villes - notamment les grandes - réduisent-elles progressivement depuis deux ans les appels aux banques.

D'autre part, selon les derniers chiffres du ministère de l'intérieur, la fiscalité directe locale a encore très fortement augmenté en 1991 : + 9,3 % par rapport à 1990 après une hausse de 10 % l'année précédente. Parmi les quatre impôts directs, c'est la taxe professionnelle dont le produit progresse le plus vite à cause de la bonne conjoncture économique de 1989 et du début de 1990. La taxe sur le foncier non bâti (ressource pourtant essentielle des petites communes rurales) connaît, en revanche, une croissance très faible.

Le déficit de la balance des paiements courants s'est aggravé au premier trimestre

La balance des paiements courants de la France a enregistré au premier trimestre un déficit de 20,6 milliards de francs en données brutes, contre 7 milliards à la même époque, l'an dernier, selon les résultats provisoires publiés par le ministère de l'économie et des finances mardi 2 juillet. En données corrigées des variations saisonnières, le solde négatif s'est élevé à 14,9 milliards contre 1,9. Cette évolution s'explique principalement par la dégradation du

solde commercial, passé de -14,8 milliards à -24,8 milliards. L'évolution du solde de la balance des capitaux est caractérisée par une diminution des achats de titres français (actions, obligations...) par les étrangers, ramenés de 41,9 à 33 milliards. En revanche, les investissements directs étrangers en France ont progressé de 10,5 à 23,4 milliards de francs sur la période, conséquence, principalement, de l'accord Renault-Volvo.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU (1) 49-50-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

INDUSTRIE

Ecartant Alstom et de Dietrich

Strasbourg choisit ABB-SOCIMI pour son tramway

Le tramway de Strasbourg sera équipé de voitures construites par un groupement formé de l'entreprise italienne SOCIMI et ABB, un des géants mondiaux de l'industrie électrotechnique, créé par les groupes suédois ASEA et suisse Brown Boveri.

La municipalité socialiste conduite par M^{me} Catharina Trautmann, qui devait annoncer son choix mercredi 3 juillet, a ainsi écarté l'offre d'Alstom-de Dietrich.

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Dans l'entourage du maire de Strasbourg, on indique que l'accord était pratiquement fait en février avec le groupement français Alstom-de Dietrich. Compte tenu de la configuration

du réseau et des infrastructures prévues, la capitale alsacienne a opté pour des voitures à « plancher bas intégral », permettant l'accès de plain-pied sur toute la longueur du quai (ce qui n'est le cas ni à Nantes ni à Grenoble).

Rouen avait aussi choisi cette nouvelle génération de tramways qui devaient être développés par les Français. Le district rouennais, présidé par M. Laurent Fabius, a finalement renoncé à cet équipement en raison, semble-t-il, du manque de garantie sur les délais de livraison pour les vingt-deux rames nécessaires, préférant se décider pour une version améliorée du « tram grenoblois ». Devant cette défection, Alstom a ajouté à son offre à Strasbourg le coût du développement (76 millions de francs), soit, au total, une enveloppe supérieure de 125 millions de francs à celle présentée par le groupement européen (354 millions pour vingt-huit rames de trois voitures).

L'entreprise française a alors

proposé des solutions dérivées de la « génération grenobloise » dont aucune n'a donné satisfaction aux experts strasbourgeois.

MARCEL SCOTTO

Le français Plastic Omnium s'implante aux États-Unis. - Le groupe français Plastic Omnium, premier producteur européen de bouillottes en plastique et un des premiers fabricants mondiaux de tableaux de bord pour automobiles (Le Monde du 28 juin), s'implante aux États-Unis. Il vient de racheter la firme américaine Zaro, un des grands spécialistes outre-Atlantique du conteneur en plastique pour la collecte mécanique des ordures ménagères. Cette acquisition est soumise à l'accord des autorités compétentes du gouvernement fédéral.

Avec trois usines, Zaro équipe

totalement ou en partie de nom-

breuses villes américaines comme

Atlanta, Los Angeles, Memphis,

Milwaukee et Richmond.

Les étrangères résistent mieux

Le marché français de l'automobile a continué de régresser en juin

Le marché français des automobiles neuves, en net recul depuis l'automne 1990, a de nouveau baissé en juin de 13,1 % (par rapport à juin 1990), clôturant un premier semestre noir qui se solda par 991 000 immatriculations (-16,6 %), selon les premières estimations du comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Les étrangères ont toutefois mieux résisté que leurs concurrentes françaises depuis le début de l'année, avec une baisse des ventes de 9,7 % contre -20,8 % pour les voitures françaises. Leur part de marché atteint ainsi 41 % sur l'ensemble du semestre.

La production des cinq premiers mois, en baisse de 13,5 % sur la même période de 1990, a moins régressé que le marché français, grâce à la relative tenue des exportations, en baisse de seulement 2,8 %.

ÉTRANGER

Au départ de Londres-Heathrow vers les États-Unis

British Airways affronte la concurrence de deux grandes compagnies américaines

LONDRES

correspondance

La concurrence entre compagnies aériennes sur le marché de l'Atlantique nord s'intensifie, comme l'atteste l'arrivée, le mardi 2 juillet, du numéro un américain American Airlines à Londres-Heathrow, premier aéroport du Vieux Continent. La compagnie américaine, basée à Dallas, dans le Texas, assure désormais 105 vols transatlantiques hebdomadaires depuis la Grande-Bretagne vers cinq destinations des États-Unis, un service qui, à lui seul, représente la moitié de ses opérations européennes et 21 % du marché de l'Atlantique nord.

Un accord conclu entre Londres et Washington en mars dernier a permis à American Airlines et à United Airlines, les deux premières compagnies américaines, de reprendre les droits de trafic sur Heathrow de Pan Am et de TWA, contraintes de vendre leurs lignes transatlantiques pour tenter d'éviter la faillite.

Les Américains détiennent la moitié du marché

Leur arrivée est un coup dur pour British Airways (235 avions), qui, malgré sa privatisation en 1987, demeure le porte-drapeau de la Grande-Bretagne à travers le monde. American, avec 559 avions et un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars, et United, avec 439 appareils et 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires, sont des concurrents autrement plus dangereux que Pan Am et TWA.

L'Atlantique nord représente un quart du trafic aérien mondial et un tiers du chiffre d'affaires de British Airways. Or, sur ce réseau très disputé, les Américains gagnent sans cesse du terrain. Au cours des cinq dernières années, leur part est déjà passée de 48 % à 50 % tandis que celle des Européens est tombée de 46 % à 44 %. De plus, sur l'Atlantique

nord, British Airways doit faire face à la rivalité agressive de Virgin Atlantic Airways, compagnie créée en 1984 par le promoteur de rock Richard Branson, qui a aussi reçu le droit de lancer des vols vers les États-Unis au départ de Londres-Heathrow.

Le président d'American Airlines, M. Bob Crandall, a résumé en une phrase les ambitions de sa compagnie lors de sa conférence de presse au Hyatt Park Hotel : « La concurrence vigoureuse ne peut qu'augmenter la taille du marché transatlantique. » Toutefois, il s'est déclaré hostile à une baisse excessive des tarifs sur cette ligne très rémunératrice. « Guerre des prix et bonnes affaires ne vont pas de pair. » Question non seulement de qualité de service, mais de rentabilité, en raison du coût élevé des mesures de sécurité que les transporteurs américains sont contraints de respecter.

British Airways a déjà réagi à ce défi. La compagnie vient de consacrer 10 millions de livres (100 millions de francs) à améliorer son service vers les États-Unis, en particulier en rénovant sa classe affaires et en créant un studio aussi en possibilité de racheter un transporteur intérieur américain (on parle d'US Air) en tirant profit de la libéralisation en cours du transport aérien outre-Atlantique.

MARC ROCHE

Départ du président du Crédit lyonnais Pays-Bas

Le président du conseil d'administration du Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), M. Jean Jacques Brutschi, « quitte ses fonctions », a indiqué la banque le 3 juillet. Le communiqué ne dit mot de l'affaire CLBN-MGM (Métro-Goldwyn-Mayer) qui semble pourtant à l'origine de ce départ.

En avançant quelque 7 milliards de francs au sulfureux homme d'affaires italien Giancarlo Parretti, la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais se trouve en position difficile. Elle dispose de 98 % des droits de vote du studio de production, dont la part de marché s'est effondrée (Le Monde du 22 juin).

La « fuite en avant » de la banque dans le domaine de la production de film et la nature des transactions opérées en faveur de M. Parretti ont déclenché de vives critiques de la presse aux États-Unis, et des enquêtes parlementaires en France.

« M. Brutschi a abandonné son

poste de président après avoir

accepté d'autres fonctions au sein

du groupe Crédit lyonnais. Sans

autres précisions, il est remplacé

à la tête du CLBN par M. Willem

Van Driel.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

EN BREF

■ Hausse des commandes aux entreprises américaines en mai. - Les commandes passées aux entreprises américaines ont augmenté de 2,9 % en mai, poursuivant une progression amorcée en avril, après cinq mois de baisse, a annoncé mardi 2 juillet le département du commerce. Dépassant la plupart des prévisions, les commandes de biens durables ont fait un bond de 3,4 % en mai, soit leur plus forte hausse en un mois depuis mars 1990. C'est dans le secteur des transports que la progression a été la plus forte : +11,4 % en un mois. La hausse réalisée le mois dernier s'accompagne d'une diminution des stocks des entreprises industrielles de 0,8 % en mai. Le groupement national des directeurs des achats avait annoncé, lundi 1^{er} juillet, une forte hausse en juin de son indice composite.

■ Les loyers régis par la loi de 1948 augmentent de 2,7 % à 4 %. - Selon un décret publié au Journal officiel du 30 juin, les loyers régis par la loi de 1948 augmentent au 1^{er} juillet de 2,7 % (soit la hausse de l'indice du coût de la construction entre le quatrième trimestre 1989 et le quatrième trimestre 1990) pour les logements de la catégorie III, de 4 % pour ceux de la catégorie II. Aucune hausse n'est prévue pour la catégorie IV, logements sans aucun confort qui doivent être démolis ou réaménagés (ce qui les amène dans une catégorie supérieure). Ainsi les loyers sont maintenant les suivants : pour la catégorie II A, 32,70 francs le mètre carré pour les dix premiers mètres carrés, 19,47 francs pour les suivants ; pour la catégorie II B, 22,87 francs et 12,20 francs ; pour la catégorie II C, 17,27 francs et 9,32 francs ; pour la catégorie III A, 10,88 francs et 5,66 francs ; pour la catégorie III B, 6,34 francs et 3,30 francs ; enfin, pour la catégorie IV, 1,70 franc et 0,90 franc.

Le Monde DE L'ÉDUCATION JUILLET/AOÛT 1991

UNIVERSITÉS

LES INSCRIPTIONS EN PREMIÈRE ANNÉE

FAC par FAC

LES TAUX DE RÉUSSITE AUX DEUG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مکان الکترونیک

ÉCONOMIE

Pour rattraper les géants allemands

Rhône-Poulenc multiplie ses investissements et réorganise ses « métiers »

Les efforts d'un siècle pour rejoindre les trois géants allemands de la chimie ont repris depuis cinq ans, avec le rachat successif d'une trentaine de sociétés et l'installation aux États-Unis après la prise de contrôle de Rorer. Quarante milliards de francs d'investissements et une réorganisation des trois métiers de la firme lui permettront-ils à Rhône-Poulenc d'atteindre l'objectif de ses dirigeants : occuper le cinquième rang mondial de la chimie à la fin du siècle ?

« Le Rhône-Poulenc dont je vous parle ressemble à un chantier. Il est très difficile de voir l'édifice qui se construit. » Pour M. Jean-René Fourtou, président de ce groupe chimique, l'heure est aux explications après la série d'acquisitions réalisées depuis 1985, qui ont permis à la firme française de se hisser du douzième au septième rang des chimistes mondiaux. L'objectif affiché, parvenir à la cinquième place d'ici la fin de la décennie, laisse apparaître l'obsession commune des dirigeants : rejoindre les trois géants allemands, BASF, Bayer et Hoechst, à toujours été saccadée, tantôt arrêtée par les deux guerres mondiales ou tantôt freinée par des faux pas, voire des erreurs stratégiques. Depuis cinq ans, la poursuite a pris un autre tour. Grâce à une succession d'acquisitions, le groupe a chassé de dimension et pris pied significativement en Amérique du Nord. Son chiffre d'affaires global a progressé de 50 % par rapport à 1986 (78,8 milliards de francs en 1990) et doublé en dollars (voir tableau ci-contre). La part réalisée outre-Atlantique représente 21 % de l'activité globale, juste derrière la France et le reste de l'Europe.

Pas moins de 40 milliards de francs ont été consacrés depuis 1986 à l'achat d'une trentaine de sociétés, dont une quinzaine aux États-Unis, parmi lesquelles figurent les activités chimiques d'Union Carbide, la chimie de base de Stauffer et l'an dernier la firme pharmaceutique Rorer. Reste à intégrer tout cela dans une conjonction mondiale délaissable pour la chimie, l'un des deux pôles d'activité du groupe avec la pharmacie. Pas question pour autant de délaisser l'un pour l'autre, c'est une question de culture héritée, pour la chimie, des Usines du Rhône - un des maillons de l'empire familial Gilbert - et, pour la pharmacie des trois frères Poulenc. « On ne choisit pas sa culture, on l'hérite », rappelle François Guinot, directeur général du secteur Interchimie organiques et minéraux (IOM). « Le groupe ne de la fusion entre la société des

Usines du Rhône et les établissements Poulenc Frères en 1928 reste un groupe chimique qui décline sous les aspects des sciences de la vie. » Fort de cette certitude et de la conviction selon laquelle « dans sa structure ancienne Rhône-Poulenc n'était pas capable de résister à la crise », M. Jean-René Fourtou accompagne ces ambitions stratégiques d'objectifs financiers précis. En 1993, soit dans moins de deux ans, l'ensemble du groupe devra répondre à la règle des 15 % : 15 % de résultat opérationnel par rapport au chiffre d'affaires, 15 % de rentabilité des capitaux investis et 15 % de progression du résultat par action.

Des performances contrastées

Des trois métiers de Rhône-Poulenc (sciences de la vie, chimie d'application, et intermédiaires organiques et minéraux), seuls ceux des sciences de la vie (santé et agrichimie) dégagent en ce moment des résultats substantiels. Dans ce domaine, qui représente près de la moitié des activités de Rhône-Poulenc, l'agrichimie est la partie la plus rentable et la seule pour l'instant à répondre aux exigences de 1993. L'acquisition des actifs d'Union Carbide liés à cette activité a permis à cette branche d'atteindre la taille critique et de parvenir au quatrième rang derrière le suisse Ciba Geigy, l'allemand Bayer et le britannique ICI.

Dans la santé, le changement de régime est venu l'an dernier pour les vaccins avec le rachat du canadien Connaught et surtout pour la pharmacie avec l'acquisition de l'américain Rorer, permettant au groupe de disposer d'un réseau de distribution outre-Atlantique. Reste maintenant à l'alimenter en produits. D'où la construction d'un centre de recherches important à Collegeville près de Philadelphie, où sera installé prochainement le futur siège de Rhône-Poulenc-Rorer (RPR), la nouvelle entité regroupant l'activité « pharmacie humaine » du groupe. « Les produits innovateurs, nous savons faire. Mais un de nos drames historiques a toujours été de ne pas avoir compris que les succès venaient de la capacité à les mettre rapidement sur le marché », reconnaît M. Igor Landau, président du secteur santé. Et, de fait, Rhône-Poulenc n'a succédé à ses médicaments dans les cinquante plus vendus au monde. Rorer non plus, malgré le succès de son produit phare, un pansement gastrique.

La barre a été placée haut sur le marché américain, où la firme par sa seule croissance interne devra progresser de la vingt-troisième place à la quinzième d'ici à 1993. Au niveau financier, RPR présente des résultats encourageants, confirmés aux prévisions affichées

lors du rachat de Rorer (le Monde du 30 mai 1990). Après avoir équilibré ses comptes en 1990 RPR devrait dégager un résultat de 328 millions de dollars (environ 2 milliards de francs) cette année pour 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires. « Le secteur santé a réalisé 2 milliards de francs de résultat opérationnel l'an dernier. Il n'est pas impossible qu'on arrive à un doublement de cette année », affirme le président de Rhône-Poulenc.

Les performances sont nettement moins encourageantes dans les deux autres métiers, « chimie d'application » (fibres et polymères et spécialités chimiques) et « intermédiaires organiques et minéraux » (IOM). Le secteur des fibres et polymères a été affecté par la crise économique au Brésil, pays où s'effectue la majeure partie de la production, et par la baisse du dollar. Le résultat a baissé de moitié en 1990 et ne devrait pas s'améliorer de manière sensible cette année. Le secteur des spécialités chimiques est le moins rentable de tous et fait l'objet d'une réorganisation en profondeur. Le groupe envisage de céder 1,5 milliard de francs d'actifs dans cette branche fabricant des produits intermédiaires destinés à de multiples industries. Aux États-Unis, la réorganisation sera vigoureuse avec la fermeture de douze usines sur les trente-six existantes et la cession de six d'entre elles d'ici à la fin de 1992 ; cela s'accompagnera de la réduction de 40 % des effectifs. « Je préfère une grosse opération chirurgicale à une succession de réorganisations durant des années », affirme l'un des dirigeants, M. Philippe Demarecaux.

Eofio, les activités « intermédiaires organiques et minéraux » (IOM), particulièrement affectées par la conjonction économique mondiale, par la chute du dollar, et par la crise de la chimie, devraient enregistrer cette année « un résultat probablement inférieur à l'an dernier... Mais, à l'inverse, je crois qu'on a touché le fond », précise M. Jean-René Fourtou.

Priorité à la réduction de l'endettement

Le redressement des branches est impérieux si le groupe veut tenir ses objectifs et, surtout, réduire son endettement. Avec 3,5 milliards de francs, les frais financiers sont élevés. Le rapport dette sur fonds propres, actuellement de 0,9, doit revenir impérativement à 0,5 en 1993. Pour ce faire, le groupe compte sur l'amélioration des résultats, complétée par un programme de cessions d'environ 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) d'ici à la fin de 1992. Pas question pour autant de « brader des actifs » pour tenir les objectifs, ni à l'inverse de procéder à de nouvelles acquisitions stratégiques, Rhône-Poulenc étant pourvu en la matière. « Simplification des ajustements », entend-on lorsqu'on interroge les différents membres du comité exécutif. Et tous d'affirmer haut et fort qu'ils ne seront pas candidats aux rachats de certaines activités d'ICI, même si leur concurrent britannique cède certaines branches d'activité pour tenter d'échapper aux convulsions du conglomerat Hanson.

Une telle déconvenue ne peut arriver au groupe français qui, bien que coté en Bourse, échappe à toute tentative d'OPA, son actionnaire principal étant l'État. D'ailleurs, Rhône-Poulenc exclut toute augmentation de capital d'ici deux ans par privatisation partielle, ou par émission de certificats d'investissements privilégiés (CIP). La raison avancée est une « dilution excessive » d'un titre déjà sous-coté par rapport à sa valeur réelle.

Après 1993, ce sera une autre affaire. Tout dépendra de la solidité du nouvel édifice. Le chantier terminé, les dirigeants de Rhône-Poulenc sauront s'ils sont parvenus à briser la fatalité qui s'acharne sur le groupe depuis sa naissance. Sinon eux ou d'autres devront encore partir à la recherche du temps perdu.

DOMINIQUE GALLOIS

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à Avenir-Demain, 27, rue Jean-Pol, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

(Publicité)

AVIS D'APPELS D'OFFRES

La Société Burkina des Fibres Textiles (SOFTTEX) lance un appel d'offres international pour la fourniture de deux lots d'engrais au titre de la campagne agricole 1992-1993 au Burkina-Faso :

- Lot n° 1 : Engrais complexe NPKSB (granulés) 25 000 tonnes métriques ;
- Lot n° 2 : UREE perlée N 46 % 10 000 tonnes métriques.

pour la campagne cotonnière 1992-1993 au Burkina-Faso

Le cahier des charges peut être retiré auprès de la CFDT, 13, rue Monceau, 75008 Paris. Tél. n° 644 839 F. Télécopie n° 43-59-50-13 (à l'attention, M. BEROU), au siège de la SOFTTEX - B.P. 147 à Bobo-Dioulasso. Tél. : (226) 98-22-03. Télécopie n° (226) 98-14-05. Tél. 8208 BF, ou BP 1650 à Ouagadougou, au prix de : 1 500 FF. Date limite de dépôt des offres : le 2 août 1991 à Bobo-Dioulasso.

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE LE BILAN DE VOS CLIENTS, LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RÉSULTAT NET DE VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE
La Source de l'Information sur les Entreprises
1, quai de Corne - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 73

Chiffre d'affaires (en milliards de dollars) et rang des grands chimistes mondiaux

1985	1990
1. BASF 18,15	1. BASF 31,20
2. Bayer 17,79	2. Hoechst 30,02
3. Hoechst 18,55	3. Bayer 27,88
4. ICI 15,50	4. ICI 24,91
5. DuPont 15,04	5. DuPont 22,27
6. Dow Chemical 11,84	6. Dow Chemical 19,77
7. Shell 9,18	7. Rhône-Poulenc 15,48
8. Union Carbide 8,95	8. Ciba Geigy 12,70
9. Ciba Geigy 8,78	9. Shell 10,41
10. DSM 8,49	11. AKZO 10,23
11. Montedison 7,48	12. Exxon 9,59
12. Rhône-Poulenc 6,75	13. Monsanto 9
13. Monsanto 6,75	14. Solvay 8,32
14. Exxon 8,87	15. Sumitomo Chemicals 7,87
15. AKZO 8,54	

Source : Chemical Insight.

VILLE DE SAINT-NAZAIRE

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES DE PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS-CONCEPTEURS

OBJET DE LA CONSULTATION
Vente par le concessionnaire de la ville de SAINT-NAZAIRE des terrains d'inscrivant dans la ZAC entrée nord de la ville, pour une surface cessible de 19 000 m², pour une surface globale de ZAC de 9 hectares.

NATURE DE LA CONSULTATION
Appel d'offres avec concours pénétré en vue de la désignation d'un groupement « Promoteurs-Constructeurs-Concepteurs ».

ÉVENEMENT DU PROGRAMME À RÉALISER
SHON maxi 31 000 m², se répartissant en bureaux, tertiaire de proximité, services, locaux d'activités, commerces, hôtellerie, logements.

OBTENTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE
Les intéressés pourront retirer, à titre gracieux, le dossier de présentation des candidatures de groupement près de la SEM SONADEV - Société Nazairienne de Développement, 21, avenue de la République, 44600 SAINT-NAZAIRE. Tél. : 40-66-00-51. Télécopie : 40-19-08-07.

DATE DE DÉPÔT DE CANDIDATURE
Mercredi 31 juillet 1991, les modalités de dépôt sont précisées dans le dossier de présentation complémentaire.

Date d'envoi de l'avis à la publication : 24 JUIN 1991.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principales sociétés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Bonne-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONOPUB 634 124 F
Tél. : 46-62-72-73 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie du Monde - 12, rue M.-Gandberg 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les rétrodiffusions et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bonne-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS (voir note ci-dessus)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Vous trouverez l'abréviation d'erreur sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ATION
ERSITÉS
SCRIPTIONS
IÈRE ANNÉE
PAR FAC
DE RÉUSSITE
K DEUG
MARCHAND DE JOURNAUX

COMMUNICATION

Le plan de redressement d'Antenne 2

Les syndicats dénoncent une «réorganisation à la hache»

La CFTD et les journalistes CGT et SNJ (autonomes) d'Antenne 2 se sont dits prêts, mardi 2 juillet, à lutter «pendant trois mois» pour faire échouer au plan de restructuration de la chaîne prévoyant 377 suppressions de postes sur un effectif total de 1 759 salariés. Un plan qualifié de «réorganisation à la hache».

«Non seulement ce plan, est inacceptable, mais il est inacceptable intellectuellement de parler de sureffectif», s'exclame une responsable syndicaliste. Inacceptable... Le mot revient dans toutes les interventions. Dans tous les discours. Inacceptable, d'abord, par le nombre : 377, le quart des effectifs. Des effectifs inférieurs, pourtant, de quelques dizaines à ceux de TF 1, la grande chaîne privée concurrente, et qui ne compte, selon les syndicats, que 14 personnes réellement sans affectation (contre 40, voire 80 selon la direction). «Claude Sérillon figure parmi les 9 journalistes actuellement sans affectation», remarque l'un des porte-parole de l'intersyndicale. «Faut-il le serrer?»

Inacceptable, ensuite, par ses conséquences sur la vie de la chaîne. C'est que le tribut n'est pas seulement lourd dans les services administratifs comme la direction générale (-31,2%), les finances (-26,3%) ou l'entretien (-31,4%), mais aussi dans des secteurs plus proches de l'an-

tenne comme la production (-22%) ou les moyens techniques (-20,4%). «Quantité de métiers qui menacent de disparaître», s'indigne Dominique Pradalié du SNJ, citant en exemple les illustrateurs sonores.

L'information, aussi, est durement touchée avec 81 suppressions de postes (-21,7%), dont 50 de journalistes sur un total de 260, pigistes compris. Les syndicats redoutent qu'à l'avenir les grands journaux - les «grands-messes» - ne soient prioritaires et absorbent l'essentiel des effectifs restants, les magazines étant abandonnés à la sous-traitance. «Imagine-t-on «Envoyé spécial» (22% de part de marché, entre 5 et 7 millions de francs de recettes publicitaires chaque jeudi) gagner son pari du «prime-time», sans la cohésion d'une fabrication Antenne 2, service public?», s'interrogent-ils, en soulignant qu'une chaîne de service public dont les journalistes se cantonneraient au traitement immédiat de l'information, ne remplirait plus «sa mission de réflexion et d'analyse sur l'actualité».

La crainte de la sous-traitance

Où se trouvent les sureffectifs, demeurant encore les organisations syndicales quand le service des 56 journalistes cameramen totalisent 835 jours de vacances non prises (120 semaines de travail supplémentaire effectué par rapport à la durée légale) et 1 735 jours de récupérations non

effectuées (347 semaines)? Tous redoutent que les coupes opérées par la direction ne développent encore un recours à la sous-traitance au privé qu'ils ne cessent de dénoncer.

«Les téléopérateurs savent-ils que les magazines de Christine Ockrent - «Qu'avez-vous fait de vos vingt ans» et «Carnet de routes» - sont achetés à l'extérieur? Le public sait-il qu'Antenne 2 consacre, plus de 1,7 milliard de francs à des achats à l'extérieur sur un budget total de 2 milliards, information et sports étant mis à part? Interroge un syndicaliste. Ces dernières années, la quasi-totalité de nos gains de productivité ont été effectués au privé. Pratiquement rien à FR 3 et à la SFP, qui appartiennent pourtant, comme nous, au secteur public».

Pour les organisations syndicales, les difficultés d'Antenne 2 - qu'il ne contestent pas - sont ailleurs. Dans l'incohérence de la politique suivie ses dernières années par les gouvernements successifs. Dans une insuffisante revalorisation de la redevance - 1,55 franc par jour rappelé-ils. Dans l'érosion continue de son audience et de ses recettes publicitaires après l'échec des directions successives. «Les salariés n'ont pas à faire les frais des erreurs de gestion passées», affirment-elles unanimement.

Déterminés à se battre pour faire échouer le plan de redressement, les responsables syndicaux refusent encore de préciser les formes d'action en cours d'élabo-

ration. Ils attendent d'abord de connaître la réaction des salariés de FR 3, où les grandes lignes du plan social ne seront connues que le 5 juillet. Ils espèrent ensuite dans les démarches entreprises auprès du gouvernement.

Le plan élaboré par le président Hervé Bourges et le directeur général Eric Guilly, lui, est en marche. Le 9 juillet, il sera soumis au comité d'entreprise (CE) et le 10 au conseil d'administration. Le 30 juillet, le CE devrait entendre l'avis de l'expert, dont il aura préalablement demandé la nomination, et c'est le 27 août que devrait être connue la liste nominative des personnels appelés à quitter la chaîne.

PIERRE-ANGEL GAY

Giuseppe Parretti assigne Canal Plus au référent. L'homme d'affaires italien Giuseppe Parretti a assigné au référent, mercredi 3 juillet, au tribunal de grande instance de Paris, Canal Plus, pour empêcher la diffusion d'un film documentaire le concernant. Ce document, tiré de l'«Homme qui voulait s'offrir Hollywood», réalisé par Jean-Pierre Moscardi et coproduit par Bebo Films, doit être diffusé le 7 juillet prochain sur Canal Plus. Il décrit la révélation de la carrière de Parretti, magnat et démonte les manœuvres financières qui ont permis à l'associé de la société d'Orviato de devenir le patron de la Metro Goldwyn Mayer (le Monde Radio-Télévision du 1^{er} au 7 juillet).

Créateurs contre eurocrates

Suite de la première page

Sans attaquer la base linguistique de ce quota, qui constitue un objectif culturel, les fonctionnaires de Bruxelles estiment que sa conjugaison avec une définition de l'œuvre limitée aux fictions, à l'animation et aux documentaires aboutit au protectionnisme.

Une bataille des quotas avait déjà fait rage lors de l'adoption de la directive Télévision sans frontière, en 1989. Malgré les réticences des créateurs, et de la France, les Douze n'avaient pas fixé de quotas minimums européens précis, pour ne pas heurter les Américains qui en faisaient un casus belli. L'Europe s'était donc contentée de déclarations d'intentions. Le lancement, à l'initiative française, d'un Europa audiovisuel était alors apparu comme une compensation en faveur de la création, face à une directive orientée vers la libre circulation des programmes. L'entrée en vigueur effective de cette directive, le 3 octobre prochain, relance cette bataille. «A défaut de quotas européens obligatoires, nous osons obtenir au moins la préservation des systèmes nationaux», observe le délégué général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques M. Hubert Astier. «Maintenant, qu'on ne se laisse pas emporter par la concurrence on voudrait faire de cette directive qui ne concernait qu'un aspect des reprises hors des frontières nationales la loi de toutes les télévisions du continent».

Culture contre calculette

Or la directive donne une définition large des «œuvres» audiovisuelles : est réputée telle toute production qui n'est ni sport, ni jeu, ni information. «TF 1 pourrait remplir ses quotas européens sans même une fiction française au scénario, s'empare M. Pascal Rogard, au nom de l'ARF (Association des auteurs, réalisateurs, producteurs) et le Luxembourg, qui n'a pas de culture à défendre, nous propose la télévision des marionnettes, à l'issue de toutes les occasions de détruire les créations nationales».

Les entreprises de l'audiovisuel veulent réformer les règles du jeu

«Télévision pour demain» veut des quotas différents

«Sauver l'essentiel avant qu'il ne soit trop tard», en constituant une plate-forme commune baptisée «Télévision pour demain», chaînes privées, producteurs, distributeurs, agences d'images, industries techniques (1) de l'audiovisuel proposent ensemble un compromis pragmatique. Après une entrée en scène ratée au dernier MIP-TV (le Monde du 23 avril), cette union retrouvée n'est pas le moindre succès de ce groupe d'entrepreneurs - même si TF 1, le terme d'une vague médiatique, semble préférer le cavalier seul.

C'est que l'échec approche : «Entre l'eau réglementaire française qui se resserre et l'abandon de toute protection nationale et même européenne, un peu encore trouver un juste milieu. Mais en refusant de négocier avec Bruxelles, les habitués du quota défendent une ligne Maginot que la Commission enfoncera ou contournera, explique Jacques Peskine, le porte-parole de «Télévision pour demain». Il est absurde d'opposer économie et création, l'exemple du cinéma montre qu'il est de bons systèmes d'encadrement. Et personne ne conteste l'obligation faite aux chaînes de consacrer une part de leurs recettes à la production d'œuvres, ce qu'on appelle le quota de production».

Le groupe souhaite donc garder la notion française d'œuvre, cœur du dispositif. Mais il veut réformer les quotas français de diffusion «irrationnels et uniformitaires», car ils forcent les chaînes à programmer toutes la même chose en soirée, et éparpillent les moyens de ces chaînes sur trop de productions, au détriment de la qualité.

Plaidoyer pour les coproductions

«Quotas, super-quotas en soirée, coupures de publicité : l'accumulation de strates réglementaires incohérentes aboutit à l'inverse des objectifs recherchés», poursuit M. Peskine. Au titre de ces abus, les résultats du Tapis vert, «scénarisés» avec des acteurs, pourraient entrer dans les premières diffusions aux heures de grande écoute.

«Télévision pour demain», sur la base d'études détaillées, propose donc de repenser l'ensemble du dispositif, avec un cadre simple et flexible : un seul quota de diffusion, apprécié entre 6 h 30 et 1 heure du matin, une œuvre française définie par une part «nettement majoritaire» de la version originale tournée en français (avec des critères spécifiques pour le documentaire et l'animation), ce

qui permet d'y inclure des coproductions : des œuvres classifiées dès le stade du projet, et non après diffusion, pour rassurer les investisseurs ; un créneau élargi pour les œuvres européennes, en gardant leur quota à 60 %, mais en baissant le quota français autour de 30 % ; l'intégration de ces œuvres européennes dans les obligations de production, quitte à relever ces obligations, et à les adapter à la situation différente des chaînes ; l'assouplissement du régime des rediffusions pour vitalliser un marché secondaire indispensable à l'équilibre général du secteur.

«Les quotas de production amènent de l'argent aux œuvres ; les quotas de diffusion ne font qu'orienter cette masse, et sont devenus un tel labyrinthe que personne ne s'y retrouve, plaide Jacques Peskine. Exprimés en pourcentage, ils ont des effets pervers : soit on diminue le total de référence comme TF 1 avec ses variétés, soit un programme à 19 heures pour remplir les quotas. Retenons ce qui devrait être le seul objectif : produire, et même exporter la culture française. Car ces lignes Maginot sont aussi des barrières à l'export, puisqu'elles obligent les chaînes à consacrer tous leurs moyens aux quotas français, en les dispersant. Or la coproduction est la seule voie efficace pour survivre et exporter de vraies œuvres. Economiquement, face aux moyens américains. Culturellement, car le brassage des professionnels enrichit l'identité européenne et nationale. Si le public n'apprécie que les œuvres françaises et américaines, c'est parce qu'il ne voit pas les autres. Il faut l'y habituer. Il faut rompre avec ce véritable cordon sanitaire isolant les programmes français du reste de l'Europe, sans pour autant démanteler le système français d'aide à la création».

M. C. I.

(1) «Télévision pour demain» regroupe la Cino, M6, Canal Plus, des syndicats de producteurs (USPA, SPFA pour le dessin animé), de distributeurs (ADPA), d'agences d'images (SATA) et la Fédération des industries techniques de l'audiovisuel et du cinéma.

Rectifié. - Le nom du nouveau président du conseil de surveillance de Bayard Presse a été mal orthographié dans nos premières éditions du 3 juillet. Il s'agit de M. Claude Bourgeois, et non Bourgois, comme nous l'avions écrit par erreur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ces actions ayant été intégralement souscrites, cet avis n'apparaît qu'à titre d'information.

elf aquitaine

Société Nationale Elf Aquitaine

Emission de 8.000.000 d'Actions
Placements Français, International et AméricainPlacement en France
de 2.000.000 Actions
Prix d'Emission : FF348 par Action

Banque Nationale de Paris	Crédit Lyonnais	Société Générale
Crédit Industriel et Commercial	Crédit Agricole	Crédit Commercial de France
Banque de Neufchâteau, Schlumberger, Maillet	Banque Worms	J.P. Morgan et Cie SA
Banque du Péninsulaire	Banque Française du Commerce Extérieur	Crédit du Nord
Banque pour l'Industrie Française	Crédit du Nord	Banque Eurofin
Banque OGC-Odier Bungeur-Courvoisier	Crédit du Nord	Banque Paribas France
Banque Stern	Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne	Sotabank
L'Européenne de Banque		

Placement International
de 1.800.000 Actions
Prix d'Emission : FF348 par Action

Paribas Capital Markets Group	Goldman Sachs International Limited
Barclays de Zoete Wadd Limited	BNP Capital Markets Limited
Credit Suisse First Boston France S.A.	ABN AMRO
County NatWest Limited	Deutsche Bank AG
Deutsche Bank AG	Dresdner Bank AG
Erskild Securities	Kleinwort Benson Limited
Lehman Brothers International	Merrill Lynch International Limited
Morgan Stanley International	Nomura International
RBC Dominion Securities International	Salomon Brothers International Limited
Swiss Bank Corporation	UBS Phillips & Drew Securities Limited
S.G. Warburg Securities	Yamaichi International (Europe) Limited

Placement aux Etats-Unis
de 7.200.000 American Depositary Shares
Représentant 3.600.000 Actions
Prix d'Emission : \$28.54 per American Depositary Share

Goldman, Sachs & Co.	Herrlich Lynch & Co.
Salomon Brothers Inc.	
Allen, Brown & Sons	The First Boston Corporation
Crédit Lyonnais Securities (USA) Inc.	Dillon, Read & Co. Inc.
Donaldson, Lufkin & Jenrette	A.G. Edwards & Sons, Inc.
Kemper Securities Group, Inc.	Kidder, Peabody & Co.
Lehman Brothers	Montgomery Securities
Morgan Stanley & Co.	Oppenheimer & Co., Inc.
Paribas Corporation	Prudential Securities Incorporated
Smith Barney, Harris Upham & Co.	Société Générale
S.G. Warburg Securities	Wartburg Schroeder & Co.
Dean Witter Reynolds Inc.	Howard, Weil, Labouff, Friedrich
Advest, Inc.	Arnold & S. Blachroeder, Inc.
J.C. Bradford & Co.	Piper, Jeffrey & Hopwood
Sutro & Co. Incorporated	Wheat First Broker & Singer
First Southwest Company	Furnum Selz
Janney Montgomery Scott Inc.	Johnson, Lamm & Co.
	The Ohio Company

Coordination Globale de l'Emission

Paribas Capital Markets Group Goldman Sachs International Limited

Jan 1991

مكتبة النهر

Le Monde International

Sales & Marketing Manager - Algeria

Exceptional opportunity for a fluent Arabic speaker

Gillette, the world leader in the shaving business, has an exceptional opportunity for a high calibre marketing professional to influence and drive the considerable growth expected from the introduction of its products into the Algerian market.

As Area Manager - Algeria, you will initially be based at Gillette's international headquarters in London where you will gain an understanding of the company's operations prior to taking up your appointment in Algiers.

Once in post, your task will be to work closely with Gillette's Algerian agent to maximise the penetration of products throughout the country, ensuring the company rapidly attains market leadership.

This will involve recruiting, training and motivating a national sales team, as well as developing an effective area network. You will also assist in putting into place targeted marketing, advertising, incentive and

promotional strategies aimed at retailers and wholesalers.

The role calls for a good command of English and French, together with total fluency in Arabic. You will ideally have lived and worked in Algeria and have gained a good knowledge of the culture and business environment. Proven sales experience within the fast moving consumer goods or a related sector is essential, as well as self reliance and strong entrepreneurial and managerial skills. A marketing background would be a distinct advantage.

In return you will enjoy an attractive salary and benefits package of the level expected from a leading international group. Success will lead to significant and rewarding career opportunities.

Please write - in confidence - enclosing full career details to Ghassan Yazigi, ref. 1201/13, MSL Group Limited, 32 Aybrook Street, London W1M 3JL, England.

MSL International
CONSULTANTS IN SEARCH AND SELECTION

30 ANS ET PATRON

Pour notre Société de distribution de textile, dépendante d'un groupe dont le CA est en progression constante, nous parlons vers de nouveaux défis en créant une structure en Catalogne et recherchons notre :

Responsable de filiale en Espagne

Rattaché au Directeur Général, vous aurez à implanter sur place nos produits, les développer, en faire un centre de profit actif. A 30 ans environ, issu d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent, maîtrisant l'Espagnol et l'Anglais, votre expérience se situe en milieu industriel ou dans la distribution, en commercial ou marketing ;

vous souhaitez maintenant prendre de plein fouet plus de responsabilités. Ce poste, véritable tremplin pour vous, nécessite autonomie et affirmation, idées et rigueur et bien sûr du goût pour notre produit. Vous ferez votre place par votre charisme et votre sens de l'humour.



Nous vous intéressons, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A1 07 01 à notre Conseil, Madame Claude Faveau, FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, institution spécialisée des Nations Unies, recherche pour son siège à Genève (Suisse) un directeur du Département de l'emploi et du développement

Le Département de l'emploi et du développement se consacre aux politiques actives du marché du travail, à la promotion de l'emploi, et aux politiques et programmes de création d'emploi visant à compenser les coûts sociaux de l'équité et à réduire la pauvreté. Le Département met en œuvre des programmes internationaux de recherche et des programmes de dissémination d'informations, et rend des services consultatifs directs aux gouvernements et aux organisations d'employeurs et de travailleurs. Il est responsable des activités de coopération technique du BIT dans le domaine de l'emploi.

Le directeur de ce département devrait posséder un diplôme supérieur de science économique assorti d'une bonne connaissance des politiques du développement et, de préférence, une spécialisation en économie du travail ; avoir une bonne expérience au niveau national et international de la conception et de la mise en œuvre des politiques d'emploi et du marché du travail, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement ; avoir des capacités démontrées d'administration et de gestion financière et de personnel. Une excellente connaissance de l'anglais et du français et une bonne connaissance de l'autre langue, sont demandées ; la connaissance de l'espagnol serait un avantage. Cette position requiert de nombreux déplacements ainsi qu'une expérience à traiter avec de hauts fonctionnaires gouvernementaux et avec des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs. Il sera demandé aux candidats de soumettre une liste de leurs travaux de recherche publiés.

La grade de la position correspond au niveau D.2 dans le système des Nations Unies. Les conditions d'emploi et de rémunération sont compétitives sur le plan international. Les candidatures féminines sont encouragées.

Les candidatures avec CV, complet et les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Directeur du personnel, BIT, CH 1211 GENEVE 22, au plus tard le 25 juillet 1991, en indiquant la référence DIR/EMPLOI, Fax (22) 798 86 85.

Il ne sera pris contact avec les postulants que si leur candidature est effectivement retenue.



L'UNIVERSITÉ DE GRONINGUE PAYS-BAS

Enseignant

(numéro: 910701/2507)

Le département de langues romanes de l'Université de Groningue, (Pays-Bas) recrute un enseignant pour des cours sur 'La vie culturelle en France de 1600 à aujourd'hui'. Certifié ou agrégé d'histoire de l'art, ayant soutenu ou préparant sa thèse d'état.

L'enseignement aura lieu en français mais le candidat doit s'engager à apprendre le néerlandais.

Conditions matérielles: poste à temps plein, possibilité d'un poste fixe au bout d'un an, salaire entre 7.200 et 15.000 FF net, selon ancienneté et degré. Renseignements: prof. dr. H.G.C. Hillenaar, directeur de département, tel. 19-31-50-635892/635877 (bureau) ou 19-31-50-250076 ou 19-31-20-6256200 (le soir).

Envoyer c.v. avant juillet 20, 1991 à: Rijksuniversiteit Groningen, Afdeling Personeel Zaken, Postbus 72, 9700 AB Groningen. Les Pays-Bas



Le service international pour le placement des cadres

Depuis plus de dix ans, nous vendons avec succès des actions canadiennes (immobilier, high tech, informatique, recycling, matières industrielles - telles que gypse, pierres de grès, etc. - mines d'or) et nous possédons des succursales en Suisse et en Allemagne.

Nous cherchons un(e) vendeur(esse) de titres ou conseiller(ère) de placement

organisation de vente dans la région de Paris

Renseignements à OMNITRA SA, 11 rue de la République, CH-4500 Olten

Tél.: 19-4162 26-47-71 - Fax: 19-4162 26-74-87

ORGANISME FRANCAIS DE COOPERATION INDUSTRIELLE recherche pour le CHILI un

Ingénieur Consultant

Dans le cadre d'un dispositif de promotion de la coopération industrielle et des transferts de technologies entre sociétés françaises et chiliennes, vous aurez pour mission de promouvoir et de mener à bien les projets avec l'appui d'un organisme chilien de développement économique.

De formation ingénieur, école de commerce ou équivalent, vous avez moins de 40 ans et plusieurs années d'expérience de l'entreprise.

Vous possédez une grande souplesse d'adaptation et un excellent contact humain. Une connaissance de l'Amérique Latine et une expérience de la PMI constitueraient des atouts ; espagnol courant.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf.289 à C.K. - 23 bis, rue Pierre Gœtlin - 75016 PARIS



Chantal Kervyn

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • THE IRISH TIMES • BERLINGSKE TIDENDE • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Wir sind eine führende junge französische Gruppe im Bereich der Kommunikation des Unternehmens. Wir verstärken uns in Deutschland. In enger Zusammenarbeit mit unserer Niederlassung in Strassburg (Frankreich) suchen wir zum baldigen Eintritt einen jungen Mitarbeiter im Bereich.

Dienstleistung Unternehmenswerbung

Wir suchen einen erfahrenen Mitarbeiter für die Entwicklung und Umsetzung von Werbemaßnahmen für unsere Kunden. Der Kandidat sollte eine abgeschlossene Ausbildung im Bereich der Unternehmenswerbung haben und über gute Kenntnisse in der deutschen Sprache verfügen. Ein Studium ist von Vorteil. Bitte senden Sie Ihren Lebenslauf und Ihre Gehaltsvorstellung an: [Adresse]

Wir bieten Ihnen einen Arbeitsplatz in einem dynamischen Unternehmen mit hervorragenden Entwicklungsmöglichkeiten. Die Arbeitszeiten sind flexibel und die Entlohnung ist attraktiv. Wir freuen uns auf Ihre Bewerbung.

Interessiert? Bitte senden Sie uns Ihre Bewerbungsunterlagen zusammen mit Lichtbild und Angabe des Gehaltswunsches an: [Adresse]

Cabinet COFART

23, rue de la République - 67000 STRASBOURG

Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publi- cité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première source
d'information des cadres
supérieurs.

(IPSOS 90)

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
8^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			Immeuble neuf		
2 PIÈCES	12, rue Paul-Baudry	6 350	90 m², 3 ^e étage	4, rue Félien-Devid	12 057	68 m², 3 ^e étage	BOULOGNE	6 500
56 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 937	Parking	SOLVEG - 40-57-06-99	+ 1 090	balcon 6 m²	33-37, rue Pasteur	+ 907
Possib. parking	Frais de commission	+ 4 572		Frais de commission	9 450		SOLVEG - 40-57-06-99	6 791
5 PIÈCES	12, rue Paul-Baudry	28 400	5 PIÈCES DUPLEX	4, rue Félien-Devid	19 553	5 PIÈCES DUPLEX	BOULOGNE	26 000
196 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 3 454	132 m², 5 ^e et 6 ^e étage	SOLVEG - 40-57-06-99	+ 1 593	Immeuble neuf	33-37, rue Pasteur	+ 1 440
Possib. parking	Frais de commission	20 448	Parking	Frais de commission	15 065	179 m²,	SOLVEG - 40-57-06-99	1 952
						4 ^e et 5 ^e étage	Frais de commission	
11^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	CLAMART	5 050
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA	5 500	5 PIÈCES	19-21, rue Salmagne	12 528	70 m², rez-de-ch.	1, rue de Bèlves	+ 741
20 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-09-40-00	+ 825	125 m², 1 ^{er} étage	LOC INTER - 47-45-15-54	+ 1 100	parking	SAGGEL - 46-06-95-70	3 638
2 PIÈCES MEUBLÉ	HOME PLAZZA	9 500	2 parkings	Frais de commission	9 290		46-06-95-55	
50 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 1 275					Frais de commission	
3 PIÈCES	110, av. de la République	7 470	78 - YVELINES			3 PIÈCES	CLAMART	5 150
83 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 517	4 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	9 600	70 m², 1 ^{er} étage	6, rue Saint-Christophe	+ 700
	Frais de commission	5 370	86 m², cave	42 bis, rue des Ursulines	+ 1 090	parking	SAGGEL - 46-06-95-70	3 708
12^e ARRONDISSEMENT			2 parkings	AGF - 49-24-45-45	4 696		Frais de commission	
4 PIÈCES	15, rue des Colonnes-du-Trône	5 700	58 m², rez-de-ch.	VERSAILLES	4 350	3-4 PIÈCES	COURBEVOIE	6 240
82 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-54	+ 1 251	possib. parking	35 bis, rue du Maréchal-Gallani	+ 700	96 m², 2 ^e étage	179, rue J.-B. Charcot	+ 1 350
parking	Frais de commission	4 374		CIGIMO - 48-00-89-89	3 402	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	4 762
13^e ARRONDISSEMENT			Honoraires de location				Honoraires de location	
2 PIÈCES	67, bd Auguste-Blanqui	3 680	2 PIÈCES	VERSAILLES	4 500	3 PIÈCES	GARCHES	4 330
48 m², 1 ^{er} étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 020	Imm. neuf,	6, rue du Général-Pershing	+ 632	79 m², 1 ^{er} étage	19, rue des 4-Vents	+ 800
balcon	Honoraires de location	2 619	47 m², rez-de-ch.	SAGGEL - 47-42-44-44	3 240	parking	SAGGEL - 46-06-95-70	
14^e ARRONDISSEMENT			parking	Frais de commission			46-06-95-55	
STUDIO	199-201, avenue du Maine	3 893	4 PIÈCES	VERSAILLES	7 900	4 PIÈCES	LA GARENNE-COLOMBES	5 400
38 m², rez-de-ch.	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 297	Imm. neuf,	6, rue du Général-Pershing	+ 1 148	72 m², 4 ^e étage	19, rue d'Estienne-d'Orves	+ 800
parking	Frais de commission	3 076	86 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	5 688	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	4 156
4 PIÈCES	199-201, avenue du Maine	9 780	parking	Frais de commission		parking	Honoraires de location	
67 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 703	4-5 PIÈCES	VERSAILLES	8 600	STUDIO	NEUILLY	3 700
2 parkings	Frais de commission	7 326	Imm. neuf,	6, rue du Général-Pershing	+ 1 293	40 m²	39, rue Permetier	+ 580
2 PIÈCES	80-84, rue de l'Abbé-Carton	5 200	97 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	6 192	cave	AGF - 49-24-45-45	2 632
62 m², 1 ^{er} étage	AGF - 49-24-45-45	+ 519	parking	Frais de commission			Frais de commission	
cave, parking	Frais de commission	3 700	3 PIÈCES	VIROFLAY	5 775	4 PIÈCES	SURESNES	6 950
3 PIÈCES	80-84, rue de l'Abbé-Carton	7 500	74 m², 3 ^e étage	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1 150	88 m²	16, rue Salomon-de	+ 1 300
69 m², 8 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 892	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	4 428	cave, parking	Rothschild	
cave, parking	Frais de commission	5 337		Honoraires de location			AGF - 49-24-45-45	4 945
4 PIÈCES	80-84, rue de l'Abbé-Carton	9 600	92 - HAUTS-DE-SEINE					
89 m², 7 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 891	2 PIÈCES	BOULOGNE	4 450	2 PIÈCES	CRÉTEIL	2 700
cave, parking	Frais de commission	6 831	60 m², 5 ^e étage	613, avenue du Général-Leclerc	+ 700	80 m², 2 ^e étage	10-12, allée de la Toison-d'Or	+ 960
4 PIÈCES DUPLEX	80-84, rue de l'Abbé-Carton	13 500	parking	SAGGEL - 46-06-95-55	3 204	parking	CIGIMO - 48-00-89-89	2 214
107 m², 9 ^e et 10 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 074		Frais de commission			Frais de commission	
cave, box	Frais de commission	9 606	3 PIÈCES	BOULOGNE	5 200	4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	7 501
5 PIÈCES DUPLEX	80-84, rue de l'Abbé-Carton	17 000	70 m², 15 ^e étage	743, avenue du Général-Leclerc	+ 1 000	83 m², 5 ^e étage	5, rue Fays	+ 886
116 m², 9 ^e et 10 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 177	parking	Frais de commission	3 744	2 parkings	LOC INTER - 47-45-15-71	5 670
cave, box	Frais de commission	12 097					Frais de commission	

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 806 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP



MARCHÉS FINANCIERS

Inaugurée deux mois et demi après sa création

La Bourse de Varsovie a enregistré une forte progression des transactions

Un an après l'ouverture officielle de la Bourse de Budapest en Hongrie, la Pologne est le deuxième pays d'Europe de l'Est à avoir inauguré, mardi 2 juillet, son marché boursier après cinquante-deux ans d'interruption. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, présent à la cérémonie, a assuré que la France, associée au projet, continuera à soutenir son développement.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

«C'est un heureux hasard que les cours montent le jour de l'inauguration, et ils n'ont pas été manipulés», affirmait avec satisfaction le président de la Bourse de Varsovie, M. Wiesław Różycki en proclamant, mardi 2 juillet à l'issue de la séance hebdomadaire, ceux des six sociétés cotées sur ce jeune marché ouvert depuis le 16 avril dernier (1). En l'espace de deux mois et demi, même si la tendance générale est à la baisse (-14 %), l'intérêt des Polonais pour la Bourse s'est fait croissant. Pour preuve, l'augmentation du volume des échanges, passés de moins de 300 transactions lors des premières journées à 18 800 représentant 2,7 milliards de zlotys (1,3 milliard de francs). D'ici la fin de l'année, le nombre de titres cotés devrait atteindre la vingtaine.

De plus, ouverte au public, chaque séance hebdomadaire attire de nombreuses personnes qui se pressent au cinquième étage de l'ancien immeuble social du comité central du Parti communiste polonais, aujourd'hui transformé en centre financier et bancaire. «Il fallait que l'ancien symbole soit remplacé par un autre», affirme M. Różycki pour expliquer cette installation, avant d'ajouter : «Mais il y a une raison plus pratique. C'étaient les seuls grands locaux disponibles à Varsovie».

Toujours au niveau du symbole, M. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises, a offert à son homologue polonais la cloche qui, jusqu'à la mi-mai 1989, rythmait le début et la fin des séances à la criée au palais Brongniart. Manière de rappeler que la France est étroitement associée à la renaissance de la Bourse de Varsovie.

Ce marché créé en un temps record, à peine six mois, s'inspire du modèle lyonnais (le Monde du 15 mars). D'un coût total de 19,2 millions de francs, le projet a été financé jusqu'à présent à hauteur de 5,4 millions par la Fondation Franco-Pologne, et 1,3 million par la Société des Bourses françaises (SBF), qui a aussi offert le logiciel de cota-

tion installé à Lyon. Mardi 2 juillet, M. Bérégovoy a annoncé que «la France continuera à soutenir le développement de la Bourse de Varsovie».

Concrètement, 8,7 millions de francs vont être donnés pour adapter le logiciel de la SBF. Cependant, le ministre de l'économie, rappelant que la Bourse «est un instrument indispensable de financement d'une économie moderne», a mis en garde les Polonais contre «les excès» du marché boursier. Il a souligné que «le rôle de l'Etat est essentiel dans une économie de marché». Des propos qui ont peut-être étonné des intervenants goûtant les charmes du libéralisme dans l'ancien siège du parti.

DOMINIQUE GALLOIS

(1) Aux cinq sociétés cotées de l'origine (Kasa, Etab, Tosi, Proch, Kabe), s'est ajouté récemment le fabricant de meubles Swarzędzki.

La Société générale vend ses 23 % de l'European American Bank

La Société générale a vendu le 28 juin à l'ABN-AMRO, première banque néerlandaise, ses 23,15 % de l'European American Bank. L'autre actionnaire majoritaire, l'autrichien Creditanstalt Bankverein, lui ayant également cédé ses 10,35 %, l'ABN-AMRO devient ainsi l'actionnaire unique de cet établissement américain, basé sur la côte est des Etats-Unis (89 agences à New-York et Long Island).

Cette transaction, dont le montant n'a pas été révélé, marque la fin d'une expérience consociative, très prise au début des années 70. L'EAB avait en effet été achetée à l'époque par le club européen EBIC (European Bank International Consortium) qui réunit, outre l'ABN-AMRO, la Société générale et le Creditanstalt, la Générale de banque de Belgique et la Deutsche Bank. Ces deux dernières avaient déjà cédé leurs parts dans l'EAB au Néerlandais.

Cette cession apportera en tout cas un net soulagement à la Société générale car l'EAB n'a jamais été une brillante affaire. Affectée par le poids de ses créances sur les FVD ou, plus récemment, par ses engagements dans l'immobilier, en pleine crise sur la côte est des Etats-Unis, elle affichait fin 1990 une perte nette de 2,3 milliards de francs pour 28 milliards de bilan, 1 milliard de fonds propres, 22 milliards de dépôts et 16 milliards de concours à la clientèle.

C. B.

Pour la première fois

La COB publie un recueil de ses textes

Pour la première fois, la Commission des opérations de Bourse (COB) publie, dans un même rapport, l'ensemble des textes qui la régissent (lois et décrets) et les règlements, instructions et recommandations destinés aux professionnels de la finance et aux utilisateurs des marchés boursiers.

En présentant ce recueil, mardi 2 juillet, M. Pierre Fleuriot, directeur général de la COB, a insisté sur le fait qu'il répondait à la préoccupation de transparence et de concertation face à l'accroissement des pouvoirs de la Commission au cours de ces dernières années. Le souci d'être plus proche du public, des utilisateurs et de l'épargnant a suscité la réalisation de ce document.

Celui-ci est avant tout un instrument de travail pour les professionnels, qui peuvent y avoir recours avant une opération finan-

cière, et un support de sanction s'ils en avaient négligé la lecture au préalable.

Par ailleurs, l'Organisation internationale des commissions des valeurs mobilières (OICV) se réunira à Paris, les 16 et 17 juillet prochains. Les différents groupes de travail, notamment ceux s'intéressant à l'harmonisation des prospectus et des règles comptables en Europe ou aux accords de coopération entre les différents groupes boursiers par le biais d'échanges d'informations, remettront leurs rapports. En matière de coopération, M. Fleuriot a précisé que la COB espérait signer des accords identiques à ceux passés avec la Securities and Exchange Commission (SEC) en décembre 1989, avec le Canada dans un premier temps et surtout avec la Suisse et le Japon par la suite.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



VICAT POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT : LA TURQUIE

Le groupe VICAT, représenté par son président, M. Jacques MERCERON-VICAT, a acquis une participation majoritaire dans la société cimentière turque KONYA CEMENTO A.S.

Située à Konya, capitale régionale, à 250 kilomètres au sud-ouest d'Ankara, cette société possède une cimenterie d'une capacité annuelle de 700 000 tonnes, qui est équipée des matériels les plus modernes, dont un four rotatif à précalcination.

Le groupe VICAT poursuit ainsi sa politique de diversification à l'étranger, dans un pays à forte croissance.

NEW-YORK, 2 juillet ↑

La hausse continue, mais...

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté à la Bourse de New-York. Le mouvement a toutefois été loin d'être uniforme. Le S&P 500 a enregistré une hausse de 0,99 %, portant son cours à 2 972,72 points. L'indice Dow Jones s'élevait à 14 311 points (+0,48 %), après avoir un instant sombré à 2 939,62.

Le bilan de la journée a été tout juste équilibré, avec, sur 772 heures, 759 hausses et 520 baisses.

Les investisseurs attendaient avec impatience la publication des derniers statistiques économiques. Ils n'ont pas été déçus. Pour la seconde fois de suite, les commandes à l'industrie pour mai ont augmenté de 2,8 % tandis que les stocks des entreprises pour le même mois diminuaient de 0,9 %. La sortie de la récession semble donc se confirmer.

Selon les spécialistes, ce sont surtout les valeurs dites cycliques qui ont été les plus gagnantes, notamment dans le secteur automobile, qui ont progressé. Ajoutons que la formation du marché a également été due à la hausse de l'action Disney, chèrement achetée par le fonds d'investissement de la firme Dean Witter Reynolds.

VALEURS	Cours du 1er juillet	Cours du 2 juillet
Alcoa	68 3/4	68 3/4
AT&T	38 5/8	38 5/8
Banque	46 1/8	46 1/8
Chrysler	46 1/8	46 1/8
Deutsche Bank	47 3/8	47 3/8
Eastman Kodak	38 3/4	38 3/4
Exxon	58 1/2	58 1/2
Ford	38 3/8	38 3/8
General Motors	44 1/2	44 1/2
IBM	72 1/2	72 1/2
ITT	55 1/2	55 1/2
McDonald	55 1/2	55 1/2
Merck	55 1/2	55 1/2
Shell	55 1/2	55 1/2
Union Carbide	55 1/2	55 1/2
Walt Disney	55 1/2	55 1/2
Wendover	55 1/2	55 1/2
Xerox Corp.	55 1/2	55 1/2

LONDRES, 2 juillet ↑

Poursuite de la hausse

Les valeurs ont progressé mardi 2 juillet au Stock Exchange, soutenues par la tendance haussière du marché new-yorkais et en dépit des prévisions de prises de bénéfices après les gains importants de la veille. Le FTSE 100 a clôturé en hausse de 16,8 points soit un gain de 0,7 % à 2 480,2. Les échanges ont été marqués par la vente d'actions contre 349,5 millions la veille.

VALEURS	Cours du 2 juillet	Cours du 3 juillet
Alcoa	1 200	1 190
Boeing	1 000	1 000
Canon	1 000	1 000
Chrysler	1 000	1 000
Deutsche Bank	1 000	1 000
Eastman Kodak	1 000	1 000
Exxon	1 000	1 000
Ford	1 000	1 000
General Motors	1 000	1 000
IBM	1 000	1 000
ITT	1 000	1 000
McDonald	1 000	1 000
Merck	1 000	1 000
Shell	1 000	1 000
Union Carbide	1 000	1 000
Walt Disney	1 000	1 000
Wendover	1 000	1 000
Xerox Corp.	1 000	1 000

FAITS ET RÉSULTATS

o Sanofi s'implante en Chine. - Le groupe Sanofi (pharmaceutiques, nutrition animale, cosmétiques), deuxième fabricant de médicaments en France, s'implante en Chine. Le groupe a conclu un accord de joint-venture avec la firme Jiangxi Bioproducts and Pharmaceutical Factory, un des premiers fabricants locaux de vaccins pour animaux. La société portera le nom de Sanofi-Xiangxi Animal Health Products Company.

Elle utilisera les technologies de la firme Sanofi. Le groupe Sanofi Santé, deuxième laboratoire français. Ses produits seront principalement destinés aux élevages aviaires et porcins.

o Création d'une société Hoechst-Mitsubishi dans le polyester. - La décision prise en début d'année par les groupes chimiques allemands Hoechst et japonais Mitsubishi de s'allier dans les films polyester pour devenir numéro 1 mondial, notamment dans les supports magnétiques (le Monde du 24 janvier) vient de se matérialiser par la création le 1er juillet de la société Hoechst-Diafoil snc à Wiesbaden (51 % Hoechst, 49 % Mitsubishi). Quand l'association tournera à plein régime, ses usines auront une capacité de fabrication (toutes productions confondues) de 160 000 tonnes/an de films polyester, dont 110 000 tonnes/an pour les supports magnétiques.

o La chaîne Citadines s'allie pour se développer à l'étranger. - Le groupe immobilier Sofip, principal actionnaire de la chaîne de résidences de tourisme Citadines (vingt et établissements et cinq mille lits en France), vient de signer un accord de joint-venture avec Fundas, premier groupe de collecte d'épargne privée en Allemagne, pour la réalisation de programmes immobiliers, notamment la construction d'une vingtaine de résidences dans les cinq ans, en commençant par Berlin, Munich, Cologne et Essen. L'ICP, actionnaire majoritaire de la Sofip, va en outre constituer avec Fundas, un autre consortium avec plusieurs établissements de crédit la Société européenne d'investissements immobiliers et de gestion (Eur-

PARIS, 3 juillet ↓

Nouvelle baisse

Pour la deuxième séance consécutive, la baisse a été au rendez-vous rue Vivienne. Asses prononcée la veille, elle s'est néanmoins légèrement ralentie dans la journée. À l'ouverture, l'indice CAC 40 avait pris un retard de 0,99 %, qu'il devait porter en fin de journée à plus de 1,2 % avec de la rattrapage un peu en début d'après-midi (-0,76 %). Plus tard, il n'inscrivait à 1,03 % au-dessous de son niveau précédent.

A croire que plus les statistiques américaines confirment le sort de la récession aux Etats-Unis, plus la Bourse de Paris est noire. Les opérateurs sont très pessimistes sur les résultats des entreprises pour le premier semestre. En plus, assurément les professionnels, le climat politique est détestable. Plus personne ne croit en rien. Un sondage effectué sur le camp du groupe Expansion 250 d'un échantillon de 420 chefs d'entreprises attestait de la défiance des industriels (55 % des patrons interrogés) à l'égard de M. Edith Cresson. En même temps, la même enquête révélait que 58 % des patrons ont confiance à M. Bérégovoy. De quel faire pour l'histoire de M. Bérégovoy.

C'est plus net : la très grave crise en Yougoslavie vient complètement briser les cartes. Le London Stock Exchange en a fait un mauvais jeu dans la journée. De quel donner des boutons à un marché qui en est déjà couvert.

TOKYO, 3 juillet ↓

Rechute

Rien ne va plus à la Bourse de Tokyo. Quinze-huit heures après avoir repris son ascension, le marché japonais a soudainement rechuté mercredi. A la clôture d'une séance modérément animée, l'indice Nikkei enregistrerait une baisse de 2,28 points (-2,58 %) pour s'établir à la cote 23 373,47.

L'exploitation de la baisse favorisée par la baisse du taux d'acompte sur les bénéfices a été suivie par les professionnels. Les rumeurs se sont remises à circuler sur une éventuelle intervention de la Banque du Japon pour soutenir le yen. La rechute des cours s'est faite dans un marché assez calme avec seulement 250 millions de titres échangés contre 320 millions la veille.

VALEURS	Cours du 2 juillet	Cours du 3 juillet
Alcoa	1 200	1 190
Boeing	1 000	1 000
Canon	1 000	1 000
Chrysler	1 000	1 000
Deutsche Bank	1 000	1 000
Eastman Kodak	1 000	1 000
Exxon	1 000	1 000
Ford	1 000	1 000
General Motors	1 000	1 000
IBM	1 000	1 000
ITT	1 000	1 000
McDonald	1 000	1 000
Merck	1 000	1 000
Shell	1 000	1 000
Union Carbide	1 000	1 000
Walt Disney	1 000	1 000
Wendover	1 000	1 000
Xerox Corp.	1 000	1 000

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3420	3402	BSA	330	330
Amalco	288	291	Imcom	125 10	127
B&W	138	138	Imcom H&M	807	806
B&W	808	810	LP&M	102 60	103
B&W	380	380	Lucas Invest	240	249 90
B&W	211	211	Locam	78	78
B&W	885	885	M&C	121 50	121 50
B&W	387	387	M&C	150	150
B&W	820	818	Publ. Filippini	376	376 10
B&W	155	155	R&M	862	862
B&W	284	280	R&M	332	332
B&W	925	925	S&M	180	180
B&W	271	279 10	S&M	105	105
B&W	1088	1100	S&M	400	400
B&W	220	220	S&M	130	130
B&W	387	387	S&M	280	275
B&W	1134	1134	S&M	331 50	328 20
B&W	488	488	S&M	280	280
B&W	573	573	S&M	205	200
B&W	343	336	S&M	90 50	91
B&W	126 10	126	S&M	780	783
B&W	226	220			
B&W	289 80	280 50			
B&W	127	126			
B&W	128	128			
B&W	224	222 90			
B&W	383	386			
B&W	215	215			
B&W	728	721			
B&W	680	651			
B&W	230	229			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 2 juillet 1991
Nombre de contrats : 61 926

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	184,70	184,70	184,70
Précédent	184,70	184,70	184,70

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	0,37	0,86
	1,56	-

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	1 749	1 767	1 783
Précédent	1 749	1 773	1 796,50

CHANGES

Dollar : 6,2080 F ↑
Le dollar s'inscrivait de nouveau en hausse, mercredi 3 juillet, après avoir fortement progressé la veille, après la publication de nouveaux indices satisfaisants pour l'économie américaine. A Paris, il s'échangeait à 6,2080 F contre 6,1895 F la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT			LONDRES (Indice et Financial Times)		
	2 juillet	3 juillet		1 ^{er} juillet	2 juillet
Dollar (en DM)	1,8287	1,8320	100 valeurs	2.433,9	2.460,20
			30 valeurs	1.987,28	1.987,28
TOKYO	2 juillet	3 juillet	Minis d'or	283,90	297,70
Dollar (en yen)	138,58	139,32	Fonds d'Etat	83,89	83,89

FRANCFORT			TOKYO		
	1 ^{er} juillet	2 juillet		2 juillet	3 juillet
Dax	1.625,26	1.610,50	Nikkei Dow Jones	23.995,76	23.373,47
			Indice général	1.866,12	1.820,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (cotes privées)		
Paris (3 juillet)	9 131/16	151/16
New-York (2 juillet)		6 %

BOURSES

Dollar: 6,2080 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
Le dollar s'inscrivait de nouveau en hausse, mercredi 3 juillet, après avoir fortement progressé la veille, après la publication de nouveaux indices satisfaisants pour l'économie américaine. A Paris, il s'échangeait à 6,2080 F contre 6,1995 F la veille à la cotation officielle.	1 ^{er} juillet 2 juillet
	Valeurs françaises 114,20 113,50
	Valeurs étrangères 122 121,40
	(SBF, base 100 : 31-12-91)
	Indice général CAC 468,87 468,56
	(SBF, base 1000 : 31-12-91)
	Indice CAC 40 1772,81 1750,47
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	1 ^{er} juillet 2 juillet
	Industriel 2 928,41 2 972,72
LONDRES (indice Financial Times)	
1 ^{er} juillet 2 juillet	
100 valeurs 2 443,60 2 460,20	
30 valeurs 1 896,70 1 907,20	
Mines d'or 283,90 287,70	
Fonds d'Etat 83,89 83,89	
FRANCFORT	
1 ^{er} juillet 2 juillet	
Dollar 1 625,20 1 610,50	
TOKYO	
1 ^{er} juillet 2 juillet 3 juillet	
Nikkei Dow Jones 23 995,76 23 373,47	
Indice général 1 866,12 1 820,65	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	6,2080	6,2070	6,1980
\$ can.	5,4256	5,4338	5,4250
Yen (100)	138,58	139,32	139,32
DM	1,8287	1,8320	1,8320
FF (100)	16,4760	16,4850	16,4850
FS	3,9235	3,9272	3,9272
L (1 000)	4,5595	4,5626	4,5626
S	9,9435	9,9511	9,9511

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 7/16	6 1/2	6 1/4	6 3/8
Yen	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8
DM	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
FF (100)	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4
FS	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
L (1 000)	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
S	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de méthode par une grande banque de la place.

Le Monde ÉDITIONS

PLANTIL
REPROCHE-ORIENT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب النظم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 JUILLET

Règlement mensuel																							
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%
4000	CALF.T.P.	3890	3895	3930	+0.08																		
880	CAVALIER T.P.	885	870	885	+0.08																		
880	CAVALIER T.P.	885	870	885	+0.08																		
1150	CAVALIER T.P.	1220	1225	1285	+0.01																		
1580	CAVALIER T.P.	1640	1645	1685	+0.01																		
760	CAVALIER T.P.	760	760	760	0.00																		
760	CAVALIER T.P.	760	760	760	0.00																		
1540	CAVALIER T.P.	1540	1540	1540	0.00																		
2000	CAVALIER T.P.	2000	2000	2000	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		
1100	CAVALIER T.P.	1100	1100	1100	0.00																		</

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	940	933	Magasin	750	.....
Emp.État 8,85% 77	127 75	0 90	C.I.T.R.A.M. (R)	2900	.....	Mét. Delayed	593	.....
Emp.État 8,95% 78	101 00	0 95	Colson	268	.....	Mét. Hg	110 80	.....
10,80% 28/8/85	102 10	8 93	Cyflor	353	360	Miniglobe (M)	205	200
Emp.Ét. 13,493%	108 92	7 12	Comptex	134	83	Optique	278	276
Emp.Ét. 12,24 94	102 12	9 95	Cos Indefinite	4600	.....	Oxyg.	226	228
Emp.Ét. 11% 85...	108 70	3 97	Cos Lys Almond	340 30	342 10	Optique Persepolis	1052	.....
10,20% 28/8 85	103 85	3 18	Cosm. M.M. Port	74	755	Palma Marabout	1068	1058
OAT 10% 5/2000...	104 63	1 01	Credit Général	329	320	Papier Marabout	809	699
OAT 9,9% 12/1997	103 55	4 47	C. Universal (C)	690	551	Parfumes	165	163
OAT 6,8% 1/1996	102	4 53	Credit Lyonnais	112	112	Parfumes (C)	860	848
OTT 10,30% 1995	1802	.....	Dalmeida	898	.....	Paris France	258	.....
PTT 11,2% 86	104 30	8 15	Degremont	1750	1750	Paris Orléans	245	245
CP 10,30% 85	103 20	8 05	Dalhousie	1582	1584	Parfums Interm	338	338
OAT 10,25% 28/8 85	103 20	3 30	Dalmeida	1582	1584	Parf. Cordon	789	.....
OAT 10% 1/979	102	3 08	Dalmeida	1582	1584	Paper Hachette	1830	1830
CHB Bourse 5000F	99 40	0 05	Dalmeida	1582	1584	Parfums	190	190
CHB Bourse 5000F	99 55	0 05	Dalmeida	1582	1584	Parfums (C)	1035	.....
CHB 5000F	101 20	0 04	Dalmeida	1582	1584	Parfums (C)	110	105
CH 11,5% 85	99 05	0 05	Dalmeida	1582	1584	Parfums (C)	230	232
CH 1/82 5000F	99 05	0 05	Dalmeida	1582	1584	Parfums (C)	449	449
CH 9% 88	96 45	1 92	Dalmeida	1582	1584	S.A.C.E.R.	400	.....
CH 10,50% 4/85	108 20	4 39	Dalmeida	1582	1584	S.A.F.A.A.	156 30	.....
CHAB FCE 3% 100	.....	.....	Dalmeida	1582	1584	S.A.F.C. Alen	282 20	.....
CHCA	.....	.....	Dalmeida	1582	1584	S.A.F.C. Alen	120	123
CHCA	.....	.....	Dalmeida	1582	1584	S.A.F.C. Alen	370	358
CHCA	.....	.....	Dalmeida	1582	1584	S.A.F.C. Alen	171	171
Altéat 8% 15 juv. 93	548	.....	Dalmeida	1582	1584	Saint Dominique P.L.	170	170
Ly. Esat 6% 5,5%	764	.....	Dalmeida	1582	1584	Saint Dominique P.L.	170	170
Zyphat 8% 2,25 85	750	.....	Dalmeida	1582	1584	Saint Dominique P.L.	170	170

613	637	d	Seelye Marriage	411 90	425
1050	1012		S.F. Ind. Part. 84	150	153

[illegible]

	Marché libre de l'or
--	-----------------------------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3
			achat	vente			
Esco-Lisba (1 unit).....	6 159	6 208	5 850	6 450			
Eilat.....	8 962	9 985		348		72500	72800
Allemagne (100 dm).....	338 338	338 338	326	17	Or fin (50 grammes).....	72850	72900
Belgique (100 fr).....	300 710	300 820	290	91	Or fin (100 fr).....	438	440
Bombay (100 Rs).....	4 588	4 588			Pièces F 20 (1 fr).....	439	440
Bombay (1000 lines).....	67 767	67 730	900	92	Pièces F 20 (1 fr).....	439	440
Denmark (100 kr).....	9 664	9 965	9 850	10 350	Pièces Lustris (20 fr).....	410	410
De la Bhagana (100 Rs).....	3 098	3 108	2 900		Pièces Lustris (20 fr).....	439	440
De la Bhagana (100 Rs).....	394 870	392 585	380	400	Pièces Lustris (20 fr).....	439	440
Swiss (100 francs).....	58 540	58 750	58	58	Pièces 20 dollars.....	2205	2205
Swiss (100 fr).....	98 910	98 900	83	91	Pièces 10 dollars.....	1122 50	1122 50
Norvège (100 kr).....	48 122	47 407	46 900	49 900	Pièces 5 dollars.....	800	800
Spain (100 pes).....	5 413	5 407	5 350	5 700	Pièces 5 dollars.....	800	800
Spain (100 pes).....	3 873	3 865	5 200	5 700	Pièces 5 dollars.....	2705	2705
Portugal (100 esc).....	5 413		4 330	4 590	Pièces 10 florins.....	435	440
Canada (1 \$ can).....	4 489						

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frans Ind.	Rachet net.	VALEURS	Emission Frans Ind.	Rachet net.	VALEURS	Emission Frans Ind.	Rachet net.
Etrangères											
A.B.E.	680		A.A.A.	1028 74	1001 70	Amisfrans	833 80	813 27	Paste Gelson	60338 97	60336 97
Am. de St-Geo.	349	330	Acadia	230 56	224 38	Amisfrans	30 42	27 73	Pumilio Ind.	10688 10	10647 45
Am. Alcan.	180		Agropar	774 18	740 95	Amisfrans	14483 89	11324 03	Pyral, Ecom.	106 63	106 54
Am. Alcan. Br.	135	139	Amisfrans	7600 80	7308 35	Amisfrans	4885 18	4682 70	Pré Associations	27107 98	27107 98
Am. Alcan. Br.	125		Amisfrans	805 45	807 23	Amisfrans	1311 39	1279 38	Préfrans	1000 19	1053 96
Am. Alcan. Br.	160		Amisfrans	1063 85	8610 42	Amisfrans	13684 44	13480 99	Quetz	128 20	128 20
Am. Alcan. Br.	150		Amisfrans	912 57	1169 57	Amisfrans	167 12	163 44	Quetz	905 37	880 37
Am. Alcan. Br.	650		Amisfrans	1429 17	1383 54	Amisfrans	1151 24	1181 24	Quetz	189 72	189 72
Am. Alcan. Br.	1400		Amisfrans	1572 47	1638 96	Amisfrans	1227 87	1287 68	Quetz	6328 18	5075 41
Am. Alcan. Br.	594		Amisfrans	108 27	105 12	Amisfrans	10201 74	10681 60	Quetz	1143 75	1126 85
Am. Alcan. Br.	2870 70		Amisfrans	156 08	149 34	Amisfrans	13566 83	13035 47	St Honoré Br-Alm.	821 82	880 11
Am. Alcan. Br.	57		Amisfrans	226 55	225 85	Amisfrans	1518 91	1603 80	St Honoré Br-Alm.	10354 73	10303 27
Am. Alcan. Br.	62		Amisfrans	726 55	725 85	Amisfrans	175 93	170 81	St Honoré Global	230 21	216 70
Am. Alcan. Br.	12	70	Amisfrans	128 85	124 26	Amisfrans	267 07	263 12	St Honoré Invest.	781 58	717 87
Am. Alcan. Br.	818	818	Amisfrans	127 82	117 20	Amisfrans	241 82	234 82	St Honoré Invest.	195 77	195 77
Am. Alcan. Br.	137	177	Amisfrans	109 08	112 15	Amisfrans	248 00	238 11	St Honoré Pacific	623 48	656 21
Am. Alcan. Br.	327	828	Amisfrans	116 98	114 81	Amisfrans	300 59	288 33	St Honoré P.M.E.	525 20	501 67
Am. Alcan. Br.	26	20	Amisfrans	581 77	580 96	Amisfrans	324 27	315 80	St Honoré Ind.	1374 18	13719 30
Am. Alcan. Br.	50		Amisfrans	592 85	590 96	Amisfrans	219 80	215 80	St Honoré Service	901 74	482 44
Am. Alcan. Br.	200		Amisfrans	5027 88	5840 28	Amisfrans	439 37	421 47	St Honoré	1811 17	16 11
Am. Alcan. Br.	124		Amisfrans	1165 55	1182 32	Amisfrans	137 18	131 58	St Honoré	1286 70	1255 63
Am. Alcan. Br.	200	205	Amisfrans	125 58	127 20	Amisfrans	138 44	138 44	St Honoré	1326 47	1326 47
Am. Alcan. Br.	340		Amisfrans	3229 27	3224 43	Amisfrans	327 55	381 31	St Honoré	703 71	698 88
Am. Alcan. Br.	27	28	Amisfrans	380 24	365 62	Amisfrans	2078 30	2075 13	St Honoré	1705 63	1704 07
Am. Alcan. Br.	310	310	Amisfrans	468 30	475 05	Amisfrans	1550 18	11506 19	St Honoré	871 42	551 85
Am. Alcan. Br.	20 80		Amisfrans	1186 57	1163 30	Amisfrans	680 48	6315 17	St Honoré	1027 37	1007 13
Am. Alcan. Br.	300		Amisfrans	890 50	1172 08	Amisfrans	12141 37	11241 37	St Honoré	408 32	336 45
Am. Alcan. Br.	11 30		Amisfrans	202 78	788 18	Amisfrans	120 30	28862 84	St Honoré	1452 88	1385 63
Am. Alcan. Br.	115		Amisfrans	252 78	269 18	Amisfrans	287 05	2076 88	St Honoré	517 03	517 03
Am. Alcan. Br.	344		Amisfrans	932 08	241 20	Amisfrans	2428 58	24282 38	St Honoré	428 46	412 13
Am. Alcan. Br.	480		Amisfrans	138 42	132 34	Amisfrans	527 25	511 32	St Honoré	464 48	452 44
Am. Alcan. Br.	300	301 40	Amisfrans	102		Amisfrans	707 80	697 28	St.H.I.	1239 24	1294 44
Am. Alcan. Br.	188 30		Amisfrans	127 38	121 80	Amisfrans	158 57	170 49	Sogipar	571 20	571 20
Am. Alcan. Br.	134	169	Amisfrans	380 17	357	Amisfrans	803 18	822	Sogipar	318 82	318 82
Am. Alcan. Br.	255		Amisfrans	213 43	2123 72	Amisfrans	576 50	5767 80	Sogipar	1055 26	1076 97
Am. Alcan. Br.	27 85		Amisfrans	401 32	389 63	Amisfrans	67063 17	67063 17	Sogipar	1377 95	1315 47
Am. Alcan. Br.	81	82	Amisfrans	01801 17	1 8801 17	Amisfrans	67063 17	67063 17	St Int. Invest.	580 26	585 65
Am. Alcan. Br.	235		Amisfrans	38264 28	38264 28	Amisfrans	75385 65	75385 65	St Int. Invest.	2108 23	2102 97
Am. Alcan. Br.	72	72	Amisfrans	2243 70	2243 70	Amisfrans	17488 65	17486 70	Strategic Action	0 06	74 12
Am. Alcan. Br.	100		Amisfrans	1851 13	1851 13	Amisfrans	1250 18	1250 18	Synovis	1250 58	1250 58
Am. Alcan. Br.	3000		Amisfrans	56278 55	56278 55	Amisfrans	200301 00	200301 00	Tachon	1055 28	1053 36
Am. Alcan. Br.	1650		Amisfrans	208 18	273 80	Amisfrans	16338 58	16773 84	Tachon	5825 68	5601 82
Am. Alcan. Br.	14 19	14 70	Amisfrans	3360 90	3303 90	Amisfrans	126 08	121 74	Thames	404 56	558 85
Am. Alcan. Br.			Amisfrans	4285 28	4285 28	Amisfrans	7231 38	7217 12	Thames	138 66	135 65

Hors-cote

Hydro Electric	280	.....	Empire Commodities	1779 01	1222 37	North Otago	549 90	329 11	Talbot	5104 80	5054 06
.....	195	.....	Empire Industries	91 08	98 35	North Otago	1444 75	1408 08	U.A.P. Investors	445 29	429 29
.....	130	131	.....	.....	.....	North Otago	84547 08	84547 08	U.A.P. Asst. I.	594 04	585 03
.....	120	41 30a	Empire Long Term	6123 14	689 87	North Otago	1025 00	1025 00	U.A.P. Asst. II	813 31	841 14
.....	130	.....	.....	1325 18	1258 37	North Otago	12037 89	12037 90	U.A.P. Asst. III	554 19	552 07
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. IV	20 32	195 97
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. V	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. VI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. VII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. VIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. IX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. X	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXV	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXVIII	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXIX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXX	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02	U.A.P. Asst. XXXXXI	187 12	152 08
.....	.....	.....	Empire Oil	151 04	195 59	North Otago	629 79	739 02			

E : coupon détaché - D : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

CULTURE

MUSIQUES

Vienne et Montreux : on ouvre !

Miles Davis dans la cité romaine, Sting au bord du lac Léman : l'été démarre très fort

La onzième édition du Festival de Vienne s'est ouverte avec Miles Davis. C'est son premier concert européen. Un festival débute comme un opéra : tout est donné d'emblée, les motifs, les thèmes, les fausses pistes. Pour achever le bonheur, les soirs d'ouverture se décomposent eux-mêmes.

Miles aime ce public d'enfants du paradis juchés jusqu'au ciel sur des pierres romaines. Dix mille personnes sont là, équipées pour soutenir plusieurs guerres des Géules (anoraks, cantines, boissons) et un ciel vert émeraude.

Miles les tait en main. Son groupe est comme réduit, épuré. Plus de percussionniste. Juste Ricky Wellman, le cogueur impavide, chargé, comme on porte le Saint-Sacrement, de maintenir un tempo d'acier d'un bout à l'autre du concert. Il le fera. Avec une senté d'enfer. Binaire jusqu'au bout, et sans relâchement.

Au milieu, blouson de cirque chamarré et pantalon de soie à pans blancs, Miles règne et transmet. Il joue avec abondance. De face, de dos, de profil, plié en quatre, ou dans l'œil de la caméra. Il joue encore plus lorsqu'il ne joue plus. Statue glacée, plaquant un accord de synthé et le remuant comme des brisilles, il transmet nerveusement à l'orchestre. D'inconscient à inconscient. Sans mot dire, réduite à sa formule jazz, la formation navigue à vue entre la violence des énergies déchaînées et des rythmes si minuscules, si infimes, qu'on croit ne pas les entendre. Simplement les percevoir.

De temps en temps, en sorcier qualifié, il lance l'un des siens dans la danse du feu. Il obtient sans rien dire de Kenny Garrett (alto sax) ce qu'il obtenait de Wayne Shorter : une sortie de soi qui échaie et qui fait peur. Le «free» revisité. Savent-ils, ceux en liesse, avec leur casse-croûte et leur esprit délectablement «Tour de France», que ce qu'ils viennent d'accomplir, c'est du «free» pur, chimiquement libéré par une machine infernale où s'absorbent à fond, de présence et du moment, Deron, Richard, Foley et Ricky? Après la transe, Kenny fait la tournée des mains, comme en studio : dans un dosage savant de frime et d'amitié.

Miles exhibe des panneaux où sont inscrits les noms de ses sidemen. Son direct. Il n'y a plus de micro. Il exhibe les prévisions. La foule fonce. Dans le panneau, Vienne décolle comme une fusée. Son public si convivial (c'est le mot), si heureux (c'est vrai), si bon enfant (c'est sa limite) sort d'une âpre rencontre avec Shirley Horn. Ouverture de l'ouverture. Sous prétexte qu'elle lui fait un

contre-chant dans son dernier disque, c'est elle qui précède Miles en vedette américaine. Elle s'en sort : mais à quel prix... Shirley Horn aime les ballades, les tempos retenus comme un souffle, comme un sanglot qu'on étouffe. Elle chante au bord du silence, comme au bord d'un gouffre. Elle est l'autre secret du jazz, infiniment plus proche de Louise Labé que de Madonna.

Donc le public en profite pour retourner à ses démons. Vite fait. Il se conduit comme une équipe de rugby en bordée devant Eurydice : comme dirait Fellini du public de télévision : à est, non sans charme, «exotique, névrosé, inattentif». Shirley Horn tient tête. Avec dignité et élégance. Elle chante l'amour blessé des femmes et les baisers amers. Gagne la partie sur le fil.

Une ouverture est toujours un exploit, un pari. On peut, comme à Montreux, dégager en fanfare, installer Quincy Jones à demeure pour la durée du festival et pour sa programmation. Jouer à sa façon la carte de l'éclectisme et de la folie élégante. Claude Nobis, l'inventeur de Montreux, rayonne avant même le coup d'envoi. Il ne remet pas de son avance. Pour l'ouverture, il choisit carrément Sting, après deux bords d'œuvre modestes et effacés. Sting vient de passer partout (le Monde daté 16-17 juin). Il l'annonce acoustique. Par référence. Comme à la maison. Le plus grand festival du monde s'offre le luxe de mimer l'intimité.

Toute ouverture est une histoire de potlatch. Et ce marché. Ça court, bien sûr. Nobis annonce Quincy, qui annonce Sting. Monsieur Loyal All this Time et l'im Mad of You : en deux temps, Montreux est dans la poche. Sting est à la contrebas, la vieille, celle qu'on appelle le «grand-mère», le piffet Henri II des esthètes lascifs. Il finit tasse au, le public pour chorale, le casino pour bateau ivre, les rappels comme bruit de fond. C'est l'effet Montreux. Une magie moderne, un mélange de luxe et de drôlerie. Bien sûr, on a l'impression qu'ici le festival pourrait s'ouvrir tout aussi bien de la même façon, aussi éblouante, avec Antonio Wechter à la barre ou en duo Raymond Barre et Barbara. Mais ce n'est pas sûr. Il faut peut-être Sting et Quincy Jones qui aligne son programme comme un grand entraîneur ses feuilles de matches, avant de s'annoncer avec quarante musiciens pour diriger les légendaires arrangements de Gil Evans avec en soliste, le 8 juillet, Miles Davis.

FRANCIS MARMANDE

Succès des Eurockéennes de Belfort

La troisième édition des Eurockéennes, le festival de rock organisé près de Belfort, au bord du lac de Malsaucy a rassemblé du 28 au 30 juin près de 60 000 spectateurs venus de France, d'Allemagne et de Suisse soit 40 000 de plus que l'an passé.

Si les grandes stars qui parcourent actuellement l'Europe - Rod Stewart, Sting, Paul Simon, Simple Minds - ne se sont pas arrêtées à Belfort, en revanche, la programmation aligne plusieurs vedettes confirmées - la Mano Negra, INXS, Elmer Food Beat, Pixies ou Joe Jackson - autour desquelles les programmeurs avaient réuni une trentaine de groupes et artistes, des Ukrainiens de VV eux

Espagnols d'El Ultimo de la Fila. Le succès public de la manifestation, largement soutenue par le conseil général du Territoire de Belfort, qui a accordé une subvention de 2 500 000 francs (sur un budget de quinze millions de francs), assure la pérennité des Eurockéennes.

Ainsi, après une relative éclipse, festival de France la tradition du festival en plein air maintenue au Danemark (Roskilde), en Belgique (Torhout-Werchter), ou en Suisse (Leysin, Nyons). Toutes ces manifestations ont en commun d'être organisées dans des régions frontalières et d'attirer un public réparti sur plusieurs pays.

T. S.

PARIS EN VISITES

JEUDI 4 JUILLET

« Esclatisme, médiums et spirites du Père-Lachaise », 10 h 30, angle place Gambetta, avenue du Père-Lachaise IV (de Langled).

« L'histoire des Halles de Paris, du chantier des Innocentes à la Halle au Blé », 10 h 30, 8, rue de la Ferronnerie (Paris intra-muros).

« L'Opéra-Basilique (saïles et coulisses) avec un aperçu du quartier », 10 h 30, devant le café.

« Les Grands Marchés », J. Merle.

« Le Quartier latin : de la naissance de l'université et des collèges à la Sorbonne d'aujourd'hui », 11 heures, parvis de l'église Saint-Etienne-du-Mont (P.-Y. Jaslet).

« Merlot, dernier des grands Catalans », 11 heures, Musée Bourdelle, 15, rue Antoine-Bourdelle (S. Mar-bau-Camé).

« Le Musée Picasso. Histoire et architecture de l'hôtel Salé et découverte de la donation Picasso », 14 heures, 5, rue de Thorigny, dans la cour (E. Romani).

« La maison Opéra, œuvre de Garnier », 14 h 15, 5, rue du Docteur-Lancereaux (S. Rojon-Kern).

« Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Montceau », 14 h 30, métro

Montceau (Paris pittoresque et insolite).

« L'Orient d'un diplomate », 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Cavellier blai).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-le Marais (Lunbo visites).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de l'église de la Madeleine (M. Poyet).

« L'Arche de la Défense et son quartier, aboutissement de la voie triomphale », 14 h 30, hall du RER, sortie L (Connaissance de Paris).

« Vieilles maisons, cours secrètes du quartier Maubert », 14 h 30, métro Maubert-Mutualité, sortie rue des Carmes (Paris historique).

« Le surprenant quartier de la Folie-Méricourt », 14 h 45, métro Couronnes (V. de Langled).

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle », 15 heures, devant l'entrée, à droite, de la Danse de Car-paux (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

CARNET DU Monde

Naissances

- Any et Rada MHAÏLEAU ont la joie d'annoncer la naissance de

Gary.

Paris, le 23 juin 1991.
54, rue Léon-Frot,
75011 Paris.

- Bernard et Anne GENTON,
Marie et Edouard,

ont la joie de faire part de la naissance de

Guillaume,

le 1^{er} juillet 1991.
8 A, rue Voltaire, cité Joffre,
1000 Berlin 51.

- M. Thomas ANGLÈS d'AURIAC
et
M^{me} née Virginie Vialand,
ainsi que
Antoine,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Théophile,

le 4 juin 1991, à Paris.
12, rue de la Source,
92000 Nanterre.

- Isabelle et Eric ROUSSEAU
sont heureux d'annoncer la venue de

Victor,

le 26 juin 1991.
Antoine, Jean et Fanny
se réjouissent.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

56250 Treffléan.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre BADER,

survenu le 1^{er} juillet 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de
M^{me} Pierre Bader,
M. et M^{me} Denys Jérôme-Lévy,
M. et M^{me} Bernard Lévy-Duriet,
et leurs fils,
M. et M^{me} Philippe Lévy-Schil,
et leurs fils.

Sa femme, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

- M^{me} Marthe Van der Beken,
sa femme,
Pierre, Jeanne, Jacques, Henri, Jean-Paul,
ses enfants,
Leurs familles, parents et alliés,
annoncent le décès de

M. André VAN DER BEKEN,
survenu le 20 juin 1991 à quatre-vingt-neuf ans.

Pastor Van der Beken,
Résidence Ecole d'Infirmières,
CHU de Brabois,
54500 Vandœuvre.

- M^{me} Gil Castelneau,
née Christine Vignié,
ses enfants, Séverine et François,
Leurs familles et alliés,
ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

GIL CASTELNEAU.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale à l'église réformée de Cédolac et l'inhumation au cimetière de Gédolac (Gard), le 29 juin 1991.

16, rue de Fleury,
75006 Paris.

- M^{me} Maurice Fagade,
née Marie-Madeleine Fichet,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 2 juillet 1991, de

M. Maurice FAGADE,
lieutenant-colonel honoraire
de l'armée blindée cavalerie,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix de guerre TOE,
croix de la valeur militaire.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Pierre-d'Arbe (près Bayonne), le vendredi 5 juillet, à 16 h 15.

« Olympe »,
64950 Saint-Pierre-d'Arbe.

- Les journalistes CÉDT
font part de leur peine à la disparition de

Victor FAY,

leur camarade
et leur doyen d'âge.

USIF,
47, avenue Simon-Bolivar,
75019 Paris.

(Le Monde du 2 juillet.)

- La section des sciences religieuses
de l'Ecole pratique des hautes études
a le regret de faire part du décès de

M. Emmanuel LAROCHE,
ancien titulaire
de la chaire d'études
« religion hindoue et asiatique »,
membre de l'Institut.

(Le Monde du 27 juin.)

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Anthony NETELEMBOS,
survenu le 29 juin 1991, à Bligny
(Essonne).

De la part de sa sœur
Angela Netelenbos.

De Venterkamp, 3
7261 AH Ruurlo (Pays-Bas).

« Woche auf, ruft uns die
Stimme ».

J.S. Bach. Cantate 140.

- Charlotte Rodriguez,
Neuhart Rodriguez et Pierre Dumas,
François Rodriguez,
et José Ann Sarrazin,
Barnabé, Céline, Gabrielle,
M^{me} Adrienne Gomez,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond RODRIGUEZ,

à Paris, le 2 juillet 1991.

Le service religieux sera célébré le
jeudi 4 juillet, à 16 heures, en l'église
réformée de l'Oratoire du Louvre,
1-3, rue de l'Oratoire, Paris-1^{er}, suivie
de l'inhumation au cimetière de Vaugr-
rand, 320, rue Lecourbe, Paris-15^e.

67, rue Buffon,
75005 Paris.
75005 Paris,
75013 Paris.

- M^{me} Hélène Marchadier-Roubinet,
M^{me} Madeleine Marchadier,
M. Thomas Kneibich,
M. et M^{me} Pierre-François Giffert et
Gaïa.

M. et M^{me} Hubert Comon, Arthur et
Marjol.

ont la tristesse de faire part de la mort accidentelle de

Michel ROUBINET,
survenu le 30 juin 1991.

La Muse, Croc,
30170 Saint-Hippolyte-du-Fort.

- Nous avons le chagrin de faire
part du décès de

M^{me} veuve Richard SANDRE,
née Camille Daral,

le 22 juin 1991.

M. et M^{me} Maurice Sandre,
Ses enfants, Séverine et François,
Ses arrière-petits-enfants,

L'inhumation a eu lieu à Rennes.

72, boulevard de La Villette,
75019 Paris.

« Avec celle que nous aimons, nous
avons cessé de parler... et ce n'est pas
le silence ».

R. Char.

- M. Henri Sfeir,
M. et M^{me} Assad S. Boulos
et leurs enfants,
M^{me} Rose-Marie et M. Joe Sabgha
et leurs enfants,
M. Georges Abi-Diwan,
Vilma (17),
et leurs enfants,
M. et M^{me} Raymond R. Sfeir
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur épouse, sœur, belle-sœur,

Katia H. SFEIR,
née Boulos,

survenu le 1^{er} juillet 1991, à Paris.

Une messe sera célébrée à son intention le jeudi 4 juillet, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e.

Les obsèques auront lieu à Rayfour (Liban), le samedi 6 juillet, à 16 heures.

Les condoléances seront reçues :

A Paris, les 3 et 4 juillet, en son domicile, 4, avenue du Docteur-Brouardel, Paris-7^e ;

A Rayfour (Liban), les samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juillet, en son domicile de Rayfour ;

A Beyrouth, les mardi 9 et mercredi 10 juillet, en son domicile à Tallat-el-Khayat.

M. et M^{me} Serge Taralon,
ses parents,
M. Jacques Taralon,
son frère,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Claire TARALON,
ségrégée de l'Université,
maître de conférences
à l'université de Dijon,

survenu à Paris le 19 juin 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le jeudi 27 juin, en l'église Saint-Leon, place du Cardinal-Amélie, Paris-15^e.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Montparnasse dans le caveau de famille.

104, avenue de Suffren,
75015 Paris.

AUTOMOBILE

Peugeot : une 205 qui se veut luxueuse

Alors que Citroën sort une AX GTI (le Monde du 27 juin) Peugeot, qui a depuis longtemps fait ses preuves dans la petite voiture à gros moteur et à caractère sportif, se lance, elle, dans le petit gabarit de luxe. Allons-y pour la peusserie et le bois rare, tout comme la Baccara de Renault, qui a dû, à la longue, chauffer pas mal les décideurs de la marque frappée du lion. Il faut dire que la Clio tout cuir de la Régie a de quoi séduire, même si le bon goût est, dans certaine détails, parfois égaré.

Voilà donc la Gentry qui nous arrive (à l'automne), une 205 dotée du célèbre 1 905 cm³ aux 105 ch fouguesux mais hélas bruyante... Boîte manuelle, boîte automatique (à 4 rapports), cuir beurre frais, ronces de noyer, vitres aux teintes foncées, cadrans multiples qui restent néanmoins discrets, direction, heureusement, assistée : tout a été, semble-t-il, réuni pour offrir la douce et distinguée ambiance dont on sait que les gens de bonne naissance ne peuvent pas se passer.

Hélas ! trois fois hélas ! comment ne pas imaginer aussi que les conducteurs qui ont à mettre 110 000 francs (et probablement plus) dans une petite voiture ne seraient pas encore plus heureux de pouvoir régler, en outre, leurs rétroviseurs

- M^{me} Vrolyk Suzanne,
son épouse,
M. et M^{me} Alfred Hahn,
M. et M^{me} Jean-Louis Vrolyk,
M. et M^{me} Patrick Hahn
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Luc Blanc
et leur fils,
M. Pierre Vrolyk,
M. et M^{me} Jean Vergaron,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Devier et Brunel,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Fernand VROLYK,
chef de service honoraire
du ministère de l'Intérieur,
ancien directeur
de l'Ecole et des services
de protection civile en Algérie,
officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en la chapelle de l'hôpital de Fourvière, à Lyon, le vendredi 28 juin 1991.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé le portent dans leur pensée et leur prière.

M. et M^{me} Alfred Hahn,
8, rue des Frimessiers,
69340 Francheville-le-Haut.
M. et M^{me} Jean-Louis Vrolyk,
64, avenue Marguerite-Renaudin,
92140 Clamart.

Anniversaires

- Il y a trois ans, le 4 juillet 1988,

André GESKIS

quittait notre monde.

Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé énoncent pour lui, ce jour, une pensée très tendre.

Cimetière du Montparnasse,
75014 Paris.

Hubert JUIN

nous e quittés, il y a quatre ans.

Ses amis des éditions Christian Bourgois - « 10/18 » ne l'ont pas oublié.

Seu amis des éditions Christian Bourgois - « 10/18 » ne l'ont pas oublié.

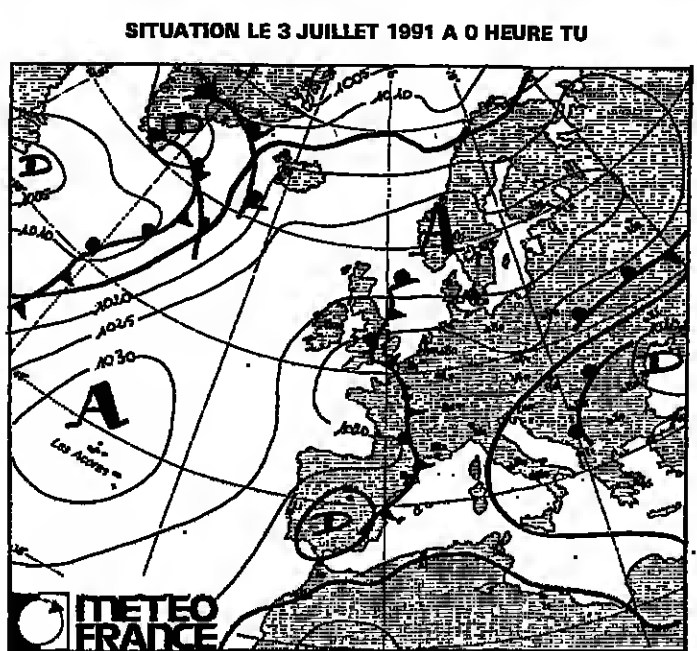
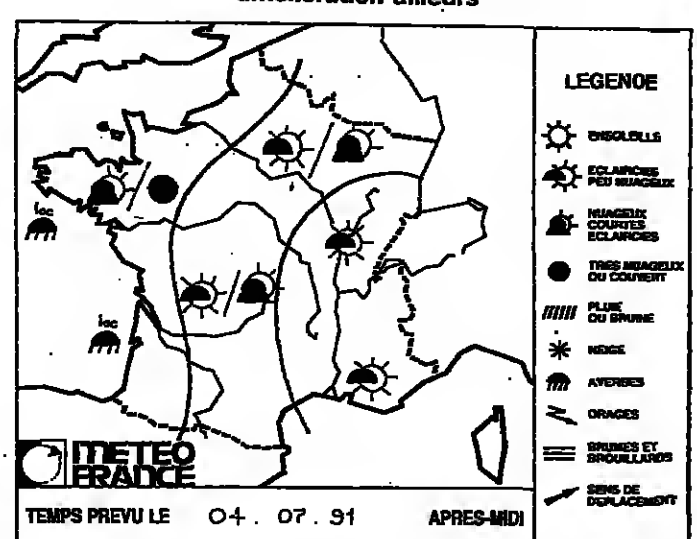
Seu amis des éditions Christian Bourgois - « 10/18 » ne l'ont pas oublié.

Seu amis des éditions Christian Bourgois - « 10/18 » ne l'ont pas oublié.

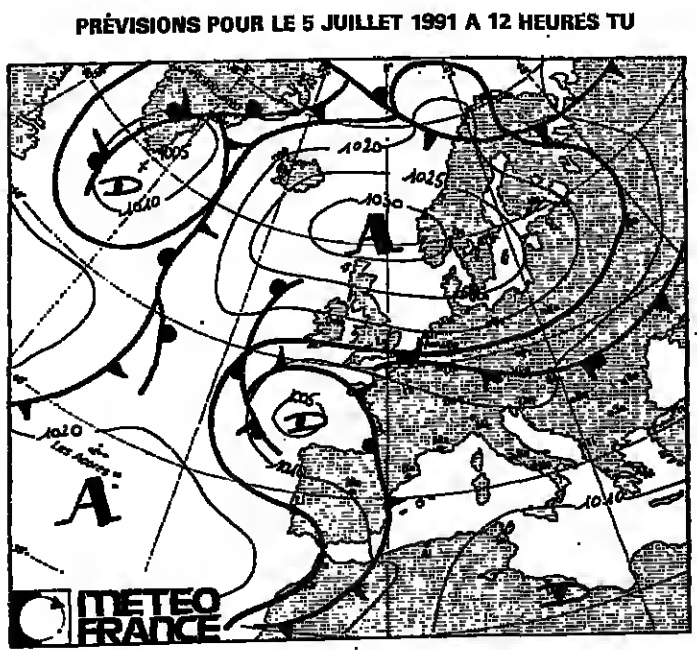
Seu amis des éditions Christian Bourgois - « 10/18 » ne l'

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 4 juillet 1991
Gris et humide du Nord à l'Atlantique,
amélioration ailleurs



Vendredi. - Les orages éclateront...
Sur le littoral, la mer sera agitée...
Les températures minimales seront...



TEMPÉRATURES maxime - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-7-1991 à 18 heures TU et le 3-7-1991 à 6 heures TU											
le 3-7-91											
FRANCE				ÉTRANGER				LUXEMBOURG			
ALGER	25	12	D	TOULOUSE	18	14	N	LUXEMBOURG	25	16	D
ANGERS	16	11	C	TORONTO	18	10	D	MADRID	30	16	N
BOULOGNE	16	11	C	PORT-AU-PRINCE	32	26	D	MARRAKECH	38	19	D
BREIST	17	10	D	ALGER	28	19	N	MEXICO	30	12	D
CHERBOURG	17	9	D	AMSTERDAM	23	15	D	MILAN	30	14	D
CLEMONT-FR.	22	14	C	ATHENS	27	21	D	MOSCOW	28	19	N
DJON	25	17	C	BANGKOK	34	26	N	MONTREAL	25	9	N
GRANVILLE	25	15	D	BARCELONE	21	16	D	NEW-YORK	28	21	D
LILLE	19	13	B	BERLIN	18	16	N	OSLO	22	8	D
LYONS	16	11	C	BIRMINGHAM	27	21	C	PALMA-DE-MAJ	22	14	D
MAGNY	19	13	B	COPENHAGUE	27	21	C	PARIS	20	23	C
NANCY	20	17	D	DAKAR	28	23	C	BOGOTA	27	15	D
NANTES	20	17	D	DURBAN	26	17	D	SINGAPOUR	29	24	C
NICE	25	16	D	GENEVE	22	17	D	STOCKHOLM	23	10	D
PARIS-MONTS	19	13	B	HONGKONG	32	27	A	TOKYO	27	21	C
PERPIGNAN	21	16	D	ISTANBUL	28	16	D	TUNIS	27	21	C
RENNES	22	13	D	JERUSALEM	26	16	D	VARSOVIE	25	18	C
STRASBOURG	21	16	D	LE CAIRE	32	20	D	VIENNE	26	18	C
				LAS VEGAS	32	14	D				
				LONDRES	20	15	P				
				LOS ANGELES	22	15	N				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Au paradis des papas à bretelles

MICHAEL LANDON est mort lundi. Et il l'avait été, si celui-ci existe, aller tout droit au paradis des papas à bretelles. Non parce que cet acteur célèbre aux États-Unis et ailleurs était, lui-même, père de neuf enfants. Cela veut le respect et parfois une médaille. Mais pour une autre raison : dans la *Petite Maison dans la prairie*, Charles Ingalls, le père parfait, le pionnier moral, l'homme au grand chapeau et aux larges bretelles, qui câlinait sa femme et dorlotait ses filles, c'était lui !

Besacoup ne connaissent pas son nom de villa. Mais des générations entières ont grandi avec pour compagne cette famille exemplaire, pour horizon cet Ouest moral et non violent, et pour idole ce papa modèle. Des millions d'enfants ont, avec les enfants Ingalls, couru dans l'herbe haute des prairies sans fin. Ils ont pleuré à leurs chagrins, dansé à leurs fêtes, tremblé à leurs accidents. Ils ont, avec eux, appris à distinguer le bien et le mal, à avouer leurs bêtises, à rassembler Dieu et le maître d'école, à faire la cuisine, à s'amouracher, les filles à tresser leurs cheveux, les garçons à imiter leur père. En un mot, ils ont été heureux ensemble.

Michael Landon, en sa chronique d'une mort annoncée, un cancer publiquement révélé il y a quelques mois, s'était permis une dernière leçon de morale. C'est peut-être, dira-t-il, pour avoir un peu trop bu, un peu trop fumé, que la mort prit ce rendez-vous prématuré avec lui, à cinquante-quatre ans. Mais cette petite défaillance de l'acteur et cette sortie assez réussie de l'artiste n'auront sans doute pas raison du personnage.

Car la *Petite Maison dans la prairie*, deux cent treize épisodes d'une heure, a survécu à tout. Au temps d'abord, alors que la série créée en 1974 avait pu passer de mode. Les séries policières, les *Dallas*, toute l'artillerie lourde de l'action, de la violence et de l'argent devaient normalement reléguer au rayon vieilleries une époque de la télévision.

Or, depuis 1987, M6, le soir à 19 heures, du lundi au vendredi, mise sur la famille Ingalls. En quatre ans, la *Petite Maison* a été diffusée, en boucle, quatre fois. Avec un succès permanent, 10 % des parts de marché selon les responsables de la chaîne, qui parlent de « série culte ». Comme Bonanza, autre version de l'Ouest gentil, où Michael Lur, pendant quatorze ans, le petit frère, Little Joe. Ou, espérons-le, comme les *Routtes du paradis*, diffusé chaque dimanche, le dernier feuilleton emprunté par Michael Landon, avant sa révérence.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ● On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 3 juillet

- TF 1**
 - 20.45 Variétés : Sacré Vacances.
 - 22.40 Téléfilm : Deux localités pour l'Elysée.
 - 0.10 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
 - 20.45 Jeux sans frontières.
 - 22.05 Téléfilm : Vanisa au hiver.
 - 23.35 Journal et Météo.
 - 23.55 Série : L'Homme à la valise (rediff.).
- FR 3**
 - 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Viva Villar en direct d'Avignon. Avec Alain Crombecq, directeur du Festival d'Avignon ; Paul Puaux, directeur de la maison Jean-Vilar ; Bernard Dort, historien du théâtre ; Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers ; Maria Casarès, Jean-Pierre Darrae, acteurs ; Jorgo Lavelli, metteur en scène ; Christiane Duparc, de l'Express.
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.40 Variétés : Mission Apollo à New-York. 3e Gala de la communauté des télévisions francophones.
- CANAL PLUS**
 - 21.00 Cinéma : Les 1001 Nuits. ■ Film franco-italien de Philippe de Broca (1989) (1^{re} partie).
 - 22.25 Flash d'informations.
 - 22.30 Cinéma : Gold. □ Film britannique de Peter Hunt (1974).
 - 0.15 Cinéma : Le Dénommé. ■ Film français de Jean-Claude Degue (1989).
 - 2.05 Documentaire : Ganesh, l'éléphant dieu.
- LA 5**
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Histoires vraies. Scène de ménage au paradis.
 - 22.30 Débat : Les Aventuriers de l'extrême.
 - 0.00 Journal de la nuit.
- M 6**
 - 20.35 Téléfilm : Jackie Kennedy.
 - 23.10 Séries : Equalizer.
 - 0.00 Six minutes d'informations.
 - 0.05 Sexy clip.
 - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
 - 21.00 Documentaire : Forest of Bliss.
- 22.30 Cinéma : Charles mort ou vif. ■■** Film suisse d'Alain Tanner (1989).
- 0.00 Moyen métrage : O'après Marie.**

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue. Les papilles de Ponge. Avec Christian Rist, comédien et metteur en scène.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Entretien avec Alain Tanner, cinéaste (3).
- 22.40 Les nuits magnétiques. Rendez-vous sous la grue.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 30 mai au Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 96 en si bémol majeur, de Haydn ; Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn ; Aïné parait Zarathoustra, poème symphonique op. 30, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. Ferdinand Leitner ; sol. : Régis Pasquier, violon.
- 23.07 Nuits chaudes. Holiday Dany op. 5, de Britten ; Sonate pour violon et piano, de Janacek ; Symphonie n° 2, de Janacek ; Le Château de Barbe-Bleue, de Barok.

Jeudi 4 juillet

- TF 1**
 - 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
 - 14.25 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
 - 15.15 Série : Tribunal (rediff.).
 - 15.45 Club Dorothée vacances.
 - 17.10 Série : Les Rues de San-Francisco.
 - 18.00 Feuilleton : Riviera (4^e épisode).
 - Jeu : Une famille en or.
 - 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.55 Tirage du TAO-Tac.
 - 20.00 Journal, Météo, Tiercé, Trafic infos et Tapis vert.
 - 20.40 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.
 - 22.15 Variétés : Bonjour les 70.
 - 23.25 Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.50, 4.40, rediff.).
 - 0.25 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
 - 13.45 Feuilleton : Générations.
 - 14.25 Série : Histoires de voyous. (rediff.).
 - 16.05 Feuilleton : L'Age vermeil.
 - 18.55 Magazine : Giga.
 - 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 19.05 Série : Mec Gyver (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Documentaire : Le Planète miracle. De Masaru Ikey. 1. Les Mystères de l'atmosphère (rediff.).
 - 21.45 Cinéma : Le fils était presque parfait. □ Film américain de Michael Dinner (1987).
 - 23.15 Journal et Météo.
 - 23.35 Série : L'Homme à la valise. Un million de dollars 1^{re} partie, rediff.).
- FR 3**
 - 13.30 Amuse 3 vacances.
 - 14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi.
 - 15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.
 - 16.20 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information.
 - De 18.12 à 19.35, la journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Cinéma : Pirates. ■■ Film français, de Roman Polanski (1986). Avec Walter Matthau, Cécile Campion, Charlotte Lewis.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.05 Cinéma : Le Locataire. ■■ Film français de Roman Polanski (1976). Avec Roman Polanski, Isabelle Adjani, Melvyn Douglas.
 - 0.20 Musique : Carnet de notes. Lady's CS, d'Eric Lolani, par Eric Lolani, trompette, et Cesarus Alwin, piano.
- CANAL PLUS**
 - 13.30 Cinéma : Miss Missouri. ■■ Film français d'Elie Chouraqui (1989). Avec Richard Anconina, Hélène de Saint-Père, Wendy Visser.
 - 15.10 Magazine : 24 Heures (rediff.).
 - 16.05 Cinéma : Gold. □ Film britannique de Peter Hunt (1974). Avec Roger Moore, Susannah York, Ray Milland.
 - 17.50 Dis Jérôme... ?
 - 18.05 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.30
 - 18.30 Ca cartoon.
 - 18.50 Top albums.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.30 Cinéma : Les 1001 Nuits. ■■ Film franco-italien de Philippe de Broca (1989). Avec Thierry Lhermitte, Gérard Jugnot, Stéphane Freiss (2^e partie).
 - 22.00 Flash d'informations.
 - 22.05 Cinéma : Il y a des jours et des lunes. ■■ Film français de Claude Lelouch (1989). Avec Gérard Lanvin, Patrick Chesnois, Vincent Lindon.
 - 0.00 Cinéma : Scandal. ■■ Film britannique de Michael Caton-Jones (1989). Avec Jon Hart, Joanne Whalley-Kilmer, Bridget Fonda (v.o.).
 - 1.50 Documentaire : Le Légende de Jimi.
 - 2.15 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- LA 5**
 - 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
 - 15.50 Divertissement : Ordes d'histoires.
 - 16.20 Tiercé à Evry.
 - 18.45 Journal L'École est finie.
 - 17.40 Série : Superkid.
 - 18.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
 - 19.00 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.25 Sport : Tennis. Wimbledon 1991.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Cinéma : Angélique et le sultan. □ Film français de Bernard Borderie (1988).
 - 22.30 Feuilleton : Le Bateau (3^e épisode).
 - 23.25 Magazine : Ça vous regarde. Thème : mon mari est homosexuel (rediff.).
 - 0.25 Journal de la nuit.
 - 0.35 Demain se décide aujourd'hui.
- M 6**
 - 13.40 Série : Dis-donc, papa.
 - 14.05 Série : Les Saintes Chéries.
 - 14.35 Série : Les Passions de Céline.
 - 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
 - 16.40 Jeu : Hit hit hit hurra !
 - 16.45 Jeu : Zygomusé.

LA SEPT

- 16.30 Musique : Gospel Session.
- 17.30 Téléfilm : Le Café des Jule.
- 18.30 Moyen métrage : Monsieur Jean-Claude Vaucherin.
- 19.00 Documentaire : Petite chronique d'un calligraphe en Chine.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Magazine : Avis de tempête.
- 23.00 Documentaire : Portrait de Peter Brook.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Nouvelle. Les Raseurs (extraits de Dubli-noiseries, de Flann O'Brien).
- 21.30 Profile perdus. Eric Weil.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Le musicien et son double.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 14 décembre à la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour violon, violoncelle, piano et orchestre en ut majeur op. 56, de Beethoven ; Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre en mi bémol majeur K. 297b, de Mozart ; Mort et transfiguration, poème symphonique n° 24, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Mark Wigglesworth ; sol. : Guillaume Sutre, Vincent Coq, violons, Raphaël Pidoux, violoncelle, Christian Wetzel, hautbois, Ulf-Guido Schaefer, clarinette, Sergio Azcoitia, basson, Volker Grewel, cor.
- 23.07 Nuits chaudes.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COLEMAN et la collaboration du « Monde »

Au conseil des ministres

M. Mitterrand insiste sur la mobilisation du gouvernement pour l'emploi

Le conseil des ministres, réuni mercredi 3 juillet au palais de l'Élysée, a entendu une communication de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sur la politique de l'emploi (lire page 35).

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte des travaux du conseil, a indiqué que plusieurs ministres sont intervenus sur ce point et ont donné leur soutien à l'effort engagé. Il a précisé que M^{me} Cresson attend de chacun des ministres qu'il apporte sa contribution personnelle à la politique pour l'emploi.

Le premier ministre a observé que la solidarité venait de se manifester déjà avec la signature de l'accord sur la formation professionnelle. Elle a relevé que ce qui est engagé est un grand programme national. Elle a également souhaité que soient mieux connues les initiatives prises en ce domaine. M. François Mitterrand a considéré que le travail accompli est important et il a remercié

M^{me} Aubry de s'attaquer « de façon résolue à ce problème » et « avec clarté d'esprit ». Il a également insisté sur la mobilisation du gouvernement.

M. Roland Dumas a évoqué la situation en Yougoslavie et son caractère « dramatique ». Le ministre des affaires étrangères a mis l'accent sur deux points : « La France reconnaît les deux principes essentiels que sont le maintien de l'intégrité des États et l'autodétermination des peuples. Aucun de ces principes ne saurait justifier le recours à la violence et devenir un droit à déclencher un conflit armé ».

« La France, a-t-il assuré, entend qu'il soit fait référence aux principes de la CSCE et de la charte de Paris devant conduire au dialogue et à la recherche de solutions négociées. La France ne préconise pas telle ou telle solution particulière mais elle appelle solennellement l'attention sur le drame actuel, qui risque de réveiller les vieux conflits et les oppositions du passé. L'Europe et les institutions européennes doivent chèrement faire savoir que l'enchaînement des événements est incompatible avec l'idée d'une Europe nouvelle. » M. Dumas a précisé que la France « soutient l'action de la trilogie européenne en faveur du cessez-le-feu ainsi que l'envoi d'observateurs » et demande à tous d'en accepter le principe.

Le conseil des ministres a également entendu deux communications, l'une faite par M. Hubert Curien, ministre de la recherche, sur l'Europe de la technologie, et l'autre de M. Jean Poperen, consacré au bilan de la session parlementaire. Il a adopté un projet de loi relatif à la sécurité des chaudières et des cartes de paiement (le Monde du 22 juin) et un projet de loi augmentant les effectifs de certains conseils régionaux (lire page 9).

Interrogé sur le refus des groupes communiste et de droite de l'Assemblée nationale d'approuver le vote personnel pour le projet de loi sur la ville, M. Jack Lang a déclaré : « C'est un peu fort de café de penser que des groupes parlementaires qui ne cessent d'avoir des paroles moralisatrices, voire des larmes de crocodile sur la démocratie en danger, manquent au rendez-vous lorsqu'il leur est proposé par le président de l'Assemblée nationale une réforme de moralisation du travail parlementaire ». Pour le ministre de la culture, porte-parole du gouvernement, cela est « inimaginable ».

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a d'autre part décidé le mouvement préfectoral suivant :

M. Jean-Louis Dufigneux, préfet de l'Essonne, est nommé préfet de la région Franche-Comté, préfet du Doubs.

M. Rémy Payrat, préfet hors cadre, est nommé préfet de l'Essonne.

M. René Vial, préfet de l'Isère, est placé, sur sa demande, en congé spécial.

M. Joël Gadbin, préfet de la Meuse, est nommé préfet de l'Isère.

M. Claude Guizard, préfet du Haut-Rhin, est nommé préfet hors cadre.

M. Jean Anciaux, préfet hors cadre, est placé en position de détachement.

Amélioration de l'indemnisation du chômage partiel. - L'allocation versée par l'État au titre de l'indemnisation du chômage partiel sera portée de 12,82 francs à 18 francs par heure chômée à partir du 1^{er} janvier 1992, a annoncé mercredi 3 juillet M. Jack Lang, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres. Cette allocation atteindra « les deux tiers du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) net ».

Antenne 2 : le plan de redressement. Les syndicats dénoncent une « réorganisation » à la hache. 38

Festivals de musique. Milas Devis à Vienne, Sting à Montreux. 42

Services

Abonnements... 35
Annonces classées... 37 à 39
Automobile... 42
Carnet... 42
Marchés financiers... 40-41
Météorologie... 43
Mots croisés... 42
Radio-Télévision... 43

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1991 a été tiré à 489 253 exemplaires.

Au Parti socialiste

Les rocardiens demeurent réservés quant à la réunion d'un « congrès édreon »

Un accord semble se dessiner entre les responsables du PS pour la réunion, à la fin de l'année, d'un congrès sans enjeu de pouvoir, qui confirmerait M. Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire jusqu'en 1993. Les rocardiens restent, cependant, réservés devant ce qu'ils considèrent comme un « congrès édreon ».

Les discussions entre les principaux dirigeants socialistes devaient aboutir à un accord au comité directeur, les 6 et 7 juillet, sur l'organisation à la fin de l'année d'un congrès extraordinaire, destiné à adopter le nouveau « projet » du PS et à manifester le rassemblement de ses courants en vue des élections du printemps 1992 et du printemps 1993. La dénomination exacte de ce congrès n'est pas encore déterminée, mais il est acquis, à présent, qu'il ne s'agit pas d'un congrès administratif, dont l'objet est de renouveler les instances nationales et fédérales. La répartition du pouvoir à ces deux niveaux sera donc « gelée » jusqu'en 1993, un congrès ordinaire pouvant être prévu pour l'automne de cette année-là.

Unité de façade

Pour M. Pierre Mauroy, qui avait proposé, il y a trois mois, d'avancer la date du congrès, normalement fixé au printemps 1992, ce résultat est un demi-succès. Il assure le premier secrétaire d'être confirmé dans ses fonctions pour deux ans au moins, alors qu'il craignait qu'un congrès ordinaire, réuni au lendemain d'élections régionales et cantonales que les socialistes s'attendent à perdre, n'aboutisse à sa mise en minorité au terme d'une offensive de M. Laurent Fabius et de ses amis. Le maire de Lille pouvait redouter, d'ailleurs, à l'inverse, de faire les frais d'une alliance entre les rocardiens et les jospinistes, qui auraient pu proposer, eux aussi, un changement de premier secrétaire.

Les Pays-Bas souhaitent équiper les poids lourds de limiteurs de vitesse

LA HAYE

de notre correspondant

Les Pays-Bas profiteront de la présidence de la CEE, qu'ils assument depuis le 1^{er} juillet, pour avancer l'idée d'équiper les poids lourds et les autobus circulant dans la Communauté d'un limiteur de vitesse.

Il s'agirait d'une « boîte noire » empêchant les véhicules concernés d'entraîner la vitesse maximale autorisée et remplissant par ailleurs la fonction actuellement dévolue au « disque noir » qui

enregistre l'amplitude horaire des mouvements des véhicules. Cette idée est « controversée », notamment par les puissantes organisations de transporteurs néerlandais, mais le ministre des transports, selon son porte-parole, entend néanmoins la promouvoir. La Haye se dit assurée du soutien de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Belgique.

La mesure fait partie de celles que les Pays-Bas souhaitent voir adoptées sous leur présidence, dont « le thème central sera la sécurité routière ». M^{me} Hanja-May Weggen, ministre des transports, présente notamment à ses onze collègues européens une résolution prévoyant une harmonisation vers le bas des limitations de vitesse.

CHRISTIAN CHARTIER

Fondateur de l'entreprise de stis

M. Georges Salomon passe la main

Quarante-quatre ans après avoir fondé son entreprise à Anancy, M. Georges Salomon, soixante-cinq ans, président-directeur général du groupe Salomon, a décidé de quitter les commandes, au terme du plan de restructuration qui doit permettre à la firme de fixations et de chaussures de ski de sortir du « rouge » (le groupe a enregistré une perte de 257 millions de francs lors du dernier exercice).

A compter du 4 septembre, le groupe sera géré par un directeur présidé par M. Jean-François Gautier, un Breton de trente-sept ans qui occupait jusqu'à présent le fauteuil de directeur général. M. Bernard Salomon, trente-cinq ans, l'un des fils du fondateur, prendra la direction du directeur.

M. Georges Salomon gardera toutefois un œil sur son entreprise : il deviendra président du conseil de surveillance du groupe.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Demi-poste

VOUS vous souvenez de ce billet intitulé « Poste restante », où je vous parlais de milliers de lettres en souffrance qui ne peuvent pas être acheminées faute de personnel ? Là-dessus, coup de fil d'une lectrice. Anne-Marie Toinen, elle s'appelle. Contrôleur au bureau de Lannion. Quatre gosses, dont l'aîné a huit ans. Son mari hosse au CNET. Après la naissance du dernier, ila prénommé, l'un puis l'autre, un congé parental de six mois. Après quoi ila demandé, l'un et l'autre, à reprendre un travail à temps partiel.

Pour lui, c'est oui, pas de problème. Pour elle, c'est non, pas question. Démarches tous azimuts, requêtes, recours, manifs, pétitions, dégelée d'articles dans la presse régionale, sans succès. Lettre à madame l'ex-secrétaire d'Etat aux droits de la femme. Réponse : le travail à 80 ou 60 % n'est pas de nature à assurer la promotion de la femme dans la vie économique et sociale du pays. Il ne va donc pas dans le sens de l'égalité entre les sexes.

Téte du papa-poule encaqué entre sa planche à repasser et sa

table à langer en liant cette bafouille ! Elle vaut son pesant de couches-culottes, avouez. Surtout quand on pense à catta Franco grisonnante, mamie frustrée, pleurnichant sur ses berceaux vides : Je veux des petits enfants, sinon qui c'est qui va la payer, ma ratatouille, hein ?

Mais le plus farce, ce sont ses efforts désespérés pour résorber le chômage : Qu'est-ce que vous voulez que j'en fasse, moi, de ces millions de demandeurs d'emploi ? Si tu commençaes par rafler à un agent auxiliaire sur le sable, c'est pas ce qui menque dans le coin, le demi-poste qu'elle libère, cette jeune mère-courage. Il en faut, croyez-moi, là, aujourd'hui, pour élever des gamins tout en continuant à gagner ne serait-ce qu'une moitié de vie !

Mais ça non, rien à faire ! Ils refusent obstinément, les PTT. La raison ? Je vous la donne en mille : ils sont pas suffisamment motivés, ces employés à la petite semaine, pas assez attentifs aux besoins des usagers, pardon : des clients. Alors, plutôt un guichet fermé qu'un mi-temps d'arrière !

An sein du groupe Livre Hachette

M. Claude Durand prend la direction de Stock

Un plan de restructuration vient d'être décidé chez Stock, filiale du groupe Livre Hachette. Ce plan est l'un des premiers effets du départ, le 23 mai, de M. Jean-Claude Lattès, ancien directeur du groupe Livre (le Monde du 24 mai). Il prévoit de garder seulement cinq des quinze personnes employées chez Stock. Des propositions de reclassement à l'intérieur du groupe Hachette seront faites au personnel licencié. A la direction d'Hachette, on souligne les résultats négatifs de Stock et les « énormes pertes d'argent » dues à des politiques éditoriales contradictoires.

M. Claude Durand, PDG de l'Édition, nommé conseiller pour les questions éditoriales d'Hachette Livre au moment du départ de M. Lattès, est le maître d'œuvre de ce plan de restructuration. Il cumulera ces deux fonctions avec celle de PDG de Stock en remplacement de M. Alain Carrière, à l'autonomie. Pour M. Durand, il s'agit d'un « rapprochement » entre les deux maisons, qui permettra à Stock de repartir sur « des bases solides ». « Stock ne sera certainement ni une filiale, ni un département, ni une collection de l'édition », souligne-t-il. Chez Stock, on croit, on estime qu'on « enterre un mort vivant ».

Le programme de rentrée, qui comprend des livres d'André Brink et de Rachid Mimouni, est maintenant. Selon M. Durand, Stock sortira quinze à vingt nouveautés par an et s'emploiera à exploiter le fonds très important, notamment en littérature étrangère.

EN BREF

James Brown autorisé à sortir des États-Unis. - Le chanteur et musicien américain James Brown a repu, mardi 2 juillet, l'autorisation de la cour de Caroline du Sud de quitter les États-Unis. Il se produira donc vendredi 5 juillet dans le cadre du Winston Legend Festival à Issy-les-Moulineaux, près de Paris, à 20 h 30. Le chanteur avait dû annuler les concerts prévus les 1^{er} et 2 juillet dans le cadre de ce festival. Les tickets déjà vendus pour ces deux dates sont valables pour le concert de vendredi.

Décès de l'actrice Lee Remick. - L'actrice américaine Lee Remick est décédée, mardi 2 juillet, à Los Angeles d'un cancer du foie. Elle avait cinquante-cinq ans. Après un début de carrière brillante à la fin des années 50 - elle a tourné avec quelques grands metteurs en scène : Elia Kazan, Otto Preminger, Don Siegel, etc. - elle se consacrait bientôt aux productions télévisées et tenait les premiers rôles de séries et téléfilms importants (l'Amour en héritage).

Vague de grèves dans les transports italiens. - Les transports italiens devraient être très perturbés

D'autre part, M^{me} Nicole Lattès, épouse de l'ancien directeur du groupe Livre Hachette, quitte ses fonctions de directrice des Éditions Lattès, filiale d'Hachette. Elle fut notamment l'éditrice d'Irène Frain et de Nadine de Rothschild.

PATRICK KÉCHICHIAN

Olivetti renonce à participer à la reprise de Goupil

Le groupe informatique italien Olivetti a confirmé mardi soir 2 juillet son retrait du dossier de sauvetage de SMT Goupil, le fabricant français de micro-ordinateurs professionnels. « A la demande des pouvoirs publics, précise la firme italienne, Olivetti avait envisagé de participer, avec le rôle d'opérateur industriel, à l'étude et à la mise en place très rapide d'un plan permettant la reprise de SMT Goupil. Malgré les efforts des pouvoirs publics, les conditions financières d'une mise en œuvre de ce plan, clairement définies à l'origine, n'ont pu être remplies dans un délai raisonnable et Olivetti a dû renoncer à ce projet, dont l'exécution est devenue impossible ». Au CIRI, on estimait le 2 juillet qu'il n'y avait plus aucun espoir de sauvetage de Goupil, et on envisageait la liquidation de la société pour le 11 juillet, date prévue de la remise des conclusions de l'administrateur judiciaire au tribunal de commerce de Créteil.

su cours du mois de juillet en raison d'un grand nombre de préavis de grève déposés par les syndicats du 5 au 20 juillet. Les contrôleurs de la navigation aérienne cesseront le travail, le 7 et le 8 juillet. Les pilotes feront grève deux heures par jour du 9 au 20 juillet. Les marins débrayeront le 4, le 5, le 8 et le 12 juillet. Quant aux conducteurs de train, ils menacent de rouler à 50 km/h pour protester contre les grandes vitesses pratiquées qui risquent de provoquer des incidents dont ils ne veulent pas être tenus pour responsables.

Le mensuel
PASSAGES
LA RÉUSSITE DES
PROTESTANTS
P. Joutard, J. Ellul,
A. Dumas, L. Hamon
VENTE EN KIOSQUE 36 F